

Université de Montréal

«Partir ou rester?»

**Évaluer les facteurs de risque individuels et situationnels afin de
mieux intervenir auprès des jeunes qui fuguent des centres de
réadaptation**

par Julie Ste-Marie

École de criminologie
Faculté des Arts et Sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
En vue de l'obtention du grade de Ph.D en criminologie

Octobre 2019
© Julie Ste-Marie, 2019

Résumé

La fugue est une problématique importante pour les instances veillant à protéger la sécurité et le développement des enfants et adolescents. Au Québec, un jeune sur quatre hébergé en centre de réadaptation l'expérimente. Bien que le taux de jeunes fugueurs reste stable, au cours des dernières années, le nombre d'absences s'est avéré en hausse. Cela signifie que ceux qui ont quitté leur milieu de vie substitut l'ont fait plus souvent.

Puisque ce comportement peut compromettre la sécurité et le développement des enfants sous la responsabilité de ces instances, il faut chercher à déterminer les facteurs de risque individuels qui y sont associés. Il importe également de comprendre les caractéristiques du milieu de vie substitut et, plus largement, du contexte social environnant qui peuvent venir augmenter ou diminuer le risque.

Une gestion efficace du risque de fugue passe nécessairement par une compréhension systémique de différents facteurs de risque individuels, organisationnels et environnementaux qui s'influencent et interagissent. Afin de considérer l'ensemble des caractéristiques permettant de prédire l'occurrence et la récurrence de la fugue, cette thèse poursuit deux objectifs principaux, abordés à partir d'une méthodologie mixte, alliant les méthodes quantitative et qualitative.

Premièrement, le *Guide d'évaluation du risque de fugue*, un outil permettant d'évaluer le risque de fugue chez les jeunes hébergés en centre de réadaptation a été développé et validé. Un modèle composé initialement de 25 facteurs de risque a été soumis à diverses analyses psychométriques pour mettre à l'épreuve sa fidélité et sa validité prédictive. Des analyses de courbes ROC ont permis de déterminer que le modèle offrant la meilleure valeur prédictive en est un qui regroupe 15 éléments. De ce nombre, huit concernent des enjeux relationnels (ex.: alliance thérapeutique, réseau social, conflits, etc.). Une part importante de la prévention de la fugue doit donc s'intéresser à la façon dont le jeune interagit avec son entourage.

Deuxièmement, 15 entretiens ont été réalisés auprès d'acteurs-clés afin de mieux cerner les caractéristiques du milieu de vie substitut qui peuvent avoir une incidence sur le risque de fugue. L'étude de ces facteurs situationnels a permis de comprendre en quoi l'historique récent de fugues dans le milieu de vie substitut, l'encadrement physique, les équipes d'intervenants, les composantes organisationnelles et les caractéristiques de la prise en charge peuvent prévenir ou accroître le risque de fugue. Ces entretiens ont également mis de l'avant l'importance du contexte social environnant dans la compréhension de la problématique.

En somme, cette thèse avance que la gestion du risque implique non seulement qu'on identifie les caractéristiques du jeune qui le prédisposent à la fugue, mais que l'on comprenne également en quoi des facteurs situationnels réduisent ou exacerbent le risque. Enfin, elle soutient que cette compréhension reste incomplète si l'on ne tient pas compte de certaines composantes du contexte social environnant.

Mots-clés : Fugue, centre de réadaptation, protection de la jeunesse, évaluation du risque, gestion du risque

Abstract

The subject of runaways is an important preoccupation for child welfare services responsible for youth protection. In Québec, one in four youths living in a residential treatment center will experiment running away. Although these statistics tend to remain stable, in recent years an increase in absences has been observed. This can lead us to believe that those who leave the substitute care, do it more frequently.

Managing risks in the youth protection system is a high stakes endeavor. In fact, runaway behaviors can potentially compromise the security and development of the youths for whom child welfare services have a responsibility. An optimal management of these risks implies evaluating them. Such an evaluation must not only determine the factors predisposing the youth to run away, it must also aim to identify the characteristics of the environment, how they influence the phenomena and eventually how they contribute to heighten or lessen these risks.

A systemic understanding of the different individual and environmental risk factors, influencing and interacting with one another, must be considered when managing such risks in a protection setting. Considering these overall characteristics and their predictive value, this thesis has targeted two main objectives, based on a mix-méthod.

A first goal was to develop a clinically valid tool evaluating the risk of running away for youths living in a residential treatment center. Applying a model initially including 25 risk factors, diversified psychometric analysis measured the fidelity and predictive validity of the *Guide d'évaluation du risque de fugue*. In particular, ROC curves analysis helped determine that the model offering the best predictive value uses 15 risk factors. Of these 15 factors, 8 are pertaining to the quality of the relationships the youth has with his environment (quality of therapeutic alliance, conflictual relationships, peer and social relationships, etc...). This supposes that to better prevent the phenomena of running away in these contexts, a large part of these evaluations must take into account how the youth interacts with his environment.

In second place, 15 interviews were conducted with key actors to better understand the characteristics and organisation of these residential treatment centers, and eventually their

incidence on the risks of runaway behaviors. The careful study of situational factors has helped understand the influence of the actual presence of runaway behaviors, the physical environment, the teams of professionals; the characteristics of psychosocial treatment and finally the organisational components, and how they can prevent or increase these risks. These interviews have also highlighted the importance of the exterior environment in which the child welfare system is rooted and how this context affects the comprehension on these behaviors.

Ultimately the results of this thesis lead us to believe that managing the risks of runaway behaviors not only implies evaluating the youth's characteristics and how they predispose them to such behaviors but equally implies that situational factors have a role in preventing or increasing the risks. Although it should be mentioned that this evaluation is incomplete without the analysis of the exterior environment's components and how they will facilitate or limit the risk management of professionals and child welfare organisations.

Key words: Runaway, residential treatment centers, child protection services, risk evaluation, risk management

Table des matières

Résumé.....	ii
Abstract	iv
Table des matières.....	vi
Liste des tableaux.....	viii
Liste des figures	ix
Liste des sigles	x
Remerciements.....	xii
Introduction.....	1
Chapitre 1 : Contexte théorique	6
1.1 Les enjeux de la fugue.....	11
1.2 La fugue, entre les enjeux de sécurité et de développement	20
1.3 Les facteurs de risque.....	23
1.4 Les motivations à fuguer	32
1.5 Les limites des recherches.....	37
1.6 Les interventions à privilégier.....	39
1.7 Les approches théoriques	42
1.8 Le résumé des connaissances issues de la littérature scientifique.....	53
1.9 Les objectifs de la thèse	54
Chapitre 2 : Méthodologie	56
2.1 La validation du <i>Guide d'évaluation du risque de fugue</i>	57
2.2 Les entretiens semi-structurés	69
Chapitre 3 : Construction d'un outil d'évaluation du risque de fugue.....	75
3.1 Les approches en gestion du risque.....	77
3.2 La démarche méthodologique	81
3.3 L'élaboration du Guide d'évaluation du risque de fugue.....	87
3.4 Les résultats de l'accord inter-juge	93
Chapitre 4 – Validation prédictive du <i>Guide d'évaluation du risque de fugue</i>	98
4.1 L'occurrence de la fugue selon les caractéristiques de l'échantillon	98
4.2 La sélection des facteurs de risque.....	100

4.3 Les aires sous la courbe et la consistance interne	105
4.4 Les niveaux de risque	107
4.5 Les niveaux de risque et la fugue	111
4.6 L'évaluation du risque des professionnels, le genre et la fugue.....	112
Chapitre 5 – Facteurs de risque situationnels de la fugue en centre de réadaptation.....	114
5.1 L'historique de fugues.....	114
5.2 L'environnement physique.....	117
5.3 Les facteurs organisationnels	122
5.4 Les caractéristiques du personnel.....	127
5.5 La gestion de cas	134
5.6 Un 6e domaine : l'environnement externe	141
Chapitre 6 : Discussion	145
6.1 Les facteurs de risques individuels.....	146
6.2 Les facteurs de risque situationnels.....	155
Conclusion	163
Limites de la thèse.....	164
Portée de la thèse.....	165
Références	ix
Annexe 1 : Canevas d'entrevue	xx
Annexe 2 : Guide d'évaluation du risque de fugue.....	xxii
Annexe 3 : Modèles de prédiction du risque de fugue.....	xlix

Liste des tableaux

Tableau 1 Répartition des questionnaires selon le genre et le niveau d'encadrement	61
Tableau 2 : Occurrence de la fugue en fonction des quatre variables dépendantes.....	64
Tableau 3: Répartition des participants selon leur fonction et leur secteur d'activité	71
Tableau 4 : Comparaison entre les facteurs de risque inclus dans les versions un et deux du Guide d'évaluation du risque de fugue	89
Tableau 5 : Mesure de la fidélité des facteurs de risque à partir des Coefficients inter-classes	95
Tableau 6: La fugue en fonction de certaines variables démographiques	99
Tableau 7: Relations entre les facteurs de risque, les niveaux de risque et la fugue à partir des Tests de Chi-Carré	101
Tableau 8: Relations entre les facteurs de risque, le niveau de risque et la fugue à partir des analyses de survie	104
Tableau 9: Aires sous la courbe et consistance interne des quatre modèles de prédiction du risque de fugue.....	106
Tableau 10: Score moyen global selon l'occurrence ou non de la fugue	108
Tableau 11: Sensibilité et spécificité du modèle pour la fugue (toutes durées confondues) ..	109
Tableau 12: Comparaison entre les niveaux de risque et la fugue.....	111
Tableau 13: Comparaison entre l'évaluation du risque par l'outil, l'évaluation du risque par les professionnels, le genre et la fugue.....	112
Tableau 14: Facteurs de risque pour chacun des modèles	xlix

Liste des figures

Figure 1: Les facteurs de risque situationnels de la violence.....	49
Figure 2: Les facteurs de risque situationnels de la fugue	160

Liste des sigles

CISSS : Centre intégré de Santé et de Services sociaux

CIUSSS : Centre intégré universitaire de Santé et de Services sociaux

CJM-IU : Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire

DPJ : Directeur de la protection de la jeunesse

INESSS : Institut National d'Excellence en Santé et en Services sociaux

LPJ : Loi sur la protection de la jeunesse

MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux

PRISM : *Preventing Risk Intervention by Situational Management*

« Vous n’avez pas besoin d’avoir toutes les réponses pour commencer »
Sébastien Sasseville

Remerciements

Cette aventure n'a pas été un long fleuve tranquille. Elle tire aujourd'hui à sa fin et je n'y serais pas arrivée sans le soutien de nombreuses personnes, que je tiens à remercier avant de vous présenter ma thèse.

D'abord et avant tout, merci à mon directeur, Denis Lafortune, qui m'a accompagné à travers toutes ces années. Merci d'avoir toujours répondu présent, malgré mon parcours un peu atypique et d'avoir compris que cette démarche ne faisait pas de sens pour moi sans mon travail, même si cela impliquait qu'elle durerait un peu trop longtemps. Denis, tu es un homme d'une incroyable intelligence. Chacun de tes commentaires, chacune de nos discussions m'auront permis non seulement de grandir comme étudiante, mais également comme professionnelle.

Un merci également tout spécial à Jean-Pierre Guay, qui m'a guidé à travers l'univers un peu complexe des analyses psychométriques.

Merci aux trois établissements qui ont soutenu ma démarche (Laval, Montréal et Montérégie), ainsi qu'aux intervenants qui se sont prêtés au jeu et ont investi de leur temps pour contribuer à la cueillette de données. Un merci particulier à Jacinthe, Sophie et René-André qui ont organisé le tout avec une efficacité inégalée.

Je tiens également à remercier ma super patronne, Nadine, qui a mis en place les conditions gagnantes pour me permettre de traverser la ligne d'arrivée. Merci aussi de croire en mes capacités et de m'amener à me dépasser. Ça m'aura été utile bien au-delà du travail.

Merci à ma super collègue Lisa. Tu auras été mon oreille attentive dans les moments de doute, mais également d'une incroyable efficacité pour m'aider à organiser mes idées et pousser plus loin mes réflexions.

Merci à mon équipe de feu qui m'a rappelé dans les derniers mois, alors que je cherchais un sens à cette démarche, le plaisir que j'ai à explorer l'univers complexe des jeunes de la protection de la jeunesse. Merci aussi de votre patience et de tout le soutien offert au travail pour que je puisse me concentrer sur la rédaction de ma thèse.

Merci au meilleur des amoureux. Nous nous sommes connus au début de cette aventure, il y a bientôt dix ans. Tu auras été d'un soutien inconditionnel du début à la fin. Merci aussi pour ta croyance indéfectible en ma capacité à mener ce projet à terme. Tu y auras cru plus que moi à certains moments. Merci aussi à nos trois enfants, Laurent, Ludovic et Béatrice. Vous m'apprenez un peu plus chaque jour la persévérance, la patience et la résilience.

Merci aussi à mes parents qui m'ont appris à aller au bout de ce que j'entreprends. Merci aussi d'avoir mis autour de moi les conditions gagnantes pour que je me concentre sur mes études tout au long de mon parcours académique et d'avoir pris soin de mes amours dans les derniers miles pour que je puisse me consacrer à ce projet.

Merci finalement à l'École de criminologie. Le soutien financier offert dans les derniers mois m'aura permis de franchir la ligne d'arrivée.

Introduction

Chaque année, au Québec, environ un adolescent¹ sur quatre qui, en vertu de *la Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ), est hébergé dans un centre de réadaptation pour jeunes en difficultés d'adaptation² quitte au moins une fois son milieu de vie sans autorisation (INESSS, 2017). Des études publiées dans divers pays rapportent des taux de fugue équivalents ou supérieurs (Attar-Schwartz, 2013; Biehal et Wade, 2000; Courtney et al., 2005).

Pour plusieurs, il s'agira d'une erreur de parcours ou d'une conduite occasionnelle (Courtney et Zinn, 2009; INESSS, 2017, Lebon, 2016). Toutefois, d'autres fugueront plus fréquemment et/ou plus longtemps, risquant de compromettre leur sécurité ou celle d'autrui et de mettre en échec le processus de réadaptation (Courtney et al., 2005). La récurrence des fugues suggère que les services offerts ne répondent pas aux besoins de certains jeunes (Finkelstein, Wamsley, Currie et Miranda, 2004; Hamel, 2017).

En 2016, les fugues d'adolescentes hébergées au CISSS de Laval ont fait l'objet d'une importante exposition médiatique. Ces comportements ont mis en évidence une problématique concomitante à la fugue, soit l'exploitation sexuelle dont sont parfois victimes les jeunes filles durant leur absence. À la suite de ces événements, un vérificateur général a été mandaté pour étudier la situation. Dans son rapport, Lebon (2016) indique que la problématique de fugue est bien réelle et le nombre d'absences en hausse dans l'ensemble du Québec. À son avis, les enjeux dépassent donc la réalité des adolescentes victimes d'exploitation sexuelle dans une région spécifique.

Par exemple, entre le 1^{er} avril 2016 et le 31 mars 2017, dans les régions de Laval, Montréal et Montérégie (visées par le présent projet), 4317 fugues ont été dénombrées officiellement. La durée et la fréquence de ces fugues ont varié considérablement d'un jeune à l'autre, mais globalement, elles ont totalisé plus de 12 000 jours d'absence. Durant ce temps, les adultes

¹ Le genre masculin utilisé dans cette thèse désigne aussi bien les adolescentes que les adolescents.

² Ci-après centres de réadaptation.

n'ont pas été en mesure d'assurer la protection des adolescents concernés, ce qui a pu susciter à la fois de l'inquiétude, un sentiment d'impuissance et de la frustration (Biehal et Wade, 2000; Finkelstein et al., 2004; Hamel et al., 2012; Lebon, 2016).

À la suite de la parution du rapport Lebon, divers experts se sont réunis afin de tracer un portrait de la fugue dans les centres de réadaptation du Québec, de recenser les pratiques efficaces en la matière et d'émettre des recommandations afin de mieux prévenir et intervenir (INESSS 2017 : 2018). Parallèlement, le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a publié le plan d'action *La fugue dans les centres de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation : prévenir pour mieux intervenir*, dans lequel il propose de faire de cette problématique une priorité nationale. Des sommes monétaires considérables ont été également investies pour mettre en oeuvre ce plan d'action.

Or, la problématique de fugue préoccupait les organisations bien avant 2016. En effet, l'Institut National en Santé et en Services sociaux (INESSS, 2017) a recensé divers projets ou programmes mis en place dans les différents Centres jeunesse³ afin de prévenir la fugue des jeunes, mais également d'assurer leur protection lorsqu'ils décident quand même de quitter. Par exemple, en 2012, le Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire (CJM-IU) a mis de l'avant le projet pilote *Agir sur la fugue* comportant 18 actions à réaliser avant, pendant et après la fugue.

Toutefois, malgré les actions posées par diverses organisations, le nombre de fugues est en hausse et les interventions ne semblent pas atteindre leur but. Alors que d'importantes sommes d'argent sont investies, les pressions sociales et gouvernementales sont grandes sur les organisations pour qu'elles obtiennent des résultats. Il apparaît alors plus que nécessaire de

³ En 2015, le *Projet de loi n°10 : Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales* a mené à la fusion des Centres jeunesse avec les établissements offrant les services de santé et les services sociaux de première ligne. Ces organisations portent le nom de CISSS (Centre intégré de Santé et de Service sociaux) ou CIUSSS (Centre intégré universitaire de Santé et de Service sociaux). Dans la suite de cette thèse, l'appellation «Centres jeunesse» sera conservée afin d'alléger le texte et faciliter la compréhension du lecteur.

comprendre ce qui mène un jeune à fuguer et pourquoi les interventions actuelles semblent inefficaces.

En fait, dans différents pays, les instances responsables de la protection de la jeunesse parviennent difficilement à jouer leur rôle auprès des jeunes fugueurs (Attar-Schwartz, 2013; Guest, Baker et Storaasli , 2008). Les préoccupations entourant cette problématique ne sont donc pas spécifiques au Québec. Une imposante littérature scientifique sur le sujet en fait foi, des études ayant été publiées notamment aux États-Unis, en Angleterre, en Nouvelle-Zélande et en Israël.

La presque totalité de ces études aborde le sujet sous deux angles : les caractéristiques des jeunes fugueurs et leurs motivations à quitter le milieu d'hébergement. Les connaissances descriptives ainsi produites mènent certes à une meilleure compréhension des facteurs individuels qui distinguent les fugueurs des non-fugueurs. Cependant, très peu de travaux tentent d'appliquer ces connaissances pour développer des méthodes d'évaluation, de prévention ou d'intervention.

Les recherches montrent également que la prévalence de la fugue diffère d'un milieu de vie substitut à un autre et ce, malgré que le profil de la clientèle hébergée reste comparable (Bichal et Wade, 2000). Au Québec, dans les régions de Laval et de la Montérégie, 50% des fugues se produisent dans seulement 20% des unités⁴. Cela signifie que, au-delà des facteurs individuels, les caractéristiques des centres de réadaptation (voire des services à l'intérieur d'un centre de réadaptation) ont également une incidence sur la probabilité qu'un adolescent quitte ou non. La plupart des recherches s'intéressant aux motivations des jeunes fugueurs s'attardent aux éléments qui ont mené à la décision de partir sans pour autant chercher à comprendre pourquoi ce comportement est plus fréquent dans certains milieux que d'autres. Enfin, des études portant sur la fugue *du milieu familial* ont évalué l'efficacité d'interventions faites auprès des adolescents qui fréquentent des ressources communautaires durant leur

⁴ Calcul réalisé à partir des bases de données sur la fugue de ces deux régions entre le 1^{er} avril 2016 et le 31 mars 2017.

absence (INESSS, 2018). Par contre, les recherches réalisées *dans les milieux de vie substitués* échouent à mettre en évidence des pratiques efficaces auprès des fugueurs. En d'autres mots, la majorité des approches ou interventions mises en place auprès des jeunes hébergés dans des milieux institutionnels n'ont pas fait l'objet d'évaluation quant à leur efficacité.

En somme, si la littérature scientifique apporte un éclairage sur diverses caractéristiques individuelles des jeunes fugueurs, elle demeure relativement silencieuse par rapport aux facteurs de risque de nature situationnelle et aux données probantes en matière d'intervention. De même, elle informe peu sur les facteurs qui permettent d'évaluer le risque de fugue.

Lebon (2016), en plus de souligner les défis que représente la gestion du risque de fugue pour les directions de la protection de la jeunesse, recommande qu'une évaluation rigoureuse d'un tel risque soit faite pour l'ensemble des jeunes hébergés. L'INESSS (2018), dans un avis sur le sujet, émet la même recommandation. Or, pour y parvenir, il faut connaître les facteurs qui contribuent significativement à ce risque (Andrews et Bonta, 2010). C'est pourquoi le premier objectif de cette thèse consiste à développer un modèle d'évaluation initiale du risque de fugue.

Toutefois, concentrer tous les efforts de prévention sur le jeune et ses caractéristiques individuelles serait une erreur (Attar-Schwartz, 2013; Nesmith, 2006). En effet, les caractéristiques du milieu de vie substitut (encadrement physique, ambiance, approches d'intervention, équipes de travail, procédures et balises, etc.) peuvent aussi avoir un impact sur la décision de le quitter ou non (Finkelstein et al., 2004). Si la littérature scientifique sur la fugue *du milieu familial* traite des facteurs de risque qui y sont associés, il en va tout autrement de celle s'intéressant aux jeunes qui quittent un *milieu institutionnel*. Le second objectif de la présente thèse visera donc à explorer ces caractéristiques, telles que perçues par des acteurs-clés.

En résumé, cette thèse propose une compréhension systémique des facteurs associés à la fugue dans les centres de réadaptation qui hébergent des jeunes placés en vertu de la LPJ. Elle vise à identifier les facteurs individuels permettant d'évaluer le risque, mais également les facteurs

situationnels expliquant pourquoi, même s'ils ont des profils semblables, certains jeunes quittent sans autorisation alors que d'autres ne le font pas.

Le premier chapitre de cette thèse présentera un état des connaissances sur les enjeux, les facteurs de risque et les motivations abordés jusqu'à présent dans la littérature scientifique. Il mettra également en évidence l'absence d'un cadre théorique ou conceptuel qui viendrait baliser la plupart des interventions faites auprès de cette clientèle.

Le second chapitre détaillera la méthodologie mixte qui a été adoptée. En effet, dans un volet quantitatif, la fidélité et la validité du *Guide d'évaluation du risque de fugue* ont été mises à l'épreuve. Cet outil a été élaboré afin d'accompagner les intervenants dans le repérage des jeunes susceptibles de fuguer et dans l'identification des besoins auxquels s'intéresser pour en prévenir l'occurrence et la récurrence. Dans un volet qualitatif, divers acteurs-clés ont été par la suite rencontrés afin de discuter des facteurs situationnels pouvant expliquer la problématique de fugue dans les centres de réadaptation.

Le chapitre trois présentera la démarche du *Guide d'évaluation du risque de fugue*. Le quatrième chapitre détaillera les résultats de la démarche de validation de l'outil, alors que le chapitre cinq s'intéressera aux éléments principaux qui émergent des entretiens réalisés. Enfin, les différents résultats seront intégrés et discutés dans le chapitre six.

Chapitre 1 : Contexte théorique

La littérature scientifique portant sur le phénomène de la fugue chez les adolescents est riche, ce qui illustre l'ampleur des préoccupations qui l'entourent. Si, dans les années '90, les études ont principalement cherché à expliquer le comportement de jeunes qui quittaient sans autorisation leur milieu familial, les années 2000 ont fait place à un nombre important de recherches sur les fugues de milieux de vie substitués, dans un contexte de prise en charge par les services de protection de la jeunesse. Une recherche réalisée au moyen de diverses bases de données bibliographiques a permis de recenser au moins 27 études publiées sur le sujet depuis le début des années 2000⁵, contre six publiées dans les années '90⁶. L'intérêt grandissant pour la fugue de jeunes suivis en vertu d'une loi protectionnelle pourrait en partie s'expliquer par les enjeux auxquels sont confrontées les instances dans la gestion de ce comportement (Crosland et Dunlap, 2015).

Ce chapitre discutera des principaux thèmes abordés dans la littérature scientifique, soit les enjeux relatifs à la fugue (à la fois pour l'enfant et les organisations responsables de sa prise en charge), les facteurs de risque, les motivations du jeune ainsi que les meilleures pratiques à mettre en place dans les milieux concernés. Ces thèmes seront abordés via les études spécifiquement réalisées à partir d'échantillons composés d'adolescent(e)s hébergés dans des *milieux de vie substitués*. Les résultats de recherches sur la fugue du *milieu familial* sont certes importants et pertinents dans la compréhension de la problématique. Toutefois, comme ces études ont généralement été réalisées à partir d'échantillons composés de jeunes itinérants fréquentant des ressources dans la communauté⁷, il est difficile d'en transposer les résultats

⁵ Attar-Schwartz (2013), Biehal et Wade (2000), Bowden et al. (2018), Bowden et Lambie (2015), Burford (2006), Clark et al. (2008), Courtney et al. (2005), Courtney et Zinn (2009), Couture et al., (2018), Crosland et al. (2018), Crosland et Dunlap (2018), Eisengart et al. (2008), Fasulo et al. (2002), Finkelstein et al. (2004), Guest et al. (2008), Hamel (2017), Hamel et al. (2012), Karam et Robert (2013), Kerr et Finlay (2006), Kim et al. (2013), Lin (2012), McIntosh et al. (2010), Nesmith (2006), Robert et al. (2009 : 2004), Sunseri (2003) et Taylor et al. (2013)

⁶ Angenent et al. (1991), Biehal et Wade (1999), English et English (1999), Kashubek et al. (1994), Miller et al. (1990) et Zimmerman et al. (1997).

⁷ Par exemple : Chen et al. (2004), Hyde (2005), Robert et al. (2005) et Simons et Whitbeck (1991).

auprès de la population visée par notre démarche. Malgré leur pertinence, ces résultats ne seront pas approfondis dans ce chapitre.

Avant d’aller plus loin dans la présentation du contexte théorique, il est nécessaire de définir deux notions clés, soit celles de fugue et de milieu de vie substitut. En effet, l’absence de consensus entre les différents auteurs à ce sujet impose une certaine prudence dans la comparaison des recherches.

Définition de la fugue

La définition de la fugue ne fait pas consensus. En fait, l’utilisation même du terme « fugue » n’est pas toujours privilégiée dans les études publiées en anglais. Certains auteurs utilisent la traduction exacte «runway»⁸ ou «running way»⁹, tandis que d’autres parlent de «going missing»¹⁰, «absonder»¹¹, «AWOL – absent without official leave»¹² ou «elopement»¹³. Traduits en français, ces termes correspondent à «disparu», «fugitif» ou «absent sans autorisation officielle». En français, par contre, il existe peu de synonymes et le mot fugue est utilisé dans toutes les recherches recensées.

La définition de la fugue diffère également d’une recherche à l’autre. Fredette et Plante (2004), dans le *Guide d’accompagnement et d’intervention : Le phénomène de la fugue à l’adolescence*, définissent la fugue comme un départ volontaire du milieu de vie, sans autorisation et pour au moins une nuit. Cette définition est la plus répandue dans les études s’intéressant aux adolescents qui quittent leur milieu familial. Les recherches réalisées sur les jeunes hébergés dans des milieux supervisés par les services de protection de la jeunesse adoptent une autre perspective. Par exemple, Bowden, Lambie et Willis (2018) considèrent qu’un jeune est «fugitif» dès que les adultes qui en sont responsables ne savent pas où il est. Pour Guest, Baker et Storaasli (2008), un enfant est en fugue lorsqu’il quitte volontairement

⁸ Attar-Schwartz (2013), Clark et al. (2008), Courtney et al (2005) et Karam et Robert (2013)

⁹ Courtney et Zinn (2009), Crosland et Dunlap (2015), Kim, Chenot et Lee (2013) et McIntosh et al. (2010)

¹⁰ Biehal et Wade (2000) et Taylor et al (2013)

¹¹ Bowden, Lambie et Lewis (2018) et Bowden et Lambie (2015)

¹² Finkelstein et al. (2004) et Guest, Baker et Storaasli (2008)

¹³ Kashubeck, Pottebaum et Read (1994)

son milieu de vie ou qu'il ne revient pas d'une sortie autorisée. Biehal et Wade (2000) ajoutent que ces absences non motivées ne sont pas toujours déclarées à la police et ne sont pas limitées en termes de durée.

Au Québec, la définition retenue pour la fugue est la même pour tous les établissements responsables des services de protection de la jeunesse. Elle a été présentée dans le *Guide sur les pratiques relatives au traitement des fugues des jeunes hébergés dans les unités de vie et les foyers de groupe de centre jeunesse* (2014), élaboré par le MSSS. Elle est libellée comme suit:

« Une fugue survient lorsqu'un enfant quitte volontairement, et sans autorisation de la personne en autorité, une ressource intermédiaire ou une installation maintenue par un centre jeunesse. Cela inclut les non-retours de sorties autorisées où l'enfant, de façon délibérée et non justifiée, ne respecte pas l'heure prévue du retour.

En ce sens, toute situation où, lors d'un non-retour de sortie autorisée, on ne peut, dans un délai d'au plus une heure, statuer sur la situation de l'enfant, ce dernier est présumé en fugue. Cette présomption pourra être renversée par la suite sur la base de nouvelles informations. » (page 9)

Cette définition de la fugue reprend diverses composantes présentées dans la littérature scientifique internationale, soit le fait qu'un jeune quitte volontairement son milieu d'hébergement ou ne rentre pas d'une sortie autorisée alors qu'une personne responsable ne sait pas où il se trouve. Elle précise également le délai à considérer, soit une heure.

Crosland et Dunlap (2015) notent que les auteurs débattent non seulement de la définition de la fugue, mais également de la façon de la compiler. La définition du MSSS pose problème à ce niveau, car les critères permettant de déterminer si un jeune est en fugue laissent une grande place au jugement professionnel. D'ailleurs, dans un portrait sur la fugue, réalisé au Québec et publié en 2017, l'INESSS soulève que, bien que la saisie dans le dossier des usagers soit encadrée par des normes provinciales, un ensemble très hétérogène d'événements sont comptabilisés. Cette constatation n'est pas propre au Québec. Biehal et Wade (2000), dans le cadre d'une recherche réalisée en Angleterre et portant sur plus de 2000 dossiers de jeunes

fugueurs, soulignent que les intervenants ne recensent pas tous les mêmes comportements et ne le font pas de la même façon. De leur côté, Finkelstein et ses collaborateurs (2004), à partir d'entrevues menées auprès d'intervenants, remarquent que ceux-ci ne s'entendent pas sur le moment où il faut considérer un jeune comme étant en fugue.

Cela constitue un obstacle à toute recension des écrits, car la majorité des chercheurs étudient la fugue à partir des statistiques officielles des organisations et des dossiers des jeunes. Si les différentes recherches n'étudient pas les mêmes comportements à partir des mêmes critères, la comparaison entre elles devient évidemment difficile. Par exemple, une étude peut inclure des événements qui ne seraient pas comptabilisés comme une fugue dans une autre ou, à l'inverse, omettre des situations qui seraient interprétées comme des absences non autorisées dans certains milieux.

Le présent contexte théorique prendra en considération les résultats présentés dans les études s'intéressant à la fugue de milieux de vie substituts, malgré les enjeux de définition soulevés. En effet, en dépit de certaines nuances, il s'agit généralement de situations où un adolescent sous la responsabilité d'un milieu de vie substitut s'absente sans autorisation. Si la littérature scientifique, malgré certaines limites, permet de faire avancer la compréhension des facteurs de risque et des motivations des jeunes concernés, il sera par la suite nécessaire de valider la pertinence de ces connaissances pour la population spécifique des jeunes hébergés dans des milieux de vie sous la supervision des directeurs de la protection de la jeunesse (DPJ) du Québec.

Définition de milieu de vie substitut

L'utilisation du terme «milieu de vie substitut» expose une seconde limite de la littérature scientifique. En effet, dans les publications de langue anglaise, différents termes peuvent désigner ce type de milieu. Il y est notamment question de: «out-of-home care»¹⁴, «foster care

¹⁴ Bowden, Lambie et Lewis (2018), Bowden et Lambie (2015), Courtney et Zinn (2009) et Kim, Chenot et Lee (2013)

placement»¹⁵, «foster care»¹⁶, «group homes»¹⁷, «residential care»¹⁸, «residential settings»¹⁹, «rehabilitative settings»²⁰, «residential treatment center»²¹, «institutional care»²², «substitute care»²³, «specialized foster care»²⁴ et «adolescent treatment center»²⁵. Or, les caractéristiques de ces milieux sont rarement explicitées. De plus, la structure des organisations responsables de la protection des enfants diffère d'un pays à l'autre, voire même à travers les différentes régions d'un même pays, notamment aux États-Unis où ont été réalisées plusieurs recherches. Deux milieux désignés de la même façon peuvent donc présenter des caractéristiques différentes. Par exemple, le terme «foster care» réfère parfois à une simple famille d'accueil (Karam et Robert, 2013; Witherup et al., 2008), parfois à un milieu qui se rapproche d'un environnement familial, mais où la prise en charge est assurée par des spécialistes de l'intervention auprès d'enfants ayant des problématiques sévères (Clark et al., 2008; Finkelstein et al., 2004). Ainsi, il est envisageable que les caractéristiques des jeunes qui y sont hébergés ainsi que les interventions mises en place diffèrent.

Il faut également être prudent par rapport à la traduction des termes. Par exemple, Karam et Robert (2013), dans une étude réalisée au Québec, mais publiée en anglais, utilisent «group homes» et «foster care» pour désigner un échantillon constitué de jeunes hébergés en centre de réadaptation. De leur côté, Robert, Pauzé et Fournier (2005), utilisent la traduction «substitute home environnement».

Au Québec, le DPJ peut, lorsqu'il doit retirer un enfant de son milieu familial, l'héberger dans une ressource de type familiale (communément appelée famille d'accueil), dans une ressource intermédiaire, dans un foyer de groupe ou dans un centre de réadaptation. Dans le cadre de

¹⁵ Crosland et al. (2018)

¹⁶ Clark et al. (2008), Finkelstein et al. (2004) et Lin (2012),

¹⁷ Karam et Robert (2013)

¹⁸ Biehal et Wade (2000)

¹⁹ Kerr (2006)

²⁰ Attar-Schwartz (2013)

²¹ Eisengart, Martinovich et Lyons (2008) et McIntosh et al. (2010)

²² Angenent, Beke et Shane (1991)

²³ Courtney et al. (2005)

²⁴ Fasulo et al. (2002)

²⁵ Zimmerman et al. (1997)

cette recension des écrits, tous les termes présentés précédemment seront regroupés sous l'appellation «milieu de vie substitut», faisant référence à tous les lieux d'hébergement qui ne sont pas la famille naturelle. Certes, les besoins, comportements et caractéristiques des jeunes hébergés dans ces différents milieux varient, de même que les modèles d'intervention et l'aménagement des lieux. Néanmoins, pour toutes les organisations qui hébergent des enfants en vertu d'un mandat de protection, la fugue représente une problématique préoccupante. C'est la raison pour laquelle l'ensemble des recherches réalisées dans les milieux de vie substitut seront ici discutés.

1.1 Les enjeux de la fugue

En mars 2018, le MSSS a déployé le plan d'action *Les fugues en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation : prévenir pour mieux intervenir* et recommandé de faire de la fugue une priorité nationale. De nombreuses ressources financières ont alors été investies.

Le Québec n'est pas le seul endroit où l'absence non autorisée des jeunes pris en charge en vertu d'une loi protectionnelle préoccupe (Bowden et Lambie, 2015; Crosland et Dunlap, 2015). Cela peut en partie s'expliquer par les coûts importants qui y sont associés (Crosland et Dunlap, 2015). Au moment où le jeune quitte un milieu de vie substitut ou ne revient pas d'une sortie autorisée, plusieurs ressources humaines sont mobilisées dans des démarches administratives et cliniques (Attar-Schwartz, 2013; Bowden, Lambie et Willis, 2018; Bowden et Lambie, 2015; Crosland et Dunlap, 2015). La recherche d'un enfant disparu mobilise aussi les policiers (Crosland et Dunlap, 2015). Les coûts pour la société peuvent également être élevés, car plus de 20% des jeunes commettent des délits durant leurs absences (Biehal et Wade, 1999). Enfin, la médiatisation des fugues peut porter atteinte à la réputation des organisations impliquées, mettre en cause leur crédibilité (Bowden et Lambie, 2015) et nuire à leur collaboration avec les partenaires (Hamel et al., 2012). Outre ces coûts, différents enjeux, présentés dans la section suivante, permettent d'expliquer l'intérêt grandissant porté à la fugue d'un milieu de vie substitut.

1.1.1 La prévalence des fugueurs

Afin de bien comprendre l'intérêt des organisations de protection de la jeunesse pour la prévention de la fugue, il convient de comprendre l'ampleur de cette problématique. La prévalence est généralement établie à partir d'un ratio entre le nombre de fugueurs et le nombre d'adolescents hébergés. La prévalence de la fugue dans les milieux de vie substituts varie entre les différentes études recensées. Biehal et Wade (2000) étudient l'absence non autorisée des adolescents hébergés dans 32 milieux, sous la responsabilité de quatre organisations différentes. Ils rapportent que les taux varient entre 25 et 71%, les centres de réadaptation ayant un ratio jeunes fugueurs/jeunes hébergés plus élevé que les lieux d'hébergement moins encadrants. Eisengart, Martinovich et Lyons (2008) comparent quant à eux les programmes offerts dans 52 centres de réadaptation et rapportent des taux variant entre 0 et 57%. Attar-Schwartz (2013) étudie de son côté le taux de fugue de 32 centres de réhabilitation à partir de données autorévéloées des jeunes et considère non seulement les fugues, mais les tentatives. Il obtient un taux moyen de 44,2%. Ainsi, près d'un adolescent sur deux hébergé dans ces centres rapporte avoir quitté son milieu sans autorisation ou avoir tenté de le faire. Par contre, l'auteur ne s'attarde pas à expliquer ce qui est considéré comme une tentative de fugue. Au Québec, à partir des statistiques de l'ensemble des centres jeunesse, l'INESSS (2017) a établi qu'entre 23 et 25,8% des jeunes hébergés en centre de réadaptation ou en foyer de groupe fuguent. Ce pourcentage s'avère relativement stable dans le temps et à travers les différentes régions de la province. À titre d'exemple, Robert, Thérien et Jetté (2009), dans une étude réalisée dans la région de l'Outaouais, rapportent un taux de fugue de 24%.

En somme, les taux constatés varient de 0 à 71%. Diverses hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ces écarts. D'abord, la structure des organisations dans lesquelles ont été réalisés les projets varie. Tel que discuté précédemment, deux milieux désignés de la même façon ne présentent pas toujours les mêmes caractéristiques et n'hébergent pas nécessairement le même type de jeunes. De plus, il a déjà été indiqué que la définition de la fugue et la saisie de l'événement dans les dossiers des enfants ne sont pas uniformes. Si certaines études sont réalisées à partir de données recueillies dans les dossiers (Biehal et Wade, 2000; Eisengart, Martinovich et Lyons, 2008), d'autres comptabilisent les réponses à des questionnaires

complétés par les jeunes eux-mêmes (Attar-Schwartz, 2013). Toutefois, ces hypothèses ne permettent pas d'expliquer pourquoi des différences importantes sont observées entre les taux de prévalence rapportés dans une même étude (ex. : 0 à 57% pour Eisengart, Martinovich et Lyons, 2008). Pour y arriver, il importe de considérer également les caractéristiques des milieux de vie substitués concernés. Nous y reviendrons.

1.1.2 La hausse du nombre de fugues, la fréquence et la durée des absences

Au-delà de la proportion élevée de jeunes qui expérimentent la fugue, la hausse du nombre d'absences est aussi préoccupante pour les organisations qui doivent assurer leur protection. Courtney et ses collaborateurs (2005) ont étudié les dossiers de plus de 14 000 enfants ayant au moins une absence non autorisée inscrite dans leur dossier, et ce, sur une période de dix ans. Ils constatent que le ratio nombre de fugues/nombre de jeunes hébergés a pratiquement doublé durant la période visée et ce, malgré que la proportion de jeunes fugueurs soit demeurée relativement stable. Ils en concluent que la hausse du nombre d'absences n'est pas attribuable à une augmentation du nombre de fugueurs, mais bien au fait que les jeunes qui quittent sans autorisations le font plus souvent. Taylor et al. (2013) dégagent un constat semblable d'une série de groupes de discussion réalisés auprès de jeunes, soit que ces derniers quittent de plus en plus souvent sans autorisation.

L'INESSS (2017) rapporte des données qui vont également dans ce sens. Dans l'ensemble des centres jeunesse du Québec, entre 2012 et 2016, le ratio nombre de fugues/100 jeunes hébergés est passé de 91,8 à 117,9. Or, le taux de prévalence des fugueurs pour cette même période est resté relativement stable, soit autour de 25%. Il n'y a donc pas davantage de jeunes ayant une problématique de fugue, mais la fréquence avec laquelle ces mêmes enfants adoptent ce comportement est plus grande.

Différentes études ont mis en évidence une dernière préoccupation statistique sur la fugue, soit que la majorité des jeunes qui se sont absentés une fois sans autorisation sont susceptibles de le refaire. Par exemple, Courtney et Zinn (2009) soutiennent que 36,33% des 14 482 fugueurs ont plus de trois absences à leur dossier. Ce pourcentage s'élève à 21,5% dans l'échantillon d'Attar-Schwartz (2013). Guest, Baker et Storaasli (2008) rapportent que 18,9% des jeunes

ont fugué entre trois et quatre fois et 28%, plus de cinq fois. Biehal et Wade (2000) observent qu'un tiers des 227 jeunes a plus de dix absences inscrites au dossier et concluent qu'une minorité d'entre eux sont responsables de la majorité des événements comptabilisés. Au Québec, l'INESSS (2017) rapporte que 34,2% des jeunes se sont absentés une seule fois sans autorisation, 26,3 % entre deux et trois fois, 27,3%, entre quatre et neuf fois et 12,2%, dix fois ou plus. Pour leur part, Robert, Thérien et Jetté (2009) étudient 84 jeunes qui sont responsables de 526 fugues. Ils observent que la moitié ont plus de trois absences non autorisées et que 20% en ont plus de dix.

Outre la fréquence des absences, leur durée est aussi préoccupante. Courtney et Zinn (2009) notent que 48 % des jeunes s'absentent pour moins de sept jours, mais que 24% le font pour plus de cinq semaines. L'INESSS (2017) quant à lui nuance davantage ses données. Il rapporte que 18,9 % des absences durent plus de 72 heures, mais 65,8 %, moins de 24 heures. De plus, parmi ce dernier groupe, 72,5 % des sorties non autorisées sont de moins de 8 heures. Toutefois, 39,3% des fugueurs ont quitté au moins une fois pour plus de 72 heures. Cette donnée met en lumière le fait que la durée des absences peut varier chez un même adolescent.

En terminant, bien que la comparaison entre les études comporte certaines limites, il est possible de faire les constats suivants : a) un nombre non négligeable de jeunes hébergés dans les milieux de vie substitut s'absente sans autorisation (entre 23 et 25,8% au Québec); b) ce groupe commet de plus en plus de fugues; c) un sous-groupe adopte ce comportement de façon récurrente et d) un même jeune peut fuguer pour une courte, comme pour une longue période. Bref, la fugue est une problématique préoccupante pour les établissements hébergeant des jeunes en vertu d'un mandat de protection.

1.1.3 Les conduites à risque associées et leurs conséquences

Si la fugue préoccupe les organisations d'aide à l'enfance, c'est aussi parce que les jeunes peuvent s'exposer à des risques importants une fois à l'extérieur. Ces derniers fréquenteraient de moins en moins les ressources d'hébergement communautaires (Hamel et al., 2012; Robert, Thérien et Jetté 2009), un élément qui distingue les adolescents qui s'absentent sans autorisation d'un milieu de vie substitut de ceux qui quittent la maison (Finkelstein et al.,

2004). S'ils ne se dirigent pas vers les ressources, les jeunes resteraient néanmoins peu «dehors» (Finkelstein et al., 2004). Biehal et Wade (1999) rapportent qu'une faible proportion, soit environ 15%, a effectivement dormi dans la rue. Cela signifie que les jeunes, lorsqu'ils s'absentent, fréquentent des milieux marginaux, voire criminalisés (Biehal et Wade, 2000), dans lesquels ils peuvent être exposés à différentes situations présentant un risque pour leur sécurité. Ils sont par exemple susceptibles d'être témoins ou victimes de violence physique ou sexuelle (Bowden et Lambie, 2015; Courtney et al., 2005). Les jeunes filles seraient également vulnérables à l'exploitation sexuelle (Hershberger et al., 2018).

À l'extérieur du milieu de vie, les jeunes peuvent mettre en danger leur sécurité ou celle d'autrui en adoptant des conduites sexuelles à risque (Clark et al, 2008), en s'engageant dans la prostitution (Biehal et Wade, 2000; Guest, Baker, Storaasli, 2008; Kim, Chenot et Lee, 2015) ou en consommant de façon abusive des drogues et de l'alcool (Biehal et Wade, 2000; Courtney et al., 2005; Guest, Baker et Storaasli, 2008). Ils sont aussi susceptibles de commettre des délits, que ce soit avec des pairs ou seuls, notamment pour assurer leur survie (Biehal et Wade, 1999; Bowden et Lambie, 2015; Courtney et al., 2005). Finkelstein et ses collaborateurs (2004) rapportent que les deux tiers des jeunes adoptent durant leur fugue des comportements qui les placent moyennement à risque (consommation, batailles, avances sexuelles non désirées, etc.) ou hautement à risque (expositions à des situations dangereuses, abus d'alcool et de drogues, implication dans des gestes de violence impliquant des blessures et/ou des arrestations, activités en lien avec les gangs, vente de drogues, etc.). Cette proportion n'est pas négligeable.

Qu'ils en soient témoins ou victimes directs, les expériences auxquelles sont confrontés les jeunes peuvent être traumatisantes (Biehal et Wade, 2000; Clark et al, 2008; Courtney et al., 2005; Finkelstein et al., 2004; Kim, Chenot et Lee, 2015). Laurier (2018) affirme que les adolescents, lors des épisodes de fugue, sont exposés à des événements potentiellement traumatiques. Dans une étude réalisée au Québec, cette auteure compare la santé mentale d'un groupe de jeunes ayant un historique de fugue à un autre qui n'en a pas. Elle constate que 21% des fugueurs satisfont les critères du syndrome de stress post-traumatique, contre 13,8% du groupe contrôle. De plus, 69,2% des jeunes qui s'absentent sans autorisation expriment avoir

été exposés à au moins un événement potentiellement traumatique dans leur vie, contre 50%. Laurier n'a toutefois pas été en mesure de déterminer si les jeunes ont vécu ces événements traumatiques avant ou durant la fugue. Peu importe la direction des liens entre la fugue et l'exposition à des événements potentiellement traumatisants, Hamel et ses collaborateurs (2012) rapportent que les jeunes qui fréquentent les ressources d'hébergement communautaires sont de plus en plus mal en point physiquement et psychologiquement à leur arrivée. Cette observation est prioritaire pour les organisations responsables de leur protection.

L'impact de la fugue sur la santé physique et psychologique ainsi que sur la sécurité des jeunes amènent généralement les organisations à hausser les mesures de protection, notamment en les déplaçant vers des milieux d'hébergement sécuritaires, où leur liberté est restreinte (Bowden et Lambie, 2015; Crosland et Dunlap, 2015). Par exemple, au Québec, la Loi sur la protection de la jeunesse prévoit une mesure d'encadrement spécifique pour ces situations (LPJ, article 11.1.1). Or, ces déplacements entraînent des ruptures relationnelles avec les intervenants de l'unité de vie d'origine (Crosland et Dunlap, 2015; Karam et Robert, 2013). De plus, l'absence du jeune, qui met en péril la stabilité du placement (Crosland et Dunlap, 2015), s'accompagne d'un détachement du milieu de vie (Biehal et Wade, 2000).

De plus, lorsqu'un jeune est absent, il ne peut pas recevoir l'aide et les services dont il a besoin (Attar-Schwartz, 2013; Zimmerman, Abbey, Nicholas et Bieber, 1997). Cela peut présenter un enjeu important, car l'adolescent n'apprendra pas à adopter des stratégies d'adaptation adéquates pour faire face aux différents facteurs d'adversité auxquels il est confronté.

En fait, les difficultés à mettre en place les services adéquats pour répondre aux besoins des fugueurs peuvent avoir des conséquences importantes sur leur développement et leur santé psychologique et ce, à long terme. Par exemple, Guest, Baker et Storaasli (2008), dans une recherche s'intéressant à un centre de traitement prenant en charge les jeunes pour une longue période, notent que les fugueurs développent davantage de symptômes psychopathologiques telles l'anxiété, l'hypervigilance et les idéations suicidaires.

L'absence du jeune freine également sa scolarisation (Attar-Schwartz, 2013; Crosland et Dunlap, 2015; McIntosh, Lyons, Weiner et Jordan, 2010). Une scolarisation interrompue peut avoir un impact sur la transition vers la vie adulte et sur l'insertion sociale future du jeune sur le marché du travail (Crosland et Dunlap, 2015; Finkelstein et al., 2004; McIntosh et al., 2010).

Le lien entre la fugue et l'itinérance à l'âge adulte a été également bien documenté (Hamel et al., 2012; Finkelstein et al.; 2004; Simons et Whitbeck, 1991). Au Québec, à partir d'un échantillon de mineurs vivant dans la rue, Robert, Pauzé et Fournier (2005) notent que 80% sont d'abord des fugueurs. Simons et Whitbeck (1991), de leur côté, étudient une population d'adultes itinérants de l'Iowa et relèvent que 53% des hommes et 47% des femmes vivant dans la rue étaient des fugueurs à l'adolescence. Biehal et Wade (2000) observent également que les jeunes fugueurs des milieux substituts sont surreprésentés dans un groupe d'itinérants. En somme, bien que tous les fugueurs ne deviennent pas itinérants, une proportion non négligeable de jeunes de la rue se sont d'abord absentes de leur milieu de vie sans autorisation.

En bref, les différentes conduites à risque adoptées durant la fugue ainsi que leurs conséquences à court, moyen et long termes représentent d'importants enjeux à la fois pour les jeunes et les organisations responsables de leur prise en charge.

1.1.4 La fugue et le mandat de protection

La fugue est un comportement qui peut entraîner une intervention légale d'une instance responsable de la protection de la jeunesse. Au Québec, c'est le DPJ qui a ce mandat. L'article 38 (alinéa F) de la LPJ stipule que *«la sécurité ou le développement d'un enfant est considéré comme compromis lorsqu'il [...] présente des troubles de comportement sérieux. On entend par [...] troubles de comportement sérieux lorsque l'enfant, de façon grave ou continue, se comporte de manière à porter atteinte à son intégrité physique ou psychologique ou à celle d'autrui »*. La fugue fait partie de ces comportements. Cette prise en charge peut également être ordonnée par un tribunal si le jeune ou son parent s'y oppose (article 47, LPJ).

Dans le cas où la fugue nécessite des mesures de protection plus importante, le DPJ peut *«confier l'enfant sans délai à un établissement qui exploite un centre de réadaptation [...] »* (article 46B, LPJ). Si, malgré cette mesure, la fugue se poursuit et que les comportements associés mettent en jeu sa sécurité ou celle d'autrui, *«l'hébergement de cet enfant peut s'effectuer dans une unité d'encadrement intensif maintenue par un établissement qui exploite un centre de réadaptation, laquelle encadre de façon importante son comportement et ses déplacements en raison de l'aménagement physique plus restrictif et des conditions de vie propres à cette unité»* (article 11.1.1, LPJ). En d'autres mots, la mesure d'hébergement en unité d'encadrement intensif est restrictive de liberté.

L'absence d'un enfant pose un enjeu d'imputabilité pour l'organisation responsable de sa prise en charge (Hamel et al., 2012), car cette dernière n'est pas en mesure d'assurer son rôle de protection lorsqu'elle ne sait pas où il se trouve (Attar-Schwartz, 2013; Bowden et Lambie, 2015; Guest, Baker et Storaasli, 2008). Or, elle est légalement tenue de le faire et doit en rendre compte devant différentes instances. Au Québec, la loi stipule que toute intervention du DPJ doit *«viser à mettre fin à la situation qui compromet la sécurité ou le développement de l'enfant et à éviter qu'elle ne se reproduise»* (article 2.3, LPJ).

Cependant, il faut se demander si toutes les absences non autorisées des jeunes représentent un danger pour leur sécurité. Crosland et ses collaborateurs (2018) constatent que plusieurs activités auxquelles se livrent les jeunes durant la fugue sont sans danger. En fait, ces comportements pourraient faire partie du développement normal de l'adolescent (Finkelstein et al., 2004). Encore plus, les jeunes ne verraient pas toujours leur absence non autorisée comme une fugue (Courtney et al., 2005). En fait, certains comportements sont comptabilisés comme tel à cause du contexte de placement, mais ne le serait pas si le jeune vivait à la maison (Finkelstein et al., 2004) et découlent des règles qui régissent le milieu, comme les couvre-feux. Néanmoins, l'organisation se doit d'assurer la protection de l'enfant et il est difficile de le faire lorsque les personnes responsables ne savent pas où il est.

1.1.5 Les enjeux pour les intervenants

La fugue n'a pas qu'un impact sur les organisations responsables de la protection des enfants, mais également sur les intervenants qui y travaillent. En effet, l'efficacité des services mis en place semble limitée dans le cas de la fugue (McIntosh et al., 2010). Dans le cadre d'une série d'entrevues réalisées auprès d'intervenants, Finkelstein et al. (2004) rapportent que ces derniers trouvent difficile de travailler avec de jeunes fugueurs, notamment parce qu'ils sont absents. Ils émettent des doutes sur leur capacité à empêcher les jeunes de quitter, notamment parce que les lieux physiques ne permettent souvent pas de les contenir. Biehal et Wade (2000) font également ce constat, à la suite de groupes de discussion ayant rejoint plus de 36 intervenants. Ces derniers affirment ne pas savoir quoi faire pour prévenir et empêcher la fugue, ce qui les amènerait à éprouver un certain fatalisme face à l'impact de leurs interventions. Lebon (2016) soulève également cet enjeu; la fugue entraînerait un important sentiment d'impuissance chez les intervenants.

Au Québec, les difficultés à prévenir la fugue sont encore plus importantes depuis que des changements législatifs survenus en 2007 ont balisé le recours à l'hébergement en unité d'encadrement intensif. Depuis ce moment, de nombreux jeunes, qui faisaient l'objet d'une telle mesure pour de longues périodes, se retrouvent désormais dans des milieux de vie ouverts où il est très difficile, voire impossible de limiter l'accès à l'extérieur. Pour avoir recours à la mesure restrictive de liberté, les comportements du jeune, dans leur fréquence, leur intensité et leur gravité, doivent être tels qu'ils mettent à risque leur sécurité ou celle d'autrui. De plus, cette mesure est temporaire et doit être révisée à fréquence régulière, au maximum à tous les mois (LPJ, article 11.1.1). L'incapacité de contrôler les allées et venues des jeunes par des moyens statiques est un enjeu du travail auprès des fugueurs dans le cas où ces derniers ne répondent pas aux critères pour recourir à l'hébergement en unité d'encadrement intensif. Cela peut expliquer le sentiment d'impuissance présenté par Lebon (2016).

En somme, rappelons que la fugue soulève des enjeux importants à la fois pour l'enfant, les personnes qui travaillent auprès de lui et les organisations responsables de sa protection. Enfin, s'il est impératif d'assurer la sécurité de l'enfant, il ne faut pas négliger le fait qu'au

Québec, la LPJ prévoit également que l'intervention du DPJ doit favoriser la reprise du développement de cet enfant.

1.2 La fugue, entre les enjeux de sécurité et de développement

Les enjeux concernant la sécurité des jeunes fugueurs ont été présentés dans la section précédente. Certains auteurs contestent par contre la pertinence de prévenir et empêcher la simple fugue. Autrement dit, ne faudrait-il pas se concentrer sur la prévention des conduites à risque adoptées par les jeunes durant la fugue. Crosland et Dunlap (2015), dans une recension exhaustive de la littérature scientifique, constatent que les jeunes ne se mettent pas autant à risque qu'on pourrait le penser. Il faut alors constater un écart entre ce que les intervenants pensent que font les jeunes et ce qu'ils font vraiment lorsqu'ils ne sont pas sous leur supervision (McIntosh et al., 2010).

Toutefois, les enjeux présentés et la littérature scientifique sur le sujet, qui a pris de l'ampleur dans les années 1990, tendent plutôt à démontrer l'intérêt de comprendre la fugue en soi et la nécessité de s'y attarder. Cette section présente des arguments allant dans ce sens.

En vertu de la LPJ, la fugue est une conduite qui peut compromettre la sécurité ou le développement de l'enfant (article 38F). Afin d'illustrer la nécessité de s'attarder à la fugue en soi, il importe de s'intéresser à ces deux notions.

Certains auteurs soutiennent que la fugue donne aux jeunes l'opportunité d'expérimenter leurs capacités et limites et de développer leur autonomie, lorsque le cadre imposé par le milieu de vie substitut ne le permet pas (Finkelstein et al., 2004; Hamel et al., 2012; Hamel, 2017). La prise de risque fait partie du processus normal de maturation de l'adolescent (Abbott-Chapman, Denholm et Wyld, 2008). En fait, les conduites à risque constituent, pour l'adolescent, une distanciation par rapport à l'adulte, une affirmation de soi et un désir d'être reconnu (Dessez et De la Vaissière, 2007). Hamel (2017) souligne que « *le risque pourrait être nécessaire pour certains adolescents qui en dépit des difficultés rencontrées, demeurent à une étape charnière de leur développement où ils doivent faire l'expérience de leurs limites et*

de celles de leurs proches » (page 79). Toutefois, Hamel (2017), après avoir analysé le contenu d'entrevues menées auprès d'un sous-échantillon composé uniquement d'adolescentes, arrive à la conclusion que les risques pris par ces filles sont bien réels malgré le fait que le but initial de leur fugue n'était pas la prise de risque.

À cet effet, lors de leur départ, les jeunes restent rarement dans la rue, passant la majorité de leur temps dans leur famille ou chez des amis (Biehal et Wade, 2000; Fasulo, Cross, Mosley et Leavy, 2002; Finkelstein et al., 2004; Hamel, 2017). Cependant, ces différents «gîtes» et réseaux peuvent aussi présenter des risques. Finkelstein et al. (2004) rappellent que ces jeunes sont issus de familles souvent abusives et négligentes. Y retourner peut donc tout de même s'accompagner de risques. Aussi, les milieux familiaux et sociaux auxquels les fugueurs s'affilient sont souvent marginaux, voire criminalisés (Biehal et Wade, 1999).

Hamel (2017) ajoute que les jeunes fréquentent souvent des milieux peu recommandables et que les personnes rencontrées peuvent les inciter à abuser sévèrement de drogue et d'alcool et à commettre des délits. Ils peuvent également les amener dans des endroits dangereux et les présenter à d'autres personnes susceptibles d'en abuser. Ainsi, les jeunes filles qui se dirigent vers tel ou tel milieu pour y être en sécurité ne le sont pas toujours. En d'autres mots, bien que la fugue puisse être un moyen pour satisfaire des besoins d'autonomie, la liberté ainsi recouvrée n'est pas toujours celle imaginée au départ.

Hamel (2017) rapporte également que dix des dix-sept adolescentes composant le sous-échantillon n'ont pas réussi à s'imposer des limites raisonnables et qu'elles admettent que les choses ne se sont pas passées comme elles le voulaient durant la fugue. De son côté, Martinez (2006) souligne que les jeunes se lancent souvent de manière impulsive dans la fugue, sans être préparés à courir des risques. En fait, les jeunes qui sont hébergés en centre de réadaptation représentent une clientèle particulièrement vulnérable (Courtney et al., 2005; Courtney et Zinn, 2009). Certains traumatismes vécus dans le passé amèneraient une plus grande prise de risque (Hamel, 2017) et exposeraient les jeunes à de nouvelles expériences traumatisantes. Ainsi, à chaque fugue, tous les jeunes sont susceptibles de courir des risques, qu'ils aient été en danger auparavant ou pas (Biehal et Wade, 2000). Un manque d'habiletés et

de maturité permettant de se sortir indemnes des situations à risque (Hamel, 2017) peut aussi augmenter la probabilité d'un impact négatif sur le développement (Whitbeck, Hoyt, Johnson et Bao, 2000).

Un autre élément préoccupant pour Hamel et ses collaborateurs (2012) est le fait que les jeunes fréquentent de moins en moins les ressources communautaires, que ce soit parce qu'ils sont recherchés par les autorités, ont peur de se faire prendre ou veulent manifester leur autonomie. Les jeunes sont donc invisibles des intervenants communautaires et des ressources d'aide.

En somme, même si un adolescent n'a jamais adopté de comportement dangereux durant ses fugues antérieures et même s'il ne présente aucun problème concomitant, comme la consommation abusive de substances, rien ne permet d'affirmer avec certitude que sa sécurité est assurée durant son absence. En fait, même si, à la base, le comportement de fugue ne constitue pas un danger, la prise de risque inhérente à l'adolescence, associée à une plus grande vulnérabilité des jeunes pris en charge par la DPJ, font en sorte que toute absence peut mettre en péril leur sécurité, qu'ils aient ou non des antécédents en ce sens. Aussi, même s'ils ne se mettent pas proprement à risque durant leur absence, les jeunes peuvent être témoins d'événements potentiellement traumatisants (Laurier, 2018; Withbeck, Hoyt, Johnstone et Bao, 2000). Or, l'exposition à de telles situations peut avoir des impacts sur leur développement et serait un prédicteur de l'apparition de symptômes dépressifs, de problèmes de comportements, dont la consommation abusive (Withbeck, Hoyt, Johnstone et Bao, 2000).

Lebon (2016), dans son rapport, rappelle la double mission des centres jeunesse du Québec, soit d'assurer à la fois la sécurité et le développement des enfants. L'équilibre entre la protection et la mise en place d'opportunités permettant au jeune de développer ses capacités se traduit par une gestion quotidienne du risque et des enjeux d'imputabilité. L'INESSS (2017) souligne également cette difficile adéquation entre les besoins d'autonomie et de protection. Cela représente un défi de taille pour les intervenants, qui peuvent en venir à mettre en doute leur capacité à aider cette clientèle (Biehal et Wade, 2000; Finkelstein et al., 2004).

Actuellement, il existe également très peu d'outils pour permettre aux intervenants d'identifier adéquatement les jeunes plus à risque de compromettre leur sécurité et d'évaluer leurs besoins. La gestion du risque est aussi compliquée par le fait que les intervenants ont très peu de balises auxquelles se référer (Kerr et Finlay, 2006). De plus, la rigidité des règles et des structures laisse actuellement peu de place à cette gestion (Finkelstein et al., 2004).

Au-delà de la prise de risque, la fréquence avec laquelle certains de ces jeunes s'absentent limite de façon importante les services d'aide et de réadaptation qui peuvent leur être offerts, tel que présenté en 1.1.3. Accompagner le jeune dans sa démarche de réadaptation est important et il est difficile de le faire s'il est trop souvent absent.

Tous ces éléments montrent qu'il est essentiel de développer une compréhension spécifique de la problématique de la fugue, de son sens, de ses facteurs de risque et des motivations qui y sont associées. Il faut donc cibler les jeunes à risque de fuir leur milieu de vie afin de savoir auprès de qui agir plus spécifiquement pour prévenir le comportement.

1.3 Les facteurs de risque

Les facteurs de risque associés à la fugue peuvent être regroupés en différents domaines, soit individuels, relationnels (famille, relations sociales) et contextuels (Bowden, Lambie et Willis, 2018; Bowden et Lambie, 2015). Attar-Schwartz (2013) reprend le modèle écologique de Bronfenbrenner pour expliquer les absences non autorisées de jeunes hébergés dans différents centres d'Israël. Il souligne que la littérature scientifique tend à passer d'une compréhension centrée sur le jeune à une perspective où le contexte joue aussi un rôle significatif. Bowden et Lambie (2015), Courtney et Zinn (2009), Eisengart, Martinovich et Lyons (2008) ainsi que Kim, Chenot et Lee (2015) soulignent également l'importance de considérer les facteurs environnementaux, notamment le contexte du placement. McIntosh et al. (2010), de leur côté, présentent un modèle prédictif élaboré à partir de l'étude du dossier de 667 jeunes. Bien que leur modèle soit uniquement basé sur les caractéristiques individuelles, les auteurs ajoutent qu'il faut aussi tenir compte du milieu où est hébergé le jeune. Eisengart, Martinovich et

Lyons (2008), dans une étude de 2114 événements de fugue colligés dans les dossiers des jeunes et s'étant produits dans 52 milieux de vie, arrivent à la conclusion que 10% de la variance entre les taux de fugue s'explique par les programmes offerts dans le milieu d'hébergement et que le type de programme est un prédicteur aussi important que les caractéristiques individuelles de l'adolescent. Nesmith (2006) va plus loin en affirmant qu'une accumulation de facteurs de risque mène à la fugue, soit ceux associés au jeune, à son milieu de vie, mais également au système public dans lequel se fait la prise en charge. Cette nuance est intéressante et invite à distinguer les facteurs «organisationnels» et «contextuels». La prochaine section abordera les différents facteurs de risque examinés dans les études réalisées auprès de jeunes fugueurs hébergés en milieux substituts. Il importe toutefois de mentionner que la majorité de ces études n'ont pas de visée prédictive. Certaines ne décrivent qu'un échantillon de jeunes ayant une problématique d'absences non autorisées, tandis que d'autres comparent un groupe de fugueurs à un ensemble de jeunes qui n'adoptent pas ce comportement. Seuls Courtney et ses collaborateurs (2005), Eisengart, Martinovich et Lyons (2008) et McIntosh et ses collaborateurs (2010) utilisent un devis de recherche permettant d'établir un modèle prédictif de la fugue, tous les trois élaborés à partir de données issues des dossiers des jeunes, tenus par les organisations.

1.3.1 Les facteurs de risque individuels

Les jeunes ayant une problématique de fugue présentent de nombreux facteurs de risque individuels. Pour commencer, il s'avère que les filles ont tendance à fuguer plus que les garçons (Bowden, Lambie et Willis, 2018; Courtney et al., 2005; Courtney et Zinn, 2009; English et English, 1999; Eisengart, Martinovich et Lyons, 2008; Hamel et al., 2012; Kim, Chenot et Lee, 2015; Lin, 2012; Sunseri, 2003). Cela est aussi vrai chez les jeunes qui se sont absentés une seule fois que chez les fugueurs chroniques (Fasulo et al., 2002). Au Québec, Robert, Thérien et Jetté (2009) relèvent que dans leur échantillon, les filles sont deux fois plus nombreuses dans le groupe de fugueurs (48,8%) que dans l'ensemble des jeunes hébergés (21,1%). Courtney et ses collaborateurs (2005) nuancent l'association entre le genre et la fugue en soulignant que, dans leur échantillon, les filles sont effectivement plus à risque en début de placement, mais qu'après une période de 210 jours (ou sept mois), cette tendance disparaît. Les auteurs n'apportent toutefois aucune explication à ce résultat. Nesmith (2006)

est le seul à ne pas observer de lien significatif avec le genre. Quant à Attar-Schwartz (2013), il rapporte une relation contraire, à savoir que les garçons sont plus à risque de quitter sans autorisation leur lieu d'hébergement. Toutefois, sa recherche a été réalisée en Israël et l'auteur avance que la différence entre le taux de fugue chez les garçons et chez les filles est plus marquée dans les populations d'origine arabe. Il est alors possible de penser qu'une composante ethnoculturelle puisse intervenir.

Une corrélation est observée avec l'âge du jeune par presque tous les auteurs qui s'y sont intéressés. Pour certains, plus l'adolescent est vieux, plus il s'absente souvent sans autorisation (Attar-Schwartz, 2013; Courtney et Zinn, 2009; Eisengart, Martinovich et Lyons, 2008; Kim, Chenot et Lee, 2015; Nesmith, 2006) et plus l'absence est longue (Courtney et Zinn, 2009; Fasulo et al. 2002). L'âge critique à partir duquel la tendance s'installe varie cependant d'un auteur à l'autre. Lin (2012), à partir des registres officiels de 8047 enfants, avance que l'âge moyen des fugueurs est de 16 ans et que chaque année de vie supplémentaire s'accompagne d'une augmentation du risque de 58%. Courtney et ses collaborateurs (2005), à partir de leur échantillon de 14 282 fugueurs, situent l'âge critique quelque part entre 16 et 18 ans. Dans celui de Biehal et Wade (2000), les deux tiers des 227 jeunes fugueurs ont entre 13 et 15 ans. Fasulo et al. (2000) situent entre 14 et 16 ans l'âge le plus à risque, tandis qu'il se trouve entre 15 et 16 ans pour McIntosh et ses collaborateurs (2010). Sunseri (2003), qui a suivi 8933 jeunes pendant six ans, arrive à la conclusion que les plus jeunes fuguent moins, mais les plus vieux également. En effet, si 38% d'entre eux ont 16 ans, 28% en ont 18. McIntosh et al. (2010) avancent des résultats semblables, en soulignant qu'avant 13 ans et après 19 ans, le risque diminue. Seuls Bowden, Lambie et Willis (2018) ne trouvent pas de lien significatif entre l'âge de l'enfant et le risque qu'il s'absente sans autorisation.

Une association est aussi rapportée entre la fugue et la présence d'autres troubles de comportement extériorisés (Biehal et Wade, 2000; English et English, 1999; Nesmith, 2006). Lin (2012) avance que 27% des jeunes s'absentant de manière non autorisée ont d'autres difficultés comportementales, contre 7% des autres. Les adolescents fugueurs seraient aussi plus à risque d'avoir commis ou de commettre des actes délinquants (Biehal et Wade 1999 : 2000; Eisengart, Martinovich et Lyons, 2008; English et English, 1999; McIntosh et al., 2010;

Sunseri, 2003). Biehal et Wade (1999) avancent que 68 % des jeunes fugueurs de leur échantillon avaient des antécédents de conduites délinquantes. Dans une seconde publication portant sur la même étude (2000), ils ajoutent que 20% des jeunes commettent des délits durant leur absence non autorisée. Zimmerman et ses collaborateurs (1997) nuancent la relation observée en spécifiant que les jeunes fugueurs commettent plus de délits contre la propriété, mais moins d'infractions contre la personne, notamment des crimes à caractère sexuel.

La consommation de substances psychoactives est un autre trouble corrélé avec la fugue (Biehal et Wade, 2000; Eisengart, Martinovich et Lyons, 2008; McIntosh et al., 2008). Notamment, Courtney et Zinn (2009) observent que la présence d'une problématique de consommation augmente de 1,77 la probabilité que le jeune quitte une première fois et de 1,08 la chance que son absence se répète. Guest, Baker et Storaasli (2008) ainsi que Lin (2012) soulignent que les jeunes qui ont des antécédents de consommation avant leur arrivée dans le milieu de vie substitut fuguent plus. Ce dernier auteur constate même qu'il y aurait 30% de plus de probabilité qu'un adolescent quitte sans autorisation lorsqu'un des motifs de placement est la consommation en comparaison avec la négligence.

La relation entre la fugue et diverses difficultés affectives, problématiques de santé mentale ou troubles intériorisés est moins clairement établie dans la littérature scientifique. Lin (2012) ainsi que Kim, Chenot et Lee (2015) rapportent que la présence de problématique de santé mentale semble diminuer la probabilité d'absences non autorisées. Sunseri (2003) arrive au même constat en considérant les troubles intériorisés de façon globale. Biehal et Wade (2000) soutiennent que 17% des jeunes fugueurs ont des problèmes d'ordre émotionnels. Par contre, Courtney et al. (2005) rapportent que la présence d'anxiété et de trouble de la personnalité augmente le risque de fugue, tandis que la schizophrénie et la psychose le diminuent. Courtney et Zinn (2009), de leur côté, n'observent pas de relation significative entre les troubles affectifs et la fugue. Enfin, Nesmith (2006) arrive à la même conclusion en considérant les troubles intériorisés.

Le lien entre la présence d'idéations suicidaires et les absences non autorisées n'est pas clair non plus. English et English (1999) rapportent davantage d'idéations suicidaires dans leur groupe de jeunes fugueurs, tandis que Zimmerman et ses collaborateurs (1997) n'obtiennent pas de relation significative entre les deux. Pour Sunseri (2003), l'absence d'idéation est un facteur de protection, mais la présence n'est pas nécessairement un facteur de risque. Bowden, Lambie et Willis (2018), qui utilisent le MAYSI-II, un outil de dépistage des problématiques de santé mentale, arrivent au résultat suivant : il y aurait plus de chance que le jeune fugue lorsque ses réponses se situent au bas («non concern») ou au haut de l'échelle de risque suicidaire («warning»), mais pas lorsqu'elles se retrouvent au centre («caution»). Robert, Thérien et Jetté (2009) rapportent que 35,7% des fugueurs de leur échantillon ont fait l'objet d'une intervention en vertu du protocole sur le suicide, contre 12,2% des jeunes du groupe témoin. Enfin, Eisengart, Martinovich et Lyons (2008) avancent qu'il y aurait davantage d'automutilation chez les jeunes fugueurs, mais aucune autre étude ne vient corroborer ce résultat.

L'absence d'uniformité dans la façon d'établir la présence ou non de troubles intériorisés ou de problématique de santé mentale peut expliquer les divergences observées entre les différentes études. Les unes utilisent des outils reconnus (mais qui varient), alors que les autres se basent sur les dossiers ou les observations faites par les intervenants. Cette question mériterait d'être approfondie afin de mieux comprendre la relation entre les deux variables.

En terminant, l'antécédent de fugue est le facteur de risque individuel le plus souvent identifié dans les différentes études (Bowden et Lambie, 2015). Nesmith (2006) avance que les chances qu'un jeune s'absente sans autorisation sont 92% fois plus élevées lorsqu'il l'a déjà fait. En fait, chaque fugue augmenterait le risque d'une autre occurrence (Courtney et Zinn, 2009). Pour les adolescents placés en milieu de vie substitut, ce comportement s'est souvent d'abord manifesté à la maison. Par exemple, Biehal et Wade (2000) rapportent que 46% d'entre eux ont fugué au moins une fois de leur milieu familial avant d'être placé. De leur côté, Guest, Baker et Storaasli (2008) observent un taux de 36,3% tandis que Robert, Lévesque et Fournier (2004) concluent au tiers. Cette donnée illustre l'importance de ne pas négliger les facteurs de

risque familiaux, puisqu'une proportion non négligeable de jeunes quittait déjà sans autorisation ce milieu.

1.3.2 Les facteurs de risque familiaux

Les études réalisées à partir de jeunes hébergés en milieu de vie substitut abordent peu les facteurs de risque familiaux, alors que celles qui traitent de la fugue du milieu naturel le font de manière très riche. Néanmoins, il est possible de mettre de l'avant certaines caractéristiques d'intérêt.

D'abord, les jeunes fugueurs proviennent en plus grande proportion de familles monoparentales (Lin, 2012; Kim, Chenot et Lee, 2015). Par ailleurs, les familles concernées auraient été plus négligentes (Biehal et Wade, 2000; Courtney et Zinn, 2009; Sunseri, 2003) ou conflictuelles (Angement, Beke et Shane, 1991; English et English, 1999) et elles auraient exposé l'enfant à plus de rejet affectif (Biehal et Wade, 2000).

Courtney et Zinn (2009) concluent, à partir d'analyses de régression, que si le jeune provient d'une famille où il y avait un manque de supervision, les chances qu'il fugue d'un milieu de vie substitut augmentent de 1,17. À l'inverse, en comparant les réponses à des questionnaires complétés par de jeunes fugueurs et non fugueurs, Angement, Beke et Shane (1991) observent que les jeunes qui quittent sans autorisation une institution proviennent de milieux familiaux qu'ils perçoivent comme très autoritaires.

Le dernier facteur de risque abordé dans la littérature scientifique est la présence ou non d'abus physique et/ou sexuel dans la famille. Les quelques recherches qui traitent de ce sujet ne font pas consensus. Si Biehal et Wade (2000) et Zimmerman et ses collaborateurs (1997) observent un lien significatif et positif entre la présence de violence intrafamiliale et la fugue, pour Nesmith (2006), il n'y en a pas. Courtney et Zinn (2009) observent même une relation inversement proportionnelle. En effet, la présence d'abus sexuel diminue le risque de fugue de 15% selon ces auteurs.

Bref, les caractéristiques des milieux familiaux sont peu abordées dans les études s'intéressant à la fugue des milieux substitués. Pourtant, chacun des facteurs présentés dans cette section est corroboré par un grand nombre de recherches réalisées sur les jeunes quittant leur milieu familial. Par exemple, alors que quatre auteurs²⁶ cités dans la recension actuelle interrogent les antécédents d'abus physique dans la famille, plus de vingt études²⁷ qui s'intéressent aux jeunes fuguant de leur famille le font. Il est aussi à noter que Bowden et Lambie (2015), dans leur recension exhaustive de la littérature scientifique, abordent peu ce domaine.

Toutefois, ce n'est pas parce que ce facteur est peu étudié qu'il n'est pas nécessaire d'en tenir compte dans l'intervention auprès des jeunes qui fuguent des milieux de vie substitués. Des recherches devront être réalisées afin de comprendre l'impact des abus sur le comportement de fugue.

1.3.3 Les facteurs de risque associés à la prise en charge et au milieu de vie substitut

Les jeunes qui fuguent d'un milieu de vie substitut ont souvent connu un long historique de prise en charge psychosociale. Robert, Thérien et Jetté (2009) ainsi que Couture, Daviault et Laurendeau (2018), ayant réalisé deux études au Québec, observent que ces enfants sont suivis plus longtemps par les services de protection de la jeunesse. Les premiers rapportent que 70% des dossiers des jeunes ayant une problématique de fugue restent ouverts un an après le début de la prise en charge, comparativement à 41% de ceux qui n'en ont pas. De son côté, Couture, Daviault et Laurendeau (2018), comparant deux groupes de jeunes, observent que ceux qui s'absentent sans autorisation sont placés en centre de réadaptation depuis en moyenne 48,6 mois versus 24,8 mois pour les autres. La fugue serait aussi plus fréquente parmi les jeunes qui ont été retirés de leur milieu familial à la suite d'une ordonnance du tribunal (English et English, 1999; Kim, Chenot et Lee, 2015).

Toutefois, le facteur de risque le plus significatif demeure l'historique de placements et de déplacements (Bowden et Lambie, 2015). En effet, l'instabilité du lieu de résidence augmente

²⁶ Biehal et Wade (2000), Courtney et Zinn (2009), Nesmith (2006) et Zimmerman et al. (1997).

²⁷ Par exemple : Chen et al. (2005), Hyde (2005), Janus et al. (1995), Kurtz et al. (1991), Shane (1991), Tyler et al. (2004 : 2001), Withbeck et al. (2001 ; 2000).

les probabilités que le jeune fugue (Bowden, Lambie et Willis, 2018; Biehal et Wade, 2000; Courtney et Zinn, 2009; English et English, 1999; Lin, 2012; Kim, Chenot et Lee, 2015; Nesmith, 2006; Robert, Thérien et Jetté, 2009; Zimmerman et al., 1997). Lin (2012) observe qu'au moment du retrait du milieu familial, le risque de fugue augmente de 23% et que chaque nouveau déplacement l'augmente de 4%. Courtney et Zinn (2009) avancent quant à eux que chaque déplacement supplémentaire, après le sixième, augmente les probabilités de 70%. Dans une étude réalisée au Québec, Robert, Thérien et Jetté (2009) montrent que 57,1% des jeunes fugueurs ont connu plus de trois milieux de vie substitués différents, contre 32,2% de ceux qui ne présentent pas cette problématique. En fait, pour ces auteurs, le fait d'avoir connu plus de trois milieux de vie augmenterait de six fois les chances que l'adolescent s'absente sans autorisation. Courtney et ses collaborateurs (2005), Guest, Baket et Storaasli (2008) ainsi que Lin (2012) ajoutent que plus un jeune est âgé au moment de son retrait du milieu familial, plus il est susceptible de fuguer d'un milieu de vie substitut. Dans l'échantillon de Lin (2012), au moment de leur premier placement, les jeunes fugueurs avaient en moyenne cinq années de plus que les non-fugueurs. Aussi, chaque année de vie supplémentaire avant le moment du premier placement augmente les probabilités que le jeune quitte sans autorisation de 4%. Guest, Baket et Storaasli (2008) ajoutent que plus le jeune est âgé au moment du placement, plus il quittera rapidement. À l'inverse, Robert, Thérien et Jetté (2009) affirment plutôt que le placement extrafamilial vécu *précocement* entrave les capacités à créer des liens d'attachement.

Ce qui est certain, c'est que les placements et déplacements interfèrent avec l'établissement de relations positives (Angement, Beke et Shane, 1991). Selon Biehal et Wade (2000), l'instabilité du placement est plus fréquente chez les fugueurs chroniques, qui sont probablement moins attachés à leur milieu de vie. Les absences répétées auraient pour conséquences le détachement du lieu de résidence de l'adolescent. Pour ces auteurs, ce détachement serait à la fois une cause et une conséquence de la fugue. Selon cette hypothèse, un adolescent admis depuis peu dans un milieu de vie substitut et qui n'y est pas affilié a de fortes chances de le quitter. Pour la soutenir, on peut rappeler que selon plusieurs auteurs le risque est plus élevé dans les premiers mois du placement (Courtney et Zinn, 2009; Guest, Baker et Storaasli, 2008; Lin, 2012; Sunseri, 2003). À titre d'exemple, Sunseri, dans une vaste

étude, rapporte que 37% des adolescents ont fugué dans le premier mois et 82%, dans les six premiers mois. Lin (2012) ajoute que chaque mois supplémentaire dans le milieu de vie diminue la probabilité que le jeune le quitte sans autorisation de 5%. Courtney et ses collaborateurs (2005) nuancent toutefois le lien entre les deux variables, observant que le risque diminue effectivement de mois en mois, mais que cette tendance ne se maintient que pendant environ deux ans. Après ce délai, les probabilités que le jeune cherche à quitter le milieu de vie substitut augmenteraient.

Attar-Schwartz (2013), Biehal et Wade (2000), Finkelstein et al. (2004) et Guest, Baker et Storaasli (2008) observent que les jeunes fugueurs qui rapportent davantage de difficultés d'adaptation au placement, notamment aux règles et aux restrictions, proviennent majoritairement de milieux où il n'y en avait pas. Cette observation pourrait expliquer que le taux de fugue est plus grand dans les premiers mois (en plus du fait que le jeune n'y est pas affilié). La question des motivations de la fugue sera abordée à la section 1.4.

Le type de milieu de vie substitut a également un impact sur la probabilité qu'un jeune quitte sans autorisation (Attar-Schwartz, 2013; Bowden et Lambie, 2015; Courtney et al., 2005, Courtney et Zinn, 2009). Par exemple, les jeunes hébergés dans un centre de traitement seraient plus à risque de partir que ceux placés dans des milieux qui s'apparentent davantage à une famille (Courtney et Zinn, 2009). Cela n'est pas surprenant puisqu'on retrouve dans ces ressources des adolescents aux prises avec des problématiques comportementales plus sévères (Courtney et al., 2005).

Au Québec, Robert, Thérien et Jetté (2009) rapportent que le fait d'être hébergé dans un milieu ouvert est un facteur de risque (en comparaison du placement en unité sécuritaire). Certes, dans le second cas, les portes sont verrouillées. Les auteurs font toutefois l'hypothèse que les jeunes hébergés dans les milieux de vie ouverts sont moins satisfaits de leur situation, ont moins de relations significatives avec les intervenants et comprennent moins bien les objectifs de leur placement. Finkelstein et al. (2004) rapportent également que la mauvaise compréhension des objectifs du placement amène frustration et impression de perte de temps chez les adolescents. Bowden, Lambie et Willis (2018) avancent aussi l'idée selon laquelle les

jeunes fugueurs vivent davantage de frustration face à leur prise en charge. L'objectif principal du suivi a également une incidence sur le risque de fugue. Notamment, Nesmtih (2006) rapporte qu'il y a 89% de plus de chance qu'un adolescent quitte son milieu lorsque le projet mis en place vise l'autonomie du jeune plutôt qu'une réunification familiale. Kim, Chenot et Lee (2015) ajoutent que le risque est plus grand lorsque le placement doit prendre fin à la majorité de l'enfant. Ces observations peuvent expliquer en partie le constat de Courtney et al. (2005) (présenté précédemment), selon qui le risque de fugue augmente après deux ans de placement.

La qualité des relations avec les intervenants du milieu de vie substitut et les pairs est un autre facteur à considérer dans l'analyse du risque de fugue. Les jeunes qui s'absentent sans préavis rapportent avoir avec les intervenants des relations peu significatives (Finkelstein et al., 2004) voire conflictuelles (Kerr et Finlay, 2006; Robert, Thérien et Jetté, 2009). Ils vivent également davantage de conflits avec les pairs (Finkelstein et al., 2004; Kerr et Finlay, 2006; Taylor et al., 2013) et rapportent être victimes d'intimidation dans leur milieu de vie (Attar-Schwartz, 2013; Biehal et Wade, 2000).

En bref, les recherches qui abordent les facteurs de risque en lien avec la fugue des milieux substituts s'attardent principalement aux caractéristiques des prises en charge individuelles (instabilité du placement, objectif de l'intervention), mais peu aux caractéristiques systémiques des milieux d'hébergement. Or, les connaissances sur ce point méritent d'être approfondies.

1.4 Les motivations à fuguer

Dans les années 2000, bien que les études visant à cibler les facteurs de risque associés à la fugue des milieux de vie substituts soient restées nombreuses, d'autres ont porté sur la recherche du sens et des motivations associées à ce comportement. En effet, dans les années '90, une seule étude portant sur les motivations a été recensée²⁸, comparativement à cinq entre

²⁸ Miller et al. (1990)

2000 et 2010²⁹, sept depuis 2011³⁰. Si les recherches sur les facteurs de risque ont généralement recours à des devis quantitatifs, celles portant sur les motivations se fondent surtout sur une méthodologie qualitative, à partir d'entrevues individuelles ou de groupe. Seules deux études reposent sur une méthodologie mixte (Biehal et Wade, 2000; Courtney et coll., 2015) et elles s'intéressent à la fois aux facteurs de risque et aux motivations.

Finkelstein et ses collaborateurs (2004), dans l'une des premières études s'intéressant aux motivations, ont rencontré 30 jeunes fugueurs et 17 professionnels. Ils distinguent les facteurs attractifs («pull») et repoussoirs («push»). Les facteurs attractifs s'avèrent généralement associés à la famille et aux pairs. Les jeunes fugueraient pour nouer ou renouer des liens avec eux. Les facteurs repoussoirs, de leur côté, sont associés aux contraintes du placement. Les jeunes fuiraient un milieu auquel ils ont de la difficulté à s'adapter. L'ennui, la rigidité des règles et les relations négatives entretenues avec les intervenants et les autres jeunes sont les principales motivations évoquées. Kerr et Finlay (2006), qui ont réalisé six entrevues de groupe dans un centre de réadaptation, font la même distinction. Pour Finkelstein et ses collaborateurs (2004), les deux types de motivation interagissent souvent entre elles. Par exemple, des jeunes fuguent, car ils n'ont pas l'impression d'être à leur place dans leur milieu de vie et qu'ils cherchent à rétablir ou construire des liens avec des membres de leur famille ou des amis.

Dans les différentes études, ces deux principales motivations sont parfois formulées comme opposant le «running from» (s'éloigner de, fuir quelque chose) au «running to» (aller vers, à la recherche de quelque chose) (Bowden et Lambie, 2015). La première motivation repose sur un mécanisme de fuite. Les jeunes chercheraient à s'éloigner d'un endroit où ils ne sont pas bien et se sentent soumis à différentes tensions. La seconde motivation relève de la quête, de la recherche de quelque chose. Les jeunes fugueraient alors afin de rejoindre leur famille, des amis ou encore afin d'acquérir une certaine liberté et autonomie (Bowden et Lambie, 2015).

²⁹ Biehal et Wade (2000), Courtney et al. (2005), Fredette et Plante (2004), Finkelsein et al. (2004), Kerr et Finlay (2006)

³⁰ Bowden et Lambie (2018), Crosland et Dunlap (2015), Crosland et al. (2018), Hamel et al. (2012), Hamel (2017), Karam et Robert (2013) et Taylor et al. (2013).

Ces deux types de motivations sont observées dans plusieurs recherches, bien que les auteurs ne présentent pas toujours les résultats en fonction d'elles, mais plutôt selon différentes sphères : individuelles, relationnelles et situationnelles.

Au niveau individuel, la fugue peut d'abord représenter une recherche d'autonomie (Bowden, Lambie et Willis, 2018; Courtney et al., 2005; Hamel et al., 2012; Taylor et al., 2013). Les jeunes, en explorant le monde, chercheraient à se connaître et exprimer leur individualité (Courtney et al., 2005; Hamel et al., 2012). Ils désireraient également s'affranchir et vérifier leur capacité à fonctionner seuls, tout en profitant du filet de sécurité que leur offre la prise en charge par les services de protection (Hamel et al., 2012; Hamel, 2017). Selon Courtney et ses collaborateurs (2005), qui ont rencontré 42 jeunes et 16 informateurs clés, la fugue est une recherche de «ce qui manque». Ils ajoutent que, malheureusement, les adolescents ne trouvent habituellement pas ce qu'ils cherchent. La fugue resterait néanmoins la recherche de quelque chose. De son côté, Hamel et ses collaborateurs (2012), à partir de 90 entrevues auprès de personnes-clé, présentent la fugue comme un moyen pris par le jeune pour exprimer ses émotions face à ce qui fait obstacle à ses besoins. Pour ces auteurs, les jeunes quittent les milieux de vie substituts pour des motifs semblables à ceux qui fuguent de leur famille, soit le sentiment de ne pas être à leur place. Le comportement en est donc un de fuite.

Au niveau relationnel, l'adolescent s'absenterait sans autorisation pour maintenir ou construire des relations significatives avec sa famille et ses amis (Bowden, Lambie et Willis, 2018). Dans l'échantillon de Biehal et Wade (2000), composé de 210 jeunes suivis pendant un an, 53% disaient fuguer pour ce motif. En effet, la famille aurait un grand pouvoir d'attraction et le jeune chercherait à y retourner afin de renouer des liens, garder le contact et un sentiment d'appartenance (Courtney et al., 2005). La fugue aurait alors comme motivation la recherche de relations significatives. D'un autre côté, en quittant le milieu de vie substitut, l'adolescent chercherait à fuir les relations négatives qu'il entretient avec les intervenants ou les pairs (Bowden, Lambie et Willis, 2018; Hamel et al., 2012; Courtney et al., 2005; Kerr et Finlay, 2006). La fugue impliquerait alors une mise à distance face à des relations insatisfaisantes (Robert, Thérien et Jetté, 2009)

Enfin, au niveau situationnel, différentes motivations paraissent associées au contexte de la prise en charge et du milieu de vie substitut, que les jeunes chercheraient à fuir. La rigidité des règles et les multiples contraintes sont des raisons souvent évoquées dans les travaux de recherches (Bowden, Lambie et Willis, 2018; Finkelstein et al., 2004; Hamel et al., 2012; Kerr et Finlay, 2006; Robert, Thérien et Jetté, 2009). Dans le même ordre d'idées, certains adolescents mentionnent s'ennuyer dans leur milieu de vie (Bowden, Lambie et Willis, 2018; Finkelstein et al., 2004) et chercheraient donc à le quitter. La recherche de plaisir et de liberté, bien qu'étant un besoin individuel, prend une dimension contextuelle lorsque la réalité des milieux de vie substitut et des services de protection de la jeunesse ne permet pas de les combler (Couture, Daviault et Laurendeau, 2018; Finkelstein et al., 2004; Hamel, 2017). Les adolescents quitteraient donc les lieux à la recherche d'une autre façon d'être stimulé (Bowden et Lambie, 2015; Biehal et Wade, 2000).

Une autre motivation proviendrait de la frustration associée au placement (Bowden, Lambie et Willis, 2018; Finkelstein et al., 2004; Lebon, 2016; Robert, Thérien et Jetté, 2009). Plusieurs jeunes n'y verraient pas de sens thérapeutique (Robert, Thérien et Jetté, 2009), n'en comprendraient pas les objectifs (Bowden, Lambie et Willis, 2018; Robert, Thérien et Jetté, 2009) et n'auraient pas l'impression d'être impliqués dans la recherche de solutions ni dans les décisions qui les concernent (Bowden, Lambie et Willis, 2018, Finkelstein et al., 2004; Robert, Thérien et Jetté, 2009). Ces éléments entraîneraient un sentiment de perte d'autonomie et de contrôle (Robert, Thérien et Jetté, 2009), deux facteurs évoqués précédemment comme pouvant expliquer la fugue.

Karam et Robert (2013), dans une étude exploratoire, réalisée au Québec auprès d'un échantillon de 10 jeunes fugueurs, s'éloignent d'une façon traditionnelle d'expliquer la fugue (comme un trouble du comportement) et la décrivent davantage comme une stratégie d'adaptation ayant trois fonctions. La première est la normalisation, ce qui veut dire qu'en fuguant le jeune chercherait à s'intégrer socialement, à se reconnecter avec le monde extérieur, étant isolé de celui-ci par le placement. La seconde fonction est la reprise de contrôle. Le jeune, attribuant le placement à des causes et des décisions extérieures auxquelles il n'a pas eu le choix de se soumettre, fuguerait pour faire une déclaration d'indépendance et manifester un

désir d'autodétermination. La dernière fonction de la fugue est l'expression des émotions. Bien que les jeunes n'affirment pas directement fuguer afin de fuir des émotions négatives, Karam et Robert observent que le comportement a souvent lieu lors de situations de crise ou à la suite de tensions importantes avec le milieu de vie substitut ou avec la famille. Dans tous les cas, la fugue, pour ces auteurs, est une stratégie d'adaptation permettant de faire face à diverses tensions, de réguler ses émotions, d'exprimer ses besoins de relations affectives et de reprendre le contrôle.

Peu importe la compréhension qu'ont les différents auteurs de la fugue, il importe de souligner que les motivations des jeunes diffèrent selon leur âge (Biehal et Wade, 2000), voire selon les épisodes de fugues (Karam et Robert, 2013). En effet, les motifs qui permettent d'expliquer la première fugue ne seraient pas nécessairement les mêmes que ceux qui expliquent les subséquentes (Fasulo et al., 2002).

Quoique les motivations présentées soient de différents ordres, Courtney et ses collaborateurs (2005) de même que Bowden, Lambie et Willis (2018), qui ont rencontré respectivement 58 et 40 participants, soutiennent que l'absence sans préavis des jeunes s'explique majoritairement par des motifs d'ordre relationnel.

En résumé, il est possible de dégager de la littérature scientifique diverses motivations des jeunes à quitter leur milieu de vie substitut et il est important de s'y intéresser, car les comprendre permet de mieux prévenir le comportement (Crosland et al., 2018). Toutefois, la prévalence de la fugue montre que ce ne sont pas tous les jeunes hébergés dans ces milieux qui fuguent. Il apparaît donc nécessaire de comprendre comment les caractéristiques individuelles interagissent avec celles du milieu de vie dans l'explication de la problématique de fugue chez un jeune. Par exemple, il serait intéressant d'étudier en quoi leur vécu, dont leur exposition à des expériences traumatisantes, influe sur leur capacité à nouer des relations significatives avec les intervenants.

1.5 Les limites des recherches

Les travaux qui se sont intéressés à la problématique de la fugue des milieux de vie substitués mettent de l'avant de nombreux facteurs de risque. Cependant, certaines différences dans les nomenclatures et les méthodologies limitent les possibilités de comparaison entre les résultats de ces recherches.

Au début de ce chapitre, les écarts liés aux définitions conceptuelles et opérationnelles de la fugue ainsi que des différents milieux de vie ont été discutés. Bowden et Lambie, dans une recension systématique réalisée en 2015, présentent d'autres limites. D'abord, il s'avère que les échantillons utilisés sont spécifiques (taille, région, pays, etc.), ce qui rend difficile la généralisation des connaissances. Aussi, les recherches sont majoritairement descriptives, c'est-à-dire qu'elles dressent un portrait d'un échantillon de fugueurs à un moment donné, ou comparatives, c'est-à-dire qu'elles étudient les différences entre les caractéristiques d'un groupe de fugueurs et d'un groupe de non-fugueurs. Très peu de ces recherches sont longitudinales ou permettent d'établir un lien de causalité entre le comportement et les différents facteurs de risque observés. D'ailleurs, rappelons que, parmi les études ici recensées, seuls Courtney et ses collaborateurs (2015), Eisengart, Martinovich et Lyons (2008) et McIntosh et al. (2010) proposent des modèles prédictifs et que ces études s'appuient toutes trois sur le contenu des dossiers officiels des jeunes. Or, ces dossiers, colligés par les professionnels, peuvent ne pas contenir toute l'information nécessaire à la compréhension des facteurs prédisposant un jeune à la fugue. Il s'agit ici d'une limite importante.

Les études réalisées suivant une méthodologie qualitative, soit celles portant sur les motivations à la fugue, présentées en 1.4, ont aussi des limites. Notamment, elles s'appuient presque toutes sur un échantillon de jeunes fugueurs, seuls Bowden, Lambie et Willis (2018) ayant rencontré aussi des non-fugueurs. Elles ne permettent donc pas de considérer la différence de perception entre les fugueurs et les non-fugueurs et ainsi établir certaines motivations à rester dans les milieux.

D'autres chercheurs ont également interviewé des intervenants, parents ou policiers (Biehal et Wade, 2000; Courtney et al., 2005; Crosland et al., 2018; Finkelstein et al., 2004; Hamel et al., 2012). Cela signifie que les motivations présentées dans ces études n'ont pas toujours été observées directement, mais parfois inférées par des adultes. Lorsque les jeunes eux-mêmes expliquent leur comportement, il faut aussi se demander s'ils sont en mesure de bien reconnaître l'ensemble de leurs motivations. Lorsque les résultats s'appuient sur les propos d'adultes, il faut prendre en compte les risques d'interprétation. De plus, les études ne permettent pas d'établir la prépondérance de certaines motivations sur d'autres dans la compréhension de la problématique de fugue. Ainsi, il est possible d'identifier des éléments qui seraient associés à la fugue, mais pas de comprendre lesquels sont les plus significatifs et/ou statistiquement liés au comportement. Bref, les motivations à fuguer présentées doivent être considérées avec prudence.

Il importe également de mentionner que peu d'études ont été réalisées au Québec, les principales étant celles de Robert, Thérien et Jetté (2009)³¹ et de Hamel et ses collaborateurs (2012)³². La présentation de leurs résultats a fait l'objet de rapports de recherche (2009 et 2012), mais de très peu de publications scientifiques. De leur côté, Robert, Thérien et Jetté (2009) s'intéressent aux facteurs de risque tandis qu'Hamel et al. (2012) s'attardent davantage aux motivations qui poussent les jeunes à fuguer. Or, ces deux projets de recherches ayant été financés dans une visée principale de prévention de l'itinérance, la fugue d'un milieu de vie substitut y est essentiellement considérée comme un facteur de risque à considérer pour comprendre la situation des jeunes de la rue. Ce contexte a nécessairement orienté l'interprétation des résultats. Il s'ensuit qu'on ignore à quel point les différents facteurs de risque qui ont été présentés jusqu'ici se retrouvent effectivement chez les jeunes suivis en vertu de la Loi sur la Protection de la jeunesse du Québec. Il paraît donc important de

³¹ Karam et Robert (2013), dans leur article, reprennent un sous-échantillon des données de l'étude de Robert, Thérien et Jetté (2009). Il est également important de mentionner que Robert s'est également intéressé à la fugue dans d'autres projets de recherche (Robert, Pauzé et Fournier, 2005 ; Robert, Lévesque et Fournier, 2004; Robert, Fournier et Pauzé, 2004), mais toujours avec comme point de départ le lien entre la fugue et l'itinérance.

³² L'article de Hamel publié en 2017 présente les données d'un sous-échantillon extrait de l'étude réalisée en 2012 (Hamel et al.).

sélectionner un échantillon de jeunes québécois qui fuguent d'un milieu de vie substitut et de l'examiner sous l'angle des principaux facteurs de risque identifiés.

Dans un autre ordre d'idée, les études recensées abordent également très peu les facteurs de protection et se concentrent sur les caractéristiques qui augmentent les probabilités qu'un jeune fugue. Une attitude chaleureuse et respectueuse, l'impression de recevoir du soutien de la part des intervenants (Angement, Beke et Shane, 1991; Attar-Schwartz, 2013; Nesmith, 2006) ainsi que des objectifs d'intervention clairs (Biehal et Wade, 2000) et la participation à des sessions de psychothérapies (Fasulo et al., 2002) sont des leviers rapidement esquissés par certains auteurs. Toutefois, les connaissances à leur sujet restent à développer entièrement. Bowden et Lambie (2015) avancent qu'il est aussi important de comprendre pourquoi les jeunes restent.

Il faut aussi souligner la nécessité de s'intéresser aux meilleures pratiques pour prévenir la fugue, car si les connaissances sur les facteurs de risque et les facteurs explicatifs de la fugue progressent, celles relatives aux interventions efficaces sont quasi absentes des recherches (Bowden et Lambie, 2015; Crosland et Dunlap, 2015 ; Crosland et al., 2018; Taylor et al., 2013).

Enfin, seuls deux études, celles de Biehal et Wade (2000) ainsi que celle de Courtney et ses collaborateurs (2005), s'intéressent à la fois aux facteurs de risque et aux motivations à fuguer. Il est donc difficile de dégager de la littérature scientifique une compréhension systémique de la fugue, qui intégrerait les caractéristiques des jeunes les prédisposant à la fugue aux facteurs associés au milieu de vie et à la prise en charge.

1.6 Les interventions à privilégier

Les recherches s'intéressant aux meilleures pratiques à mettre en place auprès des fugueurs hébergés dans les milieux de vie substitut sont quasi inexistantes, relèvent notamment deux groupes d'auteurs qui ont réalisé des recensions des écrits systématiques sur le sujet (Bowden et Lambie, 2015; Crosland et Dunlap, 2015).

Au Québec, l'INESSS (2018), dans son *Avis sur les meilleures pratiques de prévention et d'intervention en matière de fugue auprès des jeunes hébergés en centre de réadaptation pour jeunes en difficultés d'adaptation*, rapporte une seule recherche abordant l'efficacité d'une intervention spécifique dans ces milieux, les autres s'intéressant à des programmes mis en place dans les ressources communautaires. Clark, Crosland et leurs collaborateurs (2008) étudient les effets d'une approche basée sur l'évaluation fonctionnelle du comportement (*Behavior Analysis Services Program ou BASP*). Pour ce faire, ils ont comparé deux groupes de 13 fugueurs chacun, un exposé à cette approche, l'autre non. Le BASP mise sur une évaluation et une compréhension individualisées du comportement de l'adolescent prenant en compte toutes les sphères de sa vie, ses motivations et les circonstances entourant chacune des fugues. Cette approche implique le jeune dans l'analyse du comportement et la recherche de solutions. Il s'agit donc de préparer, en collaboration avec l'adolescent, une intervention spécifique à ses besoins. Le BASP met de l'avant quatre stratégies principales d'intervention : proposer au jeune des activités qui lui plaisent afin de l'inciter à y participer, favoriser des contacts réguliers avec des personnes importantes pour lui, bien choisir un milieu de vie afin qu'ils répondent aux besoins du jeune et offrir de la formation et du coaching aux intervenants.

Clark et al. (2008) rapportent dans le groupe de jeunes exposés à la BASP, que la diminution du nombre de jours en fugue est de 38% durant l'intervention et de 18% par la suite. Ainsi, les effets se maintiennent dans le temps. L'efficacité de cette approche met de l'avant l'importance d'individualiser la réponse aux problématiques de chaque fugueur, mais la petite taille de l'échantillon impose la prudence au moment d'interpréter les résultats.

Si aucun autre auteur n'a évalué l'efficacité d'interventions spécifiques à la problématique de fugue, plusieurs ont tout de même émis des recommandations. L'implication du jeune et de sa famille est l'une d'entre elles (Crosland et Dunlap, 2015; Hamel et al., 2012; INESSS, 2017; Kerr et Finlay, 2006; Lebon, 2016; McIntosh et al., 2010; Robert, Thérien et Jetté, 2009). En effet, en les invitant à participer à la prise de décisions, il est possible de penser qu'ils s'investiront davantage dans la démarche de réadaptation. L'implication du jeune permettrait également de lui redonner un certain pouvoir d'agir, un élément clé pour Finkelstein et ses collaborateurs (2004).

La mise en place de moyens permettant de répondre positivement aux besoins d'autonomie et de liberté inhérents à l'adolescence est une recommandation émise par d'autres auteurs (Finkelstein et al., 2004; Hamel, 2017; Lebon, 2016). Or, cela n'est pas simple, car, comme présenté dans la section 1.1.3, de par leur vulnérabilité, les jeunes suivis en vertu d'une loi protectionnelle peuvent adopter des comportements susceptibles de compromettre leur sécurité. La gestion du risque auprès de cette clientèle est donc complexe (Lebon, 2016).

Pour gérer efficacement le risque, les organisations devraient se doter de balises claires (Kerr et Finlay, 2006; Lebon, 2016) en la matière. Or, il y a peu de guides de pratique en lien avec la problématique de fugue dans les milieux d'hébergement (Eisengart, Martinovich et Lyons, 2008; Kim, Chenot et Lee, 2015) et cela pourrait expliquer en partie le constat selon lequel les intervenants ne sauraient pas comment intervenir auprès de cette clientèle (Biehal et Wade, 2000; Finkelstein et al., 2004).

Il faudrait également tenter de favoriser la création de liens significatifs avec les adultes (Bowden et Lambie, 2015; Courtney et al., 2005; Crosland et al., 2018), notamment en misant sur la stabilité du placement (Crosland et Dunlap, 2015, Lin, 2012; Robert, Thérien et Jetté, 2009). Or, actuellement, le réflexe des organisations est plutôt de déplacer les jeunes fugueurs vers des milieux plus sécuritaires afin d'assurer leur protection (Karam et Robert, 2013). Ces liens significatifs seraient essentiels, car sans eux, les moyens de contrôle visant à empêcher le jeune de quitter s'avèreraient inefficaces (Finkelstein et al., 2004). Il faudrait donc miser davantage sur la création d'une alliance thérapeutique que sur la coercition (Biehal et Wade, 2000).

Dans la prévention de la fugue, il importerait finalement d'intervenir précocement sur la problématique (Biehal et Wade, 2000) et ce, dès la première absence (Courtney et al., 2005). D'ailleurs, quand un jeune revient, la réaction des intervenants qui l'accueillent serait déterminante dans sa décision de répartir ou non (Finkelstein et al., 2004). Notamment, Finkelstein et ses collaborateurs proposent de miser sur l'empowerment (soit de redonner un contrôle au jeune dans la recherche de solutions), de limiter le recours aux sanctions et d'augmenter la flexibilité dans l'application de certaines règles. D'autres auteurs proposent

que toute stratégie d'intervention mise en place afin de prévenir la fugue nécessite que le personnel soit formé, soutenu et accompagné (Attar-Schwartz, 2013; Bowden et Lambie, 2015; Clark et al, 2008; Kerr et Finlay, 2006). Cela implique de mieux outiller les intervenants afin qu'ils soient à même de repérer les jeunes à risque (English et English, 1999). Lebon (2016), dans son rapport, recommande d'ailleurs d'évaluer le risque de fugue dès l'entrée du jeune dans une unité de réadaptation. L'INESSS (2018) a également émis cette recommandation dans son avis sur les meilleures pratiques. Or, actuellement, il n'existe pas d'outil scientifiquement validé pour le faire.

1.7 Les approches théoriques

La quasi-absence d'études sur les meilleures pratiques d'intervention auprès des jeunes fugueurs a pour effet que le cadre théorique et conceptuel dans ce domaine est à construire. La dernière section de ce chapitre s'attardera donc à repérer des modèles, développés dans d'autres domaines des sciences sociales, dont l'efficacité a été reconnue et qui pourraient servir de bases au développement de ce cadre balisant l'analyse des facteurs permettant d'expliquer que des adolescent(e)s s'absentent sans autorisation des milieux de vie substituts.

1.7.1 Le modèle RBR

La littérature scientifique sur les facteurs associés à la fugue est riche. La section 1.3 en a fait la démonstration. Toutefois, à ce jour, il est difficile de cibler, parmi les facteurs présentés, lesquels ont une valeur prédictive avérée. En d'autres termes, il est complexe d'identifier quels jeunes sont plus susceptibles de s'absenter sans autorisation. Or, dans deux rapports publiés au Québec, il est recommandé d'évaluer de façon systématique le risque de fugue chez les jeunes hébergés (INESSS, 2018, Lebon, 2016). La gestion de ce risque serait également un enjeu pour les services de protection de la jeunesse (Kerr et Finlay, 2006; Lebon, 2016).

Afin de trouver un modèle permettant d'évaluer et de gérer le risque, il est possible de s'intéresser aux travaux d'Andrews et ses collaborateurs qui ont présenté pour la première fois en 1990 un modèle d'évaluation et de gestion du risque de récidive auprès de délinquants. L'efficacité de ce modèle, appelé RBR, a depuis été démontrée à plusieurs reprises (Andrews,

Bonta et Wortmith, 2006; Wormith, et al., 2007) et ce, même auprès des délinquants juvéniles (Hodge, 2010).

Dans leur ouvrage *The Psychology of Criminal Conduct*, édité pour la 5^e fois en 2010, Andrews et Bonta dressent les fondements théoriques du modèle RBR. L'idée à la base de leurs travaux réside dans le fait que tous les êtres humains n'ont pas la même propension au crime et que toutes les personnes qui commettent des délits ne le font pas de la même façon, que ce soit dans le type de comportement criminel, la fréquence ou la variété. Leur modèle vise alors à comprendre ces différences, en s'appuyant sur une approche qui est à la fois scientifique, théorique et pratique, et ce, dans le but de prédire le risque de récidive et mettre en place des interventions permettant de le diminuer. Il combine donc les notions d'évaluation et de gestion du risque.

Déjà, il est possible de tracer un parallèle avec la fugue à partir des études présentées précédemment. En effet, il a été démontré que ce ne sont pas tous les jeunes qui adopteront ce comportement. De plus, les jeunes qui s'absentent ne le font pas tous à la même fréquence et pour la même durée. La prise de risque et les conduites associées varient également. L'importance de comprendre les facteurs de risque et les motivations sous-jacents à la fugue afin de la prévenir a été soulignée (Attar-Schwartz, 2013; Bowden, Lambie et Willis, 2018; Bowden et Lambie, 2015; Crosland et al., 2018; Guest, Baker et Storaasli, 2008; Kim, Chenot et Lee, 2015), de même que la nécessité de mieux évaluer et gérer le risque (INESSS, 2018; Lebon, 2016). Le modèle RBR s'appuie sur trois grands principes, soit le risque, les besoins et la réceptivité (Andrews et Bonta, 2010; Andrews et al., 1990).

Le principe du *risque* sous-tend que le comportement d'un être humain peut-être prédit dans une certaine mesure. À partir d'une méta-analyse, Andrews et ses collaborateurs (1990) ont identifié différents facteurs permettant une évaluation valide du risque de récidive, à partir de ce qu'ils ont appelé les «Big 8» (huit grands domaines de facteurs de risque). Une fois l'évaluation effectuée, il convient de moduler l'intensité de l'intervention en fonction du niveau de risque identifié. Même si cela semble évident, dans la pratique, Andrews et Bonta (2010) soulignent que ce n'est pas si simple, les intervenants préférant souvent travailler avec

les clients à faible risque, mais motivés, qu'avec des délinquants réfractaires, au risque élevé. Au niveau de l'intervention auprès des fugueurs, Biehal et Wade (2000) soulignent le fatalisme de certains intervenants lorsqu'ils sont confrontés à des jeunes s'absentant de façon chronique, ces derniers ne croyant pas pouvoir amener l'adolescent(e) à changer son comportement. Afin d'encadrer l'évaluation du risque réalisée par les professionnels, ces auteurs ont développé un outil, le *Level of Service/Case Management Inventory* (LS/CMI) ainsi que son adaptation pour les jeunes entre 12 et 18 ans, le *Youth Level of Service/Case Management Inventory* (YLS/CMI). Ces outils ont tous deux été validés par des recherches scientifiques (Andrews et Bonta, 2010; Hodge, 2010). Au Québec, si la nécessité d'évaluer le risque de fugue a été soulevée par Lebon (2016) et l'INESSS (2018), il n'existe pas, à ce jour, d'outil validé pour le faire.

Le second principe du modèle RBR est celui des *besoins* (Andrews et Bonta, 2010). Ceux-ci sont déterminés à partir d'un ensemble de facteurs qui ont une incidence dans l'explication du comportement criminel. Il existe deux types de besoins : criminogènes et non criminogènes. Les premiers sont composés de facteurs de risque dynamiques qui ont un impact direct sur la probabilité qu'une personne commette à nouveau un délit. Les seconds, bien qu'ils représentent une difficulté dans la vie de l'individu, n'influencent pas le comportement criminel. L'intervention doit donc se concentrer en priorité sur les besoins criminogènes pour être efficace et diminuer le risque de récidive. Par contre, il ne faut pas négliger d'identifier les besoins non criminogènes, car il peut être important de s'y attarder afin d'amener la personne à changer certains comportements en lien, par exemple avec sa motivation à s'impliquer dans le processus thérapeutique. La notion de besoins implique ainsi que, à partir de facteurs de risque cernés par la littérature scientifique, une analyse individuelle soit effectuée afin d'identifier, pour un individu en particulier, ceux qui doivent être ciblés par l'intervention. Dans cette seconde composante, il faut également prendre en compte les facteurs de protection, qui sont associés à une réduction du risque. En d'autres termes, il faut comprendre ce qui peut protéger la personne des facteurs de risque identifiés.

Ici encore, un lien avec l'intervention en contexte de fugue peut être établi. En effet, rappelons que les jeunes ne s'absentent pas tous pour les mêmes motifs (Biehal et Wade, 2000) et qu'une

compréhension individuelle est nécessaire. Il importerait ainsi de bien cerner, dès le départ, les facteurs de risque et de protection spécifiques à la fugue afin d'intervenir efficacement et ainsi prévenir les absences subséquentes (Attar-Schwartz, 2013; Nesmith, 2006; Zimmerman et al., 1997).

La troisième composante présentée par Andrews et Bonta (2010) est celle de la réceptivité. Cette notion implique la mise en œuvre de programmes d'intervention qui s'adaptent aux besoins, aux capacités et au style d'apprentissage de la personne. Les auteurs présentent deux types de réceptivité : générale et spécifique.

La réceptivité générale prévoit que, dans le travail auprès d'un délinquant, certaines interventions sont plus efficaces et ce, peu importe ses caractéristiques individuelles. Le concept d'alliance thérapeutique peut être cité en exemple, son importance ayant été démontrée auprès d'une telle clientèle (Floresheim, Shotorbani, Guest-Warnick et Barratt, 2000; Holmqvist, Hill et Lang, 2007; Marshall et Burton, 2010; Martin et al., 2000). Les stratégies cognitives-comportementales en sont un autre exemple (Landerberger et Lipsey, 2005).

La réceptivité spécifique quant à elle, mise sur l'importance de l'appariement entre la modalité d'intervention choisie, l'intervenant et la personne. Au-delà des approches reconnues dans un domaine précis, il faut également que la stratégie mise en place prenne en compte la personne, son style d'apprentissage, sa personnalité, ses besoins, ses intérêts, etc. Dans un contexte d'intervention auprès des fugueurs, les impacts de leur vécu personnel, par exemple l'historique d'abus, de maltraitance et d'abandon, peuvent influencer sur la capacité d'un jeune à faire confiance et à entrer en relation avec les adultes. Or, tel que mentionné précédemment, cette relation peut être un facteur de protection à la fugue. Une approche qui serait sensible aux expériences vécues, comme le modèle ARC (attachement, régulation, compétence), développé afin d'intervenir sur les traumatismes complexes (Collin-Vézina, 2018), pourrait être pertinente auprès des jeunes fugueurs. Toutefois, l'efficacité de cette approche n'a pas été testée auprès de cette clientèle spécifique.

Au niveau de l'intervention auprès des jeunes présentant une problématique de fugue, le principe de la réceptivité prend donc tout son sens. En effet, il est facile de penser que toutes les techniques et les approches d'intervention ne soient pas efficaces auprès des jeunes fugueurs, nommons par exemple la contrainte et la restriction (Finkelstein et al., 2004). De plus, l'approche de l'évaluation fonctionnelle, présentée par Clark et ses collaborateurs (2008), met de l'avant l'importance que l'intervention soit adaptée aux besoins spécifiques des fugueurs.

Certaines critiques ont suivi l'élaboration du modèle RBR. Notamment, il lui a été reproché de ne pas prendre en compte les besoins ressentis par la personne qui, sans être directement associés au comportement délinquant, influencent le processus de changement, comme l'alliance thérapeutique (Ward, Mesler et Yates, 2007). Cette critique mérite d'être prise en compte dans la mise en place d'une intervention auprès des fugueurs. En effet, tel que présenté dans la section 1.4, les motivations de nature relationnelle joueraient un rôle clé dans la décision d'un jeune de quitter ou non son milieu de vie substitut (Bowden, Lambie et Willis, 2018; Courtney et al., 2005).

Andrews et Bonta (2010), dans leur ouvrage, avancent finalement que la pertinence du modèle RBR dépasse la prévention de la délinquance et le domaine judiciaire et que ses principes peuvent s'appliquer au secteur de la santé et des services sociaux. Il est évident que la fugue n'est pas un comportement délinquant, que les facteurs de risque et les besoins associés au passage à l'acte délictueux ne sont pas les mêmes que ceux expliquant l'absence des jeunes et que les interventions privilégiées auprès des adolescents contrevenants ne sont pas nécessairement efficaces auprès des fugueurs. Néanmoins, le modèle RBR met de l'avant une analyse structurée, permettant de repérer les jeunes à risque, de comprendre les facteurs qui les prédisposent au comportement et d'organiser l'intervention. Il pourrait donc être tout à fait approprié de considérer utiliser un tel modèle dans la prévention du risque de fugue.

1.7.2 L'approche «PRISM»

Le modèle RBR s'intéresse davantage aux caractéristiques individuelles des personnes. En effet, les facteurs de risque identifiés sont tous de cette nature. Or, dans la compréhension de

la fugue, plusieurs auteurs mentionnent l'importance de considérer aussi les facteurs de nature environnementale ou contextuelle (Attar-Schwartz, 2013; Bowden et Lambie, 2015; McIntosh et al., 2010). De plus, l'étude des motivations à la fugue, présentées au point 1.4, met de l'avant ce type de facteurs dans la compréhension du comportement. Toutefois, aucune recherche n'a permis, à ce jour, de cibler les facteurs qui ont le plus d'importance dans la compréhension de la problématique de fugue.

Encore une fois, il faut s'intéresser aux recherches dans le domaine de la délinquance pour identifier un modèle d'évaluation structurée des facteurs de risque associés au milieu de vie. L'approche «PRISM», pour *Promoting Risk Intervention by Situational Management* (soit la prévention de la violence par une gestion du risque situationnel) a été élaborée par Cooke et Johnstone (2010) à partir d'une étude approfondie de prisons d'Écosse, dans lesquelles se sont déroulés d'importants épisodes de violence à la fin des années '80 et le début des années '90. Les auteurs précisent qu'à cette époque, le niveau de violence a atteint un seuil critique dans certains établissements pénitentiaires. Initialement, la décision des organisations a été d'isoler les détenus responsables de cette violence. Toutefois, les auteurs rapportent que, lorsqu'un groupe de détenus quittait le milieu, ceux qui les remplaçaient reproduisaient les mêmes comportements. Devant l'échec des moyens mis en place pour enrayer la violence, les directions des prisons en sont venues aux conclusions suivantes. D'abord, une prison ne sera jamais un milieu exempt de violence. Ensuite, il faut accepter que la gestion des prisons joue un rôle clé dans le déclenchement des épisodes de violence. Enfin, plutôt que d'isoler les détenus, il faudrait davantage les impliquer dans la recherche de solution.

Un premier parallèle peut être fait ici avec la fugue. Rappelons premièrement que le taux de prévalence peut varier de façon importante entre les différents milieux de prise en charge (Biehal et Wade, 2000; Eisengart, Martinovich et Lyons, 2008) et que le nombre d'absences est en hausse dans les centres de réadaptation du Québec (INESSS, 2017). Deuxièmement, il semble peu réaliste d'envisager un milieu dans lequel aucun adolescent ne s'absenterait sans autorisation. D'ailleurs, il ne serait pas toujours souhaitable d'empêcher un jeune de quitter (Hamel et al., 2012), surtout par la contrainte (Finkelstein et al., 2004). Deuxièmement, il est possible d'avancer que certaines décisions organisationnelles peuvent avoir une influence sur

le taux de fugue, comme le type de milieu auquel le jeune est confié, le déplacement de ce dernier lors de fugue ou encore le type d'encadrement sécuritaire statique (ex.; verrouillage des portes). Troisièmement, l'importance d'impliquer le jeune dans le processus de décision le concernant a été nommée précédemment, le contraire pouvant susciter ou augmenter un sentiment de frustration et provoquer certaines fugues (Finkelstein et al., 2004).

À la suite de ces constats, Cooke et Johnstone (2010) se sont demandé pourquoi certaines prisons avaient des niveaux de violence plus élevés que d'autres. Ils ont également cherché à savoir si une compréhension de la violence basée sur des facteurs situationnels ne serait pas préférable à une approche centrée uniquement sur les individus violents. Cela a mené à l'élaboration de l'approche PRISM, qui a été réalisée en trois étapes. D'abord, les deux auteurs ont réalisé une recension systématique de la littérature scientifique afin d'identifier les facteurs de risque connus. Ensuite, ils ont rencontré des personnes ayant une expérience directe sur le sujet afin d'entendre leur point de vue. Finalement, les auteurs ont élaboré leur modèle en prenant en considération les différentes données recueillies.

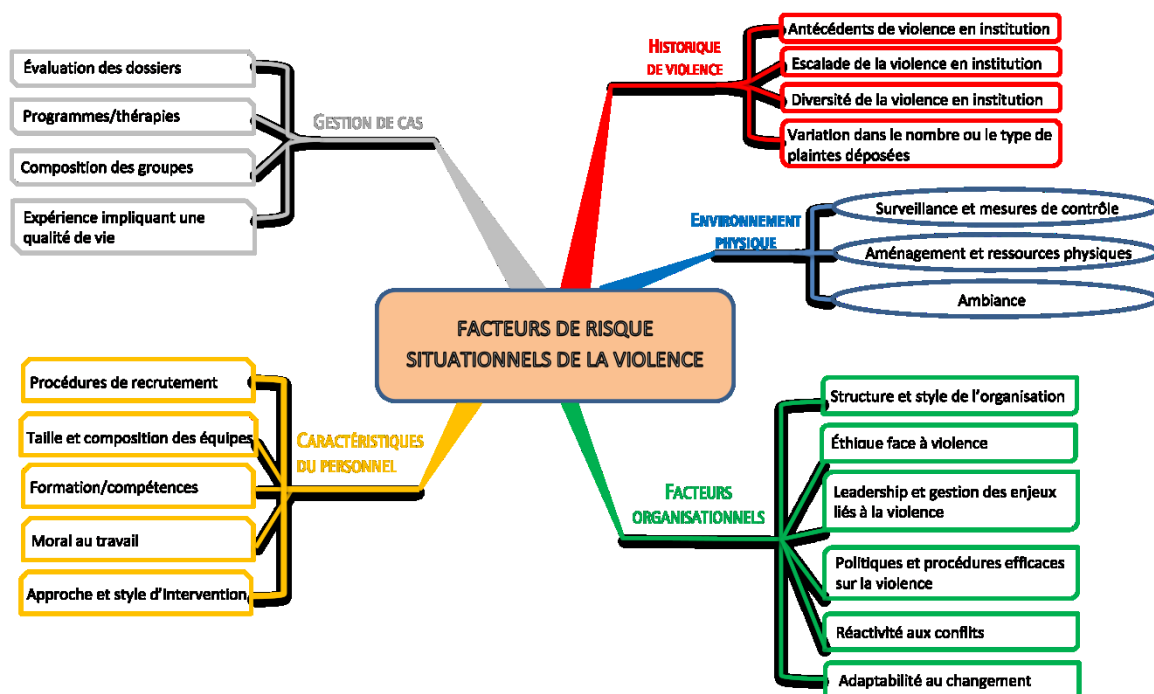
Cooke, Wozniak et Johnstone (2010) définissent un facteur de risque institutionnel comme une caractéristique de l'environnement dans lequel ont lieu les événements de violence. Les 21 facteurs de risques situationnels de l'approche PRISM sont regroupés en cinq domaines. La figure 1 illustre ces cinq domaines ainsi que les facteurs de risques qui y sont associés.

Le premier domaine s'intéresse à l'historique de violence dans l'établissement et ce, dans les deux années précédant l'étude. Cela inclut des facteurs comme les antécédents de violence, l'escalade et la diversité ainsi que le nombre de plaintes qui ont été déposées en rapport avec ceux-ci. Au niveau de la fugue, cela impliquerait donc d'évaluer notamment le nombre d'absences, leur durée, leur fréquence et diverses caractéristiques des événements, par exemple si les jeunes quittent seuls ou en groupe.

Le second domaine concerne les facteurs associés à l'environnement physique, comme le niveau de surveillance et les mesures de contrôle, l'aménagement et les ressources physiques ainsi que l'ambiance. Ce type de facteurs est également significatif pour comprendre les

variations entre les niveaux de fugue. En effet, dans un environnement où l'accès à l'extérieur est facile, il est possible de penser qu'il y aura plus de fugues que dans un milieu où les déplacements sont plus encadrés. Robert, Thérien et Jetté (2009) identifient d'ailleurs que le fait d'être placés dans un milieu sécuritaire est un facteur de protection à la fugue.

Figure 1: Les facteurs de risque situationnels de la violence



(Traduit de Cooke, Wozniak et Johnstone, 2010)

Le troisième domaine est composé des facteurs de nature organisationnelle. Il s'intéresse aux forces et aux faiblesses de la structure et du style de l'organisation, de l'éthique de celle-ci envers la violence, au leadership et à la gestion des enjeux liés à ce problème, aux politiques et procédures qui y ont cours, à sa réactivité aux conflits et à sa capacité d'adaptation face aux changements. Il s'agit de facteurs pour lesquels il est difficile de trouver écho dans la littérature scientifique sur la fugue des milieux de vie substitut. Rappelons toutefois que quelques auteurs (Eisengart et al., 2008; Kerr et Finlay, 2006; Kim, Chenot et Lee, 2015;

Lebon, 2016) soulignent l'importance pour les organisations de définir des balises claires afin de gérer le risque associé à l'absence non autorisée des jeunes. Il s'agit d'une recommandation qui concerne ce troisième facteur de risque situationnel.

Le quatrième domaine de facteurs de risque situationnels s'attarde aux caractéristiques des personnes qui travaillent dans l'établissement. Il est notamment question des procédures de recrutement, de la formation et des compétences du personnel, de la taille et la composition des équipes, de leur approche et style d'intervention ainsi que de leur moral. Ce dernier facteur aborde notamment les conditions de travail et l'impression qu'a le personnel d'être soutenu par la direction, deux éléments qui ont, pour Cooke, Wozniak et Johnstone (2010), une influence sur leur moral. Ici aussi, plusieurs des facteurs de risque situationnels associés aux membres du personnel se retrouvent dans la littérature scientifique sur la fugue. Notamment, l'importance de la formation (Attar-Schwartz, 2013; Bowden et Lambie, 2015; Clark et al., 2008) et l'impact de la fugue sur le sentiment de compétence et d'impuissance des intervenants (Biehal et Wade, 2000; Finkelstein et al., 2004; Lebon, 2016) ont été discutés précédemment.

Le cinquième et dernier domaine de l'approche PRISM concerne la gestion de cas, soit les programmes et les thérapies offerts en lien avec la violence, la qualité de vie dans le milieu, la composition des groupes de détenus ainsi que l'évaluation des besoins et l'adéquation des services avec ceux-ci. L'importance d'évaluation le risque de fugue dès l'admission du jeune (INESSS, 2018; Lebon, 2016; Sunseri, 2003) et divers facteurs associés à la qualité de vie, comme l'ennui (Finkelstein et al, 2004) et la victimisation par les pairs (Attar-Schwartz, 2013; Biehal et Wade, 2000; Taylor et al., 2013) font partie des éléments présentés dans les sections précédentes de ce contexte théorique.

En résumé, il est possible d'établir différents rapprochements entre les facteurs situationnels de l'approche PRISM et ceux associés à la fugue. Cooke et Johnstone (2010) avancent, dans la conclusion d'un article, qu'il serait intéressant de voir si ce modèle d'évaluation et de gestion des risques peut s'appliquer dans des milieux autres que les prisons, auprès de différentes clientèles. Toutefois, il serait erroné de considérer intégralement les domaines et les catégories

de facteurs présentés par ces auteurs dans l'étude de la fugue. D'abord, ce n'est pas un comportement violent. Les facteurs associés différeront donc nécessairement. De plus, un centre de réadaptation n'est pas une prison. Dans les deux cas, ces milieux hébergent une clientèle non volontaire et la liberté y est restreinte. Cependant, dans une prison, l'objectif premier est la sécurité de la population et la punition, alors que les milieux de vies substituts visent davantage à protéger le jeune lui-même et misent sur la réadaptation. Le profil et la formation des professionnels qui y travaillent diffèrent également. Avant de transposer l'approche PRISM dans l'évaluation et la gestion des facteurs de risques situationnels associés à la fugue des milieux de vie substituts, il convient alors de déterminer quels sont ces facteurs.

1.7.3 L'alliance thérapeutique

Les facteurs relationnels seraient centraux pour comprendre la problématique de fugue des milieux de vie substituts (Bowden, Lambie et Willis, 2018; Courtney et al, 2005). L'importance de mettre en place des moyens permettant au jeune de créer des liens forts et significatifs avec les adultes a également été soulevée (Bowden et Lambie, 2015; Courtney et al., 2005; Crosland et al., 2018; Lin, 2012; Finkelstein et al., 2004; Robert, Thérien et Jetté, 2009). Finkelstein et ses collaborateurs (2004) mentionnent également la nécessité de consulter le jeune et sa famille dans la prise de décisions, afin de favoriser leur implication. Ces recommandations rejoignent le concept d'alliance thérapeutique, central dans le domaine de la psychothérapie. D'ailleurs, Lebon (2016), dans son rapport, souligne l'importance capitale de l'alliance thérapeutique dans l'accompagnement des jeunes ayant une problématique de fugue.

L'alliance thérapeutique n'est pas une approche d'intervention en soi, mais bien un concept transversal qui peut se développer, peu importe le type d'interventions mises en place (Gaston, 1990; Martin, Garske et Davis, 2000). La présence d'une alliance s'appuie sur trois composantes, présentées pour la première fois par Bordin en 1979. La première est le lien de confiance. Il doit y avoir, entre un intervenant et son client, une relation significative. Cependant, cette relation, à elle seule, ne mènerait pas au changement de comportement (Diguiseppe et al., 1996). Pour que cela soit possible, il faut également impliquer le client dans

le processus et développer une entente sur les buts de l'intervention (seconde composante) et les moyens qui seront utilisés pour atteindre les objectifs fixés (troisième composante).

Lorsque ces trois composantes sont présentes, l'alliance thérapeutique s'avère être un prédicteur robuste de la réussite ou de l'échec d'une intervention (Martin, Garske et Davis, 2000; Shirk et Karver, 2003). Les différentes recherches ont établi un lien entre l'alliance thérapeutique et le changement de comportement auprès de différents types de clientèles : les consommateurs (Robbins, Turner, Alexander et Perez, 2003; Robbins et al., 2006; Tetzlaff et al., 2005) les délinquants adultes et juvéniles (Floresheim, Shotorbani, Guest-Warnick et Barratt, 2000; Holmqvist, Hill et Lang, 2007; Marshall et Burton, 2010; Martin et al., 2000), les jeunes victimes d'abus et de négligence (Johnson et Ketrang, 2006) et les jeunes ayant des troubles intérieurs (McLoad et Weisz, 2005) et extérieurs (Hogue et al., 2006; Kazdin, Marciano et Whitley, 2005; Zack et al., 2009).

La présentation des trois composantes de l'alliance permet de faire un parallèle avec l'intervention auprès des jeunes présentant une problématique de fugue. L'établissement d'une alliance représenterait par contre certains défis auprès de cette clientèle. D'abord, ces jeunes feraient difficilement confiance à l'adulte (Biehal et Wade, 2000), rendant plus complexe la mise sur pied d'un lien de confiance. Ils seraient également moins affiliés au milieu de vie (Biehal et Wade, 2000; Hamel et al., 2012), ce qui signifie qu'il peut être plus ardu de les impliquer dans l'élaboration des buts et des moyens. Cette clientèle présente aussi des déficits en termes de capacité d'attachement sécurisé (Robert, Thérien et Jetté, 2009). Or, il serait plus difficile d'établir une alliance thérapeutique avec les jeunes présentant des troubles de l'attachement (Diguiseppe et al., 1996). Finalement, les absences répétées mettent en échec les interventions et créeraient de l'instabilité dans la prise en charge (Attar-Schwartz, 2013; Crosland et Dunlap, 2015). Or, il ne s'agit pas de conditions idéales pour instaurer une alliance. Inversement, développer cette alliance pourrait avoir un impact sur la poursuite ou non de l'intervention (Robbins et al., 2013).

1.8 Le résumé des connaissances issues de la littérature scientifique

En conclusion, ce premier chapitre a fait état des connaissances sur la fugue des milieux de vie substituts et des enjeux qui y sont associés. L'importance d'améliorer la compréhension de cette problématique ainsi que de développer des pratiques qui s'y intéressent spécifiquement a été débattue. Toutefois, repérer dès le départ les jeunes susceptibles de fuguer n'est pas aisé et les intervenants ne disposent actuellement pas d'outils nécessaires pour le faire. Or, il s'agit d'une étape essentielle pour mieux intervenir afin de prévenir la récurrence des absences. En d'autres mots, l'évaluation et la gestion du risque de fugue représentent un enjeu de taille et il faut s'y attarder.

Afin de bien évaluer le risque, il convient de connaître les facteurs qui y sont associés (Andrews et Bonta, 2010). Si la littérature scientifique présente de nombreux facteurs de risque, nous possédons peu de connaissances spécifiques sur le sujet au Québec. Il est donc important d'étudier la présence ou non des différents facteurs de risque identifiés par les études dans un échantillon composé d'adolescents québécois. De plus, les caractéristiques présentées dans la littérature scientifique sont majoritairement individuelles et concernent le jeune lui-même. Très peu d'information est disponible à propos des facteurs situationnels, associés au milieu de vie substitut québécois, qui influent sur le nombre d'absences non motivées.

Le présent projet de thèse approche donc la problématique de l'évaluation et de la gestion du risque de fugue dans un milieu de vie spécifique, soit les centres de réadaptation. Il est proposé de se concentrer sur ce type de milieu plus spécifiquement, car c'est là que sont pris en charge les jeunes dont la problématique de fugue est la plus préoccupante. D'ailleurs, les différents travaux réalisés au Québec à la suite de l'importante médiatisation du phénomène au début de 2016 se concentrent sur la fugue de ces milieux. Par exemple, l'INESSS a publié le *Portrait des fugueurs et des pratiques actuelles en matière de fugues auprès des jeunes hébergés en centre de réadaptation pour jeunes en difficultés d'adaptation* (2017) et l'*Avis sur les meilleures pratiques de prévention et d'intervention en matière de fugues auprès des jeunes hébergés en centre de réadaptation pour jeunes en difficultés d'adaptation* (2018). De plus, le

plan d'action ministériel *Les fugues en centre de réadaptation pour jeunes en difficultés d'adaptation : Prévenir et mieux intervenir* (MSSS, 2018) consacre l'importance des ressources devant être investies à la prévention des absences non autorisées de ces milieux. C'est pourquoi la présente thèse s'y consacre.

La littérature scientifique sur la fugue fournit également peu d'informations sur les interventions probantes auprès des jeunes fugueurs. Toutefois, avant de s'intéresser à cette question, il est nécessaire de comprendre auprès de qui ses interventions devront être déployées. C'est pourquoi la présente thèse se centrera sur l'identification des facteurs de risques individuels et situationnels qui permettent d'expliquer la problématique de fugue dans les centres de réadaptation du Québec.

1.9 Les objectifs de la thèse

Le but de cette thèse est de soutenir les pratiques en matière d'évaluation et de gestion du risque de fugue dans les centres de réadaptation via l'identification des facteurs de risque individuels et situationnels spécifiques aux adolescent(e)s et aux milieux québécois.

En ce sens, la démarche proposée vise deux objectifs principaux, s'attardant chacun à un type de facteur.

- 1- Dans un premier temps, la thèse vise à identifier les facteurs de risque individuels permettant de prédire la fugue, en proposant un modèle d'évaluation du risque auprès des jeunes hébergés en centre de réadaptation.
- 2- Dans un deuxième temps, la thèse vise à explorer les facteurs situationnels facilitant ou limitant la gestion du risque de fugue dans les centres de réadaptation.

Pour chacun des objectifs principaux, voici les objectifs secondaires visés par cette thèse.

- 1- Identifier les facteurs de risque individuels permettant de prédire la fugue, en proposant un modèle d'évaluation du risque auprès des jeunes hébergés en centre de réadaptation.
 - ✓ Valider un outil d'évaluation du risque de fugue développé par Ste-Marie et Lafortune (2011), le *Guide d'évaluation du risque de fugue*, en :
 - s'assurant d'une cotation uniforme des facteurs de risque;
 - effectuant la validation prédictive de l'outil;
 - évaluant la pertinence de chacun des facteurs de risque dans la prédiction de la fugue;
 - ✓ Développer un modèle valide pour prédire le risque de fugue;
 - ✓ Présenter une version finale du *Guide d'évaluation du risque de fugue*.
- 2- Explorer les facteurs situationnels facilitant ou limitant la gestion du risque de fugue dans les centres de réadaptation:
 - ✓ Comprendre les enjeux associés à la gestion du risque de fugue dans les établissements;
 - ✓ Identifier les facteurs de risque situationnels spécifiques aux centres de réadaptation du Québec;
 - ✓ Comparer les facteurs de risque situationnels identifiés avec ceux proposés dans l'approche PRISM;
 - ✓ Vérifier l'applicabilité de l'approche PRISM dans l'évaluation et la gestion du risque de fugue dans les centres de réadaptation.

Chapitre 2 : Méthodologie

Nous avons abordé les différents objectifs de cette thèse via une méthodologie mixte. Cette approche intègre, dans une même démarche, des éléments des méthodes quantitatives et qualitatives dans le but d'élargir la compréhension d'une problématique (Johnson, Onwuegbuzie et Tuner; 2007). Creswell, Fethers et Ivankova (2004) présentent la méthodologie mixte comme une intégration de données statistiques et recueil de perceptions personnelles qui mène à une compréhension plus approfondie d'un sujet. La combinaison des forces des deux permet des nuances qu'une seule méthode ne peut apporter. Aussi, la méthodologie mixte va au-delà de la simple combinaison des méthodes quantitatives et qualitatives dans une cueillette de données. Les résultats doivent être intégrés, mis en relation, à un moment ou un autre du processus de recherche (Creswell, Fethers et Ivankova, 2004). La combinaison des deux méthodes touche ainsi différents aspects de la démarche méthodologie, dont la cueillette de données et les stratégies d'analyses (Johnson, Onwuegbuzie et Tuner; 2007).

L'intégration des méthodes quantitative et qualitative peut se faire en parallèle, ou de façon successive (Creswell, Fethers et Ivankova, 2004). Par exemple, la méthode qualitative peut permettre une première exploration d'une problématique pour laquelle des données quantitatives ne sont pas encore disponibles. Inversement, elle peut soutenir l'interprétation de données statistiques obtenues préalablement.

Cette thèse, pour le processus de développement et de validation du *Guide d'évaluation du risque de fugue*, mise principalement sur une méthodologie quantitative. La démarche de développement de l'outil (incluant les analyses d'accord inter-juges) sera présentée au chapitre trois. Le processus de validation, qui sera décrit dans le présent chapitre, implique diverses analyses psychométriques permettant d'obtenir un modèle de prédiction de la fugue. De plus, le choix des facteurs de risque, en plus de s'appuyer sur une recension rigoureuse de la littérature scientifique, a été bonifié par des consultations auprès d'experts dans l'intervention

auprès de jeunes fugueurs, à partir d'une approche qualitative. Cette dernière a donc permis de soutenir les résultats mis de l'avant par la méthode quantitative.

Parallèlement, nous avons réalisé une série d'entretiens semi-structurés avec des professionnels afin d'approfondir notre compréhension des facteurs situationnels qui entrent en jeu dans l'explication de la fugue. Les éléments partagés par les professionnels apportent également un éclairage sur certains résultats obtenus dans le processus de validation du questionnaire. La méthodologie qualitative poursuit ici un objectif spécifique, en plus d'appuyer la compréhension des résultats obtenus dans le cadre des analyses statistiques.

En bref, la méthodologie mixte est nécessaire pour aborder les différents objectifs de cette thèse. D'abord, l'élaboration d'un modèle prédictif de la fugue ne peut se faire sans une stratégie d'analyse rigoureuse s'appuyant sur la méthode quantitative. Toutefois, cette démarche centre la compréhension de la problématique de fugue sur l'adolescent et ses facteurs de risque. Elle ne permet pas d'aborder les caractéristiques des milieux de vie qui ont un impact sur la probabilité que les jeunes s'absentent sans autorisation. Nous avons choisi d'explorer ce second objectif dans des entretiens semi-structurés, car la littérature scientifique sur le sujet n'est pas encore bien développée.

Ainsi, une intégration des méthodes quantitative et qualitative est nécessaire pour considérer l'ensemble des facteurs qui permettent de comprendre la problématique de fugue dans les centres de réadaptation.

2.1 La validation du *Guide d'évaluation du risque de fugue*

La validation du *Guide d'évaluation du risque de fugue* constitue le premier objectif de cette thèse. Le processus de validation d'un outil scientifique porte généralement sur deux qualités psychométriques : la fidélité et la validité. Principalement, en s'inspirant de Douglas et Reeves (2010), la démarche de validation du *Guide d'évaluation du risque de fugue* s'est intéressée à l'accord inter-juge et la validité prédictive. La démarche d'accord inter-juge sera présentée au

chapitre trois, en même temps que l'élaboration de l'outil. Elle ne sera donc pas abordée ici. Cette section se concentre sur la description de la démarche de validation prédictive.

La seconde étape essentielle du processus de validation d'un outil est la validité prédictive (Douglas et Reeves, 2010). La validité prédictive consiste à déterminer la capacité d'un instrument à prédire correctement l'occurrence ou la récurrence d'un comportement.

Dans la présente démarche, il s'agit de déterminer si le score global obtenu par la complétion du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v3, 2017³³) permet de discriminer les jeunes qui ont fugué dans les six mois suivant la passation de ceux qui ne l'ont pas fait. La littérature scientifique suggère que la fugue survient généralement dans les six mois suivant l'admission d'un jeune dans un milieu de vie (Courtney et al., 2005; Fasulo et al., 2002; Guest, Baket et Storaasli, 2008; Sunseri, 2003). C'est pourquoi nous avons retenu ce critère de temps dans la démarche de validation de l'outil.

2.1.1 La composition de l'échantillon

Les jeunes visés par la démarche

Nous avons élaboré le *Guide d'évaluation du risque de fugue* afin d'évaluer spécifiquement le risque de fugue dans les centres de réadaptation. Nous avons donc réalisé la démarche de validation prédictive dans ces milieux, plus spécifiquement dans des unités de réadaptation ouvertes du CJM-IU et des centres jeunesse de Laval et de la Montérégie. Il est à noter que l'outil doit être complété par les intervenants. Il ne s'agit pas d'un questionnaire auto-administré rempli par les jeunes.

Le MSSS (2016) précise que la « *réadaptation en internat se caractérise par un accompagnement soutenu de la part des intervenants, par la participation de ceux-ci aux événements constituant le quotidien du jeune (vécu partagé) et par différentes activités*

³³ Les versions 1 et 2 seront présentées dans le chapitre 3. La validité prédictive a été mesurée à partir de la troisième version du *Guide d'évaluation du risque de fugue*.

éducatives » (page 1). Les unités de réadaptation se distinguent par le type d'encadrement offert au niveau statique et dynamique.

La cueillette de données a eu lieu dans des milieux «ouverts», soit des « *unité[s] d'hébergement organisée[s] de façon à répondre aux besoins de réadaptation de la majorité des jeunes confiés à l'internat. C'est un milieu dans lequel ils peuvent aller et venir librement sous supervision* » (page 1, MSSS, 2016). Il existe également différents milieux ouverts, qui se distinguent par le niveau d'encadrement statique et dynamique, l'ouverture vers l'extérieur et la sévérité des problématiques de la clientèle hébergée : les foyers de groupe, les milieux globalisants³⁴, l'encadrement dynamique élevé et les unités de traitement individualisé (UTI). Il n'existe pas de définition officielle du MSSS permettant de distinguer précisément les différents types de milieux ouverts et de préciser les caractéristiques spécifiques des jeunes hébergés³⁵. Généralement, les foyers de groupe sont des résidences situées dans la communauté, à l'extérieur des centres de réadaptation. Les jeunes qui y sont hébergés nécessitent un encadrement statique et dynamique moindre que ceux dans les milieux globalisants et les services de réadaptation offerts misent sur l'intégration dans la communauté. De leur côté, les jeunes pris en charge dans les services d'encadrement dynamique élevé ou dans les UTI ont des profils plus complexes, nécessitant des mesures de sécurité plus importantes et une présence plus grande des intervenants que ceux vivant dans les milieux globalisants. Ces derniers représentent un équilibre entre l'encadrement statique et dynamique offert dans les deux autres types de milieux ouverts.

Les foyers de groupe ont été exclus de l'échantillonnage, car lorsqu'un jeune présente des antécédents de fugue, il y est rarement admis. De plus, dans l'ensemble des fugues qui ont eu lieu dans les trois régions entre le 1^{er} avril 2016 et le 31 août 2017, seuls 5% ont eu lieu dans

³⁴ En Montérégie, le milieu globalisant est appelé «milieu ouvert». Nous avons retenu le terme «milieu globalisant» afin de ne pas confondre le lecteur.

³⁵ En l'absence de définition officielle, la description des types de milieux ouverts s'appuie sur la connaissance qu'a l'auteure de cette thèse des différents milieux, connaissance développé dans le cadre de la réalisation de deux projets de recherches et s'appuyant sur plus de dix ans d'expérience de travail.

ces milieux. L'INESSS (2017) note également, dans son portrait sur la fugue, qu'un faible pourcentage des absences se produit dans les foyers de groupe.

Les milieux sécuritaires, qui contrôlent et restreignent la liberté des jeunes, ont également été exclus. D'abord, comme les portes y sont verrouillées, il est très difficile de fuguer de ces endroits. Ensuite, certains milieux sécuritaires hébergent les jeunes en vertu de la loi sur le système de justice pénale pour adolescents, donc pas sous une ordonnance de la LPJ. Finalement, les jeunes qui séjournent dans des unités d'encadrement intensif y ont été référés par un milieu ouvert, en raison de la gravité, de la récurrence et de la fréquence de certains comportements, dont la fugue (MSSS, 2010). L'évaluation du risque de fugue devrait donc être réalisée par le milieu ouvert, qui reste la référence du jeune durant le déplacement temporaire dans le milieu sécuritaire. Les professionnels consultés dans le processus d'élaboration de l'outil ont aussi mentionné qu'il n'est pas souhaitable de compléter l'évaluation lorsque le jeune est dans un milieu sécuritaire.

L'échantillon est donc composé de jeunes, hébergés dans un milieu ouvert, pour qui un intervenant a réalisé une évaluation à partir du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v3, 2017). Au CJM-IU, il y a au total 18 unités ouvertes pour adolescents (quatre encadrement dynamique élevé et 14 milieux globalisants) et dix pour adolescentes (deux encadrement dynamique élevé et huit milieux globalisants). Au centre jeunesse de la Montérégie, c'est 12 unités ouvertes pour garçons (une UTI et 11 milieux globalisants) et sept pour filles (une UTI et six milieux globalisants). À Laval, il y a six unités ouvertes hébergeant des adolescentes (quatre encadrement dynamique élevé et deux milieux globalisants)³⁶. Chacun des services peut héberger environ 12 jeunes. Un total d'approximativement 360 adolescents et 276 adolescentes étaient donc hébergés dans des unités répondant aux critères d'inclusion des milieux³⁷ au moment de la cueillette de données.

³⁶ Le centre jeunesse de Laval a choisi d'impliquer uniquement les services hébergeant des adolescentes dans le projet de recherche. Nous avons donc considéré uniquement ces services dans le calcul.

³⁷ Ce total est approximatif, car il n'est pas possible de savoir avec exactitude combien de jeune étaient hébergés dans les milieux visés lors de la cueillette de données (par exemple si toutes les places étaient occupées).

Au total, 164 questionnaires ont été colligés dans les trois régions visées, au cours des mois de février et mars 2017, représentant environ 25,7 % des jeunes hébergés (21,1% pour les garçons et 31,8% pour les filles). Le tableau 1 présente le nombre de questionnaires pour chacune des régions en fonction du genre³⁸ et des niveaux d'encadrement.

Tableau 1 Répartition des questionnaires selon le genre et le niveau d'encadrement

	Genre		Encadrement		Total
	Garçons	Filles	Globalisant	Dynamique élevé	
Laval	0	32	14	18	32
Montréal	52	35	81	6 ³⁹	87
Montréal	24	21	35	10	45
Total	76	88	130	34	164

Le tableau 1 illustre que 79% des questionnaires ont été remplis dans les milieux globalisants (n=130) contre 21 % dans les unités d'encadrement dynamique élevé (n=34). Ce ratio reflète la réalité des centres de réadaptation, qui comptent davantage de milieux globalisants que d'unité d'encadrement dynamique élevé. Toutefois, l'échantillon comprend une proportion plus grande d'adolescentes (53,7%) que celle observée dans les centres de réadaptation, où davantage d'adolescents sont hébergés, notamment par ce que la région de Laval a choisi d'impliquer uniquement les unités hébergeant des adolescentes dans le projet. Cela peut introduire un biais de représentativité dans l'échantillon.

Les données sur la fugue

Afin de procéder à la validité prédictive du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v3, 2017), les établissements nous ont également acheminé, six mois suivant la passation des

³⁸ Dans cette thèse, le genre réfère au sexe du jeune, tel qu'indiqué sur le questionnaire par l'intervenant qui l'a complété.

³⁹ Les caractéristiques des UTI (problématiques de la clientèle visée, présence accrue d'intervenants, niveau de surveillance, etc.) sont semblables à celle des unités d'encadrement dynamique élevé. En Montérégie, l'encadrement dynamique élevé n'existe pas. Nous avons choisi de regrouper, dans les analyses, ces deux milieux.

questionnaires, une base de données comportant l'ensemble des fugues ayant eu lieu entre le 1^{er} avril 2016 et le 31 août 2017. Ces bases de données comprennent les informations portant sur tous les événements de fugue, telles que consignées dans le dossier électronique des jeunes. La complétion de ce dossier utilise une plateforme informatique, nommée *Projet intégré jeunesse* (PIJ), qui est provinciale. Cela signifie que tous les centres jeunesse colligent l'information dans la même base de données. Toutefois, tel que souligné dans le rapport de l'INESSS (2017), malgré des règles de saisies, il est possible d'observer des écarts dans le choix des informations et des événements inscrits au dossier⁴⁰.

2.1.2 La méthode de cueillette de données

Les gestionnaires des trois centres jeunesse étaient responsables de la sélection des milieux impliqués dans la cueillette de données. Nous leur avons toutefois demandé de varier le type de milieu (globalisant, encadrement dynamique élevé) ainsi que le genre de la clientèle hébergée (garçons et filles). L'échantillon constitué en est donc un de convenance, car il s'appuie sur la disponibilité des milieux à participer au projet de recherche.

Dans les services ciblés, le chef de service a été contacté afin de présenter la démarche. Après ce contact, nous leur avons acheminé les documents suivants: une lettre explicative, *le Guide de cotation*, la feuille-réponse et un questionnaire visant à recueillir les commentaires des intervenants sur l'outil. Chaque éducateur devait compléter le *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v3, 2017) pour les jeunes dont il a la responsabilité, généralement deux ou trois.

Initialement, les services devaient compléter la démarche dans un délai d'un mois. Toutefois, compte tenu de la réalité de certains milieux, notamment le manque de ressources humaines, certains ont mis jusqu'à six semaines pour le faire. Cela implique que, pour certains questionnaires, nous avons les données sur la fugue sur cinq mois et demi et non sur six mois comme le prévoyait le devis initial. Par contre, cela ne semble pas présenter une limite importante. En fait, parmi les jeunes pour qui la démarche a été réalisée dans les délais et qui

⁴⁰ Les écarts sont principalement observés dans la saisie des absences de moins d'une heure (INESSS, 2017). La définition du MSSS (2014) permet un délai d'une heure avant traiter une absence comme une fugue, mais certains établissements les saisissent tout de même (INESSS, 2017).

ont fugué après la passation du questionnaire, aucun ne l'a fait pour une première fois dans un délai supérieur à cinq mois.

Aux fins du présent projet de thèse, pour des raisons de faisabilité, le questionnaire a été rempli sans tenir compte du temps depuis l'admission du jeune dans le service. Cela peut représenter une limite, car il est prévu que le *Guide d'évaluation du risque de fugue* soit administré dans le mois suivant l'admission. Toutefois, comme l'évaluation du risque doit être réalisée en continu et tenir compte de la situation actuelle du jeune (Douglas et Reeves, 2010), nous avons tout de même choisi d'actualiser la démarche de cette façon afin d'assurer un plus grand échantillon. L'évaluation représente donc la situation du jeune au moment où le questionnaire a été rempli, non pas celle à son admission.

2.1.3 Les stratégies d'analyses

Les variables à l'étude

Les variables dépendantes

La première variable dépendante est la fugue. Elle est dichotomique et vise à savoir si le jeune a, oui ou non, fugué dans les six mois suivant la passation du questionnaire. Rappelons que les variables dépendantes ont été créées à partir des bases de données comportant l'ensemble des événements de fugue, tel que présenté au point 2.1.1.

La durée de la fugue a également été considérée, ce qui a mené aux quatre variables dépendantes suivantes :

- 1- Le jeune a commis au moins une fugue (toutes durées confondues)
- 2- Le jeune a commis au moins une fugue de moins de 24 heures;
- 3- Le jeune a commis au moins une fugue de plus de 24 heures;
- 4- Le jeune a commis au moins une fugue de plus de 72 heures.

Ces catégories ont été retenues sur la base des distinctions généralement présentées dans la littérature scientifique. Cette nuance permet de mesurer si les facteurs de risque associés au risque de fugue diffèrent selon la durée de celle-ci. Il importe toutefois de mentionner que l'objectif de cette thèse est la prédiction de la fugue (toutes durées confondues). Ainsi, en cas

de disparité entre les différentes durées, le choix se portera sur la meilleure prédiction de cette première variable dépendante.

Le tableau 2 présente la proportion des jeunes selon qu'ils ont ou non fugué dans les six mois suivant la passation du questionnaire, pour les quatre variables dépendantes.

Tableau 2 : Occurrence de la fugue en fonction des quatre variables dépendantes

(n=163)⁴¹	Fugue	Fugue –24 heures	Fugue +24 heures	Fugue +72 heures
Oui	52,8%	42,3%	31,9%	19,0%
Non	47,2%	57,7%	68,1%	81,0%

Le tableau 2 montre que 52,8% des jeunes qui composent notre échantillon ont fait au moins une fugue (toutes durées confondues) dans les six mois suivant l'évaluation du risque. Cette proportion est supérieure à celle observée généralement dans les centres de réadaptation, qui est d'environ 25% (INESSS, 2017). Parmi les fugeurs, 79,1% ont fait au moins une fugue de moins de 24 heures, 60,5%, de plus de 24 heures et 36,0%, de plus de 72 heures. Il importe également de mentionner que les jeunes ne s'inscrivent pas toujours dans une seule catégorie de fugue. En effet, 46,5% ont fait au moins une fugue dans une catégorie, 31,4%, dans deux et 22,1%, dans les trois.

Les variables indépendantes

Les 25 facteurs qui composent le *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v.3, 2017) sont les premières variables indépendantes retenues aux fins d'analyse. Il s'agit de variables catégorielles, dont le score peut être de 0, 1 ou 2. Ces variables peuvent également être traitées comme des variables ordinales, car les catégories respectent une logique croissante (0<1, 1<2).

⁴¹ Un questionnaire a été exclu des analyses subséquentes, les informations sur la fugue n'étant pas disponibles dans la base de données (le jeune a eu 18 ans peu de temps après la passation du questionnaire).

Le score global de risque de fugue, obtenu par l'addition des scores de chacun des facteurs de risque, est également une variable indépendante. Initialement, ce score varie entre 0 et 50, puisque le *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v3, 2017) comporte 25 facteurs. Toutefois, en fonction des facteurs retenus dans modèle final, le score maximal pourra changer.

Le genre est une autre variable indépendante. Initialement, cette variable n'est pas incluse dans l'évaluation globale du risque. Or, il s'agit d'un facteur fréquemment mentionné dans la littérature scientifique, les filles étant davantage à risque que les garçons (Courney et al., 2005). Cette variable permettra de comparer la validité prédictive du modèle pour les deux genres.

Autres variables indépendantes

Nous avons finalement considéré certaines caractéristiques de l'échantillon dans les analyses, soit l'âge au moment de la passation du questionnaire, le type d'encadrement et la région administrative.

Les analyses statistiques

L'ensemble des analyses statistiques a été réalisé avec le logiciel SPSS (*Statistical Package for the Social Sciences*), version 24.

Les analyses bivariées

Dans un premier temps, des analyses bivariées (tests de Chi-Carré et tests de comparaison des moyennes pour échantillons indépendants) ont servi à étudier le lien entre la fugue et certaines caractéristiques de l'échantillon. Cette démarche a permis de voir si ces caractéristiques ont elles-mêmes une relation significative avec la fugue, ce qui pourrait avoir un effet sur le lien entre la variable dépendante et les différents facteurs de risque.

La sélection des facteurs de risque

Diverses analyses ont permis de sélectionner les facteurs intégrés au modèle de prédiction du risque de fugue. Premièrement, pour chacun des 25 facteurs, des tableaux croisés ont été créés afin d'observer la proportion de jeunes fugueurs pour chacun des niveaux de risque (0,1 ou 2).

La logique suivante est attendue dans les proportions : $0 < 1$, $1 < 2$. En effet, l'évaluation du risque suppose que plus la cote est élevée, plus le jeune devrait avoir de chances de fuguer. Les facteurs qui ne répondent pas à cette logique ont été étudiés plus spécifiquement et au besoin recodés ou retirés des analyses.

Deuxièmement, deux types d'analyses ont permis de voir s'il y a un lien significatif entre chacun des 25 facteurs de risque et les quatre variables dépendantes. D'abord, le test de Chi-Carré permet de vérifier si la variation de la variable indépendante influence celle de la variable dépendante. En d'autres termes, est-ce que le fait d'attribuer une cote de 0,1 ou 2 à un facteur de risque est associé à la présence ou non de fugue. Le test de Chi-Carré permet de déterminer si la relation entre les deux variables est significative, mais il faut considérer un autre coefficient pour mesurer la force. Le V de Cramer est celui à privilégier lorsque les deux variables n'ont pas le même nombre de catégories et le Phi, lorsque les variables sont toutes deux dichotomiques.

Ensuite, l'analyse de survie permet d'étudier le temps avant l'occurrence d'un événement, ici la fugue. L'analyse de survie prend en compte deux types de données : censurées et non censurées. Les données censurées s'intéressent aux sujets pour lesquels l'événement ne s'est pas produit et les données non censurées, ceux pour lesquels l'événement a eu lieu. Dans le domaine de l'évaluation du risque de récidive, l'analyse de survie permet de mesurer le taux de personnes qui auront récidivé à la fin de la période de suivi. Elle permet également de comparer entre eux différents groupes de récidivistes et voir si certains le font dans une plus grande proportion, à chacun des temps de mesure. Parent, Guay et Knight (2011) ont entre autres utilisé les analyses de survie dans ce contexte.

Les analyses de survie ont été réalisées avec la méthode de Kaplan-Meier, qui permet une estimation de la durée en prenant en compte des données censurées, et ont utilisé le test de Breslow (Parent, Guay et Knight, 2011).

Deux stratégies distinctes ont permis de repérer des facteurs significativement associés aux quatre variables dépendantes. La première, «overall strata» (globale), permet de voir si le

niveau de risque est significativement associé à la fugue. La seconde, «pairwise strata» (deux à deux), compare les niveaux de risque entre eux (0 vs 1, 1 vs 2, 0 vs 2). Cela permet d'approfondir la compréhension du lien entre les variables indépendantes et dépendantes. Par exemple, l'analyse de survie apporte une nuance à savoir si le délai avant la fugue diffère significativement entre une cote 0 et une cote 1 et 2 et si la cote 1 diffère aussi de la cote 2.

La création des modèles et la mesure de la consistance interne

Suite aux tests de Chi-carré et aux analyses de survie, les facteurs de risque ont été intégrés dans différents modèles. Une mesure de la consistance interne a été effectuée pour chacun des modèles.

La consistance interne est une mesure de la fidélité d'un instrument. Elle permet de mesurer l'homogénéité des items d'une échelle ou d'un questionnaire ou, en d'autres mots, de savoir si les réponses aux différents items sont corrélées entre elles. La consistance interne se mesure généralement à partir de l'alpha de Cronbach. Ce coefficient varie entre 0 et 1. Un alpha est généralement considéré comme acceptable à partir de 0,7 (Cronbach, 1951).

Gestion des données manquantes

Dans la cotation de chacun de facteurs de risque, l'évaluateur pouvait inscrire la note n/d, signifiant que l'information n'était pas disponible. Cela a généré un certain nombre de valeurs manquantes.

Les sujets pour lesquels plus d'un facteur portait l'inscription n/d ont été exclus des modèles. En effet, l'absence de deux cotes peut générer un écart allant jusqu'à quatre points sur le score global obtenu. Il a été jugé que cet écart était trop important et pouvait entraîner des erreurs d'interprétation importantes dans l'analyse des modèles permettant de prédire la fugue.

La mesure de la valeur prédictive des modèles

Afin de comparer la valeur prédictive des différents modèles, des analyses de courbes ROC («Receiver operating characteristic») ont été effectuées. Plusieurs auteurs privilégient cette méthode dans la validation d'outils d'évaluation du risque de récidive (Douglas et Reeves;

2010; Douglas et Webster, 1999; Parent, Guay et Knight, 2011). Rice et Harris (2005) soutiennent que l'analyse de courbe ROC est la mesure la plus probante de prédiction du risque dans le domaine de la psychologie médico-légale et de la psychiatrie.

L'analyse de courbe ROC produit une mesure, appelée aire sous la courbe (AUC). L'AUC compare la probabilité qu'une personne soit correctement identifiée comme à risque (vrai positif) à celle qu'elle le soit de façon erronée (faux positif). L'AUC varie entre 0 et 1. Une AUC de 0,5 correspond au hasard. Cela signifie que l'instrument de mesure ne prédit pas mieux l'occurrence d'un comportement que le hasard. Une AUC inférieure à 0,5 indique que le hasard offre une meilleure prédiction que l'instrument, tandis qu'une AUC supérieure à 0,5 montre que l'instrument prédit mieux le comportement que le hasard. Peu d'auteurs se prononcent sur le seuil à partir duquel une AUC est acceptable. Rice et Harris (2005) avancent qu'une AUC entre 0,65 et 0,70 représente un effet modéré, tandis qu'une AUC supérieure à 0,70 représente une grande taille d'effet.

L'analyse de courbe ROC fournit également des informations concernant la sensibilité et la spécificité de l'instrument de mesure. La sensibilité réfère à la capacité d'un instrument d'identifier correctement les individus qui adopteront le comportement (vrai positif). La spécificité représente quant à elle la capacité d'un instrument à repérer les individus qui n'adopteront pas le comportement (vrai négatif). Les mesures de sensibilité et de spécificité ont permis de déterminer des balises pour définir les niveaux de risque (faible, modéré et élevé). Par la suite, des AUC ont été calculées pour comparer la valeur prédictive du niveau de risque tel que mesuré par l'outil et celui estimé par les professionnels. En effet, lors de la démarche de validation du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v3, 2017), les intervenants devaient se prononcer sur le niveau de risque global, indépendamment du score total.

Douglas et Reeves (2010) ont effectué une telle démarche de comparaison à partir de six études et concluent que la valeur prédictive des experts est supérieure d'en moyenne 0,064, ce qui signifie qu'il n'y a pas de différence importante entre les deux façons d'évaluer le risque.

2.2 Les entretiens semi-structurés

La compréhension des facteurs situationnels qui influencent le risque de fugue représente le second objectif de cette thèse. Nous avons choisi d'approcher cet objectif avec une méthode qualitative.

L'approche qualitative permet de considérer le point de vue d'acteurs dans la compréhension d'une réalité (Poupart et al., 1997). Plus précisément, l'approche phénoménologique vise à dépasser la compréhension de cette réalité en considérant l'expérience et la perception de certains acteurs face à celle-ci. Cette approche cherche à mettre en évidence les points communs de cette expérience afin de dépasser la compréhension individuelle et faire émerger une compréhension plus «générale» (Creswell et Poth, 2018).

Le chapitre un a illustré que, dans la littérature scientifique, la fugue est actuellement abordée principalement selon la perspective du jeune. Le rôle du milieu de vie substitut dans la compréhension de cette problématique est encore peu étudié. De plus, au Québec, aucune étude ne s'est encore intéressée à ce point de vue. Utiliser l'expérience des professionnels pour approfondir notre connaissance du sujet est une méthode qui permet de répondre au second objectif.

2.2.1 Le recrutement des participants

La méthode de recrutement des participants est non probabiliste, car les participants ont été sélectionnés à partir de critères spécifiques. Premièrement, les professionnels devaient posséder une expérience significative supérieure à deux ans en lien avec la problématique de fugue, que ce soit dans l'intervention directe auprès des jeunes ou dans la structure de soutien ou de gestion entourant cette intervention. Par exemple, il peut s'agir d'intervenants (éducateurs, d'intervenants psychosociaux), de gestionnaires, de conseillers ou d'agents de planification, de programmation et de recherche (APPR). Deuxièmement, les professionnels devaient occuper, au moment de l'entrevue, un poste dans l'une ou l'autre de ces fonctions. Finalement, les professionnels sélectionnés devaient représenter différents secteurs, soit la

réadaptation, les services psychosociaux, la gestion des places d'hébergement (accès) et le développement des pratiques cliniques et professionnelles (Institut universitaire, direction des services multidisciplinaires, etc.).

La technique d'échantillonnage s'apparente à une méthode boule de neige. Dans chaque région, des projets étaient en cours en lien avec la problématique, par exemple *Agir sur la fugue* à Montréal. La personne chargée de ces projets, dans chacune des deux régions⁴², a identifié des professionnels impliqués dans les différents projets. Certains de ces professionnels ont été rencontrés, alors que d'autres nous ont recommandé à des intervenants impliqués directement auprès des jeunes et possédant une expertise significative. Aussi, dans certains secteurs, des gestionnaires ont été approchés afin qu'ils identifient, dans leurs équipes, des professionnels reconnus pour leur expertise sur la problématique de fugue.

Un courriel, présentant brièvement la recherche, a été dans un premier temps acheminé aux professionnels identifiés par les deux personnes chargées de projets. Ces derniers pouvaient accepter ou refuser de participer à la recherche. Lorsqu'un professionnel acceptait de participer, les deux chargées de projet nous acheminaient leurs coordonnées.

Nous avons par la suite contacté les professionnels par téléphone afin de leur présenter les détails du projet, valider leur souhait de participer et obtenir leur consentement verbal. Aucun des participants contactés n'a refusé de participer à l'entretien. Les participants ont été rencontrés sur une base volontaire, dans leur milieu et sur les heures de travail. Ils ont signé un formulaire de consentement (présenté à l'annexe 3) et aucune compensation financière ne leur a été offerte. Les entretiens ont tous été enregistrés à des fins de transcription.

2.2.2 Les caractéristiques des participants

Au total, notre échantillon est composé de 15 professionnels, six hommes et neuf femmes, occupant différentes fonctions, dans les quatre secteurs ciblés. Nous avons établi ce nombre en

⁴² Considérant le lien d'emploi de l'étudiante avec le CISSS de la Montérégie-Est, aucune entrevue n'a été réalisée dans cet établissement afin de préserver la recherche de tout enjeu de conflits d'intérêts.

collaboration avec les établissements, en prenant notamment en compte la disponibilité des ressources humaines, dans un contexte de pénurie de personnel. Il s'agit néanmoins d'un échantillon acceptable, une certaine saturation dans l'information recueillie étant observée à partir de la douzième entrevue. Le tableau 3 présente la répartition de l'échantillon selon les deux critères.

Au moment de l'entrevue, les participants avaient en moyenne 20,7 ans d'expérience dans un domaine lié à la problématique de fugue (minimum = 2 ans, maximum = 34 ans, médiane = 19 ans). Parmi les participants, deux occupaient des fonctions d'APPR, cinq de conseillers, quatre de gestionnaires et cinq d'intervenants, dont deux avec des tâches spécifiques en lien avec la fugue.

Tableau 3: Répartition des participants selon leur fonction et leur secteur d'activité

	Réadaptation	Services psychosociaux	Accès	Développement des pratiques
Intervenants	3	2		
Gestionnaires	2	1		1
Conseillers	1	1	3	
APPR				2

2.2.3 L'entretien semi-dirigé

Un entretien semi-dirigé, d'une durée approximative d'une heure, a été conduit par l'étudiante⁴³ avec les 15 participants, sur leur lieu de travail, entre les mois d'octobre 2016 et février 2017. Cette méthode, riche en informations, permet de rapporter la perspective d'individus représentatifs d'une population.

⁴³ L'étudiante a déjà réalisé plus de 30 entrevues dans deux projets de recherche précédant. De plus, elle possède une formation sur les techniques d'entrevue et plus de dix années d'expérience dans le domaine de l'intervention.

Lors des entretiens, divers sujets ont été abordés⁴⁴, répartis en quatre thèmes :

- 1- Leur expérience professionnelle en lien avec la problématique de fugue (notamment les défis rencontrés);
- 2- Leurs perceptions des caractéristiques et des besoins des jeunes fugueurs (facteurs de risque et de protection, motivations, caractéristiques des jeunes, etc);
- 3- Leurs perceptions quant aux pratiques actuelles (bonnes pratiques, pratiques qui ne fonctionnent pas, limites de l'intervention, etc);
- 4- Leurs perceptions quant aux pratiques à privilégier (les contraintes dans la mise en place de telles pratiques).

Nous avons construit le canevas d'entrevue de façon à laisser beaucoup de place à l'expérience du participant dans la compréhension de la fugue et en ne s'appuyant pas à cette étape sur un modèle ou une approche spécifique. La démarche initialement prévue était donc inductive. Nous avons fait le choix d'organiser l'information autour du cadre théorique présenté au chapitre en cours de route, suite aux premières étapes de la démarche de codification.

2.2.4 La stratégie d'analyse des données

Dans un premier temps, chaque entretien a été transcrit intégralement par l'étudiante. Une analyse préliminaire a permis de repérer, en vue de la codification, les éléments-clés se rapportant aux différents thèmes abordés. Une analyse de contenu a par la suite été réalisée.

Une analyse de contenu comporte deux étapes (Bardin, 2003). D'abord, l'analyse verticale consiste à regarder chacun des entretiens, individuellement, afin de faire ressortir l'ensemble des propos rapportés par les participants. Le défi de cette étape est d'oublier les a priori, de s'ouvrir à l'ensemble des thèmes abordés dans chacun des entretiens. À la suite de cette première étape, l'information est organisée en dimensions et en sous-dimensions. Cette catégorisation implique de réaliser un inventaire de tous les thèmes abordés dans les entretiens et de les organiser autour d'éléments communs, selon deux stratégies. La première consiste à

⁴⁴ Le canevas est disponible à l'annexe 1.

organiser les éléments en fonction de catégories déjà existantes, s'appuyant généralement sur les connaissances empiriques et théoriques. La seconde consiste à regrouper progressivement les éléments en fonction des thèmes principaux, en réduisant peu à peu le nombre de catégories. Peu importe la stratégie, les catégories définies doivent être mutuellement exclusives, homogènes, pertinentes, fidèles et productives (Bardin, 2003).

La stratégie utilisée est d'abord inductive, c'est-à-dire que nous avons cherché à faire émerger les thèmes centraux de l'analyse de contenu, sans à priori. Par la suite, nous avons tenté d'organiser les différents facteurs se dégageant de cette démarche. Pour ce faire, nous avons choisi de regrouper les éléments en fonction du modèle d'analyse du risque situationnel (PRISM) de Cooke et Johnstone (2010). Il s'agit là d'une méthode déductive. Nous avons toutefois isolé les éléments qui ne correspondaient pas à cette catégorisation afin de faire ressortir les particularités de l'application de ce modèle dans le travail auprès des jeunes fugueurs.

La seconde étape de l'analyse de contenu est l'analyse transversale. Elle consiste à reprendre l'ensemble des dimensions et les sous-dimensions définies précédemment et d'identifier tous les entretiens dans lesquels elles sont abordées. Cela permet de mettre à jour les éléments de constance et de contradictions entre les entretiens.

L'analyse de contenu a été réalisée à l'aide du logiciel QDA Miner. Ce logiciel permet de réaliser les deux démarches. D'abord, pour chacun des entretiens, une codification est réalisée afin de faire ressortir l'ensemble des éléments abordés dans les entretiens. Le logiciel permet par la suite de regrouper les différents éléments en dimension et sous-dimensions. Par la suite, il facilite l'analyse horizontale en faisant ressortir, pour chacune des dimensions, le nombre d'entretiens dans lesquels elles ont été abordées ainsi que les verbatim s'y rapportant.

Il importe ici de mentionner que la définition des différents concepts a été élaborée en collaboration avec le directeur de recherche, mais qu'aucun accord sur la codification n'a été réalisé par une tierce personne. Il s'agit d'une limite à la démarche méthodologique.

Avant de conclure ce chapitre sur la méthodologie, il est également nécessaire de souligner une autre limite à la démarche, soit que l'étudiante a travaillé elle-même de nombreuses années dans les centres de réadaptation. James et Vinnicombe (2002) soulignent que le chercheur qui veut se protéger des biais, mais en même temps utiliser son expérience personnelle, doit constamment revenir aux motivations à la base de la recherche. Dans la présente démarche de doctorat, nous avons tenté de comprendre une problématique rencontrée au quotidien dans notre travail et pour laquelle nous avons beaucoup de préoccupations, mais peu de réponses.

De leur côté, Willis, Muktha et Nilankanta (2007) soutiennent qu'une approche qualitative n'est jamais complètement neutre et objective, notamment parce qu'on choisit d'étudier un sujet qui nous intéresse. Il est donc important de nommer ces biais et de chercher à rester le plus objectif possible. Pour Anadon et Guillemette (2007), la valorisation de la subjectivité dans la construction d'une réalité est même une condition nécessaire à la production de connaissances.

Afin d'assurer une démarche méthodologique rigoureuse et limiter les différents biais qui pourraient être introduits par l'expérience personnelle de l'étudiante, nous avons eu recours à différentes stratégies. Notamment, la combinaison des méthodes quantitative et qualitative a permis de maintenir une objectivité certaine. En débutant l'analyse des entretiens par une approche inductive, nous avons également fait ressortir l'ensemble des concepts émergeant des rencontres avec les professionnels, sans en faire une sélection basée sur des *a priori*, l'expérience professionnelle ou l'opinion personnelle. De plus, les échanges réguliers avec le directeur de thèse ont permis d'encadrer la démarche, de réfléchir avec transparence aux choix faits par l'étudiante et ainsi préserver une distance et une objectivité face aux résultats obtenus.

Chapitre 3 : Construction d'un outil d'évaluation du risque de fugue

Le chapitre un a discuté des enjeux liés à la gestion du risque de fugue et à l'importance d'identifier rapidement les jeunes susceptibles de s'absenter sans autorisation d'un centre de réadaptation. Le modèle RBR, présenté dans la section portant sur le cadre théorique, prévoit que toute gestion du risque implique une évaluation préalable (Andrews et Bonta, 2010). Celle-ci consiste, pour un professionnel, à estimer la probabilité qu'une personne adopte un comportement, en s'appuyant sur des critères définis à partir de connaissances scientifiques et professionnelles (Hart, 2009). Cette évaluation doit non seulement estimer le risque, mais également permettre d'identifier les stratégies d'intervention pour le prévenir (Andrews et Bonta, 2010; Borum, 2000; Hart, 2009; Hoge, 2002). Par ailleurs, l'évaluation du risque est un processus continu et doit se dérouler durant toute la durée de l'intervention (Douglas et Webster, 1999; Hart, 1998).

Lebon (2016) et l'INESSS (2018) recommandent que le risque de fugue soit évalué pour tous les jeunes admis dans un centre de réadaptation. L'évaluation du risque est une tâche complexe (Guay, Benbouriche et Parent, 2015) qui doit s'appuyer sur des outils structurés et standardisés (Andrews et Bonta, 2010; De Bortoli, Ogloff, Coles et Dolan 2017; Douglas et Reeves, 2010; Guay, Benbouriche et Parent, 2015; Helbrun, 2010). Dans le domaine de la délinquance, plusieurs recherches ont comparé la valeur des instruments qui visent à prédire la récidive (Borum, 2000; Singh, Grann, et Fazel, 2011; Webster et Hucker, 2007; Welsh et al., 2008).

Toutefois, si l'intérêt autour du développement d'outils cliniques en délinquance est grand, il en va tout autrement dans le domaine de la prédiction de la fugue chez les jeunes hébergés en centre de réadaptation. Lors d'une première recension des écrits réalisée en 2011⁴⁵, aucun outil

⁴⁵ Cette première recension a été réalisée dans le cadre des examens de synthèse du programme de doctorat de l'École de criminologie de l'Université de Montréal, en préparation à la réalisation de la présente thèse.

traitant spécifiquement de cette problématique n'a été recensé. À l'aulne des outils plus généraux qui ont été repérés, la fugue est abordée au même titre que d'autres troubles du comportement.

Par exemple, dans le *Beech Book Risk Assessment tool* (Groner et Solomon, 2006), l'objectif est de repérer diverses problématiques comportementales (risque suicidaire, violence envers autrui, conduites sexuelles problématiques, conduites antisociales et fugue) afin de déterminer les sphères à approfondir et situer les risques à gérer. Cet outil se concentre uniquement sur la présence d'antécédents afin de prédire si un comportement est susceptible de se reproduire. Il ne vise aucunement la compréhension des facteurs qui sont en cause. Dans *la Grille d'orientation vers un programme d'encadrement intensif* (Lafortune, Lachance et Fenchel, 2011), la gravité, la récurrence et l'intensité de la fugue sont évaluées, en plus de celles d'autres comportements comme la consommation d'alcool et de drogues, les conduites sexuelles à risque, la violence, la problématique suicidaire et l'automutilation. L'objectif de cette grille n'est pas de prédire la probabilité qu'un des comportements se produise, mais bien si son occurrence représente un danger pour la sécurité du jeune ou celle d'autrui qui est tel qu'une mesure restrictive de liberté s'avère nécessaire.

Devant l'absence d'outil permettant d'évaluer le risque de fugue, le *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v1, 2011) a été élaboré. Son objectif est d'aider les intervenants à repérer les jeunes à risque de quitter sans autorisation une installation régie en vertu de la LPJ. Depuis les premières recherches bibliographiques, un outil d'évaluation du risque de fugue a été repéré. Le «*Residential Runaway Risk Assessment*» (2010) a été développé par le *Behavioral Health and Welfare Program, Institute for Juvenile Research* de l'Université de l'Illinois, à Chicago. Toutefois, cet outil ne semble pas avoir fait l'objet d'une publication officielle et aucune démarche scientifique n'a été réalisée afin de le valider. Néanmoins, son contenu a été étudié à des fins de comparaison avec le *Guide d'évaluation du risque de fugue*.

Le développement du *Guide d'évaluation du risque de fugue* a suivi une démarche méthodologique rigoureuse. Ce troisième chapitre détaille les différentes étapes ayant mené à

la version trois (2017), utilisée dans le cadre de la démarche de validation prédictive et dont les résultats sont présentés au chapitre quatre.

3.1 Les approches en gestion du risque

Il existe différentes approches (jugement professionnel non structuré, actuarielle et jugement professionnel structuré) dans le domaine de l'évaluation du risque, chacune ayant ses adhérents et ses critiques. La première étape du développement initial du *Guide d'évaluation du risque de fugue* a donc consisté à faire le choix d'une approche sur laquelle appuyer la construction de l'outil.

Les discussions entourant la nécessité de structurer ou non l'évaluation du risque ont pris naissance en 1954, par une publication dans laquelle Meehl compare une vingtaine d'études (Guay, Benbouriche et Parent, 2015). Il arrive à la conclusion que l'évaluation du risque actuarielle (structurée) est d'une efficacité supérieure à celle basée sur le jugement clinique d'un expert. Depuis les travaux de Meehl, la nécessité d'appuyer l'évaluation du risque sur des outils structurés et standardisés fait largement consensus parmi les auteurs qui se sont intéressés à la question (Ægisdóttir et al., 2006; De Bortoli et al., 2017; Grove et al., 2000; Webster et al., 1997; Webster et Hucker, 2007).

L'évaluation basée sur le jugement professionnel non structuré

L'évaluation basée sur le jugement professionnel non structuré n'est pas réalisée à partir d'outil standardisé (Andrews, Bonta et Wortmith, 2006; Conroy et Murrie, 2007; Douglas et Reeves, 2010). La sélection des facteurs considérés dans l'évaluation ainsi que l'importance attribuée à chacun dans la prédiction du risque reposent sur le libre-choix de l'évaluateur, aucun critère n'étant prédéfini (Douglas et Reeves, 2010). De nombreux biais s'insèrent dans cette forme d'évaluation (Guay, Benbouriche et Parent, 2015), la rendant peu fiable et peu valide (Douglas et Reeves, 2010). Par exemple, dans le domaine de la délinquance, il a été démontré que les experts ont tendance à surestimer le risque de récidive (Conroy et Murrie, 2007; Heilbrun, Grisso et Goldstein, 2009; Webster et Hucker, 2007).

En protection de la jeunesse, la supériorité des approches structurées sur le jugement clinique non structuré a été corroborée dans la prédiction du risque de maltraitance et d'abus (Gambrill et Shlonsky, 2000; Mendoza, Rose, Geiger et Cash, 2016; Russel, 2015). En fait, sur le plan de la fidélité, une approche basée sur le jugement clinique non structuré présenterait un faible accord inter-juge. Rossi, Schuerman et Budde (1996) ont développé des vignettes cliniques dans lesquelles les participants devaient se prononcer sur l'opportunité de placer ou non un enfant. Ils les ont présentées à 27 experts reconnus dans le domaine et à 103 intervenants. Les auteurs constatent que le niveau d'accord entre les experts est de 65% et que celui entre les intervenants est de 64%, ce qui correspond à des kappas de 0,45 et 0,35. Dans l'évaluation du risque de récidive chez les délinquants juvéniles, des recherches ont également fait la démonstration d'une plus grande efficacité d'une démarche s'appuyant sur des outils structurés et standardisés (Hoge, 2002; Schmidt, Hoge et Gomes, 2005).

L'approche actuarielle

L'approche actuarielle, quant à elle, comporte trois caractéristiques (Guay, Benbouriche et Parent, 2015). Premièrement, l'évaluation s'appuie sur des facteurs présentant, selon la littérature scientifique, les meilleurs corrélats avec le comportement à prédire. Deuxièmement, la pondération de chacun des facteurs est prédéterminée en fonction de leur valeur prédictive et n'est pas laissée à la discrétion de l'évaluateur. Troisièmement, l'évaluation mène à une estimation chiffrée du risque, calculée par l'addition du score des différents facteurs (et en fonction du poids de chacun). L'estimation actuarielle est probabiliste. Elle ne conclut pas à un taux de récidive, mais compare une personne en fonction d'un groupe présentant un niveau semblable, à partir de tables normatives. Ainsi, l'évaluateur ne dira pas qu'un jeune a 60% de chances de fuguer, mais que 60% des jeunes ayant une évaluation comparable ont fugué.

L'évaluation actuarielle, reposant sur des critères prédéfinis, a l'avantage de réduire la subjectivité et se caractérise par de bonnes qualités psychométriques (fidélité inter-juge et validité prédictive; Douglas et Reeves, 2010). Elle accroît aussi la transparence du processus d'évaluation et le rend plus accessible (non réservée aux experts).

Au cours des années, l'approche actuarielle a évolué en réponse aux différentes critiques exprimées. Les premiers outils actuariels comprenaient uniquement des facteurs statiques, s'intéressant au passé de la personne. S'ils avaient l'avantage de reposer sur de l'information facilement accessible, ces facteurs ne permettaient pas de prendre en compte l'évolution de la personne et d'identifier des pistes d'intervention (Guay, Benbouriche et Parent, 2015). Pour ces raisons, l'utilisation de ces outils ne fait pas l'unanimité auprès des intervenants, qui en voient difficilement la pertinence dans leur pratique (Ægisdóttir, Splenger et White, 2006; Hilton, Harris et Rice, 2006).

Afin de répondre au besoin clinique des intervenants, des auteurs ont inclus des facteurs dynamiques dans les outils actuariels (Guay, Benbouriche et Parent, 2015). Ces facteurs prennent en compte l'évolution de la personne et permettent d'identifier les besoins à l'origine du passage à l'acte. Cette forme d'évaluation considère donc le changement dans le niveau de risque. Toutefois, elle nécessite une formation et une compétence particulière, contrairement à la première.

Enfin, l'approche actuarielle intégrée est une forme d'évaluation qui intègre les facteurs statiques et dynamiques et prend en compte les besoins criminogènes et non criminogènes, dans le but de proposer des pistes d'intervention adaptées à la personne (Guay, Benbouriche et Parent, 2015). Le modèle RBR représente cette approche (Andrews et Bonta, 2010). Le *Level of service Case Management Inventory* (Andrews et Bonta, 2010) est un outil développé dans une approche actuarielle intégrée. Il a maintes fois été validé dans la littérature scientifique (Andrews et Bonta, 2010).

Le jugement professionnel structuré

Une approche basée sur le jugement professionnel structuré combine la flexibilité du jugement clinique à la force des données probantes de l'évaluation actuarielle (Douglas et Reeves, 2010; Guay, Benbourice et Parent, 2015). Le choix des facteurs s'appuie sur la littérature scientifique, mais également sur la consultation d'experts (Webster et Hucker, 2007). Elle ne vise pas simplement une addition mécanique de facteurs, mais également une compréhension des éléments ayant contribué au passage à l'acte (Guay, Benbourice et Parent, 2015). Il ne

s'agit donc pas uniquement d'évaluer quels facteurs prédisposent à la récidive, mais comment (Douglas et Kropp, 2002). Dans cette approche, l'estimation du niveau global de risque repose sur l'évaluation du professionnel, non pas sur une pondération statistique de chacun des facteurs. C'est la principale différence entre cette approche et celle actuarielle (Guay, Benbourice et Parent, 2015). L'approche de jugement professionnel permet une bonne gestion du risque (Andrews, Bonta et Wortmith, 2006; Heilbrun, Yasuhara et Shah, 2010), puisqu'elle mène à une compréhension des facteurs à l'origine du passage à l'acte. Toutefois, l'évaluateur doit posséder une expertise sur le sujet, sur la réalisation d'évaluations et sur la conduite d'entretiens (Guay, Benbourice et Parent, 2015). Les outils développés selon cette approche, dont l'un des premiers, le HCR-20 (Douglas et al., 2014), se sont principalement intéressés à la prévention de la récidive violente auprès de patients présentant des troubles mentaux. La validité prédictive du HCR-20 est appuyée par de nombreuses recherches (Douglas et Reeves, 2010).

Le choix d'une approche

La validité des deux approches structurées a été comparée dans de nombreuses études. Jusqu'à maintenant, aucune d'entre elles n'a démontré de façon claire la supériorité de l'une des deux (Ægisdóttir et al., 2006; Guay, Benbourice et Parent, 2015; Webster et Hucker, 2007). Par exemple, Singh et Fazel (2010), à partir d'une recension impliquant 126 instruments, arrivent à la conclusion qu'aucun d'entre eux n'est, de façon constante à travers les études, supérieur aux autres. En fait, la supériorité d'une approche sur l'autre serait davantage fonction du comportement à prédire (Lodewijks, Doreleijers, de Ruiter et Borum, 2008; Vincent, Terry et Maney, 2009; Welsh et al., 2008).

Les études portant sur l'évaluation du risque en protection de la jeunesse participent également à ce débat. Selon Gambrill et Shlonsky (2000), les comportements visés par les services de protection de la jeunesse ne sont pas assez bien définis pour qu'un modèle de prédiction soit fiable. Cela fait en sorte que les outils actuariels parviendraient rarement à prédire avec un niveau de sensibilité acceptable la récurrence de la maltraitance, menant à un nombre important de faux positifs. Or, une mauvaise évaluation a des impacts non négligeables (Gambrill et Shlonsky, 2000) tels que de mener à une intervention prolongée, ou à des

mesures lourdes de conséquences, comme un retrait du milieu familial. Pour évaluer le risque de récurrence des comportements visés par la protection de la jeunesse, il semble que l'approche de jugement clinique structurée soit à privilégier (De Bortoli et al., 2017).

Lors de l'élaboration de la version initiale du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v.1, 2011), l'objectif était d'orienter les intervenants dans le repérage des jeunes ayant le plus de probabilité de s'absenter sans autorisation, afin de mettre en place des interventions préventives spécifiques à chacun. Le but n'était pas tant la prédiction de risque de fugue que l'identification des facteurs et des besoins permettant une meilleure gestion de celui-ci. Le processus d'élaboration s'est donc inspiré de l'approche de jugement professionnel structuré.

3.2 La démarche méthodologique

L'élaboration du *Guide d'évaluation du risque de fugue* s'est inspirée de la démarche de Webster et ses collaborateurs (1997), auteurs du *Historical-Clinical-Risk-20 (HCR-20)*. Il s'agit de l'outil d'évaluation basé sur une approche de jugement professionnel structuré le plus connu. Différents outils reconnus ont été développés à partir des travaux de Webster et ses collaborateurs. À titre d'exemple, auprès des jeunes, il est possible de nommer le *Early Assessment Risk List (EARL)* (Augimeri, Enebrink, Walsh et Jiang, 2010) et le *Structured Assessment of Violence Risk in Youth (SAVRY)* (Borum, Lodewijks, Bartel et Forth, 2010).

Le HCR-20 comporte 20 facteurs de risque, à la fois statiques et dynamiques, choisis à partir d'une vaste recension de la littérature scientifique et de consultations auprès d'experts dans le domaine (Douglas et al., 2014; Douglas et Reeves, 2010; Webster et Hockett, 2007). Les facteurs sont répartis en 3 sous-échelles, soit historiques, cliniques et risques. Un guide de cotation, qui définit chacune des composantes du HCR-20, accompagne les experts dans l'évaluation de chacun des facteurs sur une échelle de 0 à 2, selon la logique suivante (Webster et al., 1997):

0	Non : l’item est définitivement absent ou ne s’applique pas
1	Peut-être : l’item est possiblement présent ou il est présent uniquement dans un nombre limité de situations
2	Oui : l’item est définitivement présent

Suivant la cotation de chacun des items du HCR-20, les experts sont appelés à se prononcer sur une appréciation globale du risque. Rappelons que, dans une approche de jugement professionnel structuré, la cote de risque n’est pas établie par une addition de chacun des scores, mais bien déterminée par la personne qui a fait l’évaluation des items.

Le *Guide d’évaluation du risque de fugue*, dans sa version initiale, a repris différents éléments méthodologiques du HCR-20. Notamment, l’évaluation repose sur des facteurs à la fois historiques et dynamiques, auxquels une cote de 0, 1 ou 2 doit être attribuée. Les facteurs ont été déterminés en s’appuyant sur une recension de la littérature scientifique et la consultation d’experts dans le domaine et sont présentés dans un guide de cotation.

Toutefois, les concepteurs du HCR-20 recommandent également que l’évaluation du risque soit faite par des experts (Webster et al., 1997). Ce dernier doit maîtriser à la fois la problématique visée par l’évaluation, mais également la démarche d’évaluation en soi. Il existe très peu d’experts reconnus sur la problématique de fugue au Québec et un nombre très limité de professionnels possédant une maîtrise des démarches d’évaluation travaillent en protection de la jeunesse. Suivant ces recommandations, la démarche aurait donc été difficile, voire impossible à réaliser. Il a donc été proposé que l’évaluation soit complétée par l’éducateur responsable du suivi de l’adolescent. Aussi, comme l’évaluation visait d’abord et avant tout à identifier les cibles de l’intervention permettant de prévenir la fugue plutôt qu’à estimer le niveau de risque, il a semblé pertinent qu’elle soit réalisée par la personne responsable de planifier l’intervention et de l’actualiser. Comme l’éducateur côtoie l’enfant au quotidien, cela permet également d’assurer un suivi continu de l’évolution des objectifs en lien avec les facteurs de risque identifiés.

Cette section présente les différentes étapes de la démarche méthodologique, du choix des facteurs de risque à la mesure de la fidélité.

3.2.1 Le choix des items

Le choix des facteurs de risque comporte trois étapes (Borum, Bartel et Forth, 2005). D'abord, une première identification des facteurs est réalisée par une recension exhaustive de la littérature scientifique et ceux qui présentent le lien empirique le plus robuste sont sélectionnés. Ensuite, chaque facteur est opérationnalisé, ce qui signifie qu'il est défini et que les critères permettant de statuer sur le niveau de risque sont établis. Enfin, ces critères doivent être testés et commentés par des professionnels.

3.2.2 La consultation auprès de professionnels

La démarche de consultation auprès des professionnelles a été réalisée en deux étapes. La première version du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v1, 2011) a été testée dans le cadre du projet *Agir sur la fugue* du CJM-IU, en 2014. Cette démarche, réalisée auprès des professionnels du CJM-IU, était de nature exploratoire et informelle.

Deux professionnels, portant le titre de SAC (spécialiste en activités cliniques), ont été sélectionnés afin de tester la démarche. Dans les centres de réadaptation, les SAC sont responsables de l'encadrement de la pratique clinique des équipes d'éducateurs. Ils ont réalisé la démarche entre mai et septembre 2014 auprès de dix éducateurs.

Lors du bilan, les SAC et les éducateurs se sont prononcés sur la pertinence de chacun des facteurs de risque, de la clarté de leur opérationnalisation et des facteurs qui devraient être considérés. Suivant leurs recommandations, l'outil a été révisé.

La seconde version du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v2, 2016) a été présentée aux professionnels lors de la démarche d'accord inter-juge (présentée au point suivant). Cette fois, trois SAC et huit éducateurs ont réalisé la démarche d'évaluation auprès de dix jeunes chacun. Ils ont été par la suite invités à se prononcer à nouveau sur la pertinence de chacun des facteurs de risque, de la clarté de leur opérationnalisation et d'autres facteurs qui devraient être

considérés. Suivant leurs recommandations (et en fonction des résultats de l'accord inter-juge), l'outil a été révisé.

3.2.3 La démarche d'accord inter-juge

La première étape du processus de validation d'un outil est la mesure de la fidélité (Douglas et Reeves, 2010). C'est la seconde version du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v2, 2016) qui a été utilisé pour réaliser cette démarche.

Un instrument est fidèle lorsqu'il permet à la fois un niveau satisfaisant de corrélation et d'accord entre les mesures. En d'autres termes, la fidélité consiste à évaluer dans quelles proportions un instrument permet d'obtenir les mêmes résultats dans des conditions semblables, donc si une mesure peut-être reproduite (Koo et Li, 2016).

L'accord inter-juge est l'une des façons de mesurer la fidélité d'un instrument (Koo et Li, 2016). Elle consiste à comparer si, à un même item, deux personnes différentes attribuent un même score. Cette première étape est nécessaire pour déterminer la fiabilité d'un outil et éventuellement sa valeur prédictive. En effet, si différents juges n'accordent pas un même score à un facteur, il est risqué d'établir une corrélation entre ce facteur et le comportement visé par l'évaluation.

Le test-retest est une autre façon de mesurer la fidélité d'un instrument (Koo et Li, 2016). Il s'agit de mesurer si, à deux temps de mesures différents, un même juge attribuera le même score à une même personne. Il n'a pas été possible de réaliser cette démarche, les trois établissements ayant jugé qu'elle était trop exigeante.

Dans le cadre de la mesure de la fidélité du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v2, 2016), la démarche méthodologique a donc essentiellement visé l'accord inter-juge. Elle sera détaillée dans cette section.

La composition de l'échantillon

Afin de réaliser la démarche d'accord inter-juge, nous avons formé trois trios de juges, dans trois services de réadaptation différents, un au Centre jeunesse de Laval, les deux autres au CJM-IU⁴⁶. Chacun des trios a dû remplir le questionnaire pour dix jeunes de leur service. Les établissements ont choisi eux-mêmes les services impliqués, en fonction notamment de la disponibilité des équipes de travail.

Dans une démarche d'accord inter-juge optimale, les trois mêmes évaluateurs auraient complété l'information pour tous les sujets visés. Toutefois, compte tenu de l'organisation des milieux, notamment parce qu'un maximum de 12 ou 13 jeunes sont hébergés dans une unité de réadaptation, il n'a pas été possible de réaliser la démarche de cette façon. En effet, la complétion du *Guide d'évaluation du risque de fugue* nécessite que l'évaluateur connaisse bien le jeune et puisse l'observer au quotidien, donc quelqu'un travaillant régulièrement dans le service où celui-ci est hébergé. Il n'était donc pas possible de recruter des juges à l'extérieur du service pour évaluer les dix mêmes jeunes. Les contraintes des différents milieux en termes de ressources humaines et financières ne permettaient pas non plus de demander à l'ensemble des intervenants d'un service de réaliser la démarche.

Néanmoins, l'échantillon comporte au total 30 sujets pour lesquels l'information a été colligée par un minimum de trois juges. Cela respecte les balises définies par Koo et Li (2016).

La méthode de cueillette de données

Afin de s'assurer que les juges remplissent le questionnaire en suivant une méthode rigoureuse, nous avons suivi la démarche suivante. D'abord, nous avons demandé que les juges sélectionnés possèdent au minimum deux ans d'expérience dans l'intervention auprès des jeunes présentant une problématique de fugue. Une première rencontre a eu lieu afin de leur présenter dans les détails la procédure. Lors de cette rencontre, une copie du *Guide de cotation* ainsi que de la feuille réponse leur ont été remises. Nous avons présenté dans les

⁴⁶ Au moment de la démarche d'accord inter-juge, le Centre jeunesse de la Montérégie n'avait pas encore été impliqué dans le projet de recherche.

détails les différents facteurs de risque en prenant l'exemple d'un jeune hébergé dans leur service afin de s'assurer que les juges maîtrisent la démarche.

Lors de cette rencontre, nous avons explicitement mentionné aux juges que la complétion de chacun des questionnaires devait se faire individuellement, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient pas échanger entre eux sur les cotes attribuées à chacun des items. Par la suite, ils ont rempli les questionnaires pour les dix jeunes sélectionnés. Une période d'un mois a été allouée à chacun des services afin de réaliser la démarche, entre les mois de juin et septembre 2016.

Dans chacun des trois trios formés, l'un des juges est le spécialiste en activités clinique (SAC). Le SAC est un professionnel dont l'une des principales fonctions est d'assurer la supervision clinique des éducateurs. Il possède une connaissance plus pointue à la fois des dossiers des jeunes et des processus d'évaluation. Lors des rencontres avec les trios, nous avons pu observer un écart dans la maîtrise de la procédure entre les SAC et les éducateurs. Cela pourrait éventuellement expliquer certains écarts dans la cotation des items.

Les stratégies d'analyse

Il existe différents coefficients permettant de déterminer le niveau d'accord inter-juge. Le coefficient inter-classe (ICC), développé par Fisher en 1954 (Koo et Li, 2016), est l'un de ces indicateurs. Il est utilisé lorsque la variable à l'étude est ordinale, comme c'est le cas pour chacun des facteurs présentés dans le *Guide d'évaluation du risque de fugue*.

L'ICC peut prendre différentes formes. Afin de sélectionner celle qui est adaptée à l'échantillon, il faut se pencher sur trois critères (Shrout et Fleiss, 1979). D'abord, il convient de choisir le bon modèle d'analyse de la variance (Koo et Li, 2016). La méthode «one-way random effects» (à effets aléatoires unidirectionnels) doit être privilégiée lorsque tous les juges n'ont pas évalué l'ensemble des sujets, comme c'est le cas dans notre échantillon. Lorsque la méthode «one-way random effects» est sélectionnée, il n'est pas nécessaire de chercher à répondre aux deux critères suivants, le choix s'effectuant de facto.

L'ICC est déterminé de la façon suivante. Pour un facteur de donné, une comparaison est effectuée entre la cote attribuée par chacun des trois juges d'une équipe (1 vs 2, 1 vs 3 et 2 vs 3) et ce, pour les trois trios. Ainsi, pour chacun des facteurs, l'ICC est mesuré à partir de neuf interactions.

La valeur d'un ICC varie entre 0 et 1. Le niveau d'accord s'interprétera en fonction des balises suivantes (Cicchetti, 1994) : un ICC inférieur à 0,40 indique un accord faible, entre 0,40 et 0,59, un accord modéré, entre 0,60 et 0,74, un accord fort et supérieur à 0,75, un accord excellent.

3.3 L'élaboration du Guide d'évaluation du risque de fugue

La première version du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v1, 2011) a été élaborée à partir d'une recension de la littérature scientifique sur le sujet, qui incluait à la fois les études sur la fugue des milieux de vie familiaux et substituts. Bien que l'outil vise la prédiction du comportement en centre de réadaptation, la littérature scientifique sur la fugue des milieux familiaux est pertinente à la compréhension de la problématique, celle-ci ayant bien souvent commencé à la maison (Biehal et Wade, 2000; Guest, Baker et Storaasli, 2008). Notamment, Robert, Lévesque et Fournier (2004) observent que le tiers des jeunes ont vécu au moins une fugue dans les 12 mois précédents leur placement en centre de réadaptation. Au total, c'est près d'une centaine de publications qui ont été étudiées. Lors de cette recension exhaustive de la littérature scientifique, 20 facteurs de risque ont été identifiés et répartis selon quatre catégories, soit :

- 1- Les facteurs historiques (ex. antécédents de fugue);
- 2- Les facteurs dynamiques, mais non mobilisables (ex. âge du jeune);
- 3- Les facteurs dynamiques, mobilisables et de nature individuelle (ex. consommation);
- 4- Les facteurs dynamiques, mobilisables et de nature relationnelle (ex. alliance thérapeutique).

Les commentaires soulevés lors de la première consultation ont fait ressortir la pertinence d'un tel outil et sa convivialité. Les professionnels ont souligné que le *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v.1, 2011) est facile d'utilisation, principalement lorsqu'il est complété par un intervenant qui connaît bien le jeune. Ils ont toutefois mentionné la nécessité d'améliorer le questionnaire en clarifiant la définition de certains facteurs de risque. Ils ont également souligné quelques facteurs qui mériteraient d'être considérés, comme le but de l'intervention et l'absence de réseau prosocial. Ils ont aussi remarqué que, lorsque le questionnaire est rempli pour un jeune étant hébergé en encadrement intensif, l'évaluation du risque est biaisée par le fait que la mesure en soi diminue le niveau de risque de certains des facteurs. Par exemple, le jeune ne peut pas consommer.

Lors de cette première passation, les SAC ont, d'eux-mêmes, cherché à établir des niveaux de risque (faible, modéré et élevé) en additionnant les scores de tous les items et en les comparant avec l'occurrence de la fugue. Ils ont avancé qu'un jeune ayant un score inférieur à 20 (sur un total de 40) avait peu de probabilité de fuguer. Ils ont rapporté le besoin d'avoir des seuils de référence pour statuer sur le niveau de risque. Douglas et Reeves (2010) soulignent qu'il est possible, dans une démarche de jugement professionnel structuré, d'arriver à une bonne valeur prédictive en combinant mécaniquement les scores de chacun des facteurs. Toutefois, tous les facteurs ont le même poids.

À l'automne 2016, le questionnaire a donc été révisé à la lumière des commentaires recueillis lors de la première expérimentation et à une mise à jour de la recension des écrits. Notamment, les facteurs de risque ont été davantage détaillés et la cotation a été spécifiée.

Aussi, certains facteurs de risque ont été modifiés ou ajoutés. Certains d'entre eux n'avaient pas été considérés au départ, étant soit absents de la littérature scientifique, soit peu abordés. Ils ont néanmoins été pris en considération. Cette décision s'inscrit dans la logique du développement d'un outil de jugement professionnel structuré, qui implique d'inclure non seulement des facteurs de risque recensés dans la littérature scientifique, mais également de prendre en compte l'opinion de professionnels œuvrant dans le domaine (Douglas et Reeves,

2010). Le tableau 4 compare les facteurs inclus dans la première et la seconde version de l'outil.

Tableau 4 : Comparaison entre les facteurs de risque inclus dans les versions un et deux du Guide d'évaluation du risque de fugue

Version 1	Version 2
FACTEURS HISTORIQUES	
Rupture de la famille nucléaire	→ Rupture de la famille nucléaire
Instabilité du lieu de résidence	→ Instabilité du lieu de résidence
Violence physique intrafamiliale	→ Violence physique intrafamiliale
Abus sexuel	→ Abus sexuel
Relations d'attachement problématiques	→ Relations d'attachement problématiques
Antécédents de fugue	→ Antécédents de fugue
Âge lors de la première fugue	→ Âge lors de la première fugue
FACTEURS DYNAMIQUES ET NON MOBILISABLES	
Âge	→ Âge
Temps depuis l'arrivée dans le milieu de vie actuel	→ Temps depuis l'arrivée dans le milieu de vie actuel
FACTEURS DYNAMIQUES, MOBILISABLES ET DE NATURE INDIVIDUELLE	
Consommation d'alcool et de drogues	→ Consommation d'alcool et de drogues
Comportements délinquants	→ Comportements délinquants
Difficultés scolaires	→ Difficultés scolaires
Idéations suicidaires	→ Problématique suicidaire
Stratégies d'adaptation axées sur la fuite	→ Stratégies d'adaptation axées sur la fuite
	→ Problématique de santé mentale
	→ Gestion des émotions
FACTEURS DYNAMIQUES, MOBILISABLES ET DE NATURE RELATIONNELLE	
Désaffiliation	→ Désaffiliation
Discipline dans le milieu familial	→ Collaboration des parents au processus de réadaptation
Réseau social déviant	→ Réseau social déviant
	→ Absence de réseau prosocial
Relations conflictuelles avec les parents	→ Relations conflictuelles avec les figures d'autorités
Relations conflictuelles dans le milieu de vie actuel	→ Relations conflictuelles avec les pairs
Alliance de travail	→ Alliance thérapeutique
	→ But de l'intervention
	→ Opinion du jeune face à la fugue

Ainsi, la seconde version du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v2, 2016), présentée en détail à l'annexe 2, compte 25 facteurs de risque. Cela se maintient dans l'intervalle recommandé par Douglas et ses collaborateurs (2014) qui avancent qu'un outil construit dans une approche de jugement professionnel structurée comporte habituellement entre 20 et 30 facteurs. À titre d'exemple, le HCR-20 (Webster et al., 1997) et le EARL (Augimeri, Enebrink, Walsh et Jiang, 2010) comportent chacun 20 items, tandis que le SAVRY (Borum, Lodewijks, Bartel et Forth, 2010) en compte 24.

La recension présentée dans le chapitre un permettant d'appuyer le choix des facteurs retenus, le contenu des études scientifiques sur le sujet ne sera pas repris intégralement ici. Néanmoins, il importe d'ajouter des précisions sur l'ajout de certains facteurs de risque.

Les cinq premiers facteurs de la catégorie *historique*, bien que peu explorés dans les études sur la fugue des milieux de vie substitués, sont à maintes reprises cités dans celles abordant ce même comportement, mais à partir des milieux familiaux. Bien que ce ne soit pas le sujet précis de la présente thèse, il ne faut pas exclure ces facteurs, car rappelons que les premières fugues sont souvent apparues avant le placement du jeune (Biehal et Wade, 2000 : Guest, Baker et Storaasli, 2008; Robert, Lévesque et Fournier, 2004). Exclure de la compréhension de la problématique ces facteurs historiques serait donc une erreur, même s'il n'est pas possible de les cibler par une intervention. Rappelons que le HCR-20 comprend également des facteurs historiques, tout comme le SAVRY.

Principalement, le fait que les jeunes vivent avec un seul parent (Colsin, 2003; Hyde, 2005; Miller et al., 1980), aient été exposés à de la violence physique (Chen et al., 2004; Hyde, 2005; Slesnick, Bartle-Haring et Gangamma, 2006; Whitbeck et al., 2001) ou victimes d'abus sexuel (Chen et al., 2004; Tyler, Whitbeck, Hoyt et Cauce, 2001) sont des facteurs associés à la fugue du milieu familial. Aussi, l'instabilité de la famille, notamment les multiples déménagements, est un élément rapporté dans quelques recherches (Miller et al., 1980).

Soulignons que, dans le cas des absences non autorisées des milieux de vie substitués, l'instabilité du placement est aussi un facteur de risque important (Biehal et Wade, 2000; Courtney et Zinn, 2008; Robert, Therrien et Jetté, 2009). Enfin, les difficultés en termes d'attachement sont également présentées comme significativement liées à la fugue (Hanigan, 1997; Robert, Therrien et Jetté, 2009; Welsh et al., 1995).

La seconde catégorie est composée des *facteurs dynamiques et non mobilisables*. Elle comprend l'âge du jeune ainsi que le temps depuis l'arrivée dans le milieu. Rappelons que ces facteurs sont appuyés par plusieurs recherches, présentées respectivement au point 1.3.1 (notamment Biehal et Wade, 2000; Courtney et al., 2005; McIntosh et al., 2010) et au point 1.3.3 (notamment Courtney et Zinn, 2009; Guest, Baker et Storaasli, 2008; Lin, 2012; Sunseri, 2003).

Dans la catégorie des *facteurs dynamiques, mobilisables et de nature individuelle*, la présence d'une problématique de santé mentale a été ajoutée. Compte tenu des divergences observées entre les études sur ce sujet, ce facteur avait été exclu de la première version de l'outil. Les professionnels ont cependant mentionné que la présence d'une problématique de santé mentale (autre que le TDAH), notamment le trouble de personnalité, avait selon leur expérience une incidence sur le risque de fugue. Ce facteur a donc été considéré dans la seconde version. La gestion des émotions est un second facteur ajouté dans la catégorie des *facteurs dynamiques, mobilisables et de nature individuelle*. Les professionnels consultés associent la fugue à des jeunes qui ont souvent des réactions impulsives et qui ont de la difficulté à se contenir face à des émotions négatives. Certains auteurs mentionnent que la fugue peut parfois être impulsive (Finkelstein et al., 2004; Martinez, 2006), mais nous avons retrouvé peu d'écho dans la littérature scientifique concernant ce facteur de risque. Devant l'importance que certains professionnels accordaient à cet élément, il a néanmoins été considéré.

Dans les facteurs *facteurs dynamiques, mobilisables et de nature relationnelle*, dès la première version, la désaffiliation a été identifiée comme un facteur de risque, bien que ce lien ait été peu exploré dans la littérature scientifique. Cette notion regroupe diverses appellations

utilisées par les auteurs, soit «aliénation» (Brennan et al., 1978), «désengagement» (Appathurai, 1991), «filiation» (Bernier et Trépanier, 1994) ou «détachement» (Biehal et Wade, 2000). Robert et Roy (2010) avancent que la fugue s'inscrit dans un processus de désaffiliation qui débute à la maison. Biehal et Wade (1999 : 2000) ajoutent que le désengagement du milieu familial a un impact sur la capacité d'un jeune à s'affilier à d'autres milieux, comme l'école. Aussi, plus la désaffiliation est présente dans de nombreux milieux, plus grand sera le risque que la fugue devienne un problème chronique chez le jeune (Hamel et al., 2012; Miller et al., 1980). Compte tenu de l'importance de l'affiliation de l'adolescent à son milieu de vie substitut et son rôle sur la fugue (tel que discuté dans la présentation des motivations à la fugue au chapitre un). Les professionnels qui ont expérimenté la première version de l'outil ont considéré ce facteur comme très pertinent, il a donc été conservé dans la seconde version.

Au chapitre des autres *facteurs dynamiques, mobilisables et de nature relationnelle*, la première version de l'outil prenait en compte uniquement la présence d'un réseau social déviant. Or, selon les professionnels interrogés, l'absence d'un réseau déviant ne signifie pas nécessairement la présence d'un réseau prosocial et cela pourrait jouer un rôle tout aussi important dans l'évaluation du risque de fugue. Cette nuance n'est pas clairement abordée dans la littérature scientifique. Toutefois, les études portant sur les motivations mentionnent qu'un jeune peut quitter un milieu de vie substitut afin de nouer ou conserver des relations avec l'extérieur (notamment Finkelstein et al., 2004). Certains jeunes qui n'ont pas de réseau social positif pourraient donc quitter afin de développer un sentiment d'appartenance. C'est pourquoi ce facteur a été ajouté dans la seconde version.

Initialement, l'outil s'intéressait aux relations conflictuelles avec les parents. Or, les professionnels ont mentionné que, pour plusieurs jeunes, les parents sont absents. Une cote 0 n'est donc pas représentative, puisque l'absence de conflits due à l'absence des parents peut également être un risque à la fugue. Aussi, les professionnels trouvaient complexe d'évaluer les relations conflictuelles avec le milieu de vie. Pour eux, il convient de distinguer la nature des relations avec les intervenants et avec les autres jeunes. La littérature scientifique fait cette distinction (Attar-Schwartz, 2013; Biehal et Wade, 2000; Finkelstein et al., 2004; Kerr et

Finlay, 2006). Ainsi, ces deux facteurs ont été réorganisés ainsi : relations conflictuelles avec les figures d'autorité (parents, intervenants ou autres) et relations conflictuelles avec les pairs.

Le but de l'intervention est un autre facteur dont l'absence dans la première version a été déplorée par les professionnels. Pour eux, un enfant pour qui l'intervention ne poursuit pas un but clair, stable ou réaliste est plus à risque de s'absenter sans autorisation. Cette idée a été abordée par English et English (1999), Kim, Chenot et Lee (2015) et Nesmith (2006). Nous avons donc décidé de l'inclure dans la seconde version.

Enfin, un dernier élément, soit l'opinion positive du jeune face à la fugue (ex.: la rue est un espace d'autonomie et de liberté), a été mentionné par les professionnels lors de l'expérimentation. Bien que le lien entre ce facteur et la fugue semble évident à première vue, il n'en est fait mention dans aucune étude recensée. Nous avons tout de même choisi de prendre en considération cet item, car le lien entre les cognitions, les attitudes et les comportements a été étudié sous l'angle de l'apprentissage social dans d'autres domaines, notamment la délinquance (Akers, 1985; Simourd et Olver, 2002).

Au final, le Guide d'évaluation du risque de fugue (v2, 2016) compte donc 25 facteurs de risque, chacun se voyant attribuer une cote de 0, 1 ou 2. Cette seconde version, une fois complétée, a été soumise à la première étape du processus de validation, soit l'accord inter-juge ainsi qu'à une seconde consultation auprès de professionnels.

3.4 Les résultats de l'accord inter-juge

Tel que décrit précédemment au point 3.2.3, afin de réaliser la démarche d'accord inter-juge, trois trios d'évaluateurs ont été constitués. Chacun de ces trios devait remplir le questionnaire pour les dix mêmes jeunes.

Cependant, les résultats porteront uniquement sur deux des trois équipes de juges. Dans la troisième, seuls deux participants ont remis les questionnaires complétés, au nombre de huit. De plus, dans les 200 interactions (25 items par jeunes x 8 jeunes), un taux de concordance de

95 % est observé dans la cotation. Cela signifie que sur 200 cotes, 190 sont exactement les mêmes. Cette observation détonne de façon importante des résultats obtenus auprès des deux autres trios d'évaluateurs, laissant entrevoir que la première consigne de l'exercice, soit de ne pas discuter des réponses entre eux, n'ait pas été respectée. Afin de s'assurer de la bonne fidélité de l'instrument, ces deux juges ont donc été exclus. Les coefficients inter-classes, présentés dans le tableau 5, sont donc le résultat des accords réalisés entre deux trios de juges, qui ont colligé l'information pour dix jeunes chacun.

Le tableau 5 illustre que, pour cinq facteurs de risque, les accords se trouvent dans la zone «excellent», soit les antécédents de fugue (ICC=0,849, $p<0,001$), la rupture de la famille nucléaire (ICC=0,834, $p<0,001$), les comportements délinquants (ICC=0,822, $p<0,001$), la problématique suicidaire (ICC=0,787, $p<0,001$) et les relations d'attachement (ICC=0,779, $p<0,001$). De plus, sept facteurs ont fait l'objet d'un bon accord, soit la problématique de santé mentale (ICC=0,746, $p<0,01$), l'âge lors de la première fugue (ICC=0,731, $p<0,01$), la désaffiliation (ICC=0,724, $p<0,001$), l'alliance thérapeutique (ICC=0,684, $p<0,01$), les stratégies d'adaptation axées sur la fuite (ICC=0,666, $p<0,001$) et les relations conflictuelles avec les pairs (ICC=0,615, $p<0,01$). L'âge du jeune fait également l'objet d'un bon accord (ICC=0,731, $p<0,01$), ce qui apparaît étonnant. En effet, la grille de cotation précise exactement l'âge pour chacune des cotes et il s'agit d'une information facilement accessible dans le dossier électronique. Pour ces douze facteurs dont la valeur de l'ICC est bonne ou excellente, aucun changement n'a été apporté à la suite de la démarche d'accord inter-juge.

L'ICC de six facteurs est considéré comme étant passable, soit le temps depuis l'arrivée dans le milieu de vie (ICC=0,555, $p<0,05$), les difficultés scolaires (ICC=0,551, $p<0,05$), les relations conflictuelles avec les figures d'autorité (ICC=0,535, $p<0,05$), la gestion des émotions (ICC=0,529, $p<0,01$), la violence physique (ICC=0,513, $p<0,05$) et l'opinion face à la fugue (ICC=0,446, $p<0,1$). Les sept autres facteurs ont un accord jugé «faible». Il s'agit de l'absence de réseau prosocial (ICC=0,381, $p<0,1$), de l'abus sexuel (ICC=0,352, n.s.), du but de l'intervention (ICC=0,330, $p<0,001$), de l'absence de collaboration des parents (ICC=0,191, n.s.), de la consommation de drogues (ICC=0,132, n.s.) et du réseau social déviant (ICC=0,099, n.s.). Pour l'instabilité du lieu de résidence, la valeur négative de l'ICC

semble montrer qu'il y a un désaccord entre les juges (ICC=-0,121, n.s.). Il est à noter que pour certains de ces facteurs, l'intervalle de confiance est élevé.

Tableau 5 : Mesure de la fidélité des facteurs de risque à partir des Coefficients inter-classes

Facteurs de risque	ICC	Intervalle de confiance (95%)
Rupture de la famille nucléaire	0,834***	(0,653-0,929)
Instabilité du lieu de résidence	-0,121	(-1,340-0,539)
Violence physique intrafamiliale	0,513*	(-0,016-0,791)
Abus sexuel	0,352	(-0,351-0,722)
Relations d'attachement problématiques	0,799***	(0,539-0,905)
Antécédents de fugue	0,849***	(0,685-0,935)
Âge lors de la première fugue	0,615**	(0,196-0,835)
Âge	0,731***	(0,438-0,885)
Temps depuis l'arrivée dans le milieu de vie actuel	0,555*	(0,072-0,809)
Consommation d'alcool et de drogues	0,132	(-0,811-0,628)
Comportements délinquants	0,822***	(0,629-0,924)
Difficultés scolaires	0,551*	(0,062-0,807)
Problématique suicidaire	0,787***	(0,556-0,909)
Problématique de santé mentale	0,666**	(0,304-0,857)
Stratégies d'adaptation axées sur la fuite	0,746***	(-0,759-0,639)
Gestion des émotions	0,529*	(0,018-0,798)
Désaffiliation	0,724***	(0,425-0,882)
Collaboration des parents au processus de réadaptation	0,191	(-1,004-0,606)
Réseau social déviant	0,099	(-0,880-0,614)
Absence de réseau prosocial	0,381 ⁺	(-0,290-0,725)
Relations conflictuelles avec les figures d'autorités	0,535*	(0,030-0,801)
Relations conflictuelles avec les pairs	0,615**	(0,071-0,780)
Alliance thérapeutique	0,684**	(0,342-0,685)
But de l'intervention	0,330	(-0,398-0,713)
Opinion du jeune face à la fugue	0,446 ⁺	(-0,155-0,763)

*** $p < 0,001$ ** $p < 0,01$ * $p < 0,05$ ⁺ $p < 0,1$

Toutefois, Koo et Li (2016) soutiennent qu'il n'y a pas de consensus afin de juger comme acceptable un ICC. Pour ces auteurs, un faible ICC peut également refléter un manque de variation dans les cotations ou être dû à un petit échantillon. Koo et Li (2016) avancent qu'un échantillon convenable comporte au moins 30 sujets, évalués par trois juges. Le devis de départ de la démarche d'accord inter-juges respectait ces critères. Or, comme le tiers n'a finalement pas été retenu pour réaliser les analyses, la taille de l'échantillon est faible. Ainsi, malgré les accords jugés passables ou modérés, les facteurs de risque n'ont pas été exclus des étapes suivantes de validation du *Guide d'évaluation du risque de fugue*.

De plus, la seconde consultation auprès des professionnels a mis en évidence que l'opérationnalisation de certains facteurs de risque est à clarifier, notamment la consommation de drogues et d'alcool, l'absence de collaboration des parents et la gestion des émotions. Les notions d'amis et de connaissances, qui distinguent les cotes 1 et 2 des facteurs «réseau social déviant» et «absence de réseau prosocial» est également complexe à faire selon les professionnels. Aussi, ils ont mentionné que l'information sur l'abus sexuel, l'instabilité du lieu de résidence et la violence physique sont difficiles à obtenir. Il est donc possible que les intervenants ne soient pas au courant de certaines de ces informations, le dossier n'en faisant pas mention et/ou le jeune ne s'étant pas ouvert sur ces sujets. Cela peut expliquer les ICC passables et faibles de ces facteurs.

Enfin, les professionnels pensent que tous les facteurs importants ont été pris en compte dans l'outil. Toutefois, dans leur perception, il y a peu de lien entre la fugue et les facteurs «abus sexuel» et «problématique suicidaire». Néanmoins, ceux-ci ont été conservés et la relation sera étudiée dans les analyses subséquentes.

À la suite de la démarche d'accord inter-juge et la seconde consultation auprès des professionnels, le guide de cotation a été revu afin de tenir compte des commentaires émis et préciser davantage certains critères. Il est à noter qu'aucun facteur de risque n'a été ajouté ou retiré.

Ainsi, une troisième version du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v3, 2017) a été élaborée. Cette version a été utilisée pour mesurer la validité prédictive de l'outil, dont les résultats sont présentés au chapitre 4.

En résumé, la démarche d'élaboration du *Guide d'évaluation du risque de fugue* se voulait rigoureuse. Toutefois, les difficultés rencontrées dans certains milieux dans la réalisation de la démarche d'accord inter-juge, notamment le non-respect des consignes par certains évaluateurs, peuvent introduire certains biais dans les étapes subséquentes. Il sera important d'en tenir compte dans l'analyse des résultats obtenus.

Néanmoins, l'outil plaît aux intervenants qui l'ont testé. Ces derniers rapportent que la démarche est intéressante et utile et qu'elle permet de bien identifier les besoins à cibler dans leur intervention. Le *Guide d'évaluation du risque de fugue* soutient donc une meilleure gestion du risque.

Chapitre 4 – Validation prédictive du *Guide d'évaluation du risque de fugue*

Le chapitre quatre aborde la validité prédictive du *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v3, 2017) la seconde étape de la démarche de validation de l'outil. D'abord, des analyses bivariées ont été réalisées afin de comparer diverses caractéristiques de l'échantillon avec les quatre variables dépendantes, soit l'occurrence de la fugue (toutes durées confondues) et plus précisément de celles de moins de 24 heures, de plus de 24 heures et de plus de 72 heures, dans les six mois suivant la complétion de l'outil. Des tests de tableaux croisés et des analyses de survie ont ensuite permis d'identifier les facteurs de risque significativement associés aux variables dépendantes. Cette démarche a mené à la création de modèles pour lesquels des aires sous la courbe (AUC) ont été calculées afin de mesurer leur validité prédictive. Enfin, à partir du score global de risque, divers tests ont été réalisés afin de créer trois niveaux de fugue (faible, modéré et élevé). Ces niveaux ont été comparés sous l'angle des quatre variables dépendantes et au niveau de risque attribué par l'évaluateur en fonction de son jugement professionnel.

4.1 L'occurrence de la fugue selon les caractéristiques de l'échantillon

L'échantillon est composé de 163 adolescents (n=76) et adolescentes (n=88) pour qui le risque de fugue a été évalué à partir du questionnaire. Le tableau 6 compare les quatre variables dépendantes à certaines caractéristiques de l'échantillon, soit la région administrative où est hébergé le jeune, le niveau d'encadrement du milieu de vie, le sexe et l'âge.

Le niveau d'encadrement du milieu de vie n'est pas significativement associé à la fugue, peu importe la durée de celle-ci. Toutefois, il semble que les jeunes hébergés en milieu globalisant (44,2%) fuguent en plus grande proportion que ceux hébergés en encadrement dynamique élevé (35,3%) ($\phi = -0,073$, n.s.). Pour les fugues de plus longue durée, l'inverse est observé. Dans les milieux globalisants, 30,2% des jeunes de l'échantillon ont commis au moins une fugue de plus de 24 heures et 38,2% l'ont fait à partir d'une unité d'encadrement dynamique élevé ($\phi = 0,070$, n.s.). La proportion est de 17,8% comparativement à 25,5% pour les fugues de plus de 72 heures ($\phi = 0,059$, n.s.).

Tableau 6: La fugue en fonction de certaines variables démographiques

	Fugue	Fugue - 24 heures	Fugue + 24 heures	Fugue + 72 heures
Niveau d'encadrement dans le milieu de vie				
Globalisant n=129)	53,50%	44,20%	30,20%	17,80%
Dynamique élevé (n=34)	50,00%	35,30%	38,20%	23,50%
	phi = -0,028	phi=-0,073	phi=0,070	phi = 0,059
Région administrative				
Montréal (n=45)	48,90%	33,30%	26,70%	17,80%
Montréal (n=86)	57,00%	53,50%	30,20%	18,60%
Laval (n=32)	46,90%	25,00%	43,80%	21,90%
	V = 0,090	V = 0,245**	V = 0,130	V = 0,037
Sexe				
Garçons (n=75)	65,30%	54,70%	38,70%	24,00%
Filles (n=88)	42,00%	42,30%	26,10%	19,00%
	phi = -0,232**	phi = 0,230**	phi=0,134	phi = 0,117
Âge au moment où le questionnaire est rempli				
Fugue	16,14	16,10	16,18	16,30
Non fugue	15,06	15,72	15,75	15,79
	t=-2,717**	t=-1,848	U = 2329,0 ⁴⁷	U = 1566,5 ⁴⁸

*** $p < 0,001$ ** $p < 0,01$ * $p < 0,05$ ⁴⁹

Il n'y a pas de différence significative dans la proportion de fugues (toutes durées confondues) entre les régions administratives. Pour la fugue de moins de 24 heures, les jeunes hébergés en Montérégie (53,5%) ont fugué en plus grande proportion que ceux de Montréal (33,3%) et de Laval (25,0%) (V de Cramer = 0,245, $p < 0,01$). De son côté, la région administrative de Laval semble avoir une plus grande proportion de jeunes ayant commis au moins une fugue de plus de 24 heures (43,8%) comparativement à la Montérégie (30,2%) et à Montréal (26,7%) (V de Cramer = 0,130, n.s.). Cela est également observé pour les fugues de plus de 72 heures

⁴⁷ Le test d'homogénéité des variances étant significatif, un test de moyenne non paramétrique a été réalisé.

⁴⁸ Idem

⁴⁹ Cette légende s'applique à tous les tableaux.

(Laval=21,9%, Montérégie = 18,6%, Montréal = 17,8%) (V de Cramer = 0,037, n.s.). Toutefois, ces deux tests de Chi-Carré ne sont pas significatifs.

Les jeunes qui ont commis au moins une fugue (toutes durées confondues) dans les six mois suivant la passation du questionnaire étaient en moyenne plus âgés (16,14 ans) que ceux qui ne l'ont pas fait (15,60 ans) ($t = -2,717$, $p < 0,01$). Il semble que ce soit également le cas pour les trois autres variables dépendantes, mais ces différences ne sont pas significatives.

Dans l'échantillon, une plus grande proportion de garçons ont commis au moins une fugue (toutes durées confondues, 63,3%) comparativement aux filles (42,0%) ($\phi = 0,232$, $p < 0,01$). Cet écart est également significatif pour les fugues de moins de 24 heures (54,7% comparativement à 42,3%) ($\phi = 0,230$, $p < 0,01$). Il apparaît que les garçons ont également commis en plus grande proportion des fugues de plus longue durée, mais les différences pour la fugue de plus de 24 heures ($\phi = 0,134$, n.s.) et la fugue de plus de 72 heures ($\phi = 0,117$, n.s.) ne sont pas significatives. Ces observations sont en contradiction avec la littérature scientifique sur la fugue, présentée au chapitre un.

4.2 La sélection des facteurs de risque

Deux types d'analyse ont permis de sélectionner les facteurs de risque qui composeront le modèle de prédiction de la fugue. D'abord, des tableaux croisés et des tests de Chi-Carré ont permis de comparer la proportion de jeunes ayant effectivement fugué en fonction de chacun des niveaux de risque (0, 1, 2) inclus dans le questionnaire. Ensuite, des analyses de survie ont été réalisées pour voir s'il y a une relation significative entre les niveaux de risque pour chacun des facteurs et le délai avant l'occurrence de la première fugue.

4.2.1 Les tableaux croisés

Le tableau 7 présente les résultats des tableaux croisés. Dans un premier temps, pour la variable dépendante «fugue», les proportions de jeunes ayant au moins une absence non autorisée sont comparées en fonction du niveau de risque attribué pour chacun des facteurs. Logiquement, plus la cote attribuée à un facteur est élevée, plus la proportion de jeunes ayant

commis au moins une fugue devrait être grande ($2 > 1 > 0$). Une observation contraire pourrait poser problème dans l'élaboration d'un modèle de prédiction du risque.

Tableau 7: Relations entre les facteurs de risque, les niveaux de risque et la fugue à partir des Tests de Chi-Carré

	Fugue : niveaux de risque			Fugue	Fugue – 24 heures	Fugue +24 heures	Fugue +72 heures
	0	1	2	V Cramer	V Cramer	V Cramer	V Cramer
Rupt. familiale	57,7%	46,5%	54,3%	0,075	0,122	0,132	0,128
Instabilité	50,8%	42,4%	60,6%	0,126	0,125	0,195*	0,219*
Viol. physique	57,1%	50,8%	51,9%	0,060	0,057	0,084	0,197
Abus sexuel	57,8%	37,9%	42,1%	0,194	0,203*	0,161	0,087
Attachement	41,7%	56,1%	59,6%	0,129	0,150	0,124	0,117
Antécédents	22,4%	45,2%	79,2%	0,477***	0,443***	0,368***	0,360***
Âge 1^{ère} fugue	22,9%	65,2%	67,6%	0,391***	0,394***	0,302**	0,296**
Âge	50,0%	43,6%	56,6%	0,191**	0,138	0,182**	0,151
Temps	50,7%	50,7%	68,2%	0,089	0,138	0,200*	0,131
Consommation	27,9%	38,6%	65,3%	0,278**	0,332***	0,197*	0,234*
Cpt délinquants	37,8%	60,8%	77,1%	0,300**	0,333***	0,193 ⁺	0,200*
Diff. Scolaires	50,0%	52,5%	55,0%	0,026	0,050	0,400	0,154
Probl. suicidaire	50,5%	56,1%	52,9%	0,029	0,127	0,017	0,053
Prob. s. mentale	43,5%	60,5%	55,7%	0,126	0,153	0,035	0,142
Strat. adap. fuite	31,6%	38,6%	73,0%	0,347***	0,392***	0,172 ⁺	0,174
Émotions	37,5%	58,1%	55,3%	0,157	0,207	0,111	0,126
Désaffiliation	36,4%	52,1%	81,8%	0,304**	0,321***	0,259**	0,184
Collabo parents	37,8%	40,7%	75,5%	0,312**	0,246*	0,232*	0,088
Réseau déviant	31,4%	53,1%	63,6%	0,239**	0,218*	0,282**	0,226*
Réseau prosocial	37,0%	54,5%	62,5%	0,206*	0,224*	0,277**	0,258**
Rel. autorité	42,3%	50,0%	65,9%	0,174	0,107	0,168	0,159
Relations pairs	51,5%	52,9%	52,2%	0,033	0,028	0,12	0,158
Alliance thérap.	46,9%	51,2%	73,1%	0,180*	0,146	0,178	0,153
But intervention	37,3%	58,3%	87,0%	0,310***	0,266-*	0,279**	0,259**
Opinion fugue	25,5%	45,5%	85,5%	0,482***	0,461***	0,385***	0,429***

Les analyses comparatives montrent que cinq facteurs de risque ne respectent pas la logique décrite : la rupture familiale, l'instabilité résidentielle, la violence physique, l'abus sexuel et les relations conflictuelles avec les pairs. Les jeunes ayant reçu une cote de 0 (57,7%) au facteur «rupture familiale» ont fugué au moins une fois dans une plus grande proportion que ceux ayant une cote de 1 (46,5%) et une cote de 2 (54,3%) (V de Cramer = 0,075, n.s., $0 > 2 > 1$). Les proportions sont respectivement de 57,1%, 50,8% et 51,9% (V de Cramer = 0,060, n.s., $0 > 2 > 1$) pour le facteur «violence physique», de 57,8%, 37,9% et 42,1% (V de Cramer = 0,194, n.s., $0 > 2 > 1$) pour le facteur «abus sexuel», de 50,8%, 42,4% et 60,6% (V de Cramer = 0,126, n.s. $2 > 0 > 1$) pour le facteur « instabilité résidentielle » et de 51,5%, 52,9% et 52,2% (V de Cramer = 0,033, n.s., $1 > 2 > 0$) pour le facteur «relations conflictuelles avec les pairs». Les tests de Chi-Carré ne sont pas significatifs pour tous ces facteurs.

Les analyses comparatives montrent également que, pour quatre de ces cinq facteurs, c'est la cote 1 qui est associée à une plus faible proportion de jeunes ayant commis au moins une fugue. Pour le cinquième, cette cote est associée au plus haut pourcentage de fugue. Si les proportions avaient été décroissantes ($0 > 1 > 2$), il aurait été possible d'inverser les scores et ainsi respecter la logique attendue. Comme ce n'est pas le cas, ces cinq facteurs ont été retirés des analyses subséquentes.

Dans un deuxième temps, le tableau 7 présente les résultats des analyses de Chi-Carré pour chacun des facteurs de risque et ce, pour les quatre variables dépendantes. Premièrement, le lien entre les facteurs et la variable «fugue (toutes durées confondues) » a été considéré. Le tableau 7 montre que 13 facteurs de risque ont une relation significative avec la fugue, soit l'opinion face à la fugue (V de Cramer = 0,482, $p < 0,001$), les antécédents de fugue (V de Cramer = 0,477, $p < 0,001$), l'âge lors de la première fugue (V de Cramer = 0,391, $p < 0,001$), les stratégies d'adaptation axées sur la fuite (V de Cramer = 0,347, $p < 0,001$), l'absence de collaboration des parents (V de Cramer = 0,312, $p < 0,01$), le but de l'intervention (V de Cramer = 0,310, $p < 0,001$), la désaffiliation (V de Cramer = 0,304, $p < 0,01$), les comportements délinquants (V de Cramer = 0,300, $p < 0,01$), la consommation (V de Cramer = 0,278, $p < 0,01$), le réseau social déviant (V de Cramer = 0,239, $p < 0,01$), l'absence de réseau prosocial (V=0,206, $p < 0,05$), l'âge du jeune (V de Cramer = 0,191, $p < 0,01$) et l'alliance thérapeutique

(V de Cramer = 0,180, $p < 0,01$). Ces 13 facteurs composent le premier modèle, qui sera étudié dans les analyses subséquentes.

Deuxièmement, la même démarche a été réalisée pour les trois autres variables dépendantes. Un seul autre facteur est significativement associé à la fugue de plus de 24 heures, soit le temps depuis l'arrivée dans le milieu (V de Cramer = 0,200, $p < 0,05$). Ce facteur, avec les 13 premiers, constitue le second modèle.

4.2.2 Les analyses de survie

Le nombre moyen de jours entre la passation du questionnaire et la première fugue a été estimé à partir de la méthode de Kaplan-Meier en utilisant le test de Breslow et deux stratégies de comparaison des données, tel que décrit dans le chapitre trois. Le tableau 8 présente les résultats des analyses de survie.

Dans un premier temps, une relation significative est observée entre la fugue et les 13 facteurs composant le modèle 1, soit les antécédents de fugue (Breslow = 44,437, $p < 0,001$), l'âge lors de la première fugue (Breslow = 25,342, $p < 0,001$), l'âge du jeune (Breslow = 4,169, $p < 0,05$), la consommation (Breslow = 17,894, $p < 0,001$), la présence de comportements délinquants (Breslow = 16,452, $p < 0,001$), les stratégies d'adaptation axées sur la fuite (Breslow = 25,045, $p < 0,001$), la désaffiliation (Breslow = 15,546, $p < 0,001$), l'absence de collaboration des parents au processus de réadaptation (Breslow = 16,928, $p < 0,001$), la présence d'un réseau social déviant (Breslow = 13,595, $p < 0,01$), l'absence de réseau prosocial (Breslow = 9,436, $p < 0,01$), l'alliance thérapeutique (Breslow = 6,541, $p < 0,05$), le but de l'intervention (Breslow = 24,807, $p < 0,001$) et l'opinion positive du jeune face à la fugue (Breslow = 60,173, $p < 0,001$).

Tableau 8: Relations entre les facteurs de risque, le niveau de risque et la fugue à partir des analyses de survie

	Nombre moyen de jours avant la fugue			Fugue : comparaison entre les groupes (Breslow)			Fugue	Fugue – 24 heures	Fugue +24	Fugue +72
	0	1	2	0vs1	0vs2	1vs2	Breslow	Breslow	Breslow	Breslow
Attachement	131,2	114,6	102,2	1,04	2,262	0,367	2,258	3,633	3,677	1,595
Antécédents	171,0	128,5	66,3	8,076**	39,579***	11,415*	44,437***	36,267***	35,848***	40,754***
Âge 1^{ère} fugue	168,8	94,3	81,2	22,430***	21,799***	0,593	25,342***	21,719***	24,266***	23,923***
Âge	n/a	139,8	107,3	n/a	n/a	4,169*	4,169*	2,369	6,849**	3,517
Temps	122,4	118,1	85,3	0,021	2,678	2,675	3,223	1,94	5,416	3,516
Consommation	141,1	123,3	72,6	1,193	18,260***	5,159*	17,894***	18,187***	15,399***	21,232***
Cpt délinquants	142,2	104,3	72,5	6,632*	16,121***	2,565	16,452***	20,457***	14,221**	21,224***
Diff. Scolaires	123,6	114,2	110,0	0,513	0,86	0,025	0,858	0,658	2,782	2,797
Probl. suicidaire	117,8	112,8	110,6	0,008	0,000	0,012	0,016	1,555	0,127	2,014
Prob. s. mentale	133,1	114,0	104,3	1,096	1,892	0,154	2,076	2,505	0,807	0,937
Strat. adap. fuite	166,8	140,4	76,8	1,230	13,414***	15,834***	25,045***	30,132***	13,235**	18,828***
Émotions	133,5	109,8	106,2	1,176	0,746	0,042	1,216	4,998	2,527	5,769
Désaffiliation	145,1	113,5	71,8	6,204*	18,724***	2,411	15,546***	16,242***	14,069**	14,378**
Collabo parents	115,7	139,2	79,0	1,286	2,454	17,177***	16,928***	12,575**	10,950**	2,782
Réseau déviant	156,2	121,6	88,9	4,100*	11,970**	3,642	13,595**	11,141**	16,825***	20,899***
Réseau prosocial	145,2	115,6	92,3	3,084	9,447**	1,977	9,436**	11,542**	11,375**	11,846**
Rel. autorité	141,2	118,8	93,2	1,120	4,577*	3,004	5,551	4,547	7,431*	8,810*
Rel. pairs	119,2	116,5	117,5	0,030	0,008	0,002	0,031	0,190	0,690	1,979
Alliance	130,6	117,7	77,5	0,695	6,094**	3,555	6,541*	3,865	10,441**	12,425**
But interv.	148,3	100,3	52,3	9,259**	26,479***	6,094*	24,807***	19,256***	23,486	24,164***
Opinion	170,0	130,5	116,9	6,433*	46,905***	24,974***	60,173***	47,328***	47,369***	59,830***

n/a : Pour la variable «âge», une cote de 0 est attribuée à un jeune de moins de 12 ans. Il n'y en a aucun dans l'échantillon.

Toutefois, les analyses ne montrent aucune relation significative entre l'occurrence d'une fugue (toutes durées confondues) et le temps écoulé depuis l'arrivée du jeune (Breslow = 3,223, n.s.). Il en va de même pour les fugues de moins de 24 heures (Breslow = 1,940, n.s.) de plus de 24 heures (Breslow = 5,416, n.s.) et de plus de 72 heures (Breslow = 3,516, n.s.).

Dans un deuxième temps, les facteurs pour lesquels une relation significative est présente pour l'une des trois autres variables dépendantes ont été considérés. Les relations conflictuelles avec les figures d'autorité est l'unique facteur de risque qui répond à ce critère, plus précisément pour les fugues de plus de 24 heures (Breslow = 7,437) et de plus de 72 heures (Breslow = 8,810). Ce facteur est ajouté aux 13 précédents, ce qui constitue le troisième modèle.

Dans un troisième temps, les résultats des comparaisons entre les différents niveaux de risque pour la variable dépendante «fugue (toutes durées confondues) » montrent des relations significatives pour les 14 facteurs de risque identifiés précédemment. Ces analyses n'ont pas permis d'identifier d'autres facteurs de risque à considérer dans les modèles.

4.3 Les aires sous la courbe et la consistance interne

À partir des analyses précédentes, trois modèles (1, 2 et 3)⁵⁰ ont été créés et une aire sous la courbe (AUC) a été calculée pour chacun en fonction des quatre variables dépendantes. Un quatrième modèle comprenant les 15 facteurs de risque identifiés dans l'une ou l'autre des démarches précédentes a aussi été constitué. De plus, les alphas de Cronbach, qui fournissent une mesure de la consistance interne des quatre modèles, ont été calculés. Le tableau 9 présente les résultats.

Les AUC des quatre modèles, pour l'ensemble des variables dépendantes, se situent entre 0,749 et 0,788. À titre de comparaison, Douglas et Keeves (2010) rapportent, à partir d'une recension de 42 recherches étudiant la valeur prédictive du HCR-20, une valeur médiane des AUC de 0,69. Rice et Harris (2005) avancent qu'une valeur entre 0,65 et 0,70 illustre un effet

⁵⁰ Les variables incluses dans chacun des modèles sont présentées au tableau 14 de l'annexe 3.

modéré et une valeur supérieure à 0,70, une taille d'effet élevée. L'ensemble des AUC des modèles sont au-delà de ce seuil.

Tableau 9: Aires sous la courbe et consistance interne des quatre modèles de prédiction du risque de fugue

	Fugue	Fugue – 24	Fugue + 24	Fugue + 72	Alpha de
		heures	heures	heures	Cronbach
Modèle 1 (n=159)	0,776 (0,037)	0,782 (0,037)	0,749 (0,043)	0,786 (0,045)	0,850
Modèle 2 (n=159)	0,774 (0,037)	0,781 (0,038)	0,751 (0,043)	0,786 (0,045)	0,846
Modèle 3 (n=158)	0,774 (0,037)	0,778 (0,038)	0,749 (0,043)	0,788 (0,045)	0,854
Modèle 4 (n=158)	0,771 (0,037)	0,778 (0,038)	0,750 (0,044)	0,787 (0,046)	0,850

Les écarts-types sont entre parenthèses

Le modèle 1 obtient l'AUC la plus élevée pour la fugue (toutes durées confondues) (0,776) et la fugue de moins de 24 heures (0,782). Le modèle 2 présente la meilleure prédiction pour la fugue de plus de 24 heures (AUC = 0,751), tandis que le modèle 3 présente l'AUC la plus élevée pour la fugue de plus de 72 heures (0,788).

Toutefois, les écarts entre les AUC des différents modèles sont faibles. En effet, il y a une différence de 0,005 entre l'AUC la plus élevée et la plus faible pour la fugue (toutes durées confondues) (0,771-0,776), de 0,004 pour la fugue de moins de 24 heures (0,778-0,782) et de 0,002 pour la fugue de plus de 24 heures (0,749-0,751) et de plus de 72 heures (0,786-0,788). Ainsi, il est possible d'avancer qu'aucun modèle n'offre une prédiction supérieure aux autres et ce, pour l'ensemble des variables dépendantes.

Le tableau 9 présente également les mesures de consistance interne des quatre modèles. Les alphas de Cronbach se situent entre 0,846 et 0,854. Le modèle 3 obtient un score supérieur (alpha = 0,854) aux modèles 1 (alpha = 0,850), 4 (alpha=0,850) et 2 (alpha = 0,846). Par contre, les écarts sont encore une fois faibles.

En somme, les analyses de courbe ROC ainsi que la mesure de la consistance interne ne permettent pas d'identifier un modèle se distinguant nettement des autres quant à sa prédiction et sa fiabilité. Le *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v3, 2017) en étant à sa première démarche de validité prédictive, le modèle reprenant le plus de facteurs, soit le modèle 4, a été sélectionné. Il apparaît actuellement préférable d'appuyer l'évaluation du risque de fugue sur davantage de facteurs, plutôt que d'omettre des facteurs qui sont associés d'une façon ou d'une autre à la fugue. De futures démarches permettront d'évaluer la pertinence de ce choix.

Le modèle final est ainsi composé de 15 facteurs, soit :

1. Les antécédents de fugue
2. L'âge lors de la première fugue
3. L'âge du jeune
4. Le temps depuis l'arrivée dans le milieu
5. La consommation de drogue et d'alcool
6. Les comportements délinquants
7. Les stratégies d'adaptation axées sur la fuite
8. La désaffiliation
9. L'absence de collaboration des parents au processus de réadaptation
10. Le réseau social déviant
11. L'absence de réseau prosocial
12. Les relations conflictuelles avec les figures d'autorité
13. L'alliance thérapeutique
14. Le but de l'intervention
15. L'opinion face à la fugue

4.4 Les niveaux de risque

La démarche suivante consiste à délimiter les balises, à partir du score global de risque (obtenu par l'addition des scores de chacun des 15 facteurs), qui représentent les différents niveaux de risque.

D'abord, l'étude des statistiques descriptives et des résultats d'analyses bivariées a permis de cibler les scores qui pourraient déterminer ces balises. Le score total du modèle retenu peut varier entre 0 et 30. Dans l'échantillon (n=158), le minimum effectivement obtenu est de 1 et le maximum, de 29. La moyenne est de 15,33 (e-t= 6,15) et la médiane, 15. Ces deux informations permettent d'identifier une première balise, soit un score de 15. Ainsi, un score inférieur à 15 indiquerait une absence de risque et un score de 15 et plus, la présence d'un risque.

Ensuite, des tests de comparaison de moyenne pour des échantillons indépendants ont été réalisés. Le tableau 10 montre une différence significative entre le score de risque global et le fait d'avoir fait au moins une fugue (toutes durées confondues) après la passation du questionnaire ($t=-6,480$, $p<0,001$). Les jeunes qui n'ont pas fugué ont un score moyen de 12,40 (e-t=5,11), contre 18,04 (e-t=5,74) pour ceux qui l'ont fait. Les scores moyens sont respectivement de 12,94 (e-t=5,34) et 18,74 (e-t=5,58) ($t=-6,555$, $p<0,001$) pour les jeunes ayant ou non fait une fugue de moins de 24 heures, de 13,67 (e-t=5,60) et 19,02 (e-t=5,67) ($t=-5,457$, $p<0,001$) pour ceux ayant ou non fait une fugue de plus de 24 heures et de 14,21 (e-t=5,85) et 20,17 (e-t=4,86) ($t=-5,028$, $p<0,001$) pour ceux ayant fait ou non une fugue de plus de 72 heures.

Tableau 10: Score moyen global selon l'occurrence ou non de la fugue

Fugue	Fugue	Fugue –24 heures	Fugue +24 heures	Fugue +72 heures
Non	12,40 (5,11)	12,94 (5,34)	13,67 (5,60)	14,21 (5,85)
Oui	18,04 (5,74)	18,74 (5,58)	19,02 (5,67)	20,17 (4,86)
Test t	-6,480***	-6,555***	-5,457***	-5,028***

Les écarts-types sont notés entre parenthèses

Le tableau 10 montre que le score moyen tend à augmenter avec la durée de la fugue. Selon la variable dépendante, le premier seuil pourrait être de 12, 13 ou 14, le second de 18, 19 ou 20.

Les différentes balises ont par la suite été comparées aux mesures de sensibilité et de spécificité obtenues suite aux analyses de courbe ROC. Le tableau 11 montre les résultats obtenus.

Tableau 11: Sensibilité et spécificité du modèle pour la fugue (toutes durées confondues)

Score	Sensibilité	Spécificité	Score	Sensibilité	Spécificité
0,00	1,000	0,000	15,50	0,650	0,701
2,00	1,000	0,013	16,50	0,638	0,779
4,00	0,988	0,026	17,50	0,600	0,831
5,50	0,988	0,065	18,50	0,513	0,857
6,50	0,975	0,104	19,50	0,475	0,922
7,50	0,950	0,169	20,50	0,388	0,935
8,50	0,925	0,260	21,50	0,325	0,961
9,50	0,900	0,325	22,50	0,263	0,974
10,50	0,900	0,351	23,50	0,213	0,987
11,50	0,850	0,442	25,00	0,075	0,987
12,50	0,825	0,597	27,00	0,025	0,987
13,50	0,763	0,623	28,50	0,013	1,000
14,50	0,713	0,688	30,00	0,000	1,000

Premièrement, la sensibilité et la spécificité ont été analysées en fonction du score global de risque moyen des jeunes ayant fait au moins une fugue (toutes durées confondues) (15,50 dans le tableau 11). À partir de ce critère, 65,0% des jeunes fugueurs seront identifiés (vrais positifs). D'un autre côté, l'absence de risque de fugue sera correctement évaluée dans 70,1 % des cas (vrais négatifs).

La seconde balise étudiée est le score moyen des jeunes n'ayant pas fugué, soit 12,4 (12,5 dans le tableau 11). En utilisant ce critère, la sensibilité est de 0,825 et la spécificité, de 0,597. Cela signifie d'une part que 40,3% des jeunes seront identifiés comme à risque de fugue et n'adopteront pas ce comportement (faux positifs) et d'autre part qu'une faible proportion de fugueurs (17,5%) ne sera pas repérée au moyen de la grille (faux négatifs). Lorsque le score global se rapproche de la première balise (15), la sensibilité diminue et la spécificité

augmente. Autrement dit, plus le score augmente, plus la proportion de jeunes fugueurs correctement évalués comme étant à risque diminue (vrais positifs) et la proportion de jeunes correctement identifiés comme n'étant pas à risque augmente (vrais négatifs).

La troisième balise analysée est le score moyen des jeunes ayant fait une fugue, soit 18,04 (18,50 dans le tableau 11). Si un jeune est considéré à risque de fugue lorsque le score global dépasse 18, seuls 51,3% des fugueurs seront repérés (vrais positifs). Par contre, 85,7% des non-fugueurs seront classés correctement (vrais négatifs). Cela signifie que très peu de jeunes non-fugueurs seront évalués comme étant à risque (faux positifs), mais qu'un fugueur sur deux ne sera pas repéré (faux négatifs). Plus le score augmente, plus l'écart entre la spécificité et la sensibilité augmente. Par exemple, pour un score de 19,5, moins d'un jeune fugueur sur deux sera repéré (sensibilité = 0,475), mais un faible pourcentage de jeunes non fugueurs sera incorrectement évalué comme étant à risque (spécificité = 0,922).

En résumé, statuer sur la présence d'un risque de fugue à partir d'un score entre 12 et 15 offre une sensibilité supérieure à la spécificité. Inversement, si le seuil est fixé à un score de plus de 15, la spécificité est meilleure, mais la sensibilité, plus faible. Un score de 15 mène à une sensibilité et une spécificité semblables.

Suivant le modèle du HCR-20 (Webster et al., 1997), du EARL (Augimeri et al., (2010), du SAVRY (Borum, Bartel et Forth, 2010) et du YLS/CMI (Hodge, 2010), trois niveaux de risque ont été définis, en utilisant deux critères. Comme la présente démarche se consacre à la prédiction de la fugue en général (toutes durées confondues), les balises associées aux scores moyens des fugueurs et des non fugueurs, soit 12 et 18, seront retenues. Un score global de risque de 12 ou moins qualifiera un niveau de risque faible, un score de 18 et plus d'élevé et un score entre 13 et 17, de modéré. Cette décision amène plus de nuance dans l'évaluation du risque de fugue que la simple présence ou absence de celui-ci, permettant de mieux moduler l'intensité de l'intervention à mettre en place.

4.5 Les niveaux de risque et la fugue

À partir du modèle retenu et des balises identifiées, une variable indépendante «niveau global de risque» a été créée. Cette variable comporte trois catégories, soit faible, modéré et élevé. Dans l'échantillon, 38,2% des jeunes ont un niveau global de risque faible (n=60), 22,9% un niveau modéré (n=36) et 38,9%, un niveau élevé (n=61). Le tableau 12 présente la comparaison entre les niveaux de risque et les quatre variables dépendantes.

Tableau 12: Comparaison entre les niveaux de risque et la fugue

	Fugue	Fugue - 24 heures	Fugue + 24 heures	Fugue +72 heures
Faible (n=60)	23,3%	15,0%	11,7%	3,3% ^a
Modéré (n=36)	50,0%	36,1%	19,4%	13,9%
Élevé (n=61)	78,7%	67,2%	54,1%	17,8%
V de Cramer	0,486***	0,450***	0,425***	0,361***

^a : (n=2)

Le tableau 12 montre que l'ensemble des comparaisons entre les niveaux globaux de risque et la fugue sont significatives. Parmi les jeunes présentant un risque élevé, 78,7% ont fait au moins une fugue (toutes durées confondues) à la suite de l'évaluation (V de Cramer =0,486, p<0,001). Un jeune sur deux a fait de même lorsque le niveau global obtenu est modéré (50,0%) et environ un sur quatre lorsque le niveau obtenu est faible (23,3%).

Le tableau 12 illustre aussi que plus l'évaluation du niveau de risque est élevée, plus la proportion de jeunes ayant commis au moins une fugue augmente et ce, peu importe la durée. En effet, 15,0% des jeunes présentant un risque jugé faible, 36,1% un risque jugé modéré et 67,2% un risque jugé élevé ont éventuellement fait une fugue de moins de 24 heures (V de Cramer =0,450, p<0,001). Les proportions sont respectivement de 11,7%, 19,4% et 54,1% (V de Cramer =0,425, p<0,001) pour la fugue de plus de 24 heures et de 3,3%, 13,9% et 17,8% pour la fugue de plus de 72 heures (V de Cramer =0,361, p<0,001).

4.6 L'évaluation du risque des professionnels, le genre et la fugue

Lors de la démarche, les professionnels devaient se prononcer, indépendamment du score total obtenu par l'addition des facteurs, sur leur perception du niveau de risque de fugue (faible, modéré ou élevé). Des AUC ont été calculées afin de comparer la valeur prédictive de cette évaluation avec le niveau de risque déterminé par l'outil. Le tableau 13 présente les résultats.

Tableau 13: Comparaison entre l'évaluation du risque par l'outil, l'évaluation du risque par les professionnels, le genre et la fugue

Évaluation du risque	Tous (n=158)	Garçons	Filles
Outil (score total)	0,771 (0,037)	0,844 (0,047)	0,683 (0,061)
Outil (niveaux de risque)	0,762 (0,039)	0,828 (0,054)	0,682 (0,060)
Professionnels	0,761 (0,041)	0,825 (0,052)	0,704 (0,062)

D'abord, le tableau 13 montre qu'il y a une légère différence dans la valeur prédictive de l'outil selon qu'une AUC est calculée en fonction du score total (/30) ou du niveau de risque (faible, modéré ou élevé) (0,771 vs 0,762). Cela montre que le choix des balises (12 et 18) pour établir les niveaux de risque permet de préserver la valeur prédictive du modèle.

Ensuite, la comparaison entre le niveau de risque établi par l'outil et l'évaluation par les professionnels montre une valeur prédictive comparable. En effet, les AUC ont un écart de 0,001. Dans les deux cas, l'AUC est considérée comme élevée selon les critères de Rice et Harris (2005).

Finalement, la validité prédictive de l'outil et de l'évaluation du risque par les professionnels a été comparée entre les garçons et les filles. En effet, le genre a été préalablement identifié comme étant significativement lié à la fugue. Le tableau 13 montre que, peu importe la forme d'évaluation, la prédiction est meilleure pour les garçons que pour les filles. L'évaluation du niveau de risque à partir de l'outil présente une AUC de 0,828 pour les garçons et de 0,682 pour les filles. La prédiction de l'évaluation du risque par les professionnels est comparable à celle de l'outil pour les garçons (AUC = 0,825), mais supérieure pour les filles (0,704). En

conclusion, que ce soit à partir de l’outil ou par les professionnels, il semble plus complexe de prédire le risque de fugue pour les filles.

En résumé, la démarche de validation du *Guide d’évaluation du risque de fugue* a permis de développer un modèle de prédiction du risque de fugue, comportant 15 facteurs. Il comprend donc un nombre inférieur de facteurs en comparaison aux autres outils recensés. La plupart de des facteurs inclus dans le modèle sont de nature relationnelle, rejoignant les constats de Courtney et ses collaborateurs (2005) selon lesquels les explications à la fugue se trouvent principalement dans les relations des jeunes avec l’entourage. Toutefois, si ce modèle permet de repérer les jeunes susceptibles de quitter sans autorisation le centre de réadaptation, il ne permet pas de comprendre en quoi les facteurs propres au milieu de vie influent sur la décision de ces jeunes à risque de partir ou de rester.

Chapitre 5 – Facteurs de risque situationnels de la fugue en centre de réadaptation

Le chapitre cinq s'intéresse à la compréhension de la fugue dans les centres de réadaptation à partir de la perception d'acteurs clés. Il présente les différents thèmes qui émergent de l'analyse de contenu réalisée à partir des 15 entretiens.

Le second objectif de la thèse, rappelons-le, vise à comprendre les facteurs situationnels associés à la fugue des centres de réadaptation. Les différents thèmes s'articuleront donc autour de l'approche PRISM (*Preventing Risk Intervention by Situational Management*) (Cooke et Johnstone, 2010), présentée au chapitre un. Rappelons que l'approche PRISM distingue cinq domaines de risque, soit l'historique de violence (plus précisément de «fugue», dans ce cas-ci), l'environnement physique, les facteurs organisationnels, les caractéristiques du personnel et la gestion de cas.

5.1 L'historique de fugues

Le premier domaine de risque s'intéresse non seulement à l'occurrence de fugues dans les centres de réadaptation, mais également à l'augmentation et la diversité de ce comportement.

Antécédents de fugue

Tous les acteurs rencontrés s'accordent pour affirmer qu'il y a toujours eu des fugues dans les centres de réadaptation et que, peu importe les interventions réalisées, il y en aura toujours. Aucun participant ne croit qu'il est possible d'enrayer toutes les fugues. En fait, la moitié d'entre eux soulignent qu'il n'est pas souhaitable d'empêcher toute absence non autorisée. Contrairement à la violence, certaines pourraient être tolérées.

« Ça a toujours été une préoccupation, y en a toujours eu, euh, des fugues. Il va toujours sûrement y en avoir aussi » (participant 4).

« Mais pour moi la fugue, c'est quelque chose qui, qui est un peu normal à l'adolescence, euh, recherche d'identité, euh, recherche de prendre une distance d'avec le parent qui représente l'autorité. Fait que ça prend racine dans quelque chose plus de l'ordre de la société que dans les problématiques des jeunes » (participant 6).

Augmentation de l'occurrence de la fugue

Si l'approche PRISM s'intéresse aux taux sur une période de deux ans, les interviewés situent généralement l'escalade du nombre de fugues à partir de 2007, moment où des changements réglementaires ont modifié le recours à certaines mesures restrictives de liberté. Ceux-ci abordent la fugue dans les centres de réadaptation en parlant de «avant 2007» et «après 2007».

« Première chose que j'ai envie de dire, c'est qu'il faut regarder le "avant 2007" et le "après 2007", au niveau, là peut-être que mes termes ne sont pas exacts, mais l'amendement à la loi sur la protection de la jeunesse qui a eu au niveau de l'encadrement intensif. Donc moi j'ai vécu cette, cette transition-là, pis, euh, c'est sûr que la réalité de la fugue avant 2007, ce n'est pas qu'elle était absente, [...], ce n'était pas la même réalité qu'aujourd'hui » (participant 12).

« À un moment donné, la loi a changé. Quand la loi a changé, moi, j'étais en encadrement intensif ici avec les filles depuis quelques années, puis là ben on a connu ça comme tout le monde. Les fugues sont devenues plus fréquentes » (participant 5).

Diversité des problèmes posés par la fugue

Un défi dans la compréhension de la problématique de fugue dans les centres de réadaptation, c'est qu'il existe presque autant de formes de fugue qu'il y a de jeunes fugueurs. La presque totalité des participants le mentionne. En fait, quelques-uns avancent aussi que chaque fugue est unique et que le comportement pour un même jeune peut prendre différentes formes.

« Puis il y a autant de raisons de fuir qu'il y a de fugueurs, là. Peut-être qu'à un moment donné, la fonction de la fugue ça va être ça à une période, puis six mois plus tard, ben ça va être d'autre chose » (participant 8).

Chaque fugue est unique, ce comportement peut donc difficilement être catégorisé, comme c'est le cas avec la violence (contre les biens, contre les personnes, violente, non-violente, etc.). Quelques interviewés soulignent également que certaines absences sont qualifiées de fugues parce que le jeune est en centre de réadaptation, mais qu'elles n'inquiéteraient pas les parents si elles se produisaient à partir du milieu familial.

Néanmoins, certains avancent des distinctions, notamment en lien avec la fréquence et la durée de la fugue, les départs planifiés ou impulsifs, les milieux fréquentés par les jeunes

durant leurs absences (famille, amis, ressources communautaires, etc.) et les dangers auxquels ils s'exposent.

Pour certains participants, le problème n'est pas tant la fugue proprement dite que sa fréquence et sa récurrence. Pour eux, un trop grand nombre de jeunes s'inscrit dans un pattern où ils sont plus souvent absents que présents. Il est alors difficile de travailler avec eux.

« Ce qui est préoccupant, c'est, t'sais, on a 10-15 pour cent de nos jeunes qui fuguent à répétition. S'ils fuguent à répétition, c'est parce qu'il a un besoin qui n'est pas répondu. Qu'est-ce qu'on fait pour répondre à ce besoin-là? Puis dans les facteurs de risque aussi. Le risque pour un jeune n'est pas le même risque pour nous, en termes de dangers » (participant 4).

Ce participant soulève une autre préoccupation en lien avec la fugue, soit que certains jeunes peuvent se mettre en situation de danger. Plusieurs interviewés ont notamment abordé la problématique des adolescentes victimes d'exploitation sexuelle. La médiatisation de la situation de ces jeunes filles était récente au moment des entretiens, ce qui peut expliquer sa grande place dans leurs propos.

« C'est tout ce qui est à l'entour de la fugue qui crée un certain malaise pour les éducateurs dans le fond, par rapport à tous les risques que le jeune peut courir à l'extérieur » (participant 14).

Les interviewés soulèvent donc deux préoccupations en lien avec la fugue des adolescent(e)s hébergés en centre de réadaptation : d'un côté, les jeunes qui sont si fréquemment absents qu'ils ne sont pas exposés aux activités de réadaptation et d'un autre, ceux qui prennent des risques lors de leurs absences. Pour certains jeunes, les deux se côtoient. Rares sont les participants qui l'expriment directement, mais le discours de plusieurs traduit la nécessité de bien comprendre les problèmes posés par la fugue afin de mettre en place les bonnes stratégies d'intervention.

Variation du nombre ou de type de plainte déposée

L'approche PRISM considère également la hausse des plaintes comme un facteur de risque associé à l'historique de violence, car il peut servir d'indicateur du niveau d'inquiétude des

prisonniers. Ce facteur n'a pas été abordé par les participants. Néanmoins, il ne faut pas l'ignorer dans la compréhension des facteurs situationnels. En effet, plusieurs mécanismes de plaintes existent. Par exemple, un jeune peut contester une mesure d'hébergement en encadrement intensif devant un juge. Aussi, s'il pense que sa liberté a été brimée, un adolescent peut s'adresser au *Commissaire local aux plaintes* ou à la *Commission des droits de la personne et de la jeunesse*. Inversement, un parent pourrait se plaindre formellement ou informellement auprès des intervenants ou d'un chef de service s'il considère que ceux-ci ne mettent pas tout en œuvre pour protéger son enfant.

5.2 L'environnement physique

Ce second domaine de risque concerne l'environnement physique dans les milieux de vie, ici les centres de réadaptation. Les participants l'ont longuement abordé lors des entretiens. L'approche PRISM associe trois facteurs à ce domaine : la surveillance et les mesures de contrôle, l'aménagement et les ressources physiques ainsi que l'ambiance.

La surveillance et les mesures de contrôle : le contrôle des portes

Le principal facteur de risque abordé par les interviewés est le contrôle des portes et des accès à l'extérieur. Les modifications législatives sur la LPJ, en 2007, ont réglementé le recours à l'hébergement en unité d'encadrement intensif. De nombreux milieux, jusqu'alors sécuritaires, ont dû laisser leurs portes déverrouillées, tout en hébergeant le même profil de jeunes qu'auparavant.

« Ce qui fait qu'avec l'amendement au niveau de l'encadrement intensif, euh : les portes débarrées, le retrait des clôtures, et cetera, mais au bout de la ligne la même clientèle » (participant 12).

« Avec les portes qui n'étaient comme pas contrôlées, je vais le dire comme ça, c'était un enjeu important, en fait, qui a changé quand la loi avait été modifiée en 2007. T'sais on a vu un changement à ce moment-là là, euh, où [...] les jeunes avaient davantage..., ça devenait plus facile de fuguer quand tu étais placé en centre de réadaptation » (participant 3).

Il s'agit là d'un enjeu majeur sur lequel insiste la plupart des participants. Ils décrivent les jeunes comme impulsifs et ayant un faible autocontrôle. Le manque d'accès à des dispositifs

de sécurité permettant de contrôler les allées et venues et freiner les réactions impulsives des jeunes est un obstacle important à la mise en place de mesures préventives à la fugue et au travail de réadaptation.

« Y a des jeunes, ils doivent développer leur contrôle interne, puis pour le développer, ben ça se travaille en réadapt, mais pour le travailler en réadapt, y faut qu'ils soient là » (participant 3).

« Cette clientèle-là, on leur en demande trop (soit), de se contenir eux-mêmes un minimum pour être capables de s'exposer à l'offre de services. Sont pas capables de se contenir. Sont trop dans l'agir, sont trop dans la fuite, dans l'impulsivité, sont trop là-dedans. On leur en demande trop. Il y a un leadership à exercer socialement pour dire : on va en prendre soin de nos enfants, quitte à brimer leur liberté » (participant 12).

Toutefois, quelques interviewés croient au contraire que le contrôle des portes ne règle pas le problème, car les jeunes auront tôt ou tard accès à l'extérieur. Pour eux, si l'intervention n'a pas permis aux jeunes de développer un contrôle interne suffisant, ils fugueront lorsqu'ils en auront l'occasion et le contrôle des portes n'aura que retardé l'événement. Ils soulignent l'importance d'une intervention sécuritaire dynamique. Il faut que le contrôle des déplacements soit une mesure temporaire, qui ne doit pas se substituer au travail de réadaptation.

« Pis en même temps, ben il y a beaucoup de mesures répressives, ici, au centre jeunesse, t'sais. Dans le sens où des jeunes qui vont fuguer à répétition, on peut les mettre dans des mesures d'encadrement intensif, parce qu'ils se mettent en danger ou mettent les autres en danger. Fait que, oui, t'sais, y a une protection immédiate, mais comment on va faire après pour éviter que ça se reproduire ? Puis pas juste mettre une clôture autour d'un jeune, mais t'sais, de la mettre, mais plus dans sa tête à lui que littéralement, là dans le fond » (participant 13).

C'est sûr que là, on a barré les portes, ça a réduit le nombre de fugues à partir du centre jeunesse, (mais) pas à partir de l'extérieur. C'est une mesure temporaire, on s'entend que ça fonctionne pour ici, pour ceux qui veulent sortir par impulsivité. Mais ceux qui sont capables de se structurer un peu puis de planifier là, ça ne les arrête pas ben, ben [...] Les jeunes, y vont sortir à 18 ans, pis les jeunes ils sortent pour aller chez leurs parents, puis ils sortent pour aller à l'école. [...] Faut plus protéger nos jeunes filles puis protéger nos jeunes à risque plutôt que juste barrer les portes là » (participant 9).

Certains participants, de leur côté, proposent un compromis, soit de limiter l'accès à l'extérieur, de le rendre plus complexe, mais sans verrouiller tous les accès. Actuellement, dans de nombreux milieux, la porte d'accès à l'extérieur donne sur le stationnement. Quitter l'unité est donc toujours une possibilité dans la tête des jeunes. Un professionnel aborde la question ainsi :

« Les jeunes, souvent, ils sont au stade du bébé, là, je ne me souviens plus le nom de ce stade-là, mais, t'sais, tu te bouches les yeux puis, t'sais, t'existes plus, t'existes plus là, t'sais, "coucou". Mais nos jeunes sont beaucoup à ce stade-là. S'ils ne voient pas la possibilité de partir, elle n'existera pas, cette possibilité de partir ou elle va exister moins » (participant 12).

Ces interviewés proposent de verrouiller les accès directs au stationnement, mais pas les autres.

« Juste de barrer les portes qui sont sur le stationnement là. T'sais, ça se peut que tu passes la journée chez vous dans la maison, mais que ta porte patio en arrière est barrée là, pis c'est correct de même. Fait que t'sais, qu'on barre cette porte-là... Déjà, si tu as tout le corridor de l'intérieur à faire pour fuguer, ça se peut que ça te retienne, ça se peut qu'un intervenant t'accroche en route, dise " eille, qu'est-ce tu fais? As-tu pensé? Viens donc jaser avec moi". Juste ça, je pense que ça pourrait être un bon frein » (participant 7).

Un dernier participant propose une idée originale, un entre-deux entre le contrôle externe et le développement du contrôle interne.

« C'était des, euh, un centre de réadapt un peu fait comme Boscoville à l'époque. Exactement. Les pavillons, l'école, pis tout. Y avait rien de fermé, tout ouvert, comme Bosco, vraiment tout ouvert. Par contre, ce qui était fermé, c'était le terrain. Le terrain était fermé, t'sais. Aux limites du grand terrain, t'avais des, une immense clôture, mais tout l'intérieur, les pavillons, tout était ouvert. Alors les lieux étaient comme normalisants, sauf les clôtures au bout » (participant 5).

La surveillance et les mesures de contrôle : la mesure d'encadrement intensif

L'hébergement en unité d'encadrement intensif est une mesure très restrictive de liberté. Si les intervenants reconnaissent majoritairement que cette mesure est parfois nécessaire pour assurer la sécurité des jeunes, aux yeux de plusieurs, elle comporte également des limites importantes, qui peuvent contribuer à expliquer la fugue.

D'abord, l'encadrement intensif est associé davantage une mesure de sécurité, qui ne permet pas au jeune de réaliser des apprentissages et développer des mécanismes d'adaptation adéquats.

« Des fois c'est, oups, on est la protection de la jeunesse, faut la protéger. Fait que cette jeune-là, on la rentre, puis on la met en encadrement intensif. Puis, euh, ben est en sécurité, on est en sécurité, mais on ne travaille absolument rien » (participant 4).

Ensuite, l'écart entre le contrôle externe offert en encadrement intensif et celui présent dans les milieux ouverts est grand, trop pour certains. Près de la moitié des acteurs interrogés suggèrent qu'il faut revoir la transition d'un milieu à l'autre afin que celle-ci se fasse plus progressivement.

« Les jeunes partent de l'encadrement intensif et reviennent, exemple, en encadrement dynamique. Le "step" est quand même assez grand là. T'sais, tu pars d'une petite boîte où tout ce que tu as agi à l'extérieur tu peux pas l'agir à l'interne, là » (participant 1).

Une autre critique adressée à la mesure d'encadrement intensif, c'est qu'elle est temporaire. Y recourir implique de déplacer le jeune. Or, plusieurs interviewés mentionnent que le jeune fugue souvent rapidement à la suite de son retour dans le milieu ouvert. Pour assurer sa sécurité, il est alors replacé dans une unité d'encadrement intensif.

« [Il y a] de plus en plus des jeunes qui s'inscrivent dans un espère de pattern, euh, fugue - encadrement intensif - fugue - encadrement intensif - fugue - encadrement intensif, bon, à plusieurs reprises » (participant 12).

Ces multiples déplacements ont une incidence sur la création d'un lien significatif avec les intervenants. Quelques participants soulignent que les jeunes qui alternent entre le milieu ouvert, la fugue et l'encadrement intensif passent peu de temps dans leur unité d'origine. Ils créent souvent des liens plus significatifs avec les intervenants de l'encadrement intensif. Or, presque tous les interviewés mentionnent que ce lien de confiance est un facteur de protection à la fugue. S'il n'est pas développé le milieu ouvert, le risque de fugue est plus grand.

« Les jeunes qui ont été placés puis que, des fois, c'est un nouveau placement, ils n'ont pas eu le temps de se créer des liens avec les éducateurs de leur unité

d'appartenance parce que là ils fuguent. Puis parce que là, quand ils arrivent, on les met en encadrement intensif, pis là, ils sont là un petit bout. Fait que les liens, ils les ont avec les éducateurs d'encadrement intensif, pis ce n'est pas avec eux idéalement [que cela devrait se produire], ce n'est pas là, l'unité de réadaptation. En fait, là, c'est temporaire » (participant 3).

Enfin, rares sont les acteurs qui le mentionnent, mais pour certains la mesure d'encadrement intensive ne dissuade pas de fuguer et ne fait que retarder le retour des jeunes, ces derniers ne souhaitant pas y être hébergés.

« Mais sur le retour de fugue, ça a un impact, parce que beaucoup de jeunes que j'ai vus en encadrement intensif, quand ils revenaient dans un deuxième séjour en intensif, ils disaient "ben je ne suis pas revenu, parce que je savais que je serais [ensuite placé] en encadrement intensif" » (participant 6).

Aménagement et ressources physiques

Quelques participants soulignent qu'il importe que les milieux de vie soient chaleureux, moins institutionnels. L'unité de réadaptation est un milieu de vie substitut. Les jeunes y sont hébergés, car on considère qu'ils ne sont pas en sécurité dans leur milieu naturel. Or, ils doivent y développer un sentiment d'appartenance pour avoir envie d'y rester. Pour ces interviewés, l'aménagement actuel de plusieurs milieux ne le favorise pas.

« L'environnement physique est vraiment important en partant pour le jeune. T'sais, un endroit qui n'est pas chaleureux, où le jeune ne se sent pas chez eux, écoute, c'est sûr que le jeune ne voudra pas rester là. Il va mal..., il ne se sentira pas bien là. Quand j'étais à Montréal, j'étais à Rose-Virginie-Pelletier [...] C'est des petits bungalows. Ils ont tous leurs chambres. C'est un peu plus chaleureux, t'sais, c'est très bien décoré. Y a des jeunes qui me disaient " ah, je me sens plus chez moi, ici, que quand je vais chez ma mère la fin de semaine". Ils ont leurs choses, c'est personnalisé. Ici, on n'a pas tellement ça. Je pense que déjà en partant, ça ferait quelque chose d'intéressant [...] Idéalement, là, je ferais des endroits qui n'ont pas l'air d'être des cellules » (participant 15).

Ambiance

Rares sont les participants qui ont abordé directement l'ambiance des milieux de vie. Par contre, quelques-uns ont mentionné qu'eux-mêmes, durant leur adolescence, ne seraient pas restés dans un tel endroit.

« T'sais, il reste quand que tu as une vie de groupe, avec des gens que tu n'as pas choisis, t'sais [...] c'est gros là, mais c'est le même contexte qu'en carcéral, dans le sens que t'es coincé dans un endroit. Parce que t'es pas dans ta famille, c'est pas tes parents, c'est des éducateurs. C'est pas tes amis, t'sais, fait que toute la proximité avec [eux]. Je n'ai jamais été en centre jeunesse, je n'ai jamais eu de problématique de fugue, mais si j'avais couché dans un centre jeunesse peut-être que j'aurais eu le goût de partir » (Participant 9).

« Y a-t-il moyen de créer des milieux de vie intéressants, sécuritaires pour ces filles-là, le plus normalisant possible? Pas comme nous, avec l'espèce de programmation de portes fermées, puis et cetera là. Parce que les fugueuses ne sont pas nécessairement les pires, hein. On a des clientèles pires que les fugueuses. Puis on a des clientèles des fois tellement "poquées", tellement malades, qu'on partirait avec la fugueuse, comprends-tu? » (participant 5).

Les propos de ce participant réfèrent également à la composition des groupes, qui sera davantage abordée à la section 5.5.

5.3 Les facteurs organisationnels

Ce domaine s'intéresse aux caractéristiques de l'organisation qui sont associées à la fugue. La structure de l'organisation, la manière d'exercer le leadership par rapport aux enjeux soulevés par la fugue, l'éthique véhiculée par l'établissement face à la fugue, les valeurs, les normes, les politiques et les procédures, la réactivité aux conflits et l'adaptabilité aux changements sont autant de facteurs associés à ce domaine.

Les organisations, la gouvernance et l'adaptabilité au changement

Rare sont les participants qui le mentionnent, mais, en 2015, le Projet de loi n°10 (*Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales*) a changé de façon importante la gouvernance des centres jeunesse, qui ont été fusionnés avec les établissements offrant les services de santé et de services sociaux (notamment les hôpitaux). Cette fusion a mené à d'importants changements structurels et a réorganisé de façon importante le travail des intervenants. Ce contexte n'est pas, pour ces acteurs, favorable à l'implantation de pratiques probantes auprès des jeunes fugueurs.

« Pas toujours facile de pouvoir gérer le tout surtout dans une grosse organisation comme ça » (participant 2).

De plus, ces participants perçoivent que les particularités de l'intervention en protection de la jeunesse sont méconnues de la plupart des personnes assurant la gouvernance. Un participant discute de la gestion de la crise médiatique qui est survenue à l'hiver 2016 :

« Quand ça a commencé l'hiver passé, la nouvelle directrice du centre jeunesse ne s'était pas encore vraiment approprié son rôle. Puis elle ne connaissait même pas toute la structure, les différents encadrements. D'où le réflexe qui a été de dire "ben on barre les portes, ils ne sortiront plus". Fait que le premier défi, je pense, que ça été de sensibiliser la haute direction [...] et d'ajuster. Il y a des joueurs qui ont changé au niveau de la direction. Il y en a qui ne connaissaient pas ça. Fait que tout le monde était déjà dans l'appropriation des rôles. Fait que ç'a été un défi. » (participant 9).

Ce participant souligne également que, initialement, la direction s'attendait à ce que les moyens mis en place permettent d'empêcher *toutes* les fugues. Pour celui-ci, cette expectation traduit une mauvaise connaissance de la problématique et des enjeux associés. Cette observation rejoint aussi le facteur « éthique face à la violence » de l'approche PRISM, qui mesure entre autres le niveau de tolérance de l'organisation face à ce comportement. Dans la gestion du risque de fugue, il y a donc un écart entre la « tolérance zéro » imposée lors de la crise médiatique et la perception des intervenants quant à la possibilité et la nécessité d'empêcher toutes les absences non autorisées.

Les politiques et les procédures

Au moment des entretiens, il n'existait que peu, voire pas de procédures spécifiques à l'intervention en contexte de fugue. Les procédures administratives et cliniques étaient relativement les mêmes, peu importe la problématique du jeune. Quelques participants mentionnent qu'il faudrait pouvoir les adapter aux particularités des fugueurs.

« C'est sûr qu'on a des processus ancrés. [Alors], comment peut-on les adapter peut-être aux besoins des jeunes? » (participant 9).

D'un autre côté, plusieurs acteurs mentionnent que, de plus en plus, ils adaptent certaines procédures. Par exemple, des démarches policières ne sont plus entreprises aussi

systématiquement qu'avant lorsqu'un jeune quitte l'installation de manière non autorisée. Si ces participants appliquent les règles avec une certaine souplesse, cette attitude n'est pas clairement définie dans les politiques et procédures de l'organisation.

Au dire de quelques-uns, l'absence de lignes directrices balisant l'intervention mène à une gestion du risque variable, qui repose sur le jugement professionnel de chaque individu, son évaluation de la situation et son aisance à sortir du cadre habituel pour tenter de nouveaux moyens.

« Il y a des intervenants à géométrie variable beaucoup, hein. Il y en a qui sont plus sécurisés avec le fait qu'on a un jeune, on sait où est-ce qu'il est, on sait qu'il ne veut pas revenir, mais il donne des signes de vie, il rappelle à l'unité au jour ou aux deux jours, ou il appelle son intervenante sociale [...] Alors qu'on en a d'autres, qu'on n'a pas de nouvelles du tout, t'sais. Fait que c'est : comment mesurer ça ? Toujours avec le mandat de protection, c'est plus délicat [...]. Ça varie énormément d'un intervenant à l'autre » (participant 6).

« T'sais, il faut prendre en compte la gestion du risque aussi, fait que des fois ce n'est pas évident. Fait que ce n'est pas tous les acteurs dans un dossier qui sont à l'aise de 'porter' (sic) un niveau de risque » (participant 10).

Quelques autres participants abordent aussi la lourdeur des procédures administratives, qui viendraient amputer le temps accordé aux jeunes.

« Il faut faire des rapports, faut remplir PIJ, faut remplir, remplir, remplir. On n'a pas de temps avec nos jeunes [...] Comment peut-on avoir des activités puis que ce soit agréable ? Comment on va créer le lien [...] On a-tu besoin de colliger autant d'interventions ? [...] On est-tu obligé de colliger tant d'informations ? » (participant 4).

Le contexte légal

L'absence de lignes directrices et la rigidité de certaines procédures ne sont pas les seuls enjeux qui freinent la gestion du risque engendré par la fugue. Plusieurs participants y ajoutent des enjeux légaux. En effet, l'intervention en centre de réadaptation est régie par la LPJ qui prévoit que, dans le cadre d'un placement, le DPJ est responsable d'assurer la sécurité et la protection du jeune hébergé. Certains interviewés mentionnent que, lorsque les intervenants prennent un risque avec un jeune, ils craignent d'être tenus responsables si quelque chose de

malheureux arrive. La LPJ soulève donc un enjeu d'imputabilité, auquel certains intervenants s'adaptent mieux que d'autres.

« On a le mandat légal de protéger les jeunes. Fait que c'est difficile de s'en débarrasser puis d'accepter qu'on prenne un certain risque à laisser le jeune en fugue, sachant potentiellement où est-ce qu'il est ; ou ne sachant pas du tout où est-ce qu'il est » (participant 9).

« C'est toujours le principe de "OK, mais si jamais je prends une petite chance puis qu'il arrive quelque chose?" Eille, là, le centre jeunesse ou l'intervenant va se faire rentrer dedans. Le parent qui prend la chance puis qu'il arrive quelque chose [...] il prend le même type de décision. Mais [pour] un intervenant [...], le danger professionnel [est] de se faire pointer comme responsable [...] Fait que il y a beaucoup de protection, de surprotection (afin) de pas se faire accuser à cause du côté légal » (participant 5).

« Là les enfants disparaissent et ça crée plein de peurs [...] Cette pression-là est beaucoup plus forte que les objectifs sur ton plan d'intervention ou [...] que les forces que la jeune fille a et que t'aimerais travailler. Non, la peur fait en sorte que "faut la protéger, faut la protéger, faut la protéger". Tu te dis "on va la mettre en boîte ? Une belle boîte fermée, comme ça, jusqu'à 18 ans "» (participant 15).

Le leadership et la gestion des enjeux liés à la fugue

Certains participants souhaitent que la fugue devienne une priorité pour l'organisation.

« On se faisait questionner par le Ministère. Notre directeur général adjoint, qui était Mr [,,] et Mme [,,] notre directrice des services professionnels, ont "callé la shot" au comité de direction et dit "il faut en faire une priorité". Et c'est là qu'on a décidé de nommer un comité de coordination stratégique sur la fugue dont je fais partie. C'est ce comité qui permet, dans le fond, de regarder un peu toutes les options » (participant 11).

Néanmoins, quelques interviewés mentionnent que la problématique de fugue faisait partie des préoccupations bien avant que ne soient médiatisés des événements récents. Par exemple, dans une région administrative, un projet pilote a été déployé entre 2012 et 2015. Pour ces acteurs, l'intensité des moyens déployés à compter de 2016 ne découle pas tant d'un réel besoin que d'une réaction à la médiatisation des adolescentes victimes d'exploitation sexuelle.

« C'est comme la priorité est là, puis en fait [...] c'est une priorité parce que TVA était là » (participant 9).

Ce participant ajoute que l'urgence d'agir a mené à des décisions qui ne sont pas optimales.

« On a tellement été pressés dans le temps que, même pour le plan d'action, il n'y a pas eu tant de réflexions là. J'ai comme l'impression qu'on prend tout de front en même temps dans ce dossier, plutôt qu'un élément à la fois » (participant 9).

Quelques interviewés mentionnent que « *ce n'est pas tout* » d'affirmer que la fugue est une priorité pour l'organisation, encore faut-il mettre en place des conditions gagnantes pour soutenir l'implantation des changements. Or, il semble que cela soit un enjeu, notamment parce que plusieurs changements sont implantés simultanément, dans un contexte de transformations organisationnelles majeures. Cela soulève également la question de l'adaptabilité au changement, un autre facteur de risque de l'approche PRISM.

« Ben, je dirais qu'actuellement, c'est qu'il y a beaucoup de choses qui descendent sur le terrain. Beaucoup, beaucoup de choses » (participant 11).

De plus, quelques participants mentionnent que ces décisions et changements ne s'actualisent pas forcément dans toutes les équipes. Par exemple, si le secteur de la réadaptation est partie prenante de l'ensemble des projets visant la prévention de la fugue, les intervenants psychosociaux ne sont pas informés ni impliqués dans les changements apportés.

« On pense qu'on en fait beaucoup au niveau fugue, mais sur le terrain, finalement, on reste au même point » (participant 11).

« On essaye de faire différemment, mais on ne pousse pas plus loin, en tous cas en territoires. Je parle pour mon équipe [...] On n'est pas interpellés par l'établissement pour réfléchir sur ce sujet-là. On l'a fait, mais ça fait un bout de temps [...] Fait que, t'sais, je pense qu'à l'externe, on est comme moins interpellés, les intervenants sociaux, pour participer à ces réflexions » (participant 13).

Un participant mentionne que les conditions ne sont pas réunies pour favoriser l'implantation d'innovations dans les équipes.

« On a des fois des conditions qui ne le permettent pas. Je donne un exemple. Tout le monde est d'accord de dire "pendant la fugue, c'est le fun d'aller s'asseoir avec le parent pour en jaser". Parce que, des fois, le parent est désespéré, euh, il fait des recherches et il est inquiet. Tout le monde est d'accord. [...] Mais il y en a qui me disent "..., j'irais, mais c'est parce qu'on est deux sur le plancher et ils ne

veulent pas faire rentrer quelqu'un d'autre". Fait que, il y a aussi les conditions » (participant 11).

Un autre souligne l'importance que le gestionnaire soutienne la recherche de solutions et insiste sur l'importance du changement de pratique pour que les intervenants y adhèrent.

« Le chef va avoir, euh, ses supervisions avec ses intervenants. [...] pour chaque jeune qui a un risque de fugue, ou qui fugue [il serait important] de questionner, de regarder ce qui en est par rapport à ce jeune » (participant 11).

En résumé, la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau a ébranlé la structure de gestion dans les centres jeunesse. Parallèlement, la crise médiatique de 2016 et les directives ministérielles qui en ont découlé ont obligé les organisations à réagir rapidement et à mettre en place des mesures pour diminuer la fugue. Toutefois, selon certains participants, ces changements s'implantent trop rapidement et dans un contexte peu favorable, ce qui a un impact sur la capacité des milieux à s'y adapter. Sur le terrain, il semble que ces changements sont peu visibles et que les conditions nécessaires à l'implantation d'innovations ne sont pas mises en place. Ainsi, deux participants disent craindre que les changements ne soient pas durables et ne mènent pas aux effets escomptés.

5.4 Les caractéristiques du personnel

Ce quatrième domaine s'intéresse aux professionnels qui travaillent directement auprès des jeunes fugueurs. Cela concerne par exemple, la taille et la composition des équipes, le moral des intervenants, leurs approches et styles d'intervention. L'approche PRISM considère également le rôle des procédures de recrutement et de la formation des professionnels, mais ces deux facteurs n'ont pas été abordés par les participants.

La taille et la composition des équipes

Quelques participants mentionnent qu'il n'y a pas d'assez intervenants lors d'un quart de travail pour intervenir auprès des fugueurs comme il le faudrait.

« On demande à un éducateur : "utilise ton jugement clinique". Puis c'est comme [s'il répondait] "je n'ai pas le temps de faire ça. C'est trop demander, mon jugement clinique t'sais, moi j'ai un plancher à gérer" » (participant 9).

En fait, presque la totalité des interviewés dit manquer de temps pour bien intervenir. S'ils n'associent pas directement le manque de temps disponible au manque de personnel, ils s'entendent pour dire que les intervenants devraient être plus nombreux sur le plancher pour accompagner les jeunes.

D'autres participants n'abordent pas tant le nombre insuffisant d'intervenants que l'instabilité des équipes de travail, les mouvements du personnel ou les changements de gestionnaire.

« C'est des facteurs qui, je pense, n'appartiennent pas aux jeunes à ce moment-là, mais qui appartiennent à l'unité, puis à l'établissement. Puis ça arrive malheureusement là où on a des équipes qui sont plus fragiles. On le voit [...], on les connaît les unités qui sont un petit peu plus fragiles, qui sont plus instables » (participant 3).

Rares sont les acteurs qui le mentionnent, mais il semble que la réorganisation du réseau vécue en 2015 a également une influence sur les équipes de travail, qui doivent s'adapter à de nouvelles façons de faire et composer avec moins de ressources humaines et financières.

« On surcharge les éducateurs, on surcharge les TS, on surcharge tout le monde » (participant 9).

L'instabilité des équipes, le nombre insuffisant d'intervenants sur un quart de travail et l'impact des changements organisationnels sur les ressources humaines semblent avoir également une influence sur le moral au travail.

Le moral au travail : le sentiment d'impuissance

Outre les éléments abordés au point précédent, le sentiment d'impuissance est un facteur abordé par la presque totalité des participants. L'absence fréquente des jeunes malgré les multiples moyens tentés soulève un sentiment d'échec, d'incompétence et l'impression, chez les intervenants, de ne plus savoir quoi faire.

« C'est l'impuissance que les équipes peuvent ressentir de mettre beaucoup de choses en place puis [de constater] que la jeune va fuguer quand même » (participant 1).

« À l'usage, ma perception, c'est que les gens sont découragés, t'sais. Ils se sentent impuissants. Ils se sentent, euh, à la limite incompetents aussi, parce que [...] chaque fois, lui, qu'on arrive pour toucher à quelque chose qui semble pouvoir être gagnant, pouf, t'sais, il part » (participant 12).

« Les intervenants se sentent responsables d'un jeune qui part. Puis, ils ne savent pas où est-ce qu'il est. Puis, on doit aviser les parents qu'on ne sait pas où est-ce qu'est le jeune. Puis qu'il n'a pas donné signe de vie [...] Ce n'est pas un échec, mais quelque part c'est un échec dans l'intervention. Parce que pendant que le jeune n'est pas là, ben on ne peut pas travailler avec lui. Donc on n'a pas d'autre choix que d'attendre qu'il revienne » (participant 6).

« Ils ne savent pas trop quoi mettre en place pour protéger le jeune » (participant 14).

Le sentiment d'impuissance pourrait lui-même faire l'objet d'une étude pour comprendre comment les facteurs situationnels contribuent à son émergence. En effet, les participants l'expliquent en se référant à d'autres facteurs présentés dans ce chapitre.

« Quand les intervenants nomment un sentiment d'impuissance, mon impression [...], c'est que ce n'est pas les jeunes qui leur font vivre ça » (participant 8).

Par exemple, quelques participants soulèvent que les contraintes légales entourant le recours aux mesures restrictives de liberté privent les intervenants de moyens efficaces. Les intervenants se sentent alors impuissants face au fait qu'ils doivent laisser des jeunes partir, malgré le mandat de protection qui leur est confié.

« On est tellement dans l'impuissance. On est tellement pris dans un problème où on a l'impression qu'on a peu d'emprise. Parce que la loi nous restreint quand même dans ce qu'on peut faire là. On ne peut plus barrer les portes comme on veut [...] L'accès à l'encadrement intensif est quand même assez difficile » (participant 10).

« C'est l'espèce de sentiment qu'on n'arrive pas à remplir notre mandat de protection [...]. De (se) dire : le jeune est placé, des fois pour des troubles de comportement et entre autres la fugue, puis malgré ça il faut le laisser partir. Le jeune part devant nous, on ne peut pas l'arrêter. Des fois on le sait qu'il va se mettre à risque, mais pas suffisamment au sens de la loi pour pouvoir l'arrêter »

physiquement. Ça fait beaucoup réagir [...] C'est comme un non-sens de dire "il a été placé pour ça, puis il fugue de nos services". C'est comme si on venait "cautionner" » (participant 10).

Selon certains interviewés, le sentiment d'impuissance mène à un découragement et freine la capacité des intervenants à préserver une alliance thérapeutique avec le jeune fugueur.

« C'est plus l'émotif, des fois, qui rentre en ligne de compte. Fait que le jeune [...] il m'avait promis d'être là, on devait faire telle affaire [...] puis, j'essayais de le tenir pour ne pas qu'il fugue, puis "estic, il me glisse entre les pattes". Ben quand il revient, je reste sur cette émotion-là [...] Quand le jeune revient, je sais qu'il ne faut pas je le démontre, mais c'est sûr que ça va paraître. [...] La place qu'on donne à ce que les intervenants vivent, je pense que ça joue aussi beaucoup » (participant 11).

Ce participant, ainsi que d'autres, souligne également l'importance d'une structure de gestion qui soutient les intervenants face à ce sentiment d'impuissance.

« Quand ils fuguent, c'est les intervenants qui sont en colère après le jeune. "Elle avait tout. Elle avait ses sorties. Elle avait un travail. Elle allait à l'école, tout. Pourquoi elle fugue?" [...] Fait que dans le transfert, euh, contre-transfert, quand la jeune revient, on est en colère. On lui donne une conséquence au lieu de l'accompagner [...] Donc, dans le soutien [il faut voir] comment les chefs de service peuvent ouvrir ça et nommer les choses » (participant 4).

Enfin, quelques participants mentionnent que le sentiment d'impuissance est spécifique à la problématique de fugue dans la mesure où les moyens qui fonctionnent habituellement avec les jeunes ne sont d'aucune utilité avec ceux qui partent.

« Parce que, comparativement à d'autres [comportements], ils n'ont pas l'impression d'avoir tant d'emprise que ça [...] Effectivement, les éducateurs, j'ai l'impression qu'ils ont beaucoup moins l'impression d'avoir une prise là-dessus, puis d'avoir un impact sur les jeunes » (participant 5).

Les approches et styles d'intervention

La majorité des participants soulignent que les équipes changent progressivement leurs pratiques auprès des fugueurs. Notamment, les approches sont de plus en plus centrées sur l'accompagnement plutôt que sur la répression. Par exemple, au retour de fugue, les intervenants reconnaissent majoritairement la nécessité d'une approche centrée sur l'accueil,

la bienveillance, la réponse aux besoins immédiats, l'établissement ou rétablissement d'une alliance et la recherche du sens derrière les actes. Malgré cela, l'implantation des changements est inégale dans les équipes.

« Je pense que les pratiques sont très, très différentes d'un service, d'une personne à l'autre [...] Puis je pense qu'il y a des "clashes" entre certains éducateurs, même certaines équipes (participant 14).

De plus, la plupart des interviewés soulignent que certains automatismes sont encore très présents dans les milieux. Ils donnent en exemple les réflexions écrites attendues du jeune au retour de fugue. Malgré les nombreuses tentatives pour changer les pratiques, quelques-unes sont ainsi difficiles à éliminer.

« C'est sûr qu'il y a encore des automatismes [...] Hum, mettons, qu'il faut sanctionner la fugue, il faut qu'il y ait des conséquences. [...] Il a une ouverture, mais les équipes ont besoin d'être supportées. Parce que ce n'est vraiment pas dans les façons de faire. Fait qu'il y a vraiment une mentalité à changer (participant 10).

« Le centre jeunesse est en période de réflexion et d'amélioration de la pratique. T'sais, on est moins dans la répression qu'on a pu l'être y a plusieurs années » (participant 13).

Enfin, quelques participants mentionnent que, malgré une apparente adhésion au changement, certains intervenants ne l'actualisent pas.

« Il y en a beaucoup qui disent "oui, oui, oui", puis quand je regarde dans les équipes, que je questionne les intervenants, ils ne le font pas du tout [...] Puis la notion de travail avec le groupe, on dirait que tout le monde est d'accord, tout le monde trouve que ça a du sens. Mais je serais curieux de savoir qui le fait vraiment. Parce que, moi, ce que je vois, c'est que ça ne se fait pas » (participant 11).

La réceptivité au changement

Les écarts entre les nouvelles politiques et l'implantation effective de pratiques différentes peuvent traduire la résistance de certains intervenants au changement. Dans l'approche PRISM, cet élément est abordé dans les facteurs organisationnels et considère la capacité de l'organisation à s'adapter aux changements. Ici, les participants soulignent que la capacité des

équipes à s'adapter à ces changements est aussi un facteur important à considérer. Les participants soulignent différents éléments pouvant influencer la réceptivité au changement.

D'abord, en termes d'évolution de l'intervention auprès des fugueurs, des écarts sont constatés entre les équipes.

« Ils se rendent compte que ce qui était accepté puis ce qu'ils faisaient dans une autre unité, ben, ici ce n'est vraiment pas accepté par les autres éducateurs » (participant 10).

Ce manque d'uniformité au niveau des pratiques traduit aussi parfois l'absence de politique, procédure, programme ou ligne directrice claire, tel qu'élaboré précédemment.

De plus, au-delà du moral des intervenants, des approches mises de l'avant et de la stabilité du personnel, les besoins des équipes varient.

« ... en fonction des besoins des équipes. Parce que chaque équipe n'est pas au même niveau. Par exemple, le sens de la fugue, il y a des équipes qui sont capables de se questionner là-dessus, d'accepter qu'un jeune revienne de fugue puis qu'on l'accueille et lui dise "on est content de te voir" [...] Il a d'autres équipes qui attendent quasiment le jeune avec un bat de baseball. Ben j'exagère là [...], mais je veux dire, symboliquement (participant 11).

Dans certains cas, avant tout autre chose, il faut travailler le climat d'équipe, soutient un participant.

« Il y a comme quelque chose là au niveau [...] des climats qui, de mon point de vue, devrait être travaillé un peu plus là » (participant 8).

Ces observations soulèvent l'idée qu'il n'est pas possible d'implanter les pratiques de la même façon dans toutes les équipes. En effet, en fonction de facteurs qui les caractérisent, certaines équipes ont plus de résistances ou de difficultés à intégrer le changement souhaité.

La collaboration entre les partenaires internes

La collaboration et la communication entre les partenaires internes sont un enjeu soulevé par la totalité des interviewés. Il faut donc l'examiner même si ce facteur n'est pas abordé dans l'approche PRISM. Il est principalement question de la concertation entre les milieux de réadaptation et l'intervenant psychosocial, responsable du suivi du jeune. Au dire des participants, s'il est parfois complexe de s'entendre sur les besoins de l'enfant et des services à offrir, il est tout aussi difficile de simplement trouver le temps d'échanger entre partenaires.

« Mais, avec ces partenaires, des fois on n'a pas tous la même perception » (participant 1).

« Les TS (travailleurs sociaux) ne sont pas assez disponibles à mon goût [...] Mais t'sais, ils ont des "caseload" à n'en plus finir. [...] Je pense qu'on est à l'étape où il faut trouver une façon que ça fonctionne avec le personnel qu'on a, avec le budget qu'on a, pour qu'ils prennent du temps pour aller s'asseoir avec leurs jeunes. T'sais, [...] j'ai l'impression que le TS "parke" son jeune en CR (centre de réadaptation) et un coup qu'il est "parké", [on juge] qu'il y a quelqu'un qui s'en occupe » (participant 3).

Aussi, rares sont les participants qui en font part, mais il semble que les mécanismes de communication ne soient pas bien établis.

« La communication entre les TS puis les éducateurs n'est pas super bien établie [...] Les voies de communication ne sont pas très bien établies [...] Fait que t'sais, tout se fait tellement en parallèle » (participant 3).

« Ça pourrait être bonifié pour justement obtenir des informations plus rapidement. Le jeune a fugué avec qui ? Dans quel contexte ? Qu'est-ce qu'on a su ? Pour favoriser la fluidité de la transmission des informations » (participant 13).

Autres facteurs associés aux équipes de travail

L'approche PRISM prévoit deux autres facteurs associés au changement, soit la formation des intervenants et leurs compétences ainsi que les procédures de recrutement. Ces deux éléments n'ont pas été abordés par les participants lors des entretiens. Ce résultat en soi est intéressant. En fait, il peut indiquer que les acteurs clés rencontrés ne perçoivent pas ces facteurs comme ayant un impact sur le travail auprès des fugueurs. Ce

ne serait donc pas l'intervenant lui-même qui peut être un facteur, mais plutôt le contexte dans lequel il est placé pour intervenir auprès des fugueurs. Cette hypothèse devra être approfondie.

5.5 La gestion de cas

Le cinquième et dernier domaine de risques situationnels, prévu par l'approche PRISM, s'intéresse à la prise en charge proprement dite. L'évaluation des dossiers, les programmes offerts, la composition des groupes et les expériences de groupe assurant une qualité de vie sont les facteurs à considérer dans ce domaine.

Évaluation du risque et l'adéquation entre les besoins et l'intervention

Peu de participants abordent clairement le sujet de l'évaluation du risque. Ceux qui le font parlent à la fois du risque de fugue et des situations de danger lorsque le jeune a quitté l'installation.

« Premièrement, il faut faire la détection de qui fugue, qui ne fugue pas »
(participant 2).

« Puis, il y a tous les enjeux d'évaluation du risque de fugue. Il y a [aussi] tous les enjeux d'évaluation du risque, une fois en fugue. » (participant 15)

Néanmoins, la plupart des participants soulèvent la nécessité de mieux travailler en amont, soit avant que ne survienne la fugue. Presque tous soulignent également l'importance d'avoir une compréhension fine et individualisée du jeune, de ses facteurs de risque et de protection, afin de mieux planifier l'intervention.

« Fait que on l'individualise [d'une manière] propre à chacun, selon tout ce que nous avons évalué en termes de facteurs de risque, en termes de facteurs de protection, de tout l'écosystème [...] C'est tout ça qui est à regarder puis à mettre en place » (participant 1).

« Réduire le risque de fugue, écoute, c'est un travail un peu plus à long terme. Il faut aller voir un peu plus en profondeur les sources, le "pourquoi" est-ce que le jeune fugue » (participant 14).

Toutefois, la majorité de ces participants traitent peu de la prévention de la première fugue, étant préoccupés davantage par la réduction de la récurrence. En ce sens, certains participants abordent le retour de fugue comme un moment pour prévenir la prochaine. Ils soulèvent l'importance de faire un retour sur la situation, de comprendre ce qui s'est produit et d'ajuster l'intervention en conséquence. Autrement dit, il s'agit d'une évaluation du jeune et des facteurs pouvant mener à la récurrence de la fugue.

« C'est vraiment les mêmes outils : mieux comprendre à quel besoin ça répondait, qu'est-ce qu'il est allé faire, puis qu'est-ce qu'il pense de son expérience ? De là, on peut réamorcer notre intervention, revoir comment on peut l'accompagner dans les prochaines semaines et selon sa fragilité » (participant 2).

Dans un même ordre d'idées, la totalité des participants pense que comprendre le sens individuel que revêt la fugue pour chaque jeune est nécessaire à la mise en place d'interventions efficaces.

« Il y a tellement de facteurs pour lesquels ils fuguent. Ça dépend du jeune » (participant 2).

« Il faut y aller au cas par cas. Essayer de comprendre les besoins auxquels ça répond. Contextualiser la fugue aussi. [...] Qu'est-ce qui a pu faire qu'elle n'a pas fugué. Se questionner. Ne pas prendre ça tout en bloc puis dire : " tu fugues, c'est comme passer sur un feu rouge, t'as tant de point de démerite". Puis, euh [il s'ensuit] "une amende de tant, pour tout le monde" » (participant 5).

Il faudrait aussi entamer cette réflexion après chaque fugue soulignent quelques rares participants.

« Dépendamment des jeunes, les raisons sont différentes. Dépendamment des contextes [aussi]. Le même jeune, sa deuxième fugue peut 'avoir' (sic) un contexte différent. Ce n'est peut-être même pas le même besoin auquel il va répondre à sa deuxième fugue que sa première. Fait qu'il n'y a pas de réponse unique (participant 5).

Certains interviewés mentionnent d'un autre côté que ces pratiques d'évaluation du risque de fugue ou de récurrence ne sont pas intégrées par tous leurs collègues.

« Il y a encore un bout de chemin à faire à ce niveau-là [...] d'essayer de comprendre » (participant 3).

Enfin, rares sont les participants qui en font mention, mais l'évaluation ne doit pas porter que sur les caractéristiques du jeune, mais également sur celles de l'intervention mise de l'avant jusque-là.

« C'est une réflexion portant sur : "pourquoi il a fugué ? Qu'est-ce qui est arrivé pour qu'il fugue ?" Je ne pense pas que, présentement, on fasse vraiment de retour sur une intervention." Quelle aurait été l'intervention qui aurait fait que finalement tu ne serais pas partie?" Ou "qu'est-ce qu'on peut mettre en place pour la prochaine fois?" » (participant 9).

Les programmes

Lors des entretiens, les participants ont abordé différents programmes ou approches à privilégier, par exemple la réduction des méfaits, l'approche cognitive-comportementale ou l'approche psychoéducative. Déjà connues et implantées dans les milieux, elles ne sont toutefois pas spécifiques à la fugue. Au moment des entretiens, plusieurs projets étaient en cours afin d'implanter diverses procédures et pratiques d'interventions auprès des fugueurs. Leur efficacité n'avait toutefois pas été évaluée.

Néanmoins, les participants ont abordé différentes composantes qui sont pour eux centrales dans l'intervention des jeunes présentant une problématique de fugue et ce, peu importe les programmes d'intervention. Outre la nécessité d'individualiser l'intervention, qui a été discutée précédemment, le concept central d'alliance thérapeutique a été abordé dans l'ensemble des entretiens. Les participants ont souligné son importance auprès des jeunes, mais également auprès des parents.

« L'alliance avec les parents est tellement importante pour réduire le risque de fugue. Si on a un parent avec lequel on travaille, qu'on a une bonne entente, qu'on voit les choses ensemble, que tout le monde a des rôles bien déterminés puis qu'on va dans le même sens, je trouve que pour un jeune c'est rassurant » (participant 2).

L'absence de relation significative entre le jeune et l'intervenant est présentée comme un facteur de risque alors que, dans le sens inverse, plusieurs participants distinguent les non-fugueurs des fugueurs par la présence d'un lien de confiance.

« Si on n'arrive pas à créer un lien significatif avec le jeune ou minimalement une petite alliance, c'est plus difficile » (participant 9).

« On a de la relation à mettre en place [...] on a un lien à créer auprès de ces enfants-là avant d'aller vers des moyens plus extrêmes » (participant 2).

« Le lien de confiance [...] qui peut se 'passer' (sic) entre un jeune puis l'unité en soi ou entre un jeune et son éducateur d'accompagnement. Puis quand il voit qu'on travaille beaucoup avec les parents aussi [...] Qu'il y a un filet de sécurité qu'on a établi à la maison avec les parents, que les parents viennent ici, qu'on se déplace nous aussi avec le psychosocial, avec l'école, quand il voit qu'on est tous dans le même bateau » (participant 1).

Cependant, certains facteurs abordés précédemment entravent la capacité à créer ce lien, comme le manque de temps, l'absence des jeunes et le sentiment d'impuissance.

« Favoriser le lien, c'est sûr, c'est un défi en soi parce qu'on est tous surchargés » (participant 2).

Au dire de plusieurs interviewés, il importe pourtant d'impliquer les jeunes et leur famille dans la réflexion sur le sens de la fugue autant que dans la recherche de solutions.

« Comprendre un peu plus "OK, pourquoi tu fugues ? Qu'est-ce que t'as fait ? À quoi ça a répondu comme besoin ? Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour éviter que ça se reproduise ?" On essaye de réfléchir entre intervenants, mais on essaye [aussi] de réfléchir avec le jeune puis avec les parents. T'sais : "qu'est-ce qui serait mieux pour votre enfant comme mesure de protection ?" (participant 13.)

Quelques participants soulignent également la nécessité d'accompagner le jeune fugueur dans sa prise de risque, de lui redonner du contrôle sur sa situation, de lui faire vivre des expériences positives et de répondre à certains besoins auxquels il cherche réponse dans la fugue.

« Une façon de redonner le contrôle, de permettre au jeune d'être accompagné dans son développement, de vivre des expériences comme un adolescent. Il existe peu de moyens pour empêcher la fugue, il faut donc trouver une façon d'offrir des programmes qui répondent aux mêmes besoins » (participant 14).

« Il y en a qui ont moins besoin de sortir, qui ont moins besoin d'être à l'extérieur, mais on est quand même très sensible au niveau des permissions et des sorties autonomes. [On tente] de leur permettre d'avoir un semblant de vie normale, même s'ils sont [...] dans un milieu qui n'est pas normal [...] On essaye le plus possible [...] de permettre des ouvertures vers l'extérieur pour éviter qu'y se sentent enfermés » (participant 13).

« Est-ce qu'on est capable de leur donner des situations d'exploration [...], sans que ce soit aussi extrême que ce qu'ils font quand ils se sauvent ? [...] Quand ils partiront à 18 ans, c'est-tu là qu'ils vont se planter, puis qu'ils vont faire des expériences et vont se mettre en danger ? Comment on fait pour ne pas brimer le développement normal ? [...] Comment garder un cadre externe tout en leur donnant l'opportunité de faire des expériences dans lesquelles ils se "plantent" puis on les recadre ? Dans lesquelles ils bâtissent tranquillement leur cadre interne, [ce qui fait] que, la fois d'après, ils savent [mieux] comment évaluer [les opportunités] ? » (participant 8).

La composition des groupes

Le thème de la composition des groupes ne fait pas consensus parmi les participants. Certains croient que des unités de réadaptation spécifiques à la fugue devraient être créées, tandis que d'autres estiment que l'interaction entre les jeunes impose plutôt de regrouper le moins possible les fugueurs.

Pour quelques interviewés, la clientèle hébergée en centre de réadaptation est de plus en plus lourde, notamment parce qu'elle présente des problématiques de santé mentale. Cela crée dans les milieux de vie de nombreuses situations de crise qui mobilisent l'attention des intervenants. Aux yeux de ces participants, comme les jeunes fugueurs ne correspondent pas à ce profil, les héberger avec une clientèle multiproblématique contribue à leur désir de quitter.

« Nos fugueuses (...) souvent ont des habiletés. C'est des petites filles intelligentes. Je me dis, si ces petites filles-là étaient dans un lieu, ensemble, [...] peut-être qu'elles se sentiraient plus respectées, peut-être qu'elles sentiraient que les services s'adressent à elles [...] Mais quand je les mets à côté d'une fille ayant un problème de santé mentale [...], [elles répondent] "tu vas me dire que je vais passer trois ans avec elle ? C'est parce que je n'ai pas envie moi" Puis, je les comprends [...] Il y a un questionnement à 'faire' (sic): "est-ce que les fugueuses ne devraient pas être ensemble ?" » (participant 5).

« Les jeunes avec de gros problèmes de santé mentale, qui sont vulnérables, qui pètent des coches tout le temps, elles demandent toujours notre proximité. On est toujours en train d'intervenir pour les sécuriser. Pendant ce temps-là, on l'oublie la fugueuse. Parce qu'elles fonctionnent bien quand elles sont avec nous. Ça fait que ce sont les oubliées [...]. En comité, on se le disait souvent "elle, on n'a pas le temps de lui parler, on a pas le temps de faire des activités. Elle va sortir d'ici quelques jours, elle va fuguer"» (participant 7).

D'autres participants soulignent que le fait de rendre les groupes plus homogènes permet d'avoir une approche plus adaptée et spécifique aux besoins des jeunes fugueurs.

« C'est sûr, la formation des groupes, selon moi [est une partie de la solution]. Mais, je ne suis pas là pour critiquer l'organisation, nullement. Parce que, t'sais, rendre les groupes plus homogènes, c'est un défi qui a toujours été là» (participant 2).

« Sans dire "on les met tous dans la même cour", [il serait bien] d'avoir des gens qui sont formés, qui ont une approche différente avec une programmation différente. Parce que souvent les jeunes vont réagir au fait de: "à neuf heures et demie, tu manges ; à dix heures, tu t'en vas à l'école". [Il faudrait] qu'ils puissent avoir un certain contrôle. "Qu'est-ce que toi, tu veux faire dans ta journée ?" T'sais [...], les aider différemment plutôt que de toujours dicter la conduite à 'faire' ou à ne pas 'faire' (sic) » (participant 15).

« Est-ce qu'on n'a pas avantage, t'sais, à développer une ressource ou une place d'hébergement qui va être plus adaptée aux jeunes qui ont ces profils-là ? » (participant 13).

De plus, pour de rares participants, regrouper les fugueurs permet de mettre en place des stratégies de prévention via l'intervention des pairs.

« Des fois, le message passe mieux d'un jeune à un jeune [...] que d'un adulte qui dicte comment faire les choses [...] Quand la jeune revient, ça se peut qu'une jeune dise "eille, tu nous as inquiétées là, ce n'est pas le fun que tu fugues". Ou "quand t'es en fugue, il y a plein de [coups de] téléphone, plein de choses qui se passent". Donc [elles peuvent se] dire "ben là, si je suis en fugue, c'est beaucoup de travail, c'est beaucoup de recherches". Et ça suscite une remise en question parfois » (participant 1).

« Les jeunes qui sont présents réalisent qu'on se soucie de celui qui est parti. [...] Ils vont réaliser que " OK, quand moi je vais partir, ou si je pars, les intervenants vont faire ça aussi, puis [...] mes pairs vont dire des choses [...] qui vont révéler leur inquiétude », [...] Que les jeunes aient vraiment l'impression, les jeunes qui

restent, que les intervenants se soucient de celui qui est parti. C'est quelque chose qui fait que la confiance grandit, le lien devient plus significatif [...] Les jeunes réalisent de plus en plus [...] que si on fait ça, ce n'est pas parce qu'on veut faire une enquête, puis appeler la police. S'il le faut, on va le faire. Mais la raison pour laquelle on le fait, c'est pour prendre soin, t'sais » (participant 12).

D'un autre côté, certains participants s'inquiètent de l'effet iatrogène d'éventuels groupes homogènes. Pour eux, le risque de contamination est grand entre les fugueurs.

« Y a tout un effet d'entraînement aussi qui se produit, je pense, quand on met tout un bassin de fugueurs ensemble [...] On peut avoir quatre, cinq fugues dans une journée, puis ce n'est pas très étonnant. Fait que je me dis "est-ce qu'il vaut mieux les disperser de façon différente ?" » (participant 10).

« Dès leur arrivée [...], il y a une culture qui vient leur dire : "eille, tu peux partir si t'es pas content". [...] Un jeune qui arrive ici, il le voit. Dans une unité, il regarde le tableau : il y a 12 noms et sur les 12, il y en a juste sept qui sont là. Puis sur les cinq qui ne sont pas là, il y en a deux [pour qui] c'est écrit "encadrement intensif". Puis il y en a trois [pour qui] c'est écrit "fugue". Tu comprends rapidement que presque la moitié des pairs qui sont là s'inscrivent dans des patterns de fugue. Fait qu'à la première frustration, je fais quoi, moi ? Je fugue là. Ça a l'air "hot" de fuguer » (participant 12).

Expérience impliquant une qualité de vie

La clientèle de plus en plus lourde est un élément qui a, pour quelques rares participants, un impact sur la qualité de vie des milieux. Par exemple, certains jeunes font fréquemment des crises, ce qui expose le fugueur à une certaine violence verbale et physique.

«Puis, elle va passer trois ans avec une fille qui va crier du jour au soir à côté d'elle, qui va piquer des crises, qui va baver en mangeant» (participant 5).

Quelques interviewés soulignent aussi que la programmation des milieux n'est pas très intéressante pour les jeunes. Pour eux, le défi consiste à offrir aux fugueurs un milieu de vie qui offre aussi des activités agréables. Cela dit, rivaliser avec le plaisir que le jeune retrouve à l'extérieur est complexe.

« C'est sûr qu'il y a tout [un travail à faire] au niveau de la programmation [afin] d'avoir des choses qui intéressent les jeunes. Des fois, faire un sport huit fois par

semaine [...] ben, ce n'est pas si intéressant que ça pour certains jeunes. C'est facile pour l'éducateur : " je fais un sport, puis ils vont s'arranger". [...] Des fois, il y a des choses qu'on peut mettre en place et qui vont un peu plus répondre à leurs besoins (participant 15).

« Clairement, il faut continuer à investir le milieu pour qu'y soit attractif. Proposer des activités autant festives que d'introspection, que de réadaptation, que de réflexion, que de dépense énergétique, que de développement de compétences artistiques. T'sais, avoir une panoplie de ça » (participant 7).

5.6 Un 6e domaine : l'environnement externe

Le discours des participants lors des entretiens révèle un sixième domaine facteurs de risque qui n'est pas considéré dans l'approche PRISM originale, soit les caractéristiques du milieu extérieur. En effet, les différentes installations sont établies dans une région ou une ville à ses particularités. Comme les jeunes y ont un grand accès, ces caractéristiques doivent être considérées dans l'analyse des facteurs situationnels.

Ce sixième domaine regroupe trois types de facteurs de risque, soit la localisation géographique, les ressources disponibles dans la communauté et les partenaires externes.

La localisation géographique

Quelques participants soulignent que la localisation géographique est un enjeu lorsque vient le temps de comprendre la fugue. En effet, le fait qu'un centre de réadaptation soit situé dans un milieu urbain augmente le risque de fugue. Un participant dira à la blague qu'il n'y a pas de fugue dans la région du Nord-du-Québec parce que « *s'il se sauve, il court sur la banquise deux jours et on le voit encore* » (participant 15). Pour ce participant, l'accessibilité au transport en commun, aux ressources communautaires, la facilité de se cacher et l'anonymat des milieux urbains sont des facteurs propres qui facilitent la fugue. A contrario, un participant mentionne qu'il n'est pas facile de fuguer quand le centre de réadaptation est situé dans une forêt (faisant ainsi référence à une installation située dans le Nord-du-Québec).

Il ne s'agit pas ici d'un facteur situationnel sur lequel il est possible d'avoir du contrôle. Par contre, il apparaît important de le considérer dans une compréhension de la problématique.

Les ressources disponibles dans la communauté

Dans certains milieux, il semble que l'accessibilité à des ressources d'aide (tels que des services de psychologie ou de pédopsychiatrie) soit difficile. Or, des jeunes en auraient besoin pour stabiliser ou améliorer leur situation.

«Il y a des jeunes ici [...], qui vivent des choses difficiles. [...] On avait des psychologues, là [...] l'équipe a été un peu dissoute puis mélangée avec d'autre monde. Fait que c'est dur [...]. Je dirais qu'en général, il y a des jeunes qui veulent avoir des services, puis qui n'y ont pas accès. [...] Il y a des choses pour lesquelles on peut aider ici, à l'interne en réadaptation. Mais y a aussi des choses [...] que le jeune ne veut pas travailler ici nécessairement, ou ne peut pas» (participant 14).

Les partenaires externes

La presque totalité des interviewés souligne l'importance de nouer des liens avec des partenaires externes, en faisant référence surtout aux policiers et aux organismes communautaires. Travailler en concertation avec le milieu extérieur paraît important, car les jeunes s'y retrouvent lorsqu'ils sont en fugue.

« Avoir un filet de sécurité pour ces jeunes-là à l'extérieur, ça je trouve que ç'a été vraiment gagnant » (participant 7).

« C'est beau aussi d'avoir tout le monde qui est réseauté. On est capable de se parler puis d'intervenir assez rapidement là » (participant 4)

« C'est important aussi de ne plus s'auto suffire comme établissement [...] de travailler avec les partenaires du communautaire » (participant 8)

«On essaie de mettre en place, justement avec nos protocoles, des collaborations avec des partenaires [...] On est vraiment dans le début de ça» (participant 14).

« Ne pas se lancer la balle entre centres jeunesse et policiers. [...] Il faut y arriver tous avec les moyens qu'on a. [...] Il faut avoir une bonne collaboration avec les forces policières pour qu'il y ait de la pression pour les adultes qui recrutent. [...] Je pense que le phénomène part beaucoup de là. T'sais, on peut travailler les deux, [chacun dans] nos zones, mais je pense qu'on peut aussi avoir une complémentarité » (participant 2).

Alors que ce participant souligne l'importance du respect des rôles et mandats de chacun, d'autres mentionnent que la méconnaissance des partenaires est un obstacle.

« Mais, en même temps, t'sais, y a une méconnaissance des fois des partenaires » (participant 7)

« On a des ressources plus communautaires qui peuvent héberger nos jeunes en fugue là, En Marge, et cetera, avec qui ils ont des liens, c'est correct. En même temps, il ne faut pas trop s'immiscer auprès de ces ressources parce que [si] on devient un peu envahissant, les jeunes n'y iront plus » (participant 6).

La collaboration avec les partenaires est associée à une manière différente de travailler avec les fugueurs, puisqu'elle permet la mise en place d'un filet de sécurité durant l'absence, la poursuite du travail de réadaptation et une meilleure gestion du risque.

« Une des affaires qui me semble capitale, c'est de se donner le moyen de garder un lien de réadaptation malgré l'absence du jeune [...] De là, 'l'essentiel' (sic) d'aller se chercher des liens. [Et de travailler] avec des partenaires comme En Marge, comme le Bunker [...] avec qui on va pouvoir communiquer. [Ceci] dans l'espoir de convaincre le jeune de revenir, puis qu'il soit volontaire dans sa démarche. C'est beau sur papier, mais dans les faits, c'est très difficile à atteindre là » (participant 8).

Par contre, plusieurs participants mentionnent que, malgré les bonnes intentions, les rapports de collaboration et la communication ne sont pas aisés.

« La communication, le plus gros défi c'est ça. C'est comment on va soutenir, comment on va accompagner, comment on va nommer » (participant 6).

« Tu vois la liaison avec la police, c'est génial. Je pense qu'on aurait plus à faire au niveau de la liaison avec le réseau communautaire » (participant 2).

Une méthode gagnante, pour plusieurs personnes, c'est de pouvoir compter sur un agent de liaison qui facilite les échanges.

« On a un agent de liaison, fait que c'est facile de transmettre l'information. L'agent de liaison transmet ça au service de police [...] qui nous ramène l'information » (participant 1).

En résumé, l'analyse des entretiens montre que les facteurs situationnels peuvent être organisés autour de l'approche PRISM, mais qu'il y a certaines nuances à apporter. Par exemple, il importe de tenir compte des mécanismes de collaboration entre les partenaires internes. De plus, un sixième domaine doit être ajouté, soit l'environnement externe. Ce domaine de risque considère les caractéristiques de l'environnement dans lequel sont établies les organisations. Le manque d'accessibilité aux ressources, leur méconnaissance, ainsi que la présence ou non de collaboration et mécanismes de concertation avec les partenaires externes sont des facteurs qui ont un impact sur la façon dont il est possible de protéger le jeune lorsqu'il est en fugue. Enfin, le milieu environnant peut aussi faciliter la fugue s'il permet aux jeunes de s'organiser et de se débrouiller durant leur absence.

Le contenu des entretiens illustre également que les participants connaissent les pratiques qui devraient être implantées pour intervenir efficacement auprès des jeunes fugueurs. Ils les abordent avec optimisme et aimeraient pouvoir les mettre en place. Toutefois, ils sont plus pessimistes lorsqu'il est question de la faisabilité de ces changements et utilisent parfois des expressions telles que «*si j'avais une baguette magique...*». Ainsi, il faut bien reconnaître qu'un certain fatalisme s'est dégagé de quelques entretiens.

En conclusion, les analyses qualitatives mettent de l'avant l'importance des facteurs de risque situationnels dans la compréhension de la problématique de fugue. La démarche réalisée montre que ces facteurs peuvent être organisés autour des domaines de risque présentés dans l'approche PRISM, mais que certaines nuances et différences s'imposent. Il s'agit d'un apport de cette thèse, qui propose un premier modèle d'évaluation et de gestion du risque de fugue basé sur une compréhension des caractéristiques du milieu qui interfèrent avec la décision d'un jeune de partir ou de rester.

Chapitre 6 : Discussion

La gestion du risque de fugue est un enjeu auquel doivent s'attarder les directeurs de la protection de la jeunesse (Lebon, 2016). Dans le même esprit, le plan d'action *Les fugues en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation : prévenir pour mieux intervenir* recommande de faire de la fugue une priorité nationale (MSSS, 2018).

Toutefois, une bonne gestion du risque doit s'appuyer sur une évaluation rigoureuse de celui-ci afin d'identifier les facteurs de risque et les besoins à l'origine du comportement problématique (Andrews et Bonta, 2010; Borum, 2000). En d'autres termes, avant d'identifier les pratiques les plus probantes auprès des jeunes ayant une problématique de fugue, il convient d'identifier les adolescents et adolescentes qui sont les plus susceptibles de s'absenter sans autorisation et d'en comprendre les raisons.

Devant l'absence de modèle structuré permettant d'étudier les facteurs de risque associés à la fugue des centres de réadaptation, cette thèse propose de s'inspirer, en toute prudence, d'approches d'évaluation et de gestion du risque développées dans le domaine de la délinquance, soit le RBR (Andrews et Bonta, 2010) et PRISM (Cooke et Johnstone, 2010).

Le RBR propose huit grands domaines de risques individuels (Andrews et Bonta, 2010). Or, dans l'étude de la problématique de fugue, la littérature scientifique (notamment Bowden, Lambie et Willis, 2018; Bowden et Lambie, 2015) ainsi que les résultats présentés au cinquième chapitre ont démontré que les facteurs individuels seuls ne permettent pas une compréhension complète du comportement. L'évaluation doit en effet tenir également compte des facteurs de risque situationnels.

Il s'agit ici d'une première avancée proposée dans cette thèse. Afin d'assurer une application probante du modèle RBR dans l'étude du comportement de fugue, la composante *risque* doit s'intéresser autant aux facteurs individuels qu'aux facteurs situationnels.

Une évaluation du risque rigoureuse devrait s'appuyer sur des outils validés (Andrews et Bonta, 2010). Plusieurs auteurs ont d'ailleurs démontré les limites du jugement clinique et mis de l'avant l'importance de structurer la démarche évaluative (Andrews et Bonta, 2010; Douglas et Reeves, 2010; Guay, Benbouriche et Parent, 2015). Or, il n'existe actuellement aucun outil validé ou modèle d'analyse pour le faire dans le domaine de la fugue.

Cette thèse a cherché à structurer l'évaluation du risque de fugue de deux façons. D'abord, la démarche de validation du *Guide d'élaboration du risque de fugue* (v3, 2017) a permis d'identifier des facteurs de risque individuels et a contribué à l'élaboration d'un modèle de prédiction du risque. Ensuite, à partir de l'analyse du contenu des 15 entretiens réalisés auprès de professionnels, cette thèse a permis d'identifier et d'organiser les facteurs de risque situationnels en s'appuyant sur l'approche PRISM, mais en y apportant certaines spécificités en lien avec le comportement visé. Ces résultats seront discutés dans le présent chapitre.

6.1 Les facteurs de risques individuels

La validation du *Guide d'élaboration du risque de fugue* (v3, 2017) a permis de développer un modèle de prédiction du risque incluant 15 facteurs individuels. Il s'agit d'un apport de la présente thèse; il est possible de structurer le jugement clinique autour d'une démarche d'évaluation valide et appuyée statistiquement pour un comportement autre que la délinquance, comme le proposent Andrews et Bonta (2010).

L'inclusion ou non des facteurs de risque envisagés au départ sera discutée dans cette section, ainsi que la valeur prédictive du modèle global.

6.1.1 Les facteurs de risque historiques

Initialement, le questionnaire comportait sept facteurs historiques. De ceux-là, seulement deux se sont avérés significativement associés à la fugue, soit les antécédents de fugue et l'âge au moment de la première fugue. Ces résultats confirment ce qu'avance la littérature scientifique, à savoir que plus le jeune a commis de fugues dans le passé, plus il est à risque de s'absenter

sans autorisation de nouveau, surtout si ce comportement s'est manifesté tôt (Biehal et Wade, 2000; Bowden, Lambie et Willis, 2018; Courtney et Zinn, 2009).

Par contre, les cinq autres facteurs (rupture familiale, instabilité résidentielle, violence physique intrafamiliale, abus sexuel et attachement) initialement envisagés ne discriminent pas les jeunes qui ont fugué de ceux qui ne l'ont pas fait. Une interprétation possible de ces résultats tient d'abord au fait qu'il s'agit d'antécédents qui caractérisent de nombreux jeunes placés en centre de réadaptation. Par exemple, St-Jacques et ses collaborateurs (2001) soulignent que seulement 38,4% des jeunes suivis en protection de la jeunesse proviennent de familles nucléaires. Ils établissent également un lien entre cette rupture de la famille et la faible fréquence des contacts avec les parents, l'instabilité (déménagements, changement de réseau social, placements en famille d'accueil ou en centre de réadaptation, etc.), la violence physique et l'abus sexuel. Le MSSS (2010) souligne de son côté les difficultés relationnelles des enfants présentant des besoins de réadaptation. En bref, ces facteurs de risque prédisposeraient au placement en centre de réadaptation, mais ne permettraient pas d'expliquer pourquoi un jeune hébergé développe une problématique de fugue et un autre, non.

La manière d'opérationnaliser les facteurs de risque peut également expliquer l'absence de relations significatives avec la fugue, constatée dans cette étude. Par exemple, le premier critère considère la rupture de la famille nucléaire, mais également la fréquence des contacts maintenus avec les parents biologiques. Le fait de provenir d'une famille monoparentale est fortement associé à la fugue des milieux familiaux (ex. Coslin, 2003; Hyde, 2005), mais ce facteur est moins abordé dans les études portant sur la fugue d'un milieu de vie substitut. Par ailleurs, dans le cadre des entretiens semi-dirigés, l'absence des parents a été identifiée par plus de la moitié des participants comme un facteur de risque de fugue, mais ce n'est pas le cas pour la rupture de la famille nucléaire. Bref, ce ne serait pas tant le fait de provenir d'une famille monoparentale ou recomposée qui représenterait un risque de fugue, mais la régularité des contacts maintenus avec chacun des parents. Cette hypothèse devra être vérifiée dans le cadre de travaux subséquents.

Selon la littérature scientifique portant sur la fugue des milieux de vie substitut, l'instabilité du placement est un important facteur de risque (Biehal et Wade, 2000; Courtney et Zinn, 2009; Robert, Therrien et Jetté, 2009). Le second facteur inclus dans notre *Guide* s'est toutefois intéressé à l'instabilité plus globale du lieu de résidence, en considérant à la fois la fréquence des placements, leur précocité, les déménagements et autres changements dans le réseau social. Les intervenants qui ont participé à la démarche d'accord inter-juge ont rapporté que ce facteur de risque est, pour eux, très difficile à évaluer, car l'information permettant d'en juger n'est pas disponible. Ainsi, l'opérationnalisation de ce facteur semble poser problème et son évaluation, requérir un certain nombre d'informations qui ne sont pas directement accessibles. Cela pourrait expliquer qu'il ne soit pas associé significativement au comportement. L'opérationnalisation du critère d'instabilité devrait donc être revue et mise à l'épreuve dans des collectes de données subséquentes.

La violence intrafamiliale et l'abus sexuel ont rarement été identifiés comme des facteurs de risque par les interviewés. Quant aux intervenants qui ont participé à la démarche d'accord inter-juge, ils ont fait part de leur difficulté à colliger ces informations. Dans la littérature scientifique s'intéressant à la fugue du milieu familial, le lien entre les abus physiques et sexuels est démontré par plusieurs auteurs (ex. Chen, Tyler, Whitbeck et Hoyt, 2004; Hyde, 2005). Toutefois, les études réalisées dans les milieux de vie substituts obtiennent des résultats plus nuancés. Par exemple, Nesmith (2006) n'observe aucune différence entre l'absence non autorisée des jeunes et l'abus physique, tandis que Courtney et Zinn (2009) avancent que l'expérience d'un abus sexuel diminue le risque de fugue de 15%. Les résultats obtenus auprès de notre échantillon sont en cohérence avec ces auteurs. En effet, les jeunes n'ayant pas été victime d'abus sexuel ont fugué en plus grande proportion que les autres (57,8% contre 39,6%, $\Phi = -0,170$, $p < 0,05$)⁵¹. La prudence s'impose dans l'interprétation de ces résultats. En effet, ceux-ci s'appuient sur l'information détenue par les intervenants, notamment à partir du dossier du jeune. Or, il est possible que ce dernier n'ait pas divulgué certains abus vécus. L'information permettant une évaluation juste du facteur pouvant être incomplète, il importe

⁵¹ Ce résultat est obtenu en dichotomisant le facteur «abus sexuel» selon l'absence ou la présence d'abus.

de ne pas mettre de côté les abus physiques et sexuels vécus par les jeunes dans la compréhension des comportements de fugue, bien que le lien statistique avec cette dernière n'ait pu être démontré dans le présent projet de thèse.

Finalement, les difficultés d'attachement ne sont pas associées statiquement à la fugue dans notre échantillon, alors que la plupart des participants ont mentionné ce facteur lors des entretiens semi-dirigés. Quant au MSSS (2010), il souligne que les jeunes présentant des besoins de réadaptation ont, plus généralement, des difficultés d'ordre relationnel. Or, dans notre étude, d'autres facteurs de risque de nature relationnelle (désaffiliation, relations conflictuelles avec les figures d'autorité) sont significativement liés à la fugue. Ainsi, le déficit d'attachement à lui seul ne suffirait pas à expliquer la fugue, car la relation entre les deux variables pourrait être modulée par d'autres facteurs. Par exemple, Robert, Therien et Jetté (2009) observent que les jeunes fugueurs ont un déficit du lien d'attachement, mais ont également vécu plus de placements/déplacements et ce, de façon précoce. En lien avec ces résultats, Robert et Roy (2010) proposent que la fugue s'inscrive dans un processus de désaffiliation et de désengagement qui débute avant le placement. Ainsi, l'attachement serait un facteur à l'origine de ce processus, mais ne discriminerait pas les jeunes qui sont susceptibles de fuguer de ceux qui ne le sont pas. Il serait intéressant d'approfondir cette hypothèse, afin de comprendre de quelle façon les difficultés d'attachement fragilisent les différentes sphères de vie d'un jeune, le plaçant à risque d'adopter des comportements de fugue.

En résumé, les résultats montrent que la compréhension des facteurs associés au risque de fugue se trouve peu dans l'histoire du jeune. Si l'outil développé par Andrews et Bonta (2010) pour évaluer le risque de récidive comprend un certain nombre de facteurs statiques, il semble que ces derniers ne soient pas pertinents dans l'évaluation du risque de fugue. Compte tenu des limites méthodologiques énoncées, il importe toutefois de considérer cette conclusion avec prudence, des recherches supplémentaires seront nécessaires.

6.1.2 Les facteurs de risque de nature individuelle

Le modèle final de prédiction de la fugue que nous avons obtenu reprend un peu moins de la moitié (3/7) des facteurs de nature individuelle initialement inclus dans le *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v3, 2017). Les caractéristiques portent sur la consommation de substances, les comportements délinquants et les stratégies d'adaptation axées sur la fuite.

La consommation d'alcool et de drogues (Biehal et Wade, 2000, Courtney et Zinn, 2009; Guest et al., 2008) ainsi que les comportements délinquants (Biehal et Wade 1999 : 2000; Eisengart, Martinovich et Lyons, 2008; English et English, 1999; McIntosh et al., 2010; Sunseri, 2003) sont à la fois fréquemment soulevés dans la littérature scientifique et mentionnés par les gens que nous avons interviewés. Le lien avec la fugue est donc établi.

Par contre, rares sont les participants qui ont fait mention des stratégies axées sur la fuite. De même, dans les études portant sur la fugue des milieux de vie substituts, ce facteur n'est présenté que par Clark et al., (2008). Ainsi, la littérature scientifique fournit peu d'éclairage concernant l'impact du développement de stratégies d'adaptation inadéquates sur le risque qu'un jeune s'absente sans autorisation. Cette caractéristique apporte donc un nouvel élément dans la compréhension des conditions prédisposant à la fugue.

Dans un modèle de prévention de la rechute en toxicomanie, Marlatt et Gordon (1985) proposent que la rechute s'explique par la façon dont une personne s'adapte à une situation à haut risque. Selon le modèle de la prévention de la rechute (*Relapse Prevention*), une stratégie d'adaptation adéquate augmente le sentiment d'efficacité personnelle et diminue le risque de rechute. À l'inverse, des stratégies d'adaptation inadéquates mènent à un faible sentiment d'efficacité personnelle et augmentent le risque que la personne perçoive des conséquences positives à sa consommation et par le fait même le risque de rechute. Le lien entre les stratégies d'adaptation axées sur la fuite et la fugue peut trouver une explication dans le modèle de Marlatt et Gordon et mériterait d'être approfondi dans de futures recherches.

En ce qui concerne les facteurs de nature individuelle non retenus dans le modèle, les problématiques suicidaires ne sont pas significativement associées à la fugue dans cette recherche. Les différentes études présentées au premier chapitre se contredisent quant à la force et la direction du lien entre ce facteur et l'absence non autorisée des jeunes. Les résultats obtenus auprès de notre échantillon corroborent les travaux de Zimmerman et al. (1997) qui n'ont observé aucune relation significative entre la fugue et les antécédents de comportements suicidaires.

La présence d'une problématique au niveau de la santé mentale est un autre facteur qui n'est pas associé significativement à la fugue dans notre échantillon. Pourtant, dans le cadre des entretiens, plusieurs participants mentionnent les problématiques de santé mentale à titre de facteur de risque. L'absence de lien significatif au plan statistique peut s'expliquer par l'opérationnalisation large du facteur, qui inclut un éventail de diagnostics. Courtney et ses collaborateurs (2005) avancent que la relation entre la santé mentale et la fugue dépend du diagnostic en cause. D'autres travaux seront donc nécessaires afin de clarifier la nature de la relation entre les deux variables. Par exemple, Withbeck, Hoyt, Johnson et Bao (2000) relèvent une corrélation entre les expériences traumatisantes vécues avant ou pendant la fugue et la présence de symptômes dépressifs chez les jeunes. On peut alors penser que le lien entre les problématiques de santé mentale et la fugue soit plus complexe et qu'il implique une interaction avec d'autres facteurs de risque. Par exemple, ces auteurs avancent que les traumatismes affectent les jeunes même plusieurs années après les événements, les amenant à développer divers problèmes (dont la fugue), qui eux les mènent à adopter des comportements les exposant à de nouvelles situations traumatiques. À partir des résultats présentés dans cette étude, on peut penser que le lien entre une problématique de santé mentale et la fugue n'est donc pas direct, mais bien modulé par les expériences traumatiques vécues.

La gestion des émotions est un autre facteur pour lequel aucun lien significatif n'est observé avec la fugue. L'opérationnalisation de ce facteur s'intéresse aux comportements d'agression envers autrui lorsque le jeune est confronté à une frustration. Cependant, la majorité des interviewés abordent plutôt l'impulsivité, non pas l'agressivité, comme facteur de risque à la fugue. La «gestion des émotions» ne s'y intéresse pas spécifiquement. Martinez (2006)

souligne que les jeunes se lancent souvent de façon impulsive dans la fugue, sans mesurer tous les risques. Toutefois, et bien que cette hypothèse ne trouve pas écho dans la littérature sur la fugue des milieux de vie substituts, il est possible que cette impulsivité soit un facteur de protection dans une certaine mesure. En effet, s'organiser pour trouver un endroit où dormir ou de quoi manger nécessite à première vue une certaine organisation, qui contraste avec la vision du jeune fugueur impulsif. Aussi, entretenir des relations avec des gens et survivre aux différents obstacles de la vie en fugue (stress d'être retrouvé, instabilité du lieu d'hébergement, manger, etc) semble nécessiter un certain autocontrôle, qui vient en contradiction avec les problèmes de gestion des émotions. Ainsi, si l'impulsivité peut jouer un rôle dans le départ du jeune, elle pourrait être un obstacle à la poursuite de l'absence. Cette hypothèse devra être approfondie, car les résultats obtenus lors des analyses ne montrent aucune relation significative entre la fugue et ce facteur de risque, et ce, peu importe la durée de l'absence.

Finalement, bien qu'appuyée par quelques auteurs (Biehal et Wade, 2000; Eisengart, Martinovich et Lyons, 2008; McIntosh et al., 2010), la relation entre les problématiques scolaires et la fugue n'est pas significative dans notre échantillon. De plus, ce facteur n'est nullement abordé par les interviewés dans le cadre des entretiens. La grande majorité des jeunes hébergés en centre de réadaptation ont des difficultés scolaires (Maltais et Normandeau, 2015). Cela pourrait expliquer qu'il ne s'agisse pas d'un facteur discriminant. Aussi, Attar-Schwartz (2013) présente la fugue comme entravant le parcours scolaire. Il est donc également possible que les difficultés scolaires ne soient pas un facteur de risque de fugue, mais une conséquence de celle-ci.

6.1.3 Les facteurs de risque de nature relationnelle

Initialement, le *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v3, 2017) comprenait neuf facteurs de nature relationnelle. De ce nombre, huit composent le modèle final. La fugue d'un milieu de vie substitut s'expliquerait donc majoritairement par des enjeux relationnels. Ce constat rejoint celui de Bowden, Lambie et Willis (2018) et de Courtney et ses collaborateurs (2005). Les enjeux relationnels ont également été largement abordés lors des entretiens. Les participants

soulignent entre autres l'importance de l'alliance thérapeutique, de l'affiliation du jeune dans le milieu, de l'implication des parents et du but de l'intervention.

Les relations conflictuelles avec les pairs ne sont nullement abordées lors des entretiens, ce qui s'ajoute à l'absence de lien significatif entre ce facteur et la fugue. En fait, dans l'échantillon, il apparaît qu'un jeune qui est impliqué occasionnellement dans des conflits avec les pairs (cote 0) est également plus susceptible d'avoir des amis prosociaux (cote 0). Inversement, un jeune présentant une cote de 2 à ce facteur semble moins susceptible d'appartenir à un réseau prosocial. Il se pourrait donc que ce ne soit pas tant les relations conflictuelles avec les pairs que l'incapacité du jeune à s'insérer dans un réseau prosocial qui soit un facteur de risque de fugue. On peut également penser que les fugueurs, qui rappelons-le dorment rarement dans la rue (Biehal et Wade, 2000), possèdent au contraire certaines habiletés pour entrer positivement en relation avec autrui, leur permettant ainsi d'obtenir quelques avantages, comme un toit et de quoi se nourrir. Cette hypothèse devra toutefois être vérifiée.

6.1.4 Le modèle prédictif

La démarche de validation du questionnaire a permis de construire un modèle prédictif de la fugue comprenant 15 facteurs. L'AUC montre que la valeur prédictive de ce modèle a une taille d'effet élevée, selon les critères de Rice et Harris (2005).

Par contre, les analyses réalisées ne permettent pas de déterminer si certains facteurs ont une plus grande importance dans la compréhension de la fugue. Initialement, le *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v1, 2011) a été construit à partir d'une approche de jugement professionnel structuré. Le but visé n'était donc pas d'obtenir ce type de pondération. Toutefois, il serait pertinent, à partir d'un échantillon plus substantiel, de vérifier le poids de chacun des facteurs dans la prédiction du risque de fugue.

Il importe aussi de mentionner que les questionnaires ont été remplis pour tous les jeunes présents au moment de la cueillette de données, indépendamment du temps écoulé depuis leur arrivée dans le milieu. En moyenne, ces jeunes étaient connus des intervenants depuis 261

jours (médiane = 186 jours). Cette durée pourrait expliquer la valeur prédictive élevée de l'appréciation du risque par les intervenants, qui savaient au moment de juger du niveau de risque global si le jeune avait déjà fugué du milieu de vie ou non. Le modèle prédictif obtenu devra donc être testé dans une démarche visant un échantillon de jeune admis depuis peu en centre de réadaptation.

Finalement, le modèle présente une valeur prédictive supérieure pour les garçons que pour les filles. Ainsi, les facteurs composant le modèle de prédiction du risque pourraient différer entre les deux genres. Les seuils retenus pour distinguer les niveaux de risque pourraient également différer. Cette observation peut aussi être faite dans le cas de l'évaluation du risque par les professionnels.

Le EARL, un outil d'évaluation des comportements antisociaux élaboré en s'inspirant du HCR-20 (Augimeri, Enebrink, Walsh et Jiang, 2010) propose un modèle d'évaluation distinct pour les garçons et les filles. Il sera intéressant de tenter une démarche semblable à partir d'un échantillon plus important que celui de notre étude pour évaluer les différences entre les garçons et les filles dans la prédiction de la fugue. Par exemple, Hersherberger et ses collaborateurs (2018) établissent un lien entre l'exploitation sexuelle et la fugue chez les adolescentes. Cet élément n'est aucunement pris en compte dans le présent modèle. Withbeck, Hoyt, Johnstone et Bao (2000), de leur côté, exposent que 44,8% des filles et 23,5% des garçons de leur échantillon répondent aux critères du stress post-traumatique, illustrant une autre différence qui peut y avoir entre les adolescents et les adolescentes dans la prédiction de la fugue.

En somme, la démarche de validation du *Guide d'évaluation du risque de fugue* a permis de construire un modèle de prédiction du risque acceptable. Il s'agit d'un apport de la thèse au domaine de la criminologie. En effet, elle a permis de démontrer qu'une approche visant à prévenir la récidive délinquante peut être également efficace pour cibler les jeunes susceptibles d'adopter un autre type de conduite qui pose problème à l'intégration sociale, soit la fugue. En fait, les résultats montrent qu'il est possible de prédire un comportement qui représente un risque non pas envers autrui, mais de victimisation pour le jeune qui l'adopte.

Cependant, tout comme dans le cas de la délinquance, le comportement de fugue n'expose pas nécessairement le jeune (ou autrui) à un risque. Toutefois, dans les deux cas, le danger est présent dès que le jeune adopte le comportement. C'est pourquoi il importe de repérer les jeunes à risque afin de prévenir l'occurrence même du comportement. De cette façon, le jeune (ou autrui dans le cas de la délinquance) est protégé. Pour y arriver, l'évaluation des facteurs de risque doit permettre d'identifier les besoins sous-jacents, afin d'en faire les cibles de l'intervention (Andrews et Bonta, 2010). C'est ce que permet de faire le modèle présenté dans le *Guide d'évaluation du risque de fugue*.

6.2 Les facteurs de risque situationnels

Les données sur l'ensemble des fugues qui ont eu lieu entre le 1^{er} avril 2016 et le 31 août 2017 montrent qu'environ 50% des absences non autorisées sont constatées dans 20% des milieux (unités de vie)⁵². Cela indique que, au-delà des facteurs associés au jeune, les caractéristiques de ces milieux ont aussi un rôle à jouer dans l'évaluation du risque. Ailleurs qu'au Québec, certains auteurs observent dans leur échantillon que des milieux de vie substitués ont des taux de fugue supérieurs à d'autres (Biehal et Wade, 2000; Eisengart, Martinovich et Lyons, 2008).

Lors des entretiens semi-structurés, les participants ont été questionnés sur leur compréhension des facteurs expliquant la fugue. Ils ont certes évoqué les caractéristiques du jeune et de sa famille (besoins, caractéristiques, historique, relations, etc.), mais également celles de la prise en charge et des milieux. Dans d'autres régions du monde, quelques auteurs avancent aussi l'importance d'un ensemble de facteurs organisationnels (Attar-Schwartz, 2013; Biehal et Wade, 2000; Bowden, Lambie et Willis, 2018; Bowden et Lambie, 2015; Courtney et Zinn, 2009).

Toutefois, aucun modèle structuré d'évaluation prenant en compte des facteurs de risque situationnels n'existe dans le domaine de la fugue. Rappelons qu'il s'agit d'un préalable nécessaire à une bonne gestion du risque. L'approche PRISM a donc servi de référence et permis d'organiser les différents éléments énoncés par les participants. Afin de proposer une

⁵² Cette donnée n'est toutefois pas disponible pour la région de Montréal

adaptation probante de cette approche au domaine de la fugue, l'analyse des facteurs situationnels ne s'est pas limitée aux domaines de risque proposés par Cooke et Johnstone (2010). Les résultats obtenus sont discutés dans la prochaine section.

La gestion du risque de fugue est un enjeu de taille (Lebon, 2016). Si cela est corroboré par tous les interviewés, ceux-ci ajoutent qu'elle n'est pas simple. En fait, les participants abordent la majorité des caractéristiques situationnelles selon qu'elles soient des obstacles à la gestion du risque ou des atouts.

6.2.1 Les obstacles à la gestion du risque

Le premier obstacle à la gestion du risque est l'absence de procédures et de balises claires pour l'encadrer. Cela rend difficile la gestion collective du risque, celle-ci reposant sur l'aisance de chaque individu à y participer. Plusieurs auteurs soulignent la nécessité de définir des balises précises pour gérer le risque (Eisengart, Martinovich et Lyons, 2008; Kerr et Finlay, 2006; Kim, Chenot et Lee, 2015).

L'absence de consensus entre les participants concerne d'abord la nécessité ou non d'empêcher tous les jeunes de fuguer. D'un côté, les organisations semblent souhaiter prévenir l'ensemble des absences. De l'autre, la plupart des interviewés soutiennent qu'il faut plutôt s'assurer que le jeune est en sécurité durant une fugue. Pour les participants, même si elle représente un danger, la fugue semble inévitable. Ils considèrent qu'il faut donc mettre en place un filet de sécurité pour assurer leur protection. Dès le début de cette thèse, les enjeux soulevés dans la littérature scientifique par la définition de la fugue ainsi que sa prévention ont été présentés.

L'absence de consensus entre les participants concerne également l'objectif des interventions préventives et peut expliquer les écarts dans la gestion du risque. La nature du risque à gérer n'est pas une question posée par l'approche PRISM. En effet, dans sa version originale, cette dernière vise la gestion de *toute forme* de violence manifestée dans un milieu carcéral. Dans le cas qui nous intéresse, il paraît peu réaliste de prévenir toute forme de fugues.

D'un autre côté, les participants mentionnent que la rigidité du cadre légal (essentiellement le règlement portant sur l'hébergement dans une unité d'encadrement intensif) interfère avec la gestion du risque de fugue, puisqu'il n'est pas adapté. Il s'agit du second obstacle. Crosland et ses collaborateurs (2018) et Finkelstein et al., (2004) soulignent d'ailleurs l'importance d'établir des règles flexibles pouvant s'adapter aux particularités de chaque jeune fugueur.

Le troisième obstacle concerne l'absence de moyens statiques (ex. verrouillage des portes) permettant de contrôler les allées et venues. Or, l'absence fréquente des jeunes limite la portée du travail de réadaptation. Dans un milieu carcéral, il ne s'agit pas d'un enjeu, tandis que l'incapacité d'empêcher la fugue suscite souvent des sentiments d'impuissance et d'incompétence chez les intervenants, sentiments qui peuvent avoir un impact sur l'alliance thérapeutique entre ceux-ci et le jeune.

Le contexte d'implantation des changements est également un obstacle. Notamment, l'importance de la réorganisation du réseau de la santé et des services sociaux, vécue depuis 2015, la vitesse à laquelle les changements doivent être implantés et le manque de soutien sont nommés par les participants. Il s'y ajoute le fait que des équipes de travail sont plus résistantes aux changements de pratiques, que certains automatismes sont difficiles à défaire et l'impression que les changements ne sont pas implantés ou qu'ils ne sont pas de façon durable. Bareil (2004) soutient que le changement ne peut se réaliser sans l'implication et la participation des gens. Il faut donc les consulter dès le départ, leur permettre de s'approprier les nouvelles pratiques, de les expérimenter et finalement de les intégrer. Or, il semble que les conditions actuelles d'implantation ne le permettent pas. Aussi, Bareil (2004) souligne l'importance de soutenir les intervenants, de leur offrir de l'accompagnement et de bien les outiller. Bien que cela n'ait pas été abordé par les participants, la nécessité de former les intervenants sur la problématique spécifique de la fugue est recommandée par de nombreux auteurs (Attar-Schwartz, 2013; Bowden et Lambie, 2015; Clark et al., 2008; Kerr et Finlay, 2006).

Par ailleurs, le manque de temps ainsi que de ressources humaines et financières est un obstacle pour les participants. Notamment, ils disent avoir beaucoup à faire dans une journée

et manquer de temps pour intervenir directement auprès de tous les jeunes. De plus, les intervenants des différents secteurs n'ont pas les conditions permettant de mettre en place des mécanismes de concertation et de communication efficaces. Quelques participants soutiennent qu'ils ne communiquent pas suffisamment entre eux pour s'entendre sur les besoins du jeune et les stratégies d'intervention. L'importance de la communication et de la concertation entre les différents partenaires n'est pas un facteur explicitement présenté dans l'approche PRISM, ni dans la littérature scientifique portant spécifiquement sur la fugue. Pourtant, il s'agit d'un enjeu majeur selon les interviewés.

Au moment des entretiens, il semblait y avoir une contradiction entre le message diffusé, soit que la fugue est depuis quelque temps une priorité nationale, et les conditions et ressources rendues disponibles. En 2018, soit deux ans après les entretiens, le MSSS a injecté d'importantes sommes pour améliorer le processus d'intervention auprès des fugueurs via le déploiement du plan d'action *Les fugues en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation : prévenir et mieux intervenir*. De nouvelles études seront nécessaires pour mesurer l'impact de ces ressources sur le changement de pratique.

6.2.2 Les atouts dans la gestion du risque

Les participants ont abordé des composantes qui facilitent la gestion du risque. Il a notamment été question de l'évaluation du risque et de la compréhension claire des motivations et des besoins derrière chacune des absences. L'importance des facteurs favorisant l'alliance thérapeutique, notamment l'implication des jeunes et de leur famille dans la prise de décision, est aussi un élément central pour les participants. Dans les études ayant mené au développement de l'approche PRISM, une solution mise de l'avant fut l'implication des détenus dans les processus de prise de décision plutôt que leur isolement. Pour prévenir la fugue, et en changeant d'interlocuteurs (des adolescents hébergés en centre de réadaptation et non pas des détenus), il s'agit d'une idée fortement soutenue par la presque totalité des interviewés.

Aussi, pour la majorité des participants, la mise en place d'une intervention individualisée, adaptée spécifiquement au jeune, est nécessaire pour prévenir la fugue. Pour eux, cette prévention doit se faire par une gestion du risque partagée avec les partenaires internes, gestion qui peut être freinée par les obstacles mentionnés précédemment.

Les participants soulignent aussi l'importance d'une gestion du risque partagée avec des partenaires externes, notamment les services policiers et les organismes communautaires. Ceux-ci peuvent non seulement soutenir le retour du jeune dans son milieu de vie substitut, mais également contribuer à assurer sa sécurité durant la période d'absence. D'ailleurs, le projet de recherche *Rejoindre les mineurs en fugue dans la rue: une responsabilité commune en protection de l'enfance*, piloté par Sylvie Hamel (2012) et ayant impliqué des jeunes, des parents, des policiers, des intervenants de la protection de la jeunesse et des intervenants des milieux communautaires, met de l'avant l'importance de tels partenariats. Cela dit, l'accessibilité des ressources communautaires et la signature d'ententes de partenariat varient selon les régions administratives.

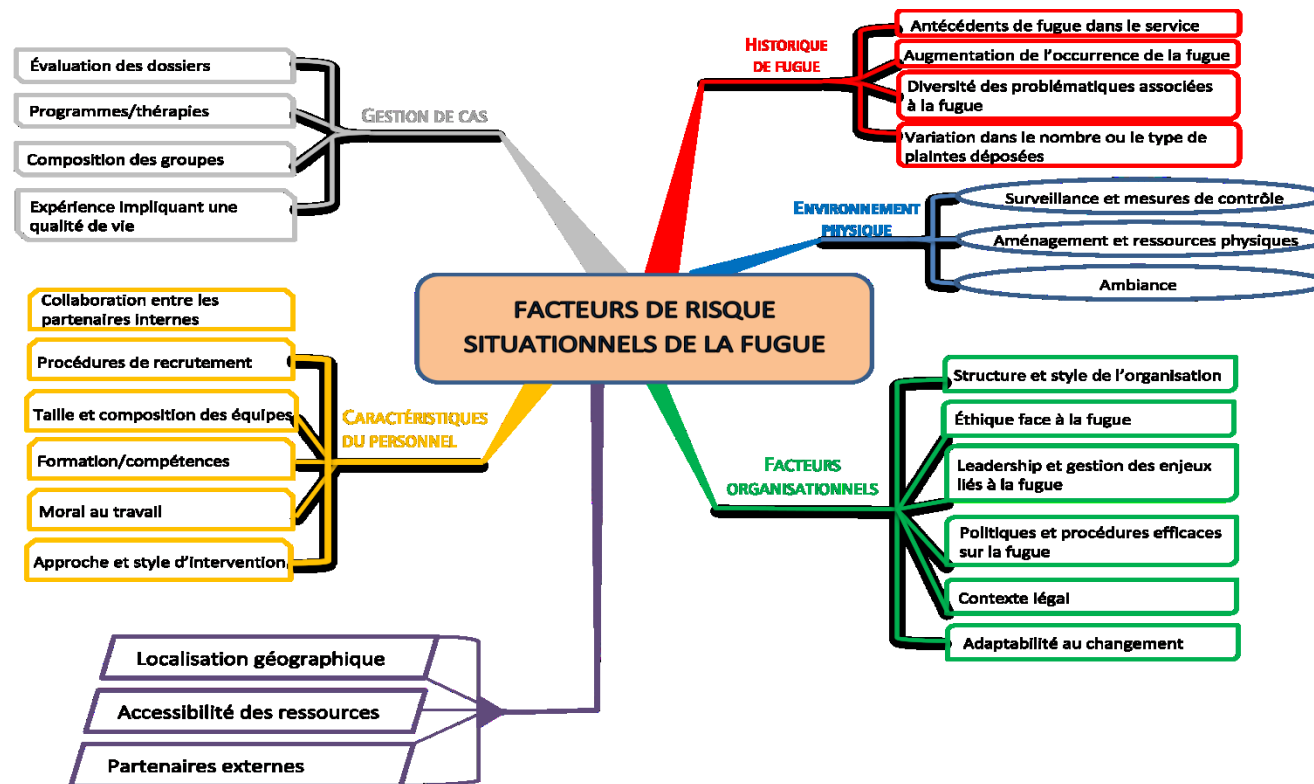
En sommes, les résultats des montrent que l'approche PRISM permet d'organiser les facteurs de risque situationnels à la fugue des centres de réadaptation. Toutefois, les jeunes ne sont pas confinés dans ces milieux, comme dans une prison. Ils peuvent entrer et sortir librement, à moins qu'une mesure d'encadrement ne soit appliquée⁵³. La présente thèse met de l'avant un sixième domaine de risque, soit l'environnement externe, qui aurait un impact sur l'occurrence et la récurrence de la fugue.

La figure 2 illustre l'adaptation proposée du modèle de Cooke et Johnstone (2010) afin d'évaluer les facteurs de risque situationnels associés à la fugue des jeunes hébergés en centre de réadaptation. Cette démarche est un apport important pour l'évaluation et la gestion du risque de fugue.

⁵³ Les mesures d'encadrement sont balisées par la LPJ (articles 11.1.1 et 11.1.2). Elles permettent, de façon temporaire, de limiter la liberté des jeunes. L'application de ces mesures doit faire l'objet d'une évaluation rigoureuse des risques et des dangers associés à la fugue.

Figure 2: Les facteurs de risque situationnels de la fugue

Schéma adapté à partir de Cooke, Wozniak et Johnstone (2010)



En conclusion, la démarche méthodologique a permis de déterminer les facteurs de risque individuels et situationnels significatifs dans la compréhension de la fugue chez les jeunes hébergés dans les centres de réadaptation. Il s'agit d'une première étape dans la gestion de ce risque. Toutefois, la démarche n'a pas permis de proposer une compréhension intégrée de ces facteurs. En d'autres termes, comment les facteurs de risque individuels et situationnels interagissent-ils entre eux pour diminuer ou accroître le risque de fugue?

Par exemple, si les résultats présentés dans cette thèse corroborent l'idée selon laquelle la compréhension de la fugue passe principalement par des facteurs de nature relationnelle (Bowden, Lambie et Lewis, 2018; Courtney et al., 2005) et que l'établissement d'une alliance thérapeutique représente un facteur de protection à la fugue (Robert, Therrien et Jetté, 2009), ils ne permettent pas de comprendre comment cette relation peut protéger le jeune et prévenir le comportement. Les résultats ne mettent pas non plus en lumière ce qui, chez le jeune fugueur, facilite ou freine l'établissement de cette alliance. En d'autres termes, comment les caractéristiques individuelles du jeune fugueur influencent-elles la capacité de ce dernier à entrer en relation avec les adultes et à s'impliquer dans la démarche de réadaptation. Aussi, en quoi les caractéristiques des milieux de vie et des intervenants ainsi que des approches d'intervention favorisent-elles ou non la création de cette alliance et en quoi interfèrent-elles avec les capacités du jeune fugueur à nouer des relations avec l'adulte?

Un autre exemple est illustré dans les travaux de Withbeck, Hoyt, Johnstone et Bao (2000), dont l'échantillon est composé de jeunes âgés entre 12 et 22 ans (fugueurs et sans-abris). Ces auteurs rapportent que ces jeunes ont été exposés à des expériences traumatisantes dans le passé, les prédisposant à diverses difficultés, comme les problèmes de comportement, les symptômes dépressifs et la consommation d'alcool. Ces difficultés amèneraient les jeunes à s'exposer à de nouvelles situations à risque de créer des traumatismes. Or, ces auteurs avancent que plus les événements traumatisants sont récents, plus ils ont un impact sur les différentes sphères de développement des jeunes et plus ceux-ci tendent à répéter les conduites problématiques menant à ces expériences. En ce sens, un jeune, exposé à des situations

potentiellement traumatisantes, comme les abus physiques et sexuels, pourrait adopter des mécanismes d'adaptation axés sur la fuite. Dans ce contexte, la fugue représenterait une stratégie de survie (Hamel, 2017) qui, paradoxalement, risque de les exposer à de nouveaux traumatismes. Il faut ajouter à cela les caractéristiques des milieux de vie substituts qui pourraient raviver certains traumas et mener le jeune à quitter afin de s'en protéger. Notamment, les problématiques rencontrées dans les centres de réadaptation sont diversifiées. Un jeune ayant été victime d'abus physique pourrait par exemple être hébergé avec un adolescent ayant une problématique de violence et d'agression envers autrui. Au quotidien, ce jeune pourrait donc être exposé à des situations de violence, ravivant son traumatisme et le menant à quitter ce milieu pour se protéger. Inversement, un jeune hébergé dans un même contexte, mais qui n'a pas été exposé à de telles expériences traumatisantes, ne cherchera pas nécessairement à le fuir.

Ces deux exemples montrent l'importance d'aller encore plus loin dans la compréhension des facteurs de risque de la fugue en intégrant dans une analyse commune et systémique les facteurs individuels et situationnels. La présente thèse ne permet pas de le faire et il s'agit d'une limite à considérer.

Conclusion

Depuis plusieurs années, le nombre de fugue est en constante hausse dans les centres de réadaptation du Québec, bien que la proportion de jeunes qui adoptent ce comportement soit stable (INESSS, 2017). Force est alors de constater que les interventions mises en place ne fonctionnent pas.

Toutefois, avant de déterminer quelles sont les pratiques probantes auprès des fugueurs, il faut être en mesure d'identifier auprès de qui il faut intervenir. En d'autres mots, avant de s'intéresser aux interventions permettant de prévenir la fugue, il faut comprendre pourquoi un jeune est plus à risque qu'un autre de le faire et ce, que ce comportement présente un danger pour sa sécurité ou non.

Le but premier de cette thèse est de soutenir les pratiques en matière d'évaluation et de gestion du risque de fugue dans les centres de réadaptation, en s'appuyant sur le modèle RBR (Andrews et Bonta, 2010). Ce modèle met de l'avant l'importance d'une bonne évaluation, qui permet de cibler les facteurs de risque, d'en dégager les besoins et ainsi mettre en place une intervention efficace, spécifique au jeune.

Principalement, cette thèse s'est attardée à la composante «risque» du modèle RBR. Elle a permis d'approfondir la compréhension des facteurs individuels et situationnels contribuant à la problématique de fugue dans les centres de réadaptation du Québec, une étape nécessaire à toute gestion efficace du risque.

Dans un premier temps, nous avons développé un modèle de prédiction du risque s'appuyant sur 15 facteurs et ainsi validé le *Guide d'évaluation du risque de fugue* (v3, 2017). Les résultats de cette démarche montrent que les facteurs de nature relationnelle sont centraux au moment d'évaluer le risque de fugue des adolescent(e)s. Toutefois, la démarche qualitative de cette thèse met en évidence qu'une évaluation du risque basée uniquement sur des facteurs individuels, centrés sur le jeune, présente des limites et qu'il faut également prendre en

considération les facteurs situationnels pour bien comprendre la fugue des adolescent(e)s hébergés en milieu de vie substitut. Il s'agit là d'un premier apport central de cette thèse.

Dans un deuxième temps, cette thèse a permis une meilleure compréhension des facteurs situationnels, donc appartenant aux organisations, qui peuvent également contribué au risque de fugue. Elle a démontré l'applicabilité de l'approche PRISM dans le contexte spécifique des centres de réadaptation hébergeant une clientèle prise en charge en vertu de la *Loi sur la protection de la jeunesse*, mais a également mis en évidence l'importance de tenir compte du fait que, contrairement au milieu carcéral, les centres de réadaptation ne sont pas des lieux clos, où l'accès à l'environnement extérieur est interdit. Les facteurs qui y sont associés doivent donc également être considérés. Il s'agit du second apport central de cette thèse.

L'identification des facteurs de risques individuels et situationnels permet d'orienter l'intervention vers des besoins significatifs pour prévenir la fugue. Bien qu'il ne soit pas ici question des besoins nommés «criminogènes» dans le modèle RBR, l'idée est la même. L'intervention auprès des fugueurs doit viser les besoins qui ont un lien direct avec le comportement pour en diminuer l'occurrence et la récurrence.

Toutefois, cette thèse n'a pas abordé la notion de «réceptivité». Ainsi, si elle a permis de mieux comprendre auprès de qui intervenir plus spécifiquement, ce qui représente toute de même une avancée importante, cette thèse ne permet pas de répondre à la question du «comment» intervenir efficacement auprès des jeunes fugueurs.

Limites de la thèse

Premièrement, il importe de souligner certaine limites de la démarche méthodologique. Rappelons d'abord que l'auteure de cette thèse travaille en protection de la jeunesse. Bien que diverses stratégies aient été mises en place pour assurer l'objectivité de la démarche, il ne faut pas exclure que certains biais aient pu être introduits et que, en ce sens, le double rôle (étudiante et employée d'un centre jeunesse) soulève une limite.

Aussi, les cueilletes de données n'ont pas été réalisées à partir d'échantillons représentatifs, mais bien d'échantillons de convenance. Afin de collaborer à la recherche, les milieux ont imposé des limites qui n'ont pas permis d'assurer une représentativité de la population à l'étude dans l'échantillon. Cela peut avoir introduit des biais. De plus, pour maximiser le nombre de questionnaires analysés, la cueillette de données a considéré tous les jeunes présents dans un service à un moment donné, sans considération du temps écoulé entre l'évaluation et l'admission. L'information recueillie n'a pas permis de pousser plus loin les analyses concernant l'effet de ce facteur. Or, il est prévu que la *Grille d'évaluation du risque de fugue* soit remplie dès l'admission d'un jeune. La poursuite de la démarche de validation devra tenir compte de cette limite. Enfin, la codification des entrevues n'a pas fait l'objet d'un accord entre diverses personnes, ce qui constitue une dernière limite méthodologique.

Deuxièmement, les résultats présentés comportent aussi des limites. Notamment, dans le modèle de prédiction du risque basé sur les facteurs individuels, le même poids est accordé à chacun des facteurs de risque. Des analyses subséquentes devront s'intéresser à la pondération de chacun des critères dans l'évaluation du risque de fugue. Dans le même ordre d'idées, les entretiens semi-structurés ont permis de cerner des facteurs de risque situationnels. Toutefois, il faut poursuivre les démarches pour identifier lesquels sont les plus significatifs dans la compréhension des risques de fugue afin de mieux orienter les interventions à mettre en place.

Finalement, les résultats obtenus représentent la réalité des jeunes hébergés en vertu de la LPJ, dans les centres de réadaptation du Québec. Ils ne permettent pas d'affirmer si les modèles proposés dans cette thèse pour évaluer et gérer le risque de fugue sont transposables à des populations de jeune fugueurs ailleurs que dans cette province.

Portée de la thèse

La portée pratique de cette thèse est indéniable. Dans le premier chapitre, l'absence de cadre théorique autour de l'intervention en contexte de fugue a été soulignée. Cette thèse a démontré que deux approches développées dans le domaine de la délinquance (le RBR et le PRISM) peuvent soutenir les organisations dans la gestion du risque de fugue. Ainsi, des approches

développées dans le domaine de la criminologie peuvent être utilisées, avec une adaptation, auprès d'autres clientèles.

Cette thèse a également permis de valider le *Guide d'évaluation du risque de fugue*, ce qui en fait le seul outil s'intéressant à ce sujet et ayant des assises scientifiques. Toutefois, alors que le YLS/CMI, outil développé par les auteurs du modèle RBR, considère à la fois les facteurs statiques et les facteurs dynamiques en lien avec la délinquance, au niveau de la fugue, il appert que les composantes historiques ne sont pas significatives pour prédire le risque d'occurrence et de récurrence du comportement. Plus précisément, les enjeux relationnels se sont révélés être centraux dans la démarche d'évaluation.

D'ailleurs, les entretiens réalisés auprès d'acteurs-clés ont également mis en évidence la composante relationnelle dans l'intervention auprès des jeunes fugueurs. Aussi, l'implication du jeune et de ses parents dans la prise de décision et dans la recherche de solutions est un facteur essentiel du principe de la «réceptivité». Ces éléments rappellent les composantes de l'alliance thérapeutique (lien de confiance, entente sur les objectifs et les moyens), dont l'impact sur l'efficacité des interventions a été démontré dans plusieurs domaines, tel qu'expliqué au premier chapitre. La prévention de la fugue est un autre domaine où l'alliance semble jouer un rôle de premier plan, mais aucune étude n'a à ce jour appuyé cette hypothèse avec des données scientifiques. La présente thèse montre que ce facteur est une composante du modèle prédictif, ce qui constitue un apport à la littérature sur le sujet.

Cette thèse apporte ensuite, en s'appuyant sur l'approche PRISM, un éclairage sur un ensemble de facteurs situationnels, propres aux organisations québécoises de Protection de la Jeunesse. Elle décentre ainsi l'attention du jeune pour poser un regard sur le rôle de ces facteurs dans la compréhension de la fugue. Il s'agit d'un complément nécessaire, les stratégies de prévention axées uniquement sur le jeune risquant de ne pas être efficaces si elles ne s'accompagnent pas de changements environnementaux. Ces résultats auront une portée certaine sur les pratiques auprès des jeunes fugueurs, car ils permettront de sensibiliser les milieux de vie à l'importance de se remettre en question. Ainsi, le plan d'intervention, ciblant

les besoins des jeunes reliés à la fugue, doit s'accompagner d'un plan d'action dans lequel le milieu de vie s'engage également à apporter des changements

Enfin, les auteurs de l'approche PRISM (Cooke et Johnstone, 2010) soulignent que leur modèle devrait être testé dans les milieux autres que les prisons. Cette thèse présente une expérience allant en ce sens. Elle permet de confirmer que les domaines de risque identifiés initialement gardent leur pertinence dans le milieu spécifique des centres de réadaptation, bien que certaines nuances s'imposent. Aussi, un sixième domaine de risque émerge des analyses, soit l'environnement dans lequel est construite l'installation.

Au moment où des sommes considérables sont investies par l'État pour prévenir la fugue des jeunes hébergés en centre de réadaptation, les résultats de cette thèse pourraient orienter certaines décisions.

Références

Abbott-Chapman, J., Denholm, C. et Wyld, C. (2008). Gender Differences in Adolescent Risk Taking : Are They Diminishing ? An Australian Intergenerational Study. *Youth & Society*, 40(1), 131-154.

Ægisdóttir, S., Spengler, P. M., & White, M. J. (2006). Should I Pack My Umbrella? Clinical Versus Statistical Prediction of Mental Health Decisions. *The Counseling Psychologist*, 34, 410-419.

Ægisdóttir, S., White, M. J., Spengler, P. M., Maugherman, A. S., Anderson, L. A., Cook, R. S., et al. (2006). Accumulated Research on Clinical Versus Statistical Prediction The Meta-Analysis of Clinical Judgment Project: Fifty-Six Years of Accumulated Research on Clinical Versus Statistical Prediction. *The Counseling Psychologist*, 34, 341-382.

Akers, R. L. (1985). *Deviant behavior: A social learning approach* (3rd ed.). Belmont, CA: Wadsworth.

Anadon, M. et Guillemette, F. (2007) La recherche qualitative est-elle nécessairement Inductive? *Recherches Qualitatives, Hors Série*(5), 26-37.

Andrews, D.A., Zinger, I., Hoge, R.D., Bonta, J., Gendreau, P. et Cullen F.T. (1990). Does Correctional Treatment Works? A Clinically Relevant and Psychologically Informed Meta-Analysis. *Criminology*, 28, 369-404.

Andrews, D.A., Bonta, J. et Wormith, J.S. (2006). The Recent Past and Near Future of Risk and/or Need Assessment. *Crime et Delinquency*, 52 (1), 7-27.

Andrews, D. A., & Bonta, J. (2010). *The psychology of criminal conduct* (5th ed.). New Providence, NJ: LexisNexis/Matthew Bender.

Angenent, H. L., Beke, B. M. et Shane, P. G. (1991). Structural Problems in Institutional Care for Youth. *Journal of Health et Social Policy*, 2(4), 83-98.

Attar-Schwartz, S. (2013). Runaway behavior among adolescents in residential care: The role of personal characteristics, victimization experiences while in care, social climate, and institutional factors. *Children and Youth Services Review*, 35(2), 258-267.

Augimeri, L.K., Enebrink, P., Walsh, M., & Jiang, D. (2010). Gender-Specific Childhood Risk Assessment Tools: Early Assessment Risk Lists for Boys (EARL-20B) and Girls (EARL-21G). In R. K. Otto & K. S. Douglas (Eds.), *Handbook of Violence Risk Assessment* (pp. 43-62). New York: Routledge Taylor & Francis Group.

Bao, W.-N., Whitbeck, I. B. et Hoyt, D. R. (2000). Abuse, Support, and Depression among Homeless and Runaway Adolescents. *Journal of Health et Social Behavior*, 41(4), 408-420.

Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu*. Paris, France : Presses de l'Université de France.

- Bareil, Céline (2004). *Gérer le volet humain du changement*. Montréal, Québec : Éditions Transcontinental.
- Biehal, N. et Wade, J. (1999). Taking a Chance? The Risks Associated with Going Missing from Substitute Care. *Child Abuse Review*, 8(6), 366-376.
- Biehal, N. et Wade, J. (2000). Going Missing from Residential and Foster Care: Linking Biographies and Contextes. *British Journal of Social Work*, 30, 211-225.
- Bordin, E.S. (1979). The Generalizability of the Psychoanalytic Concept of the Working Alliance. *Psychotherapy: Theory, Research and Practice*, 16, 252-260.
- Borum, R., Bartel, P., & Forth, A. (2005). Structured Assessment of Violence Risk in Youth (SAVRY). In T. Grisso, G. Vincent, & D. Seagrave (Eds.), *Mental health screening and assessment in juvenile justice* (pp. 311-323). New York, NY: Guilford Press.
- Borum, R. (2000). Assessing violence risk among youth. *Journal of Clinical Psychology*, 56, 1263-1288.
- Bowden, F., Lambie, I. & Willis, G. (2018). Road runners: Why youth abscond from out-of-home care in New Zealand. *Children and Youth Services Review*, 94, 535-544.
- Bowden, F., & Lambie, I. (2015). What makes youth run or stay? A review of the literature on absconding. *Aggression and Violent Behavior*, 25, 266–279.
- Burford, M.L., Nugent, W.R. et Wodarski, J. (2008). Mentoring and Other Adult Involvement with Juveniles in Treatment: Do They Decrease the Probability of Elopement? *Residential Treatment For Children Youth*, 23 (1-2), 107-119.
- Chen, X., Tyler, K. A., Whitbeck, L. B. et Hoyt, D. R. (2004). Early Sexual Abuse, Street Adversity, and Drug Use Among Female Homeless and Runaway Adolescents in the Midwest. *Journal of Drug Issues*, 34(1), 1-21.
- Clark, H. B., Crosland, K. A., Geller, D., Cripe, M., Kenney, T., Neff, B. et al. (2008). A functional approach to reducing runaway behavior and stabilizing placements for adolescents in foster care. *Research on Social Work Practice*, 18(5), 429-441.
- Cicchetti, D.V. (1994). Guidelines, criteria, and rules of thumb for evaluating normed and standardized assessment instruments in psychology. *Psychological Assessment*, 6(4), 284-290.
- Collin-Vézina, D. (2018). Le modèle ARC pour intervenir sur les traumatismes complexes. Document inédit.
- Conroy, M.A. et Murrie, D.C. (2007). *Forensic Assessment of Violence Risk*. Hoboken; John Wiley & Sons, Inc., 370p.
- Cooke, D.J., Wozniak, E. et Johnstone, L. (2010). Casting Light on Prison Violence in Scotland: Evaluating the Impact of Situational Risk Factors. *Criminal Justice and Behavior*, 35(8), 1065-1078.

- Cooke, D.J. et Johnstone, L. (2010) Somewhere over the Rainbow: Improving Violence Risk Management in Institutional Settings, *International Journal of Forensic Mental Health*, 9(3), 150-158.
- Coslin, P. G. (2003). Errances: Le voyage, la route et la fugue. In P. G. Coslin (Ed.), *Les conduites à risque à l'adolescence* (pp. 73-86). Paris: Armand Colin.
- Courtney, M. E. et Zinn, A. (2009). Predictors of running away from out-of-home care. *Children and Youth Services Review*, 31(12), 1298-1306.
- Courtney, M. E., Skyles, A., Miranda, G., Zinn, A., Howard, E., & George, R. (2005). *Youth Who Run Away from Out-of-Home Care*. Chicago: Chapin Hall Center for Children, Issue brief # 103.
- Couture, S., Daviault, A. & Laurendeau, M., (2018). La fugue en centre de réadaptation : une autre manifestation d'une tendance à la prise de risque. *Défi jeunesse*, 24 (2), 64-70.
- Creswell, J.W. et Poth, C.N. (2008). *Qualitative Inquiry & Research Design: Choosing Among Five Approaches*. Thousand Oaks, Californie: Sage.
- Creswell, J.W., Fetters, M.D. et Ivankova, N.V.(2004). Designing a Mixed Methods Study In Primary Care. *Annals of Family Medicine*, 2(1), page 7-12.
- Cronbach, L.J. (1951). Coefficient alpha and the internal structure of tests. *Psychometrika*, 16, 297-334.
- Crosland, K., Joseph, R., Slaterry, L., Hodges, S. & Dunlap, G. (2018). Why youth run: Assessing run function to stabilize foster care placement. *Children and Youth Services Review*. 85, pages 35-42.
- Crosland, K. & Dunlap, G., (2015). Running Away from Foster care : What Do We Know and What Do We do? *Journal of Child and Family Studies*, 24, 1697-1706.
- De Bortoli, L., Ogloff, J., Coles, J. et Dolan, M., (2017). Towards best practice : combining evidence-based research, structured assessment and professional judgement., *Child and Family Social Work*, 22, 660-669. doi: 10.1111/cfs.12280
- Dessez, P. et De la Vaissière, H. (2007). *Adolescents et conduites à risque*. Rueil-Malmaison, France : Éditions A.S.H.
- Digiuseppe, R., Linscott, J. & Jilton, R. (1996). Developing the therapeutic alliance in child-adolescent psychotherapy. *Applied & Preventive Psychology*, 5, 85-100.
- Douglas, K.S., Hart, S.D., Webster, C.D., Belfrage, H., Guy, L.S et Wilson, C.M. (2014). Historical-Clinical-Risk Management-20, Version 3 (HCR-20^{V3}): Development and Overview. *International Journal of Forensic Mental Health*, 13(2), 93-108.

Douglas, K.S. et Reeves, K.A. (2010). Historical-Clinical-Risk Management-20 (HCR-20) Violence Risk Assessment Scheme. In R. K. Otto & K. S. Douglas (Eds.), *Handbook of Violence Risk Assessment* (pp. 43-62). New York: Routledge Taylor & Francis Group.

Douglas, K. S. et Kropp, P.R. (2002). A Prevention-Based Paradigm for Violence Risk Assessment : Clinical and Research Applications. *Criminal Justice and Behavior*, 29 (617), 617-657.

Douglas, K. S., & Webster, C. D. (1999). Predicting violence in mentally and personality disordered individuals. Dans R. Roesch, S. D. Hart et J. R. P. Ogloff (Eds.), *Psychology and law: The state of discipline* (pp. 175–239). New York: Kluwer Academic.

Eisengart, J., Martinovich, Z. et Lyons, J. S. (2008). Discharge due to running away from residential treatment: Youth and setting effects. *Residential Treatment For Children et Youth*, 24(4), 327-343.

English, N. D. et English, L. M. (1999). A Proactive Approach to Youth Who Run. *Child Abuse and Neglect*, 23(7), 693-698.

Fasulo, S. J., Cross, T. P., Mosley, P. et Leavey, J. (2002). Adolescent Runaway Behavior in Specialized Foster Care. *Children and Youth Services Review*, 24(8), 623-640.

Finkelstein, M., Wamsley, M., Currie, D., & Miranda (2004). Youth who chronically AWOL from foster care: Why they run, where they go, and what can be done. New York, NY: Vera Institute of Justice.

Floresheim, P., Shotorbani, S., Guest-Warnick, G. et Barratt, T. (2000). Role of the Working Alliance in the Treatment of Delinquent Boys in Community-Based Programs. *Journal of Clinical Child Psychology*, 29 (1), 94-107.

Fredette, C. et Plante, D. (2004). *Le phénomène de la fugue à l'adolescence: guide d'accompagnement et d'intervention*. Montréal: Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire.

Gambrill, E. et Shlonsky, A., (2000) Risk assessment in context. *Children and Youth Services Review*, 22 (11/12), 813-837. doi 10.1016/S0190-7409(00)00123-7

Gaston, L. (1990). The Concept of the Alliance and its Role in Psychotherapy: theoretical and empirical considerations. *Psychotherapy*, 27 (2), 143-152.

Groner, M. R., & Solomon, J. (2006). Youth risk assessment in complex agency practice. *Residential Treatment For Children & Youth*, 24(1-2), 55-76.

Guay, J.-P., Benbouriche, M. et Parent, G. (2015). L'évaluation structurée du risque de récidive des personnes placées sous main de la justice : méthodes et enjeux. *Pratiques psychologiques*, 21(3), 235-257.

Guest, K. M., Baker, A. J. et Storaasli, R. (2008). The problem of adolescent AWOL from a residential treatment center. *Residential Treatment For Children et Youth*, 25(4), 289-305.

Hamel, S. (2017). La problématique des mineurs en fugue : une question de protection ou de développement? *Criminologie*, 50(2) 73-93.

Hamel, S., Flamand, S., Tirro, A., Courschenes, A., Crête, C. et Crépeau-Fernandez, S. (2012). *Rejoindre les mineurs en fugues dans la rue : une responsabilité commune en protection de l'enfance*. Rapport final. Montréal, Québec : Centre national de prévention du crime.

Hart, S.D. (2009). Evidenced-based assessment of risk fro sexual violence. *Chapman Journal of criminal justice*, 1, 143-165.

Hart, S. D. (1998). The Role of Psychopathy in Assessing Risk for Violence: Conceptual and Methodological Issues. *Legal and Criminological Psychology*, 3, 121-137.

Heilbrun, K., Yasuhara, K., & Shah, S. (2010). Violence Risk Assessment Tools: Overview and Critical Analysis. In R. K. Otto & K. S. Douglas (Eds.), *Handbook of Violence Risk Assessment* (pp. 1-18). New York: Routledge Taylor & Francis Group.

Heilbrun, K., Grisso, T. et Goldstein, A.M. (2009). *Foundations of forensic mental health assessment*. New York : Oxford University Press.

Hershberger, A.R., Sanders, J., Chick C., Jessup, M., Hanlin, H., Cyders, M.A. (2018). Predicting running away in girls who are victims of commercial sexual exploitation, *Child Abuse and Neglect*, 79, 269-278.

Hilton, N.Z., Harris, G.T. et Rice, M.E (2006). Sixty-Six Years of Research on the Clinical Versus Actuarial Prediction of Violence. *The Counseling Psychologist*, 34, 400-409.

Hode, R.D. (2010). Youth Level of Service/Case Management Inventory. In R. K. Otto & K. S. Douglas (Eds.), *Handbook of Violence Risk Assessment* (pp. 1-18). New York: Routledge Taylor & Francis Group.

Hoge, R.D. (2005). Reliability and Validity of the Youth Level of Service/Case Management Inventory. *Criminal Justice and Behavior*, 32(3), 329-344.

Hoge, R.D. (2002). Standardized instruments for assessing risk and need in youthful offenders. *Criminal Justice and Behavior*, 29(4), 380-396.

Hogue, A., Dauber, S., Stambaugh, L.F., Cecero, J.J. & Liddle, H.A. (2006). Early Therapeutic Alliance and Treatment Outcome in Individual and Family Therapy for Adolescent Behavior Problems. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 74 (1), 121-129.

Holmqvist, R., Hill, T. et Lang, A. (2007). Treatment Alliance in Residential Treatment of Criminal Adolescents. *Child and Youth Care Forum*, 36, 163-178.

Hyde, J. (2005). From home to street: Understanding young people's transitions into homelessness. *Journal of Adolescence*, 28, 171-183.

Institut National d'Excellence en Santé et en Services sociaux (2018). *Avis : Les meilleures pratiques de prévention et d'intervention en matière de fugues auprès des jeunes hébergés en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation*. Repéré à https://www.inesss.qc.ca/fileadmin/doc/INESSS/Rapports/ServicesSociaux/INESSS_Avis_Fugues.pdf

Institut National d'Excellence en Santé et en Services sociaux (2017) *Portrait des fugueurs et des pratiques actuelles en matière de fugues auprès des jeunes hébergés en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation au Québec*. Repéré à https://www.inesss.qc.ca/fileadmin/doc/INESSS/Rapports/ServicesSociaux/INESSS_Portrait_Fugue.pdf

James, Kim et Vinnicome, S. (2002). Acknowledging the Individual in the Researcher, In D. Partington (Ed.) *Essential Skills for Management Research* (pp 84-95). London : Sage.

Johnson, R.B., Onwuegbuzie, A.J., et Tuner, L.A. (2007). Toward a Definition of Mixed Methods Research. *Journal of Mixed Methods Research*, 1 (2), 112-133.

Johnson, L.N. et Ketring S.A. (2006). The Therapy Alliance: A Moderator in Therapy Outcome for Family Dealing with Child Abuse and Neglect. *Journal of Marital and Family Therapy*, 32 (3), 345-354.

Karam, R., & Robert, M. (2013). Understanding runaway behaviour in group homes: What are runaways trying to tell us. *Journal of Community Positive Practices*, 13(2), 69–79.

Kashubek, S., Pottebaum, S. M. et Read, N. O. (1994). Predicting Elopement from Residential Treatment Centers. *American Journal of Orthopsychiatry*, 64(1), 126-135.

Kazdin, A.E., Marciano, P. et Whitley, M. (2005). The Therapeutic Alliance in Cognitive-Behavioral Treatment of Children Referred for Oppositional, Aggressive, and Antisocial Behavior. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 73 (4), 726-730.

Kerr, J., & Finlay, J. (2006). *Youth running from residential care: “The push” and “the pull”*. Ontario, Canada: Office of Child and Family Service Advocacy.

Kim, H., Chenot, D., & Lee, S. (2015). Running away from out-of-home care: A multilevel analysis. *Children and Society*, 29(2), 109–121.

Koo, T. K. et Li, M. Y. (2016). A guideline of selecting and reporting intraclass correlation coefficients for reliability research, *Journal of Chiropractic Medicine*, 15, 155–163.

Lafortune, D., Lachance, P. et Fenchel. F. (2011). La grille d'orientation vers un programme d'encadrement intensif. In D. Lafortune, M.M Cousineau et C. Tremblay (Ed.), *Pratiques innovantes auprès des jeunes en difficulté* (pp417-437). Montréal : Les Presses de l'université de Montréal.

Landerberger, N.A. et Lipsey, M. W. (2005). The Positive Effects of Cognitive-Behavioral Programs for Offenders: A Meta-Analysis of Factors Associated with Effective Treatment. *Journal of Experimental Criminology*, 1(4), 464-476.

Laurier, C. (2018, décembre). *Comparaison de la santé mentale des jeunes fugueurs et des jeunes non fugueurs des centres de réadaptation*. Conférence donnée Colloque Défi Jeunesse, Montréal.

Lebon. A. (2016). *Les fugues reliées à l'exploitation sexuelle : état de situation et solutions*. Repéré à <http://www.msss.gouv.qc.ca/inc/documents/ministere/salle-de-presse/rapport-lebon-mars2016.pdf>

Lin, C. (2012). Children who run away from foster care: Who are the children and what are the risk factors? *Children and Youth Services Review*, 34(4), 807–813.

Lodewijks, H. P., Doreleijers, T. A., de Ruiter, C., & Borum, R. (2008). Predictive validity of the Structured Assessment of Violence Risk in Youth (SAVRY) during residential treatment. *International Journal of Law and Psychiatry*, 31(3), 263-271.

Maltais, C. et Normandeau, S. (2015). Le parcours scolaire des enfants victimes de maltraitance parentale : recension d'études entre 2007 et 2014. *Revue de psychoéducation*, 44(2), 317–350.

Marlatt, G.A. et Gordon, J.R. (1985). *Relapse Prevention : Maintenance Strategies in the Treatment of Addictive Behaviors*. New York: Guilford Press.

Marshall, W. L. et Burton, D. L. E. (2010). The importance of group processes in offender treatment. *Aggression and Violent Behavior: A Review Journal*, 15(2), 141-149

Martin, D.J., Garske, J.P. et Davis, M.K. (2000). Relation of the Therapeutic Alliance With Outcome and Other Variables: A Meta-Analytic Review. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 68 (3), 438-450.

Martinez, R. J. (2006). Understanding runaway teens. *Journal of Child and Adolescent Psychiatric Nursing*, 19(2), 77-88.

Meelk, P.E. (1954). *Clinical vs statistical prediction: A theoretical analysis and a review of the evidence*. Minneapolis, MN: University of Minnesota Press.

McIntosh, A., Lyons, J. S., Weiner, D. A. et Jordan, N. (2010). Development of a Model for Predicting Running Away from Residential Treatment Among Children and Adolescents. *Residential Treatment For Children et Youth*, 27(4), 264-276.

McLeod, B.D. & Weisz, J.R. (2005). The Therapy Observational Coding System – Alliance Scale: Measure Characteristics and Prediction of Outcome in Usual Clinical Practice. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 73 (2), pages 323-333.

- Mendoza, N. S., Rose, R. A., Geiger, J. M. et Cash, S. J. (2016). Risk assessment with actuarial and clinical methods: Measurement and evidence-based practice. *Child Abuse & Neglect*, 61(1), 1-12.
- Miller, A. T., Eggertson-Tacon, C. et Quigg, B. (1990). Patterns of Runaway Behavior within a Larger System Context: The Road of Empowerment. *Adolescence*, 25(98), 271-289.
- Miller, D., Miller, D., Hoffman, F. et Duggan, R. (1980). *Runaways: Illegal Aliens In Their Own Land* New York: Praeger, 220p.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2018). *La loi sur la protection de la jeunesse*. Repéré à <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/P-34>
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (2018). *Plan d'action les fugues en centre de réadaptation pour jeune en difficulté d'adaptation : prévenir pour mieux intervenir*. Repéré à <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-002037/>
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (2016). *Unité de réadaptation en internat*. Repéré à <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2015/15-610-08W.pdf>
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (2014). Guide sur les pratiques relatives au traitement des fugues des jeunes hébergés dans les unités de vie et les foyers de groupe de centres jeunesse. Repéré à <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2013/13-839-05W.pdf>
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (2010). *Cadre de référence pour une pratique rigoureuse de l'intervention en réadaptation auprès des enfants, des jeunes et de leurs parents en CSSS et en CJ*. Repéré à <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2013/13-839-02W.pdf>
- Nesmith, A. (2006). Predictors of Running Away from Family Foster Care. *Child Welfare: Journal of Policy, Practice, and Program*, 85(3), 585-609.
- Parent, G., Guay, J.-P. & Knight, R.A (2011). An assessment of long-term risk of recidivism by adult sex offenders: one sized doesn't fit all. *Criminal Justice and Behavior*, 38 (2), 188-209.
- Poupart, J. (1997). L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologies. Dans J. Poupart, J-P. Deslauriers, L. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. Pires (eds), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 174-209. Boucherville, Québec : Gaëtan Morin.
- Rice, M.E. et Harris, G.T. (2005). Comparing Effect Sizes in Follow-Up Studies : ROC Area, Cohen's d, and, r. *Law and Human Behavior*, 29(5), 615-620.

- Robbins, M.S., Liddle, H.A., Dakok, G.A., Turner, C.W. et Alexander, J.F. (2006). Adolescent and Parent Therapeutic Alliance as Predictors of Dropout in Multidimensional Family Therapy. *Journal of Family Psychology*, 20 (1), 108-116.
- Robbins, M.S., Turner, C.W., Alexander, J.F. et Perez, G.A. (2003). Alliance and Dropout in Family Therapy for Adolescents With Behavior Problems: Individual and Systemic Effects. *Journal of Family Psychology*, 17 (4), 534-544.
- Robert, M. et Roy, M. (2010, octobre). *Le sens des fugues des jeunes hébergés en centre jeunesse: comment recadrer l'intervention*. Conférence donnée au congrès de l'Association des centres jeunesse du Québec, Montréal.
- Robert, M., Thérien, J. et Jetté, J. (2009). *Typologie des profils de jeunes fugueurs hébergés par le système de protection de la jeunesse*. Rapport de recherche
- Robert, M., Pauzé, R. et Fournier, L. (2005). Factors associated with homelessness of adolescents under supervision of the youth protection system. *Journal of Adolescent*, 28, 215-230.
- Robert, M., Lévesque, M. et Fournier, L. (2004). L'Intervention des centres jeunesse: Une solution pour contrer les comportements de fugue des adolescents? *Canadian Social Work Review*, 21(2), 151-167.
- Rossi, P.H., Schuerman, J.R. et Budde, S. (1996). *Understanding child maltreatment Decisions and those who make them*. Final report of the Understanding Placement Decisions in Child Welfare study. Chopin Hall Center for Children, University of Chicago, Il.
- Russel, J. (2015). Predictive analytics and child protection: Constraints and opportunities. *Child Abuse & Neglect*, 46, 182-189.
- Schmidt, F., Hoge, R. D. et Gomez, L. (2005). Reliability and validity analyses of the youth level of service/case management inventory. *Criminal Justice and Behavior*, 32, 329-344
- Shirk, S.R. et Karver, M. (2003). Prediction of Treatment Outcome From Relationship Variables in Child and Adolescent Therapy : A Meta-Analytic Review. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 71 (3), 452-464.
- Shrout, P.E. et Fleiss, J.L. (1979). Intraclass Correlations: Uses in Assessing Rater Reliability. *Psychological Bulletin*, 86(2), 420-428.
- Simons, R. L. et Whitbeck, L. B. (1991). Running Away During Adolescence as a Precursor of Adult Homelessness. *Social Service Review*, 65(2), 224-247.
- Simourd, D. J., & Olver, M. E. (2002). The future of criminal attitudes research and practice. *Criminal Justice and Behavior*, 29, 427-446.
- Singh, J.P., Grann, M. et Fazel, S. (2011). A comparative study of violence risk assessment tools: A systematic review and metaregression analysis of 68 studies involving 25,980 participants. *Clinical Psychology Review*, 31(3), 499-513.

Singh, J.P. et Fazel, S. (2010). Forensic Risk Assessment : A Metareview. *Criminal Justice and Behavior*, 37, 965-988.

St-Jacques, M-C., Coutier, R., Pauzé, R., Simard, R., Simard, M., Gagné, M-H. et Lessard, G. (2001). *La spécificité de la problématique des jeunes suivis en centre jeunesse provenant de famille recomposées*. Québec, Québec : Université Laval.

Sunseri, P. A. (2003). Predicting Treatment Termination Due to Running Away Among Adolescents in Residential Care. *Residential Treatment for Children and Youth*, 21(2), 43-60.

Taylor, J., Bradbury-Jones, C., Hunter, H., Sanford, K., Rahilly, T. et Ibrahim, N. (2013). Young people's experiences of going missing from care: A qualitative investigation using peer researchers. *Child Abuse Review*, 23(6), 387-401.

Tetzlaff, B.T., Kahn, J.H., Diamond, G.S., Godley, S.H., Godley, M.D. et Funk, R.R. (2005). Working Alliance, Traitment Satisfaction, and Patterns of Posttreatment Use Among Adolescent Substance Users. *Psychology of Addictive Behaviors*, 19 (2), 199-207.

Vincent, G. M., Terry, A. M., & Maney, S. M. (2009). Risk/needs tools for antisocial behavior and violence among youthful populations. In J.T. Andrade, *Handbook of violence risk assessment and treatment: New approaches for mental health professionals* (pp 377-423) New York: Springer Publishing Co.

Ward, T., Melser, J. et Yates, P.M. (2007). Reconstructing the Risk – Need – Responsivity model: A theoretical elaboration and evaluation. *Aggression and Violent Behavior*, 12, 208-228.

Webster, C. D., et Hucker, S. J. (2007). *Violence Risk Assessment and Management*. Chichester: John Wiley & Sons.

Webster, C. D., Douglas, K. S., Eaves, D., & Hart, S. D. (Eds.). (1997). *HCR-20 Assessing Risk for Violence version 2*. Burnaby: Mental Health, Law, and Policy Institute, Simon Fraser University.

Welsh, J. L., Schmidt, F., McKinnon, L., Chattha, H. K., et Meyers, J. R. (2008). A Comparative Study of Adolescent Risk Assessment Instruments Predictive and Incremental Validity. *Assessment*, 15(1), 104-115.

Willis, J., Muktha, J. et Nilakanta, R. (2007). General guidelines for qualitative research. In J. Willis (Eds). *Foundations of qualitative research* (pp 185-228). Thousand Oaks: Sage.

Withbeck, L.B., Hoyt, D.R., Johnson, K.D. et Bao, W.N. (2000). Depressive Symptoms and Co-occurieng Depressive Symptoms, Substance Abuse, and Conduct Problems among Runaway and Homeless Adolescents, *Child Development*, 71(3), 723-732.

Witherup, L. R., Vollmer, T. R., Van Camp, C. M., Goh, H.-L., Borrero, J. C. et Mayfield, K. (2008). Baseline measurement of running away among youth in foster care. *Journal of Applied Behavior Analysis*, 41(3), 305-318.

Wormith, J.S., Althouse, R., Simpson, M., Reitzel, L.R., Fagan, T.J. & Morgan, R.D. (2007). The Rehabilitation and Reintegration of Offenders: The Current Landscape and Some Future Directions for Correctional Psychology. *Criminal Justice and Behavior*, 34 (7), 879-892.

Zack, S.E., Castonguay, L.G. & Boswell, J.F. (2007). Youth Working Alliance: A Core Clinical Construct in Need of Empirical Maturity. *Har Rev Psychiatry*, 15 (6), 278-288.

Zimmerman, D. P., Abbey, A. A., Nicholas, K. B. et Bieber, S. L. (1997). Predicting Runaways upon Admission to an Adolescent Treatment Center. *Residential Treatment for Children and Youth*, 15(2), 73-86.

Annexe 1 : Canevas d'entrevue

Grille d'entrevue

Projet : L'évaluation et la gestion du risque auprès des jeunes fugueurs hébergés en centre de réadaptation

Objectif : Explorer les perceptions des professionnels sur les pratiques actuelles et les pratiques à développer dans l'intervention auprès des jeunes fugueurs ou à risque de fugue.

L'entrevue semi-dirigée comprend quatre étapes :

- 1- L'expérience individuelle dans le travail auprès des jeunes fugueurs
- 2- Les caractéristiques et les besoins des jeunes fugueurs
- 3- Les perceptions quant aux pratiques actuelles
- 4- Leurs réflexions quant aux pratiques à privilégier

1- L'expérience individuelle dans le travail auprès des jeunes fugueurs

- ✓ Décrivez votre expérience de travail auprès des jeunes fugueurs.
- ✓ Décrivez votre rôle actuel dans le processus d'intervention auprès des jeunes fugueurs.
- ✓ Quels défis rencontrez-vous dans votre travail auprès des jeunes fugueurs?
- ✓ Quelles sont les particularités de l'intervention auprès des jeunes fugueurs?

2- Les caractéristiques et les besoins des jeunes fugueurs

- ✓ Quelles sont les caractéristiques particulières aux jeunes fugueurs (cognitives, sociales, affectives, familiales, etc)
- ✓ Quels sont les besoins particuliers des jeunes fugueurs?
- ✓ Comment expliquez-vous le phénomène de la fugue?

3- Les perceptions quant aux pratiques actuelles

- ✓ Quelles sont les pratiques actuelles dans l'intervention auprès des jeunes fugueurs?
- ✓ Selon vous, pourquoi ces interventions sont-elles utilisées dans les milieux de pratique?
- ✓ Selon vous, quels sont les impacts des pratiques actuelles sur la problématique de la fugue?

4- Leurs réflexions quant aux pratiques à privilégier

- ✓ Selon vous, quelles interventions devraient être privilégiées auprès des jeunes fugueurs et pourquoi?
 - ✓ Comment les milieux doivent-ils s'adapter à la problématique de la fugue?
 - ✓ Quels sont les défis que rencontrent les milieux dans la mise en place de telles pratiques?
-

Annexe 2 : Guide d'évaluation du risque de fugue

Guide d'évaluation du risque de fugue **(pour les jeunes hébergés en centre de réadaptation)**

Julie Ste-Marie, M.Sc
Candidate au doctorat
École de Criminologie de l'Université de Montréal

Denis Lafortune, Ph.D
Professeur titulaire
École de Criminologie de l'Université de Montréal

Version 3, 2017

Le *guide d'évaluation du risque de fugue* a été développé pour soutenir les intervenants dans l'évaluation, la gestion et la prévention du risque de fugue. À partir d'une recension des connaissances sur la problématique de la fugue, cet outil présente divers facteurs de risque associés à la fugue.

Le *guide d'évaluation du risque de fugue* est un outil mis à la disposition des intervenants pour orienter les décisions sur l'encadrement à mettre en place ou pour soutenir le développement d'une intervention axée sur les facteurs spécifiques associés à la fugue chez un jeune.

Le *guide d'évaluation du risque de fugue* s'adresse aux intervenants responsables de la prise en charge des jeunes. Il peut donc être complété par un éducateur d'une unité de réadaptation ou par un agent de relations humaines.

L'évaluation du niveau de risque nécessite une expérience clinique de travail auprès des jeunes présentant des troubles de comportement. Si la personne responsable de l'évaluation ne possède pas cette expérience significative (environ 36 mois) ou si elle juge qu'elle n'a pas les connaissances requises, il est fortement suggéré qu'elle demande le support d'un collègue dans la démarche.

La définition de la fugue

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (2014) définit la fugue comme suit :

«Une fugue survient lorsqu'un enfant quitte volontairement, et sans autorisation de la personne en autorité, une ressource intermédiaire ou une installation maintenue par un CJ. Cela inclut les non-retours de sortie autorisée où l'enfant, de façon délibérée et non justifiée, ne respecte pas l'heure prévue de retour.

En ce sens, toute situation où, lors d'un non-retour de sortie autorisée, on ne peut, dans un délai d'au plus 1 heure, statuer sur la situation de l'enfant, ce dernier est présumé en fugue. Cette présomption pourra être renversée par la suite sur la base de nouvelles informations.» (page 9)

La population visée

Le *guide d'évaluation du risque de fugue* a été développé pour évaluer le risque de fugue chez les adolescents et les adolescentes placés en centre de réadaptation interne ou en foyer de groupe à la suite d'une mesure d'urgence prise par le directeur de la protection de la jeunesse, d'une ordonnance du tribunal de la jeunesse ou d'une entente sur les mesures volontaires. Aucun autre critère d'inclusion ou d'exclusion n'a été déterminé.

Les échelles

Le *guide d'évaluation du risque de fugue* divise les 25 facteurs retenus en quatre échelles. Il est recommandé que l'évaluation de chacun des facteurs de risque soit réalisée à partir de toutes les sources d'information disponibles (dossiers physiques et informatiques, entrevues avec les parents, entrevues avec le jeune, etc).

Facteurs historiques :

Les facteurs historiques sont des facteurs de risque généralement statiques qui s'inscrivent dans l'histoire de vie du jeune. Il s'agit d'évaluer si le facteur a été présent à un moment ou à un autre dans la vie du jeune. Il est difficile, voire impossible, d'intervenir directement sur les facteurs historiques. La planification de l'intervention doit cependant tenir compte des conséquences associées à ces facteurs de risque.

Facteurs dynamiques-non mobilisables :

Les facteurs dynamiques-non mobilisables sont des facteurs qui changent dans le temps, mais pour lesquels l'intervention n'a aucune prise sur le changement. L'évaluation du risque doit les prendre en compte, mais la planification de l'intervention ne doit pas s'y arrêter. Il convient de réévaluer la présence de ces facteurs environ tous les trois mois.

Facteurs dynamiques-mobilisables et de nature individuelle :

Les facteurs dynamiques-mobilisables et de nature individuelle sont des facteurs qui sont directement associés à la fugue dans la littérature scientifique. Il s'agit de facteurs qui sont présents au moment de l'évaluation. Les facteurs dynamiques-mobilisables et de nature individuelle constituent les cibles de l'intervention. Ils doivent être au cœur de la planification de l'intervention. Il convient de réévaluer périodiquement ces facteurs, notamment lors de la mise en œuvre et de la révision du plan d'intervention.

Facteurs dynamiques-mobilisables et de nature relationnelle :

Les facteurs dynamiques-mobilisables et de nature relationnelle sont directement liés à la prise en charge. Ces facteurs doivent être présents au moment de l'évaluation, mais changent rapidement dans le temps. Ils doivent également faire l'objet d'une réévaluation constante, notamment lorsque la situation de l'adolescent change (ex : coupure de contact avec un parent) ou lorsque la prise en charge subit des modifications (ex : changement de milieu de vie, changement d'éducateurs de suivi).

La cotation

Les 25 facteurs qui composent le *guide d'évaluation du risque de fugue en internat* doivent être évalués selon trois cotes. Globalement, les cotes 0, 1 et 2 sont identifiées comme suit :

0	Absence du facteur
1	Présence soupçonnée Présence occasionnelle Présence de gravité moindre
2	Présence certaine Présence fréquente Présence de gravité importante Présence de facteurs concomitants

Il est à noter que la description des facteurs donne des exemples pour chacune des cotes, mais qu'elle ne prétend pas présenter toutes les possibilités. C'est pourquoi il importe que l'évaluateur possède une expérience de travail auprès des jeunes ayant des troubles de comportement. *De plus, si les informations recueillies correspondent à des exemples dans deux cotes distinctes, il convient d'indiquer la cote la plus élevée.*

Pour chacun des 25 facteurs de risque, l'évaluateur peut également spécifier s'il s'agit d'un facteur de protection (FP) ou d'un facteur critique (FC).

Un facteur de protection (FP) est un facteur qui peut contribuer à diminuer le risque de fugue et qui devrait donc être ciblé par l'intervention. Par exemple, si un jeune fait partie d'une équipe sportive, il y côtoie probablement un réseau prosocial. Mettre en place les moyens nécessaires à la poursuite de cette activité pourrait contribuer à réduire le risque de fugue.

Un facteur critique (FC) est un facteur qui a un impact considérable sur le risque de fugue. Par exemple, la consommation serait un facteur critique pour un jeune qui a fugué dans le passé pour consommer. Si le jeune est abstinent, le risque de fugue diminue. Par contre, si ce dernier consomme, le risque augmente. Identifier les facteurs critiques permet aux intervenants de savoir à quel moment le risque augmente chez un jeune et ainsi mettre en place des moyens de prévention.

Finalement, l'évaluateur est invité, suivant la cueillette d'informations réalisée pour coter chacun des facteurs de risque à définir si, selon lui, le risque global est faible, modéré ou élevé

Facteurs de risque

A) FACTEURS HISTORIQUES

1. Rupture de la famille nucléaire

Ce facteur de risque considère le milieu familial dans son ensemble. Il ne s'agit donc pas d'évaluer la nature des relations entre le jeune et ses parents.

D'abord, il faut considérer s'il y a rupture dans le milieu familial. Les parents sont-ils séparés? Si oui, ont-ils de nouveaux conjoints ou s'agit-il d'une famille monoparentale?

Ensuite, il s'agit de voir si des conflits fréquents persistent entre les parents et ce, même si la séparation remonte à plus de 2 ans. Les conflits en lien avec une séparation peuvent être présents à la suite de la rupture. C'est s'ils perdurent dans le temps que le risque augmente.

Enfin, il faut voir si la rupture amène une coupure de contact entre le jeune et un de ses parents. Est-ce que le jeune entretient des contacts réguliers avec ses deux parents (au moins un contact peu importe la forme par mois)? Est-ce que les conflits entre les parents placent le jeune en conflit de loyauté ou l'amènent à rejeter un parent ou le dénigrer? L'enfant est-il instrumentalisé? Un parent s'est-il lui-même désinvesti de milieu familial suivant la séparation, entraînant une irrégularité, voire une absence de contact avec le jeune?

0	Parents vivent ensemble Famille recomposée (parent qui a la garde)
1	Parents séparés/divorcés - Famille monoparentale (parent qui a la garde) Contact régulier (une fois par mois, peu importe la forme) avec les deux parents
2	Conflits entre les parents biologiques fréquents (plus d'une fois par mois) et ce, depuis plus de deux ans. Jeune instrumentalisé dans le conflit ou présence de conflit de loyauté ou d'aliénation parentale. Absence de contact ou contacts irréguliers avec au moins un parent (moins d'une fois par mois).

2. Instabilité du lieu de résidence

Ce facteur de risque s'intéresse aux changements de milieux de vie vécus par le jeune. Il peut d'abord s'agir de déménagements vécus dans son milieu familial. Le jeune a-t-il déménagé en moyenne plus d'une fois aux deux ans? Ces déménagements ont-ils amené des changements dans le milieu social (changement de quartiers, d'école, de réseau social, etc)?

Il peut également être question, lorsqu'un jeune a été placé dans une ressource des centres jeunesse, d'instabilité dans la prise en charge. À quel âge a-t-il été placé pour la première fois? Le jeune a-t-il vécu des changements de milieu?

0	Jeune qui vit avec ses parents jusqu'au placement dans le milieu actuel Déménagements dans le milieu familial (en moyenne, moins d'un déménagement aux deux ans impliquant un changement dans le réseau social) Jeune placé dans une ressource du centre jeunesse avant l'âge de 12 ans et qui n'a vécu aucun déplacement avant son arrivée dans le milieu actuel
1	Déménagements fréquents des parents (en moyenne plus d'une fois aux deux ans impliquant un changement de réseau social ex. école) Jeune placé dans une ressource du centre jeunesse avant l'âge de 12 ans et qui a vécu au moins un changement de milieu, mais pas plus de deux
2	Jeune placé dans une ressource du centre jeunesse avant l'âge de 12 ans et qui a trois changements de milieux ou plus Jeune placé dans une ressource du centre jeunesse après l'âge de 12 ans Jeune qui a vécu des changements dans la prise en charge dans la dernière année

3. *Violence physique intrafamiliale*

Ce facteur de risque s'attarde à la violence physique (directe ou indirecte) vécue par le jeune dans son milieu de vie naturel. Il faut considérer à la fois la famille biologique et tout milieu qui a hébergé le jeune (ex. famille d'accueil).

Il s'agit d'évaluer la gravité et la fréquence de l'exposition à la violence. Le jeune a-t-il été un témoin indirect ou un témoin direct? A-t-il été victime de violence physique? Si oui, s'agit-il d'une ou deux situations isolées ou d'événements plus répétitifs (3 événements et plus)? Le jeune est-il encore en contact avec l'agresseur?

0	Absence de violence physique intrafamiliale.
1	Indices de la présence de violence physique, mais aucune preuve formelle. Le jeune a été ou est témoin (direct ou indirect) de violence intrafamilial.
2	Le jeune a été ou est victime de violence physique intrafamiliale. Abus physique faisant l'objet d'un signalement à la DPJ. L'agresseur est toujours présent dans le milieu familial (que le jeune ait été témoin ou victime).

4. *Abus sexuel*

Ce facteur de risque s'intéresse à la victimisation sexuelle vécue par les jeunes. Il faut considérer s'il y a eu un moins 1 événement d'abus sexuel.

Les jeunes fugueurs auraient été davantage victimes d'abus sexuel à l'extérieur de leur famille que les jeunes qui ne fuguent pas. Cela constitue donc un premier niveau de risque.

De plus, un lien direct a été établi entre le risque de fugue et la victimisation sexuelle intrafamiliale. Ce dernier élément constitue ainsi le second niveau de risque. Il faut considérer à la fois la famille biologique et les milieux qui ont hébergé le jeune (ex. famille d'accueil).

Il ne s'agit pas nécessairement d'agressions reconnues par le jeune, mais bien de gestes qui, selon la loi, représentent des abus sexuels, par exemple en venant invalider le consentement (ex. écart d'âge, jeune intoxiqué au moment de la relation, position d'autorité de l'agresseur, etc).

0	Absence de victimisation sexuelle
1	Au moins un événement d'abus sexuel commis par quelqu'un d'extérieur à la famille
2	Au moins un événement d'abus sexuel commis par un membre de la famille (incluant la famille élargie et les milieux d'accueil)

5. Relations d'attachement problématiques

« L'attachement est un lien affectif intense que l'enfant développe d'abord avec sa figure maternelle et ensuite avec les autres personnes de son entourage » (CJM 2009, page 13). Un bon lien d'attachement représente un facteur de protection contre la fugue.

Pour évaluer ce facteur de risque, il s'agit donc dans un premier temps de savoir si un diagnostic de trouble d'attachement existe? En l'absence d'un tel diagnostic, il s'agit d'évaluer si des éléments cliniques en lien avec une problématique d'attachement sont observés : le jeune évite les rapprochements avec l'adulte ou au contraire recherche l'attention indifféremment de la personne, le jeune est très familier avec les étrangers, il recherche des marques d'affection avec des personnes peu ou pas connues (ex. un temps partiel), le dossier parle de négligence parentale, le jeune a tendance à saboter les moments positifs avec l'adulte, il détruit les objets qui ont de l'importance pour l'autre, il est constamment en conflit avec les pairs, il n'a pas de stabilité dans ses relations sociales, il a vécu des placements précoces et répétés ou des ruptures de contact avec des personnes significatives, etc.

Lorsque des éléments cliniques sont observés, est-ce que l'hypothèse d'une problématique d'attachement est partagée entre les professionnels et guide-t-elle les décisions quant à l'intervention (ex dans le plan d'intervention)?

0	Absence de trouble de l'attachement
1	Absence de diagnostic, mais éléments cliniques/observations au dossier
2	Diagnostic d'un trouble de l'attachement Absence de diagnostic, mais éléments cliniques qui guident l'intervention (par exemple dans le plan d'intervention, dans les lignes d'intervention de l'équipe d'éducateurs, etc)

6. Antécédents de fugue

L'antécédent de fugue est un des facteurs de risque le plus significativement associé à la fugue. Pour évaluer cet item, il faut considérer les fugues de plus d'une heure.

Le jeune fugue-t-il d'un milieu particulier ou a-t-il fugué de différents milieux (ex. famille biologique, famille d'accueil, foyer de groupe, centre de réadaptation, etc). Le jeune a-t-il déjà fugué plus d'une heure d'un centre de réadaptation (incluant un non-retour de sortie autorisée ex. école ou milieu familial). Le jeune a-t-il été signalé à la DPJ ou placé en centre de réadaptation en lien avec une problématique de fugue?

0	Aucun antécédent de fugue de plus d'une heure.
1	Fugues de plus d'une heure qui ont lieu à partir d'un seul milieu (famille naturelle, famille d'accueil, foyer de groupe)
2	Fugues de plus d'une heure qui ont lieu à partir de deux milieux ou plus (famille naturelle, famille d'accueil, foyer de groupe) Antécédent de fugue d'un centre de réadaptation (au moins une fugue de plus d'une heure) Jeune signalé à la DPJ ou placé en centre de réadaptation pour un problème de fugue

7. Âge lors de la première fugue

Plus le jeune expérimente la fugue en jeune âge, plus il est susceptible de fuguer lors de son placement en centre de réadaptation et ce, peu importe le milieu d'origine des premières fugues. C'est si la première fugue a eu lieu entre 12 et 13 ans que le risque est le plus grand, d'où la cotation du niveau 2 pour ces jeunes. Il s'agit ici de considérer les fugues de plus d'une heure.

0	Aucun antécédent de fugue de plus d'une heure
1	Fugues qui débutent à 14, 15, 16 ou 17 ans
2	Fugues qui débutent à 13 ans ou moins

B) FACTEURS DYNAMIQUES ET NON MOBILISABLES

8. Âge

L'évaluation du risque de fugue ne sera pas la même selon l'âge du jeune concerné. Le risque serait plus élevé pour les jeunes à partir de 15 ans, d'où l'attribution de la cote 2 à ce groupe d'âge.

0	Jeune moins de 12 ans
1	Jeune de 12, 13 ou 14 ans
2	Jeune de 15, 16 ou 17 ans

9. Temps depuis l'arrivée dans le milieu de vie actuel

Le risque de fugue semble plus élevé lors de l'arrivée dans le milieu de vie actuel (ici l'unité de réadaptation ou le foyer de groupe), alors que le jeune n'est pas encore installé et qu'il n'a pas créé de relations significatives. Les recherches suggèrent également de réévaluer le risque de fugue lorsqu'il y a un changement dans la prise en charge (par exemple un changement d'éducateur accompagnateur).

Si un jeune a quitté temporairement l'unité (fugue, encadrement intensif, retour à la maison, etc), c'est la date de son retour qui doit servir de référence ici et non pas la date de la première admission. Par exemple, si le jeune a fait un séjour en encadrement intensif, c'est la date de retour (donc de fin de l'encadrement intensif) qui doit être prise en compte et non pas la date à laquelle le jeune a été assigné pour la première fois à l'unité.

0	Jeune placé dans le milieu actuel depuis plus de 6 mois.
1	Placement qui a débuté entre 1 à 6 mois. Changement dans la prise en charge (ex. départ définitif d'un éducateur accompagnateur) dans le dernier mois.
2	Jeune arrivé dans le milieu au cours du dernier mois (incluant un retour d'encadrement intensif par exemple).

C) FACTEURS DYNAMIQUES, MOBILISABLES ET DE NATURE INDIVIDUELLE

10. Consommation d'alcool et de drogue

Ce facteur de risque s'intéresse à la consommation d'alcool et de drogue du jeune. Il s'agit ici, pour évaluer le risque associé à ce facteur, de regarder la fréquence, la diversité et la gravité de la consommation. Le jeune consomme-t-il au moins une fois par semaine? La consommation a-t-elle lieu à partir de plusieurs milieux (ex. milieu naturel, centre de réadaptation, école)? Consomme-t-il seul ou avec des amis? Le but de la consommation est-il récréatif? Quand le jeune consomme-t-il (lors des périodes de classe, le soir, la fin de semaine)? Consomme-t-il une ou plusieurs substances différentes? A-t-il déjà fugué pour consommer? La consommation entrave-t-elle le fonctionnement du jeune (ex. réussite scolaire)?

Il s'agit également d'évaluer le niveau de reconnaissance du jeune quant à la problématique et son désir de s'impliquer dans une démarche à ce niveau.

0	Abstinence Consommation occasionnelle/non abusive (moins d'une fois par semaine, la fin de semaine, avec des amis, but récréatif, une ou deux substances ex. marijuana et alcool)
1	Consommation fréquente/non abusive (environ une fois par semaine, soirs ou fin de semaine, dans un but récréatif, une ou deux substances ex. marijuana et alcool) Consommation qui n'entrave pas le fonctionnement du jeune dans différentes sphères de sa vie (ex. réussite scolaire) Jeune reconnaît la consommation, accepte d'en parler *Jeune qui cote jaune au DEP-ADO ⁵⁴
2	Consommation abusive voire problème de toxicomanie (plus d'une fois par semaine, à tout moment de la journée, but autre que récréatif, plus de 2 substances) Consommation qui entrave le fonctionnement du jeune (ex. consomme sur les heures de classe) Jeune qui consomme à l'unité de réadaptation Jeune qui a été signalé à la DPJ ou placé en centre de réadaptation pour une problématique de consommation Jeune refuse d'entamer une démarche pour cesser, jeune nie la consommation ou les conséquences associées Jeune qui a déjà fugué pour consommer *Jeune cote rouge au DEP-ADO

⁵⁴ Les exemples précédés d'un * sont inspirés d'une connaissance du fonctionnement des centres de réadaptation interne du Québec. Ces exemples ne sont par contre pas supportés par la littérature scientifique. Ils ont pour objectif d'illustrer la gravité d'un facteur à partir d'éléments vécus au quotidien par les intervenants dans leur suivi auprès des jeunes.

11. Comportements délinquants

Ce facteur de risque s'attarde aux comportements délinquants adoptés par le jeune lorsqu'il est à l'extérieur du centre de réadaptation. Il faut considérer le contexte, la gravité des délits, la fréquence et la diversité. Combien le jeune a-t-il commis de délits au cours de l'année? De quelle nature sont les délits (délit contre les biens, délit contre les personnes, vente de drogue, etc)? Quel est le contexte de commission des délits (seul vs en groupe, impulsif vs planifié)?

Aussi, un jeune qui commet des délits pour «survivre» dans la rue (ex. vol de nourriture, vol d'argent pour se nourrir, dormir ou payer sa consommation, dormir dans un endroit interdit d'accès, etc) présente un risque de fugue plus élevé, illustrant que le jeune est prêt à prendre les moyens nécessaires pour être autonome en dehors des ressources offertes en réadaptation.

0	Absence 1-2 délits sans violence (méfait, contre les biens) dans l'historique du jeune
1	Plus de 2 délits Délits sans violence (contre les biens, méfait, vente/consommation de drogue, etc) Contexte impulsif Jeune commet ses délits seul Si délit avec des pairs (1 ou 2 pairs), absence de planification/impulsion du moment/effet d'entraînement
2	Plus de 2 délits Délits avec violence (contre la personne, utilisation d'une arme, etc) Délit organisé/planifié Jeune commet ses délits en groupe Jeune qui commet des délits pour « survivre » (ex. vol d'argent pour se nourrir ou se loger, vol de nourriture, etc)

12. Difficultés scolaires

Ce facteur de risque s'intéresse aux difficultés rencontrées dans le milieu scolaire, à la fois au niveau comportemental et académique.

Le jeune échoue-t-il des matières scolaires? Est-il en retard sur son parcours académique? S'est-il absenté sans autorisation de ses cours? Le jeune a-t-il été suspendu? Est-il en mesure de fréquenter une classe dans une école externe ou doit-il être scolarisé dans une école adaptée aux difficultés de comportements (ex. école dans le centre de réadaptation)

0	Aucune difficulté de fonctionnement/comportement Jeune qui peut présenter certaines difficultés de fonctionnement, mais qui ne nécessite pas de mesures disciplinaires importantes (ex. peut avoir eu des retenues, mais aucune suspension) Jeune qui n'est pas en échec scolaire (échec dans maximum 1 matière)
1	Jeune échoue dans 2 ou 3 matières Jeune a 1 ou 2 années de retard à l'école Difficultés de fonctionnement qui ont nécessité quelques mesures disciplinaires (ex. 1 ou 2 suspensions dans une même année) Quelques absences non autorisées (moins de 1 absence par semaine) *Jeune en mesure de fréquenter une école externe
2	Échec dans 4 matières ou plus Retard de 3 ans et plus dans son cheminement scolaire Problèmes importants de fonctionnement qui nécessitent des mesures disciplinaires (3 suspensions et plus dans une même année) A déjà été exclu définitivement d'une école Fréquentation d'une classe en trouble de comportements Plusieurs absences non autorisées (1 et plus par semaine) *Jeune qui doit fréquenter une école dans le centre de réadaptation

13. Problématique suicidaire

Différents éléments sont à considérer dans l'évaluation de ce facteur de risque. D'abord, au cours des 6 derniers mois, le jeune a-t-il fait part à un intervenant d'idéations suicidaires. Il est question d'idéation suicidaire quand le jeune nomme une intention de mourir, sans nécessairement avoir un plan de suicide ou poser de geste en ce sens.

Ensuite, au cours de la dernière année, le jeune a-t-il déjà posé un geste suicidaire ou eu des verbalisations suicidaires? Il s'agit ici de comportements/verbalisations observés par les intervenants qui indiquent une intention de mourir (plan, moyens concrets), sans toutefois qu'il y ait de passage à l'acte concret mettant la vie en danger.

Aussi, dans son histoire de vie, le jeune a-t-il fait une tentative de suicide. Une tentative représente un geste volontaire posé par le jeune dans l'intention de mettre sa vie en danger.

Finalement, le jeune a-t-il, au cours des 6 derniers mois, eu des comportements parasuicidaires, notamment l'automutilation.

0	Aucun élément. Idéations suicidaires qui ont eu lieu depuis plus de 6 mois ou dont aucun intervenant n'a été témoin. Gestes/verbalisations suicidaires qui ont eu lieu il y a plus d'un an. Comportement d'automutilation dans le passé, mais absent depuis 6 mois ou non observé par un intervenant.
1	Idéations suicidaires qui ont eu lieu dans les 6 derniers mois en présence d'un intervenant. Gestes/verbalisations suicidaires qui ont eu lieu au cours de la dernière année. Comportement d'automutilation observé par un intervenant au cours des 6 derniers mois.
2	Tentative de suicide dans l'histoire de vie du jeune.

14. Problématique de santé mentale

Le DSM-IV-TR (2004) définit le problème de santé mentale comme étant « un syndrome comportemental ou psychologique cliniquement significatif, survenant chez un individu et associé à une détresse concomitante... » (page XXXV). Dans la littérature scientifique, les principaux troubles mentaux associés à la fugue sont le trouble de personnalité (trouble de personnalité limite-TPL, trouble antisocial) en émergence et la dépression. Dans l'évaluation du présent facteur de risque, le trouble anxieux, le trouble bipolaire et le trouble oppositionnel seront également considérés. *Il est à noter que le trouble réactionnel de l'attachement et l'automutilation sont abordés dans d'autres facteurs de risque et ne doivent pas être considérés.*

Il s'agit d'abord de voir si le jeune a un diagnostic de trouble de santé mentale. Si ce n'est pas le cas, il s'agit de considérer si, malgré l'absence de diagnostic, l'intervention auprès du jeune est orientée en fonction d'un trouble de personnalité, notamment que les objectifs du plan d'intervention et les moyens et activités cliniques mis en place en tiennent compte. Par exemple, dans le cadre TPL, il sera question de cadre ferme et constant, de neutralité, de cohérence, de frontières claires, etc.

Si ce n'est pas le cas, il s'agit finalement d'évaluer si certains signes et symptômes associés aux troubles de santé mentale sont observés. Par exemple, dans le cas du TPL, observe-t-on une tendance chez les jeunes à adopter des comportements autodestructeurs et de dépendance? Note-t-on des changements rapides d'humeur, de l'instabilité dans les relations interpersonnelles, du clivage, des crises de colère, des distorsions de la réalité? Dans le cas de la dépression, note-t-on un désinvestissement du jeune dans des activités habituellement appréciées, de la tristesse, des émotions négatives, de l'irritabilité, de la fatigue chronique, une perte d'énergie, des difficultés de concentration, etc? Les différents outils développés dans les centres jeunesse pour guider l'intervention en santé mentale peuvent supporter l'évaluation de ce facteur de risque.

0	Aucune
1	Présence de signes et symptômes d'une problématique de santé mentale
2	Diagnostic de trouble de santé mentale Bien qu'il n'y ait pas de diagnostic, le PI propose des objectifs et des moyens adaptés à une problématique de santé mentale

15. Stratégies d'adaptation axées sur la fuite

Ce facteur de risque s'intéresse à la tendance d'un jeune à adopter des stratégies d'adaptation axées sur la fuite pour faire face à des difficultés. Ces stratégies peuvent s'illustrer par différents moyens, par exemple de sortir à l'extérieur, de changer de pièce, de s'isoler à sa chambre, de refuser de parler, de faire le sourd, de fuguer, etc.

Il faut évaluer si le jeune utilise les stratégies d'adaptation axée sur la fuite dans un contexte précis ou face à toute situation lui faisant vivre un malaise. Aussi, réagit-il ainsi face à des situations impliquant une personne précise (un parent, un intervenant ciblé, un pair de l'unité, etc) ou est-ce davantage généralisé et indifférencié? Finalement, ce mode de réaction axé sur la fuite est-il aussi observable chez les parents?

0	Le jeune n'adopte pas de stratégie de fuite
1	La problématique peut être associée à des situations particulières (contexte précis, personnes ciblées, éléments déclencheurs spécifiques)
2	La problématique est généralisée. Il est difficile d'identifier des situations spécifiques. Le jeune adopte ces stratégies à tout moment, indépendamment du contexte. Stratégie aussi présente chez les parents

16. Gestion des émotions

Ce facteur de risque s'intéresse à la capacité d'un jeune à gérer les émotions négatives, principalement la colère et la frustration. Un jeune qui a tendance à avoir des réactions négatives et impulsives serait plus à risque de fugue. Par exemple, lorsqu'il est en colère, le jeune a-t-il tendance à adopter des conduites violentes (agressivité verbale : hausser le ton, insulter et/ou agressivité physique : claquer des portes, lancer des objets, etc). Doit-on avoir recours à des mesures particulières (mesures hors unité, contention) pour assurer la sécurité du jeune ou celle d'autrui? La réaction du jeune semble-t-elle disproportionnée par rapport à la situation? Le jeune s'emporte-t-il rapidement? Se calme-t-il rapidement? Est-il capable de se calmer seul ou l'intervenant doit-il l'accompagner? Est-ce difficile de reprendre la situation avec lui? Peut-on qualifier le jeune d'impulsif?

Il s'agit aussi d'évaluer si la gestion des émotions est difficile face à certaines situations ou émotions ou si la problématique est plus générale.

0	Le jeune n'a pas recours à l'agressivité pour gérer ses émotions négatives. Lorsque le jeune réagit à une émotion négative, il est en mesure de se calmer seul et/ou de discuter avec l'intervenant.
1	Le jeune réagit par l'agressivité face à des émotions/situations précises (ex. refus d'un intervenant). Il est possible de prévoir la réaction du jeune face à ces situations. Le jeune est en mesure de se calmer avec l'aide d'un intervenant.
2	Le jeune réagit par l'agressivité dans toute situation/émotion. Il est difficile, voire impossible de prévoir la réaction du jeune dans une situation donnée. Le jeune ne se calme pas seul ou avec l'aide d'un intervenant dans au moins une situation par mois (ex. besoin du support des agents, voire recours à des mesures particulières). Les réactions du jeune apparaissent disproportionnées.

D) FACTEURS DYNAMIQUES, MOBILISABLES ET DE NATURE RELATIONNELLE

17. Désaffiliation

La notion de désaffiliation (ou désengagement) réfère à un processus durant lequel un jeune se désinvestit d'un milieu (ou ne s'y est jamais investi). Ce facteur de risque réfère ainsi à l'implication d'un jeune dans un milieu de socialisation. Il n'est pas question ici des relations affectives avec les gens présents dans le milieu (qui reflètent la notion d'attachement), mais bien d'investissement et d'engagement dans les activités offertes par le milieu. Les différents milieux à étudier pour évaluer ce facteur de risque sont la famille (incluant la famille élargie et adoptive), l'école, les groupes d'activités sportives ou culturelle, le milieu d'hébergement, etc.

Différents indices peuvent illustrer un processus de désaffiliation. Par exemple, le jeune prend-il ses repas en famille ou isolé à sa chambre? Participe-t-il aux activités, va-t-il aux réunions en famille? À l'école, le jeune va-t-il à ses cours? Participe-t-il à une activité parascolaire? Est-il membre d'une équipe sportive? Est-il inscrit à une activité artistique (dessin, musique, théâtre, etc)? Dans une unité de vie, s'isole-t-il à sa chambre durant le repas ou les activités de groupe? Cherche-t-il à entrer en relation avec les pairs ou les adultes? S'implique-t-il dans les discussions ou répond-il rapidement pour mettre fin aux conversations? Cherche-t-il à donner une opinion sur un sujet ou à s'impliquer dans les échanges ou cherche-t-il à esquiver les sujets? En ce sens, le jeune qui est en opposition face aux interventions ou qui a une attitude de confrontation n'est pas nécessairement désaffilié d'un milieu. C'est davantage un jeune qui n'exprime pas son désaccord ou qui accepte tout pour éviter la confrontation qui présente des indices de désaffiliation.

0	Jeune ancré dans divers milieux de socialisation (exemple : famille, école, équipe sportive, unité de vie)
1	Jeune affilié à deux milieux Jeune désaffilié d'un ou deux milieux
2	Jeune affilié à un seul milieu Jeune désaffilié de trois milieux ou plus Jeune désaffilié d'une unité de réadaptation

18. Collaboration des parents au processus de réadaptation

Ce facteur s'attarde à la collaboration des parents au processus de réadaptation. Notamment, il s'agit d'évaluer si les parents mettent en place et appliquent les règles établies dans le plan d'intervention et les plans (ou contrats) de sortie. Aussi, se présentent-ils aux rencontres prévues? Expriment-ils ouvertement leur opposition au placement? Collaborent-ils à l'élaboration des objectifs de plan d'intervention les concernant?

Si les parents n'appliquent pas les règles et les sanctions prévues, est-ce que cela s'explique par des lacunes dans leurs capacités à le faire ou par des désaccords quant à leur fondement même? Par exemple, s'il y a une interdiction de consommer de la drogue, mais que la mère le permet, est-ce parce qu'elle n'est pas en mesure d'assurer la surveillance nécessaire ou est-ce parce qu'elle est en désaccord avec l'interdiction même? Si les parents présentent des lacunes, collaborent-ils avec les intervenants pour améliorer leurs capacités parentales?

* Il s'agit ici d'évaluer le parent qui a la garde de l'enfant ou les contacts les plus fréquents. Si les deux parents sont présents, il faut utiliser la cote la plus élevée.

* Le terme « parent » réfère à toute figure parentale impliquée auprès du jeune. En l'absence des parents (absence de contact avec le jeune depuis plus d'un an), un grand-parent pourrait par exemple être considéré ici .

0	Les règles établies sont respectées dans les différents milieux et les sanctions sont appliquées. Les parents sont présents aux rencontres.
1	Les parents ont de la difficulté à mettre en place les règles établies par qu'ils présentent des lacunes dans leur capacité à le faire. Ex. Une mère a de la difficulté à être ferme et à imposer son autorité, même si elle tente de faire appliquer une règle, c'est le jeune qui ne le respecte pas. Le parent rate parfois des rencontres parce qu'il a des lacunes dans son organisation (ex. n'a pas de transport, oublie la rencontre, etc). Le parent collabore avec l'intervenant pour mettre en place les moyens permettant d'atteindre les objectifs du plan d'intervention.
2	Les parents ne mettent pas en place les règles établies, car ils n'adhèrent pas à celles-ci. Ex. Un parent n'assure pas le respect du couvre-feu établi dans le contrat de sortie de fin de semaine parce qu'il juge que l'heure ne convient pas. Un parent refuse de se présenter aux rencontres avec les intervenants. Un parent exprime ouvertement son opposition à l'intervention, la dénigre ou refuse de s'impliquer dans la démarche de réadaptation. Le parent ne s'implique pas dans la démarche du plan d'intervention.

19. Réseau social déviant

Ce facteur de risque est le premier à s'intéresser au réseau social du jeune. Pour évaluer ce facteur, il importe de distinguer deux types de pairs, les amis et les connaissances. En effet, ces deux catégories de pairs n'ont pas la même influence sur les actions posées par un jeune. Un ami est quelqu'un dont le jeune estime l'opinion et qui l'incitera à adopter certains comportements. Le jeune agira pour que son ami maintienne une opinion positive de lui. Normalement, le jeune maintiendra des contacts avec un ami même durant son placement ou en parlera à un intervenant. À l'inverse, une connaissance est quelqu'un que le jeune côtoie dans des occasions particulières, par exemple lors de fêtes. La connaissance compte peu pour le jeune et, s'il peut arriver que le jeune commette des gestes sous son influence, il s'agit davantage d'opportunité que de désir d'être estimé. Lors de son placement, le jeune n'aura pas de contact avec une connaissance et n'en parlera pas à l'intervenant. Différents outils utilisés dans les centres jeunesse peuvent aussi supporter la distinction entre un ami et une connaissance.

La présence d'un réseau social qui encourage les comportements déviants est un facteur de risque pour la fugue. L'évaluation de ce facteur de risque considère que plus le réseau est composé de pairs significatifs pour le jeune (des amis), plus il aura une influence sur le risque de fugue.

* Les autres jeunes de l'unité de réadaptation ne doivent pas être inclus dans l'évaluation de ce facteur, à moins que le jeune ait des contacts avec eux à l'extérieur de l'unité, par exemple lors de sorties de fin de semaine (contact téléphonique, via Facebook, en personne, etc)

0	Absence de réseau déviant
1	Connaissances (au moins une) qui adoptent des conduites déviantes Pas de contact avec ce réseau lors du placement en réadaptation
2	Amis (au moins un) qui adoptent des conduites déviantes Maintien des contacts avec ce réseau lors du placement en réadaptation

20. Absence de réseau prosocial

Ce facteur de risque est le second qui s'attarde au réseau social du jeune. Un jeune qui n'a pas de pairs déviants ne fait pas nécessairement partie d'un réseau encourageant les valeurs prosociales. Or, cette absence est également un facteur de risque pour la fugue.

La logique appliquée pour la cotation est la même que pour celle du précédant facteurs de risque, c'est-à-dire qu'une distinction est faite entre les amis et les connaissances.

Les pairs prosociaux sont définis par leur implication dans des activités positives comme l'école, le sport ou le travail (légal). Il s'agit également de pairs qui ne sont pas impliqués dans des activités délinquantes et qui ne présentent pas de consommation de drogues ou d'alcool problématique (consommation récréative, moins d'une fois par semaine, la fin de semaine, pas sur les heures de classe, etc).

* Les autres jeunes de l'unité de réadaptation ne doivent pas être inclus dans l'évaluation de ce facteur, à moins que le jeune ait des contacts avec eux à l'extérieur de l'unité, par exemple lors de sorties de fin de semaine (contact téléphonique, via Facebook, en personne, etc)

0	Amis (au moins un) prosociaux Maintien des contacts avec ce réseau lors du placement en réadaptation
1	Connaissances (au moins une) prosociales Si présence d'un ami (ou plus) prosocial, aucun contact durant le placement en centre de réadaptation
2	Absence de réseau prosocial

21. Relation conflictuelle avec les figures d'autorité

Ce facteur s'intéresse aux relations entre le jeune et les figures d'autorité (intervenants, professeurs, etc). Il s'agit d'évaluer si le jeune s'oppose aux figures d'autorité. Par exemple, lors d'un désaccord, le jeune réagit-il de manière irrespectueuse ou est-il en mesure de bien exprimer son point de vue? Le jeune est-il en mesure de se conformer aux demandes des intervenants ou exprime-t-il ouvertement son opposition?

Il ne s'agit pas ici d'évaluer si le jeune collabore au processus de réadaptation, mais bien d'observer les réactions du jeune face aux figures d'autorité et aux demandes et interventions de celles-ci.

Si le jeune s'oppose aux interventions des figures d'autorité, est-ce généralisé? Ou est-ce possible d'identifier des contextes dans lesquels cette opposition survient (avec des personnes en particulier, sur un sujet précis, lors d'une situation spécifique, etc)?

0	Le jeune est en mesure de se conformer aux demandes des personnes en position d'autorité.
1	L'opposition peut être associée à des situations particulières (contexte précis, personnes ciblées, éléments déclencheurs spécifiques, etc).
2	L'opposition est généralisée. Il est difficile d'identifier des situations spécifiques. Le jeune s'oppose aux figures d'autorité indépendamment de la personne ou du contexte.

22. Relation conflictuelle avec les pairs

Ce facteur s'intéresse aux relations entre le jeune et ses pairs. Il s'agit d'évaluer si le jeune entretient des relations conflictuelles avec eux. Par exemple, est-il en mesure d'entretenir une discussion ou se ferme-t-il dès que l'autre exprime une opinion différente de la sienne? Est-il en mesure d'argumenter sans hausser le ton ou utilise-t-il l'agressivité verbale, le dénigrement, l'intimidation dans ces contacts avec les autres? De plus, il faut voir si les conflits surviennent avec un pair en particulier ou s'ils sont plus généralisés?

Ce facteur de risque s'attarde également à la place du jeune dans le groupe de pair. Est-il isolé parce que rejeté par le groupe? Il faut distinguer ici l'isolement volontaire d'un jeune qui refuse de s'impliquer dans un milieu (notion de désaffiliation) d'un jeune qui souhaite faire partie du groupe, mais qui est mis de côté, par exemple parce qu'il possède de faibles habiletés sociales et qu'il n'a pas les capacités d'entrer positivement en relation avec les pairs. Ainsi, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas ouvertement de conflits avec les pairs que la situation n'est pas conflictuelle.

0	Conflit occasionnel (moins d'une fois par mois) et qui se règle avec ou sans l'aide de l'intervenant
1	Conflits avec 1 ou 2 pairs ciblés Conflits sur des sujets précis Il est possible d'identifier des contextes ou des situations spécifiques Jeune exclus d'un groupe de pairs
2	Conflits qui surviennent indifféremment du pair Conflits généralisés, le sujet des conflits ou les situations qui les déclenchent ne sont pas spécifiques et sont difficiles à identifier Jeune exclus de plus d'un groupe (ex. milieu de vie, école)

23. Alliance thérapeutique

Ce facteur de risque s'attarde plus spécifiquement à l'intervention individuelle mise en place. Il ne s'agit pas de savoir si le jeune est impliqué dans le milieu de vie, mais bien d'évaluer s'il est réceptif à l'intervention et s'il collabore avec les intervenants à la mise en place des objectifs et des moyens. Ainsi, un jeune peut ne pas s'impliquer dans l'unité de vie, mais collaborer à son suivi en individuel et vice versa.

Ce facteur réfère notamment à la notion d'alliance thérapeutique, qui s'intéresse au lien qui s'établit entre le jeune et les intervenants impliqués au dossier. Elle comporte trois critères : la relation de confiance, l'accord sur les objectifs et la participation aux activités.

Premièrement, le jeune a-t-il établi une relation de confiance avec l'intervenant? Par exemple, accepte-t-il de discuter lors de rencontres individuelles ou évite-t-il ces rencontres? Est-il en mesure d'avoir une discussion positive avec des intervenants ou est-il en conflit avec eux?

Deuxièmement, le jeune collabore-t-il à l'élaboration des objectifs du suivi? Le jeune reconnaît-il les motifs du placement ou est-il en opposition ouverte avec celui-ci? Le jeune participe-t-il à la démarche d'élaboration du plan d'intervention ou reste-t-il passif dans le choix des objectifs de travail?

Troisièmement, le jeune participe-t-il aux activités choisies pour atteindre les objectifs. Par exemple, lorsqu'un travail est demandé (contrat comportemental, grille d'observations, etc), le jeune le fait-il? Lors des activités en lien avec le plan d'intervention (ex. groupe de gestion de la colère), le jeune participe-t-il activement ou est-il passif?

Finalement, est-ce qu'une rupture est observée au niveau de l'alliance. Par exemple, un jeune qui collaborait devient ouvertement opposant au suivi ou un jeune qui participait activement à une activité refuse d'y aller.

0	Alliance thérapeutique impliquant les trois critères : relation de confiance, accord sur les objectifs et participation aux activités
1	Présence d'un ou deux critères de l'alliance thérapeutique
2	Absence d'alliance thérapeutique Rupture d'alliance

24. But de l'intervention

Ce facteur de risque est absent de la littérature scientifique, mais a été soulevé par de nombreux professionnels travaillant auprès des jeunes dans les centres de réadaptation. Le risque associé à ce facteur pourrait être de trois ordres.

Premièrement, le but est-il clair ou ambigu? Notamment, le but est-il défini ou change-t-il constamment? Par exemple, le jeune veut une semaine retourner chez son père, une semaine chez sa mère. Le jeune a une relation amoureuse et désire vivre avec son amoureux, mais il y a une rupture.

Deuxièmement, le jeune est-il en accord avec le but, y adhère-t-il ou le but est-il imposé par sa situation familiale ou les intervenants? Par exemple, si le but de l'intervention est l'autonomie, est-ce le jeune qui refuse un retour dans son milieu ou est-ce le milieu qui l'a abandonné? La famille souhaite-t-elle un retour à la maison, mais les intervenants s'y opposent considérant les facteurs de risque?

Troisièmement, le jeune croit-il être en mesure d'atteindre le but? A-t-il de l'espoir face à celui-ci? Par exemple, si un retour à la maison est visé, est-ce réaliste ou est-ce que certains indices montrent que ce sera un échec (parents qui ne se présentent pas aux rencontres, absence de contact les fins de semaine, parents non collaborants au suivi, conflits importants, jeune qui nomme ne pas être bien chez lui, etc). Si le but est l'autonomie, est-ce que les ressources nécessaires sont mises en place dans la communauté (ex. PQJ, CLSC, banque alimentaire, travail, etc)? Est-ce que le jeune possède certaines compétences lui permettant d'atteindre ce but (ex. maintenir un emploi, se préparer un repas, etc)

0	Le but est clair et réaliste, le jeune y adhère
1	Le but a changé à une ou deux reprises dans la dernière année Le jeune accepte le but parce qu'il n'a pas le choix, mais n'y adhère pas Le jeune possède des compétences pour l'atteinte du but, mais a peu d'espoir d'y arriver
2	Le but a changé à plus de deux reprises dans dernière année Le jeune est ouvertement en opposition face au but Le jeune n'entretient pas d'espoir face à l'atteinte du but et a peu de compétences

25. *Opinion du jeune face à la fugue*

L'opinion du jeune face à la fugue n'est pas un facteur de risque présenté dans la littérature scientifique. Néanmoins, il apparaît pertinent de l'évaluer, car un jeune qui perçoit positivement la fugue pourrait être plus susceptible de fuguer. À l'inverse, un jeune qui n'approuve pas ce comportement serait moins porté à l'adopter.

Ainsi, lorsqu'une fugue survient dans un milieu d'hébergement, comment le jeune se positionne-t-il? Nomme-t-il son désaccord face à cet événement, s'intéresse-t-il au sujet ou valorise-t-il clairement le comportement? A-t-il la perception que la fugue ne présente aucun risque ou nomme-t-il que c'est dangereux?

Il s'agit également s'évaluer si le jeune verbalise que l'unité d'hébergement le prive de sa liberté ou s'il valorise le monde la rue.

0	Le jeune nomme ouvertement son désaccord face à la fugue. Lorsqu'un événement de fugue survient, le jeune n'en parle pas.
1	Lorsqu'un événement de fugue survient, le jeune pose des questions sur ce que le fugueur fait, s'intéresse aux conséquences qu'il aura, mais n'exprime pas d'opinion sur le sujet. Le jeune est capable de nommer des conséquences à la fugue (au moins 1 ou 2)
2	Le jeune valorise la fugue et le fugueur. Le jeune minimise/banalise les conséquences de la fugue. Il n'y en a pas, même quand l'adulte les présente. Le jeune perçoit l'unité d'hébergement comme une privation de sa liberté. Le jeune valorise le monde de la fugue.

Annexe 3 : Modèles de prédiction du risque de fugue

Tableau 14: Facteurs de risque pour chacun des modèles

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4
	(13 facteurs)	(14 facteurs)	(14 facteurs)	(15 facteurs)
Antécédents de fugue	X	X	X	X
Âge lors de la première fugue	X	X	X	X
Âge	X	X	X	X
Temps depuis l'arrivée dans le milieu de vie actuel		X		X
Consommation d'alcool et de drogues	X	X	X	X
Comportements délinquants	X	X	X	X
Stratégies d'adaptation axées sur la fuite	X	X	X	X
Désaffiliation	X	X	X	X
Collaboration des parents au processus de réadaptation	X	X	X	X
Réseau social déviant	X	X	X	X
Absence de réseau prosocial	X	X	X	X
Relations conflictuelles avec les figures d'autorités			X	X
Alliance thérapeutique	X	X	X	X
But de l'intervention	X	X	X	X
Opinion du jeune face à la fugue	X	X	X	X